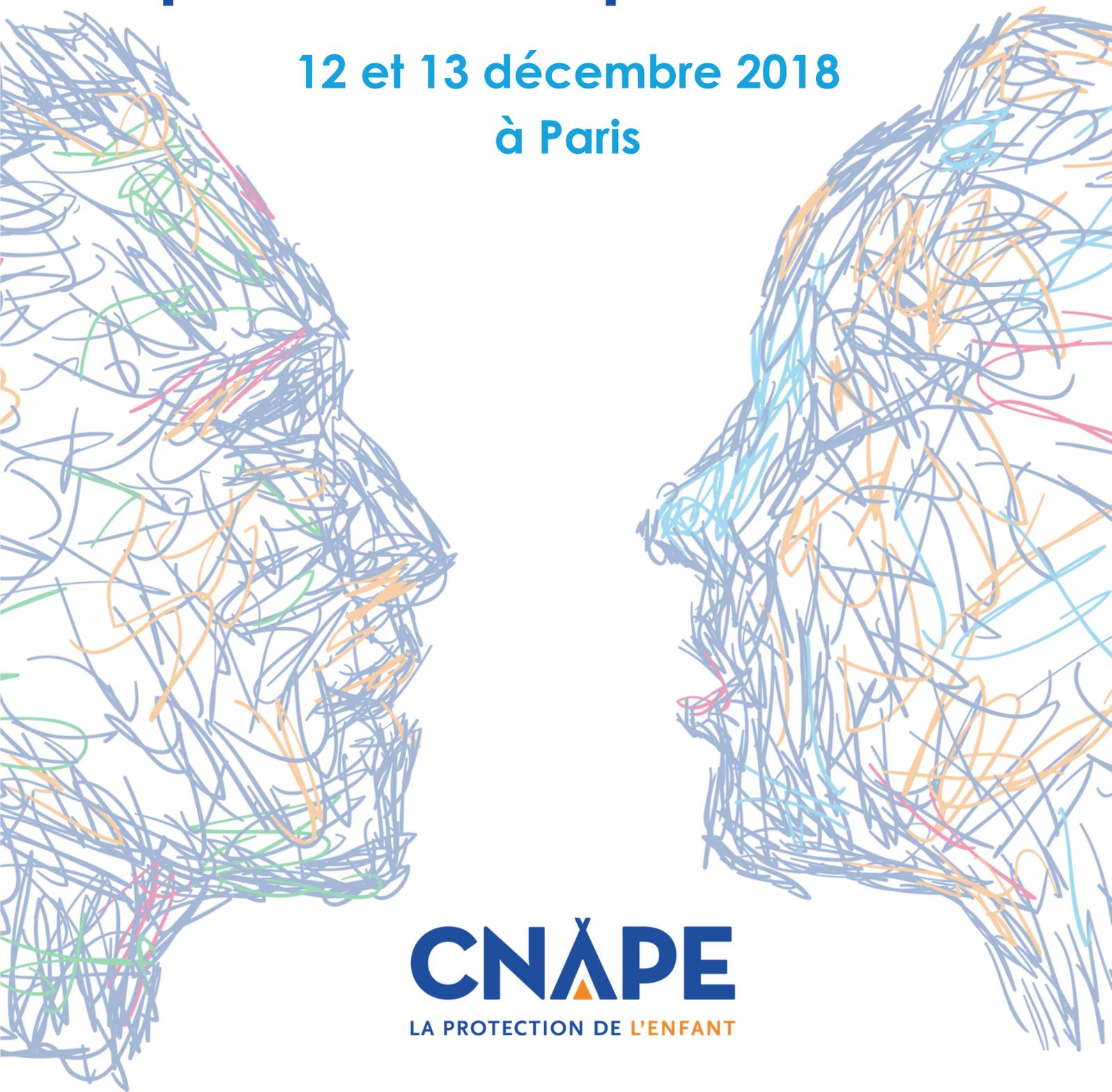


COLLOQUE
ANNUEL
DE LA CNAPE

Les publics de la prévention spécialisée

12 et 13 décembre 2018
à Paris



CNAPE

LA PROTECTION DE L'ENFANT

SOMMAIRE

OUVERTURE DES JOURNÉES

Fabienne Quiriau, directrice générale de la CNAPE / page 3

COMMENT DÉFINIR LA JEUNESSE ? DRESSER UN PORTRAIT DES JEUNES

Julie Bene, chargée d'études et de recherche à l'INJEP / page 7

REGARDS CROISÉS SUR LES PUBLICS ACCOMPAGNÉS : QUEL IMPACT SUR LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES ?

*Sabine Toupet, Ali Aiddid, Marion Carrier, Andy Delpeche, Sofiane Kerfi
et Charlotte Servelle du Comité de prévention spécialisée de Paris* / page 22

L'UNIVERS FÉMININ DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

*Katia Baudry, éducatrice spécialisée et docteure en sociologie,
rattachée au GEMASS (Sorbonne Université-CNRS)* / page 42

PROSTITUTION, MICHETONNAGE, CONDUITES À RISQUE : QUELS ACCOMPAGNEMENTS À METTRE EN ŒUVRE ?

*Emmanuel Bujiriri Babunga, Adam Cano Quero
et Anne-Sophie Germain de L'Essor* / page 59

L'APPROCHE INTERCULTURELLE POUR AGIR EN DIRECTION DES PUBLICS MIGRANTS

*Tahar Abbal, psychologue clinicien, animateur de la consultation
d'ethnosystémie et de groupes de psychiatrie transculturelle.
Service de psychopathologie de l'enfant, de l'adolescent,
psychiatrie générale et addictologie spécialisée, Hôpital Avicenne* / page 78

JEUNES MIGRANTS : QUELLES APPROCHES POSSIBLES ?

Didier Comte, directeur général de l'ADSEA 63 / page 92

LE PUBLIC EN ERRANCE : ENTRE RUPTURE ET RECHERCHE DE LIENS

*Marie-Odile Sassier, directrice générale de la SEA 35, Bertrand Poences,
Antoine Lepeltier et Virginie Salaün, de l'équipe d'appui du service de
prévention spécialisée de la SEA 35* / page 108

PAEJ ET PRÉVENTION SPÉCIALISÉE : DES COMPLÉMENTARITÉS POUR LES PUBLICS LES PLUS EN DIFFICULTÉ

*Roland Février, administrateur de l'Association Nationale des PAEJ,
Florian Pena, directeur du service de prévention spécialisée et
Régis Mellet, coordinateur du PAEJ de l'ADSEA de l'Ain* / page 126

CONCLUSION DES JOURNÉES

Fabienne Quiriau, directrice générale de la CNAPE / page 137



12 décembre 2018

ACCUEIL DU PUBLIC

Laure Sourmais, responsable du pôle protection de l'enfance de la CNAPE

Je me présente, je suis Laure Sourmais, je suis responsable du pôle Protection de l'enfance à la CNAPE et je vais faire un peu le fil rouge aujourd'hui pour nos journées de prévention spécialisée. Je laisse la parole en introduction à Fabienne Quiriau, directrice générale de la CNAPE.

OUVERTURE DES JOURNÉES

Fabienne Quiriau, directrice générale de la CNAPE

Bonjour et bienvenue à tous. Merci d'être présents à ce rendez-vous annuel de la prévention spécialisée organisé par la CNAPE, fédération que j'ai le plaisir de diriger. Nous avons craint un moment une décreue de notre public – j'emploie le terme déjà « de notre public » – étant donné le temps fort qu'il y a eu il y a quelques jours seulement du CNLAPS. Et donc nous pensions que peut-être ce rendez-vous n'allait pas rassembler autant de public et donc nous en sommes très heureux.

À votre intention, nous avons installé une exposition pour marquer le 70^{ème} anniversaire de la fédération, la CNAPE. Il nous est apparu important de réaliser cette exposition qui a été itinérante et qui a pu être proposée à différentes associations, tout simplement pour évoquer aussi notre histoire, l'histoire de la protection de l'enfance, l'histoire de cette fédération qui a eu un rôle important depuis 70 ans dans la protection de l'enfance, et au-delà bien sûr. Nous l'avons construite en faisant un travail rétrospectif sur les temps qui ont marqué la protection de l'enfance, mais aussi son contexte. Cela nous paraît toujours important de nous resituer dans un contexte et de nous situer aussi dans un avenir pour nous projeter, essayer d'identifier et de voir un horizon qui pourrait être celui de la protection de l'enfance, mais aussi de la prévention spécialisée.

Permettez-moi de vous dire quelques mots introductifs à ces deux journées qui ont pour thème : « **Les publics de la prévention spécialisée** ». Habituellement quand on parle de « public », on fait souvent le lien avec des lieux dédiés au public, des services généralement qui accueillent le public pour des prestations identifiées. Dans cette configuration, c'est le public qui va vers ces lieux qui lui sont dédiés plus ou moins ouverts, plus ou moins accueillants d'ailleurs. Les politiques publiques, notamment d'action sociale aujourd'hui et cela n'a pas dû vous échapper, portent toute l'idée que, bien sûr il faut toujours accueillir les publics dans des lieux dédiés, mais qu'il est important – *a fortiori* dans un contexte qui est celui que l'on connaît –

,d'aller vers le public. Souvent un public qui n'est pas en demande, qui est en retrait. C'est ce que – notamment pour les familles, les personnes qui sont en situation de pauvreté, de précarité – on a appelé depuis quelques années le « non-recours ». Alors pour la prévention spécialisée, « aller vers » c'est la raison d'être, c'est peut-être le cœur même de la mission des équipes de prévention spécialisée. « Aller vers » vers ceux qui justement sont en difficulté, mais qui ne demandent pas forcément quelque chose. Les équipes de prévention spécialisée, ancrées dans les territoires, là où les gens vivent, là où les gens habitent, dans un habitat qui est plus ou moins diffus ou concentré d'ailleurs, vont vers eux, sur ces territoires. C'est toute la différence avec les services traditionnels d'accueil des publics.

Alors le territoire, c'est sans doute quelque chose qui va aujourd'hui nous questionner. Là aussi c'est une tendance forte. D'ailleurs, si nous prêtons l'attention par rapport aux discours politiques aujourd'hui et dans l'élaboration, dans la conception, dans la réflexion à propos des politiques publiques d'action sociale, on voit bien les territoires deviennent un enjeu fort. Mais on découvre aussi qu'ils ne sont pas homogènes. Même on associe tout de suite le qualificatif de disparité, d'hétérogénéité. On parle et d'écart entre les territoires. Et donc, cela veut dire que les territoires sont aussi très divers, qu'ils accueillent des publics qui sont eux-mêmes très divers avec des problématiques diverses. Et donc la question de la diversité, dans tous les sens du terme, est une question centrale pour toute l'action sociale, et particulièrement pour la prévention spécialisée.

Cet ancrage territorial va nous ramener à nous interroger sur ces publics. On aurait très bien pu dire : « Le public de la prévention spécialisée ». On utilise ce terme et au passage je dois vous dire que là aussi, c'est une autre tendance : vous avez dû remarquer que l'on met tout au pluriel aujourd'hui. On ne parle plus de la famille mais on parle « des » familles, parce qu'on observe qu'elles aussi sont diverses par leurs compositions, par leurs façons de vivre, par leurs mœurs, par leurs modes de vie, par leurs rapports intrafamiliaux également. Et là aussi, on est sur une question de diversité qui n'échappe pas aux équipes de prévention spécialisée.

Donc des territoires divers, des familles qui sont diverses, et donc les jeunes. Les jeunes qui sont « le public » – c'est un terme générique – de la prévention spécialisée. Mais quand je dis « jeune », on a l'impression que c'est un tout, un tout homogène là aussi. Et en fait, on se rend compte qu'il y a une grande diversité pour les jeunes aussi. Même si dans la représentation, quand on parle des jeunes – je pense aux médias notamment, je pense à l'opinion publique, aux élus – les jeunes c'est ce tout, mais en même temps avec un discours, un regard, une représentation quelquefois clivante. Il y a les jeunes qui vivent leur vie de jeune. Leur caractéristique c'est qu'ils sont jeunes. Mais bon, cela ne gêne personne, ne pose pas de problème ni à leur environnement, là où ils vivent, ni à la société. Et puis il y a les autres, ceux qui posent problème à leur environnement dans les quartiers, mais qui posent aussi problème à la société. Et ce qui est plus marquant encore, je dirai que ces jeunes sont géolocalisés, ce n'est pas n'importe quel territoire. Et donc, ces publics de jeunes ne sont pas homogènes. Bien sûr, on dit « jeunes » c'est l'âge et pourtant déjà les âges, on voit bien que l'étendu des actions de la prévention spécialisée fait que

petit à petit les classes d'âge se sont élargies. Alors historiquement la prévention spécialisée s'adresse essentiellement bien sûr aux adolescents puis aux jeunes adultes, mais on observe ces dernières années – peut-être sous la pression aussi des financeurs du pouvoir public – que ces jeunes sont de plus en plus jeunes, puisqu'on n'est plus dans l'adolescence tout à fait, mais on est dans la préadolescence. Et on observe que ces jeunes sont de moins en moins jeunes aussi parce qu'on va au-delà des 21 ans, on va jusqu'à même 25 ans, là où dans cette classe d'âge (et là aussi ça ne vous échappe pas), la marginalisation, tous les phénomènes justement de rupture sociale sont très aigus. Alors, diversité par l'âge, il est évident que les questions, les réponses qu'on apporte ou les cheminements que l'on fait avec ces jeunes ne sont pas les mêmes, s'agissant de préadolescents ou de jeunes adultes justement en recherche d'autres horizons. Diversité aussi par le genre même. Les filles, les garçons, la prévention spécialisée s'intéresse bien sûr aux filles et garçons avec chacun leur questionnement, leur problématique intrinsèque liée sans doute au genre. Mais là, on s'intéresse beaucoup plus finalement à ce qui caractérise peut-être des questions propres aux jeunes filles, et peut-être encore plus au rapport entre le masculin et le féminin, entre les garçons et les filles donc diversité. Et ce rapport va être également différent selon les territoires, selon les contextes de vie, selon les familles, selon les âges. Cette diversité se fait également par les familles. Elles sont présentes ou pas. Cela donnera justement des actions de prévention spécialisée qui seront différentes. Et pourtant, cette diversité n'est pas forcément perçue. On le voit bien à travers le débat politique, la perception politique ou à travers ceux qui sont peut-être un peu loin de ces quartiers qui ont le sentiment que c'est un tout encore une fois. Alors c'est à ceux-là pourtant que la prévention spécialisée s'adresse. Elle s'adresse à cette diversité, à tout point de vue. Mais elle s'adresse aussi à cette diversité de difficultés. Certes les difficultés se ressemblent les unes, les autres. Mais en même temps, peut-être que le point commun c'est l'accumulation aussi des difficultés du fait du contexte, du fait des histoires de vie, du fait des histoires intrafamiliales, du fait aussi de tout ce qui fait la vie d'un jeune dans notre pays, il y a également des approches différentes.

Ce qui peut-être caractérise le plus les problématiques de ces publics-là, de mon point de vue, c'est tout d'abord l'isolement. Même si apparemment, on peut être avec les autres, avec les pairs. C'est un isolement qui se traduit de différentes façons. C'est l'isolement social, l'isolement par rapport à la société tout entière. Et puis il y a autre choses, c'est la présence ou la non-présence : non-présence des adultes ou du moins ceux sur lesquels le jeune peut compter. Et la prévention spécialisée fait partie justement de ces personnes-ressources de l'environnement, ces adultes sur lesquels les jeunes peuvent compter. Mais la non-présence aussi se traduit – et là nous sommes en plein dans le discours actuel – par la non-présence de l'offre de services publics, une vraie désertion. Et on se rend compte que finalement souvent les équipes de prévention spécialisée se trouvent dans des endroits, dans des territoires, dans des quartiers qui sont particulièrement affectés par cette désertion-là. Et pourtant, en dépit de ces difficultés qu'ils cumulent depuis la toute jeune enfance pour beaucoup d'entre eux et qui s'accompagnent bien sûr de tout

ce cortège de difficultés dans la famille, à l'école, sanitaires, sociales. Pourtant les professionnels savent bien que ces jeunes ne sont pas dénués de désir, d'attente, d'envie d'une autre vie, d'une vie meilleure. Et qu'ils ont des atouts et des potentiels.

Alors ces professionnels sont dans ces territoires et ils sont face à ces publics très divers dans des problématiques très diverses. Ce sont des observateurs de première ligne. Moi, je dirai même que ce sont des vigies de proximité, de très grande proximité. Parce que là où les gens vivent, c'est la plus grande proximité qui soit. Ce sont même plus que des éducateurs spécialisés, je dirai aujourd'hui, puisqu'ils ont acquis toutes ces compétences en observant par l'expérience, par la pratique, par la clinique. Ils sont devenus véritablement des ethnologues, des anthropologues, des sociologues, des psychologues. Enfin ce sont toutes ces approches qui les amènent à acquérir ces compétences dans la très grande proximité. Et pourtant il nous semble que les élus, les financeurs publics sous-estiment justement l'intérêt, le rôle de ces équipes de prévention spécialisée. Nous-mêmes, on s'en rend compte. Ils les redécouvrent à l'occasion de crise où quand d'un coup dans un quartier, dans un endroit ça brûle pour reprendre leurs propres termes. Donc des compétences qui nous semblent en même temps avoir beaucoup évolué sans doute, que les jeunes il y a 20-30 ans eux-mêmes ont évolué ne serait-ce que par leur questionnement, leur pratique, leur façon d'être. Ne serait-ce que par le Net, les réseaux sociaux. Ce sont des données que ces publics ont aujourd'hui et que les professionnels auprès d'eux ne peuvent pas ignorer. Donc il y a d'autres chemins de traverses à penser et il apparaît bien sûr que les pratiques ont dû s'adapter aussi à ces publics qui sont mouvants comme la société en pleine évolution, en pleine transformation. Alors oui, nous allons penser aujourd'hui tous ensemble à travers les interventions sur ces évolutions-là, sur ce qui caractérise aussi ces publics, sur les contextes de vie qui impactent complètement à la fois ces publics mais aussi la pratique professionnelle. C'est de tout cela que nous allons parler.

Laure Sourmais

Merci Fabienne Quiriau. Je vais laisser la parole à Julie Bene, chargée d'études et de recherche à la mission observation et évaluation de l'INJEP.

Effectivement, nous avons décidé de faire un colloque sur les différents publics de la prévention spécialisée, sur les différentes thématiques. Mais on s'était dit que c'est important d'ouvrir notre colloque sur une photographie de la jeunesse en France. C'est pour cette raison que l'on s'est retourné vers l'INJEP (Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire).

COMMENT DÉFINIR LA JEUNESSE ? DRESSER UN PORTRAIT DES JEUNES EN FRANCE

Julie Bene

Bonjour à tous. Je tiens déjà à remercier les organisatrices de m'avoir invitée aujourd'hui. Je suis vraiment très heureuse d'être là aujourd'hui. Comme cela a été évoqué, mon rôle ce matin va être de vous donner quelques éléments sur la jeunesse en France aujourd'hui, notamment sur la manière dont on peut définir la jeunesse aujourd'hui. Ma présentation, je l'espère, vous servira pour avoir des éléments de cadrage un peu généraux qui viendront éclairer les interventions plus thématiques que vous allez avoir durant ces deux jours.

Comme l'indique le titre de ma présentation, je vais m'intéresser à la définition de la jeunesse. On verra dans un premier temps en quoi c'est un objectif assez complexe et difficile à aboutir. Pour cela, je vais revenir sur des considérations un peu théoriques dans un premier temps qui s'appuieront sur des travaux de sociologie de la jeunesse et qui me permettront de répondre à la question « Qu'est-ce que devenir adulte aujourd'hui ? » et en creux « Qu'est-ce qu'être jeune aujourd'hui ? ». Dans un second temps, je reviendrai sur des éléments un peu plus concrets qui reviennent sur ce qui a été déjà dit en introduction, notamment sur le fait que l'on parle beaucoup de la jeunesse, mais en fait, il faudrait plutôt insister sur « les jeunes », on essaie de définir « les » jeunes et pas « la » jeunesse.

Cela étant dit, je tiens à souligner que ma présentation reste assez synthétique parce que c'est un sujet très riche. Je ne vais pas aborder tout ce qui pourrait être dit sur le sujet et chaque point que je vais aborder pourrait faire l'objet d'une présentation en soi tellement il y a de choses à dire.

Je vais revenir sur la définition de la jeunesse, notamment les difficultés qu'il y a à définir ce terme. Dans un premier temps, je vais revenir sur des choses assez théoriques. Tout d'abord, quand on s'intéresse à la définition de la jeunesse aujourd'hui, il faut revenir un peu en arrière pour regarder les transformations dans l'entrée dans la vie adulte. En effet, pendant longtemps, notamment dans les sociétés que l'on appelle souvent des sociétés traditionnelles (même si le terme peut être un peu discuté), la jeunesse était vue comme un état de transition entre l'enfance et l'âge adulte. Pour sortir de l'enfance, il faut passer plusieurs rites de passage qui étaient des rites plus ou moins institutionnalisés. Notamment ces rites de passage pour devenir adulte se traduisaient par trois seuils qu'il faut franchir : le premier c'est l'obtention d'un emploi stable ; le deuxième c'est la décohabitation du foyer familial et le fait de s'installer dans un logement indépendant ; et enfin, c'est la mise en couple. Je vous ai mis un schéma assez simplifié mais il permet de se représenter ce modèle dit « traditionnel » de passage à la vie adulte et de voir en quoi la fin des études est un moment charnière dans ce passage d'un état à un autre. Cette fin d'études coïncide à la fois avec l'obtention d'un emploi stable, le

fait de ne plus vivre chez ses parents et de s'installer dans un logement indépendant, notamment de s'installer dans un logement indépendant avec son conjoint ou sa conjointe. On voit comment le passage de ces trois seuils se fait à un même moment, dans une période très courte ; c'est pour cela qu'on parle de synchronisation des seuils d'entrée à la vie adulte.

Dans ce modèle, on peut dire que l'entrée dans la vie adulte se fait d'une manière unique avec le franchissement de ces trois seuils. Et, comme on peut le voir sur ce schéma, la définition des différentes classes d'âge – pour dire simplement ou en tout cas des différents états – est assez claire : on voit le côté où il y a l'enfance et l'adolescence et de l'autre l'âge adulte, et entre les deux il y aurait un moment assez court qu'on appellerait « jeunesse ». Dans ce modèle, on dispose de critères assez solides et objectifs pour définir la jeunesse qui est le fait d'avoir franchi ou non ces seuils.

Je ne vais pas aller dans le détail, mais je précise qu'on parle souvent de modèle unique de passage à la vie adulte pour ces sociétés traditionnelles. Mais, quand on parle de modèle unique, il ne faut pas oublier que dans ce modèle il y a quand même des différenciations sociales, il ne faut pas s'imaginer que tous les jeunes à cette époque vivaient exactement la même chose. Pour faire simple, la fin des études différait beaucoup entre les catégories de jeunes, et aussi on voyait beaucoup de différences entre deux genres, notamment le fait d'être issu de catégories sociales assez aisées souvent donnait lieu à des études supérieures et donc repoussait la fin des études, alors que ce n'était pas le cas des jeunes issus de milieux plus populaires.

Toutefois, ce schéma de passage à la vie adulte n'est plus forcément d'actualité et a connu de profondes transformations. On voit notamment qu'il y a eu un allongement de la jeunesse qui s'est fait notamment à cause de deux grosses transformations : la prolongation de la scolarité et la massification de l'enseignement supérieur qui ont fait que l'âge moyen de sortie du système éducatif a été repoussé, et puis la montée du chômage et la précarisation qui ont repoussé l'âge d'obtention d'un emploi stable. Si on regarde la frise qui compare l'entrée dans la vie adulte dans les années 50 et dans les années 2000, on voit en quoi cette période de jeunesse s'est allongée. Ainsi, dans les années 50, en moyenne on finit ses études plutôt vers 18 ans et on a un emploi stable vers 20 ans (cela rejoint à ce que j'ai déjà dit comme quoi on a un moment où l'on passe les seuils vers la vie adulte qui est très court, là où pour faire simple ce serait environ deux ans), tandis que si on regarde les mêmes seuils de passage dans les années 2000, on finit plutôt ses études vers 21 ans, on déménage de chez ses parents vers 23 ans et on obtient un emploi stable vers environ 28 ans. On voit que cette période de jeunesse s'étend plutôt de 21 ans à 28 ans, et que cette période de transition entre ce que l'on appelle la jeunesse et la vie adulte est devenue beaucoup plus longue.

Ensuite, on assiste à une deuxième transformation dans ce schéma d'entrée dans la vie adulte – qui est aussi une conséquence plus ou moins directe de ce que je viens d'évoquer, c'est-à-dire l'allongement de la scolarité et la montée du chômage ou

la précarisation –, c'est qu'on ne franchit plus les seuils à un même moment, mais d'une manière beaucoup plus éparpillée dans le temps. Du coup, la fin des études ne s'enchaîne plus nécessairement sur le fait de quitter ses parents, en tout cas quitter le foyer familial. Cela ne coïncide plus avec le fait de se mettre en couple ou de trouver un emploi stable.

J'ai mis un deuxième schéma qui vient s'opposer au schéma qu'on a vu juste avant et qui représente une des trajectoires possibles d'entrée dans la vie adulte. Ici dans ce schéma, le jeune finit ses études, il vit encore chez ses parents à ce moment-là. Il n'obtient pas un emploi stable d'une manière immédiate. Il rentre dans une phase de précarité, qu'elle soit caractérisée par du chômage ou par une succession d'emplois instables. Vu sa situation professionnelle instable, il reste chez ses parents. Ensuite, il obtient un emploi stable, il déménage, il obtient un logement indépendant, qu'il habite dans un premier temps d'une manière solitaire, puis il se met en couple et s'installe en couple.

Ce que je viens d'évoquer montre bien à quel point on a une désynchronisation des seuils. Les seuils ne se font plus en même temps et ne s'enchaînent plus d'une manière assez immédiate. L'entrée dans la vie adulte que je viens de décrire est une possibilité, mais parmi d'autres. Aujourd'hui, les parcours d'entrée dans la vie adulte se sont complexifiés et surtout diversifiés. Par exemple, les jeunes peuvent être amenés à décohabiter de chez leurs parents avant d'avoir terminé leurs études – on le voit notamment beaucoup chez les étudiants. Autre cas de figure, une personne peut décohabiter de chez ses parents pendant un certain temps, puis être amenée à revenir habiter chez ses parents. Par conséquent, d'un modèle unique d'entrée dans la vie adulte, on est passé à une diversité de modèles avec des rythmes et des étapes qui se font d'une manière plus aléatoire et surtout qui peuvent s'entrecroiser.

Par conséquent, aujourd'hui atteindre l'âge adulte ne signifie plus forcément le fait de franchir les seuils que j'ai évoqués jusqu'à maintenant. Les seuils qu'on a pu utiliser auparavant pour définir la jeunesse ne sont plus vraiment pertinents aujourd'hui, puisqu'ils ne représentent plus de frontières fixes et immuables qui seraient des critères de définition sur lesquels on pourrait s'appuyer. En quelque sorte, le critère d'âge dans l'acquisition du statut d'adulte n'a plus lieu d'être et les frontières entre jeunesse et âge adulte, voire entre enfance et adolescence, sont devenues très poreuses. C'est pourquoi aujourd'hui, il est très difficile de définir des bornes d'âge à la jeunesse. Pour illustrer cela, je vais prendre un exemple qui est celui des enquêtes sur les jeunes, plus particulièrement les enquêtes statistiques. Quand on fait une enquête statistique sur les jeunes, on étudie quelle population ? C'est assez difficile à dire puisque, si on regarde les chiffres qui sont produits sur les jeunes, on voit que certains commencent à 14, 15, des fois 18 ans, des fois 16 ans, c'est vraiment très divers. Même chose pour la borne haute de définition d'âge, des fois on voit des chiffres qui vont jusqu'à 24, 25, 26, 30, voire parfois 35. Bien sûr, cela dépend des thématiques qu'on étudie. En fonction des thématiques, il y a des bornes d'âge qui font plus sens que d'autres. Même sur une même thématique sur les enquêtes statistiques (ici, c'est sur l'emploi), on a des bornes d'âge qui peuvent différer. Ces deux tableaux viennent de publication de l'INSEE sur l'emploi des

jeunes. Mais dans un cas, on voit que la borne d'âge est 18-29 ans et de l'autre qu'elle est de 15-29 ans. Même si cet exemple peut sembler un peu anecdotique, cela montre quand même les difficultés à définir un âge pour la jeunesse quand on essaie de s'intéresser aux jeunes.

Pour conclure, sur cette question de borne et répondre à « A quel âge est-on jeune ? », il n'y a pas vraiment de réponse. En tout cas, il n'y a pas de réponses simples, universelles et qui font vraiment consensus.

Jusqu'à maintenant, j'ai beaucoup parlé des jeunes. Mais je n'ai pas vraiment parlé des adolescents. Et quand j'ai parlé des jeunes, j'ai plus ou moins laissé entendre qu'on devient jeune à partir du moment où on a fini ses études. Mais alors, que faire des adolescents ? Est-ce que les adolescents sont des jeunes ? Et est-ce que des jeunes seraient des grands adolescents ? Adolescence et jeunesse sont étroitement liées. Mais, même parmi les sociologues, il n'y a pas forcément consensus pour déterminer à quel point les deux sont liés. Pour certains, l'adolescence fait partie du long processus que l'on appelle jeunesse – et, certains y incluent l'enfance et donc il n'y aurait que des jeunes et cela ne ferait même pas sens de parler d'adolescents puisqu'il n'y aurait que des jeunes. Pour d'autres, il y aurait une continuité entre jeunesse et adolescence, les deux seraient très liées, mais on peut quand même parler d'adolescence de manière spécifique – il n'y aurait pas que des jeunes ou en tout cas il y aurait des jeunes un peu plus particuliers. Par contre, il n'y a pas de consensus sur où et comment séparer les jeunes des adolescents, il n'y aurait pas de critère de séparation qui fait un consensus universel. Néanmoins, une des manières de caractériser l'adolescence qui revient assez souvent, c'est de dire que l'adolescence est une période de recherche d'autonomie. C'est un moment où on construit son identité personnelle et où, pour construire cette identité personnelle, on s'éloigne de sa sphère familiale. C'est un moment où le groupe de pairs prend beaucoup d'importance. Il joue un rôle que ce soit dans l'organisation du temps libre, dans la recherche de soi-même, la formation d'identité propre. On le voit notamment dans les activités préférées des 12-17 ans où les copains et copines ont un rôle très important et sont pratiquement omniprésents.

Un autre enjeu de la construction de l'identité durant l'adolescence, c'est aussi de maîtriser des territoires que les parents ne contrôlent pas. On le voit notamment sur le contrôle parental des sorties avant 18 ans. On voit au fil des générations comment l'autonomie vis-à-vis des parents s'est affirmée. Aujourd'hui, le fait d'interdire les sorties est devenu un mode de contrôle parental assez marginal. Cela ne signifie pas que durant cette période, les parents ou les autres adultes perdent de leur importance, ils restent quand même une instance de validation, de construction de l'identité. Pour simplifier, pour devenir lui-même, l'adolescent a quand même besoin du regard des autres qui le valident pour dire « D'accord, c'est bien ton identité, je comprends qui tu es maintenant ».

Si on prend cette définition de l'adolescence, alors comment on détermine le moment où l'adolescence débute et le moment où elle se termine ? Encore une fois, c'est une question assez complexe comme ce que j'ai souligné pour la

jeunesse. Certains insistent sur le poids de l'institution scolaire, notamment l'entrée en sixième. L'entrée en classe de sixième serait un rite de passage qui marquerait l'entrée dans l'adolescence. Mais, avec le brouillage de plus en plus fort entre adolescence et enfance, notamment avec l'apparition de catégories comme préadolescence qui commencerait avant le collège, on peut se demander si ce moment de l'entrée en classe de sixième est vraiment pertinent. Même chose en ce qui concerne la définition de la borne haute de l'adolescence, notamment avec des catégories comme post-adolescent ou adulescent. Il est assez difficile de savoir quand elle se termine et aussi de savoir à quel moment on passe d'adolescent à jeune. Si l'adolescence est caractérisée par cette recherche et prise d'autonomie, la jeunesse serait caractérisée elle aussi, par une recherche d'autonomie – il y aurait une continuité sur ce point-là –, mais la jeunesse se spécifierait avec la recherche d'une indépendance matérielle vis-à-vis des parents notamment. Donc, le critère de séparation entre adolescence et jeunesse serait l'indépendance matérielle notamment vis-à-vis des parents.

Cependant, cette délimitation reste floue et on se heurte aux mêmes difficultés qu'on a pu voir dans la jeunesse qui est que les parcours de prise d'indépendance sont très divers. Ainsi, que dire des lycéens qui ont des petits boulots à côté de leur scolarité et qui commencent à acquérir une certaine forme d'indépendance ? Est-ce qu'ils sont des jeunes ou est-ce qu'ils sont adolescents ? Même chose pour les jeunes qui habitent encore chez leurs parents et qui sont encore dépendants financièrement de leurs parents : est-ce qu'ils sont jeunes ou est-ce qu'ils sont adolescents ? Il n'y a pas vraiment de réponse et on voit à quel point ce type de situation participe au brouillage des différentes catégories. Et donc pour répondre à la question que j'ai posée « les adolescents sont-ils jeunes ? », encore une fois, difficile de répondre puisque jeunesse et adolescence peuvent se confondre en fonction des définitions et des critères retenus.

Après cette parenthèse sur l'adolescence, je vais revenir sur notre problème de définition de la jeunesse. On a vu que délimiter la jeunesse en fonction de l'âge n'est plus forcément pertinent aujourd'hui. Mais alors que peut-on dire de la jeunesse aujourd'hui et surtout du fait de devenir adulte ? Est-ce qu'il est possible quand même de trouver une manière de caractériser cette entrée dans la vie adulte ? Un des gros phénomènes qu'on observe aujourd'hui, c'est que, être adulte aujourd'hui c'est surtout se sentir adulte. Et donc c'est surtout une question d'identité. L'entrée dans la vie adulte serait devenue quelque chose de très subjective. En effet, devenir adulte correspond à la définition que chacun met. Cela peut être de se construire, être responsable, être autonome, être indépendant ou même trouver sa place. C'est donc avant tout une question d'identité. On se dit adulte au regard des épreuves qu'on a traversées. De ce point de vue, la notion même d'adulte est devenue et devient assez fluctuante et réversible. On peut être en emploi et ne pas se dire adulte. On peut se dire adulte à un certain moment, puis à un autre moment se dire finalement je ne suis plus adulte à ce moment-là de ma vie. Ainsi, chacun a plus ou moins ses propres critères pour déterminer quand il est adulte et surtout quand il se sent adulte. Pour illustrer cela, je vous ai mis quelques messages que j'ai

trouvés sur des forums sur internet. je vous invite notamment à chercher sur internet sur votre moteur de recherche « Se sentir adulte » ou « Je ne me sens pas adulte » ce genre de choses, et vous verrez que beaucoup de choses ressortent, que ce soit sur des forums ou même des articles dans des magazines grand public, que ce soit dans la presse féminine ou psychologique. On voit dans les messages que j'ai mis à quel point le fait de se sentir adulte est central. Je ne vais pas lire tous les messages, mais on voit par exemple « Je me sens adulte », « A 26 ans, je n'ai toujours pas l'impression d'être adulte » et « Je me suis senti adulte qu'à 23-24 ans ». Et aussi, si on regarde dans le détail, ce qui est intéressant c'est qu'on voit que le fait de se sentir adulte n'est pas apprécié de la même façon, surtout en fonction des mêmes critères. Pour certains, le fait d'avoir une relation conjugale assez stable est un critère, tandis que pour d'autres ce n'est pas un critère du tout. De même, l'indépendance financière est un critère pour certains alors que pour d'autres ce n'est pas un critère. Donc, on voit bien à quel point la jeunesse est une période de transition entre « ne pas se sentir adulte » et « se sentir adulte ».

Un dernier élément que je voudrais mentionner sur cette définition de la jeunesse, c'est aussi que le sentiment d'être adulte passe aussi sur le fait qu'on me regarde comme un adulte. Ce regard peut revenir par exemple de la famille. L'arrivée du premier enfant peut être un moment pour la famille de dire : « Maintenant que tu as un enfant, tu es adulte, je te considère comme un adulte ». Ou, ce regard peut être aussi produit par différentes institutions. Par exemple si j'ai entre 16 et 25 ans et que je suis en situation de difficulté d'insertion professionnelle, les pouvoirs publics considèrent qu'on peut m'aider parce que je suis jeune et que j'ai droit à la garantie jeune. Pour la SNCF, j'ai droit à une carte de réduction jeune jusqu'à la veille de mes 28 ans. En ce qui concerne les banques, j'ai droit à un livret jeune jusqu'à mes 25 ans. Et certaines banques vont même me proposer après une offre « jeune actif ». Donc on voit bien que cette assignation d'étiquettes de « jeune » de la part de certaines institutions peut participer à la construction identitaire. On me fait plus ou moins comprendre que je suis dans une période de ma vie où je ne suis pas encore tout à fait adulte, je suis encore jeune, je suis encore dans une période de transition, et le fait qu'on me regarde comme jeune peut participer au fait que je ne me sente pas adulte. J'ai mis un autre message que j'ai trouvé sur un forum sur internet qui exprime parfaitement cela, la personne dit « Je ne me sens toujours pas adulte dans le regard des gens ». Bien sûr, cette dimension d'assignation identitaire ne fait pas tout. Ce n'est pas parce qu'on ne me regarde pas comme adulte que je ne me sens pas adulte, mais en tout cas c'est quelque chose qui participe clairement à cette dimension.

Jusqu'à maintenant, j'ai parlé beaucoup de « la » jeunesse. Mais comme je l'ai dit en introduction, il faudrait plutôt parler « des » jeunesses, parce que sous ce terme de jeunesse on retrouve des catégories très diverses. Et comme je l'ai déjà évoqué, c'est un reflet de la diversification des parcours d'entrée dans la vie adulte. Les jeunes connaissent des parcours différents et donc des situations très différentes. C'est pourquoi je vais revenir sur des éléments un peu plus concrets sur les jeunes en

France, en me concentrant notamment sur la prise d'indépendance matérielle des jeunes et en insistant sur les différences de situations.

Le premier élément que je voudrais souligner et qui a été déjà un peu mentionné, c'est que face à l'impression d'une génération de jeunes homogènes, il ne faut pas gommer le fait que les jeunes sont inégalement présents sur le territoire. La plupart des jeunes 18-29 ans habitent dans des pôles urbains. Et aussi, on peut mentionner le fait que les départements d'outre-mer sont en moyenne plus jeunes que les départements métropolitains. Au-delà de cet aspect de simple géolocalisation de la jeunesse, le territoire est un contexte dans lequel les jeunes vivent et conditionnent certains aspects de leur entrée dans la vie adulte. Étant donné un contexte d'offre de formation, d'offre socioculturelle ou de loisir qui est limitée et moins diverse dans les milieux ruraux, la mobilité représente un enjeu majeur d'entrée dans la vie adulte pour les jeunes qui habitent sur ce type de territoire, surtout lorsqu'ils sont à un moment de leur vie où ils essaient de revendiquer une forme d'autonomie et d'aspiration à l'indépendance, où ils doivent faire des choix de vie, que ce soit de vie familiale ou de vie professionnelle. Ainsi, cette question de la mobilité est un enjeu majeur. Et on voit que, si 65 % des 18-24 ans possèdent un permis de conduire, ce sont les jeunes ruraux qui le détiennent le plus souvent comparés aux jeunes urbains. Et, pour ces jeunes ruraux, le fait de ne pas posséder le permis de conduire peut limiter l'accès au marché du travail et peut contraindre les choix d'orientation, notamment contraindre de prendre une formation de proximité sans qu'il y ait de lien avec le projet professionnel. Ainsi, près d'un quart des jeunes a renoncé à un emploi à cause de difficultés de transport, et ils sont près de 20 % à avoir renoncé à une formation pour les mêmes raisons de transport. Ainsi, ce possible déficit de mobilité participe de certaines inégalités entre urbains et ruraux, mais aussi entre catégories sociales. En effet, on voit que les jeunes précaires sont plus dans cette situation de mobilité empêchée et déclarent beaucoup plus souvent avoir dû renoncer à accepter un emploi à cause du transport. Le constat est le même en ce qui concerne l'accès au permis de conduire. L'aide familiale est essentielle dans la détention d'un permis de conduire puisque près de 85 % des détenteurs de permis de conduire ont été aidés financièrement par leurs parents pour l'obtenir. La question des disparités sociales est assez forte entre les jeunes issus de familles aisées qui peuvent financer l'obtention de permis de conduire et les jeunes issus de milieux plus défavorisés où le manque de ressources peut être problématique pour accéder au permis de conduire. Par conséquent, d'un côté on trouve des jeunes qui disposent d'une forme de culture à la mobilité, et surtout qui ont les moyens de la rendre effective et de l'autre, on a des jeunes où les freins sociaux et matériels à la mobilité sont forts. Cette jeunesse, qui est contrainte et repliée et qui manque de solutions de moyens de mobilité, est amenée à privilégier des circuits assez courts ce qui peut entraîner une entrée dans la vie adulte assez particulière et peut empêcher les possibilités. On peut voir également à quel point les difficultés de mobilité peuvent représenter un véritable enjeu en ce qui concerne l'autonomie ou la prise d'indépendance financière et aussi l'insertion professionnelle.

Comme je l'ai déjà évoqué, la sortie du système éducatif est un moment qui peut être charnière, mais on voit aussi que les trajectoires juvéniles se caractérisent par une place centrale accordée aux études. Et la jeunesse aujourd'hui est globalement mieux formée que celle d'il y a quelques années, puisque près de 80 % des jeunes d'une génération obtiennent un baccalauréat alors qu'ils étaient environ 60 % dans les années 2000. Il faut quand même noter que cette forte augmentation est surtout due à la forte augmentation des bacheliers professionnels. Aujourd'hui, près de 44 % des jeunes qui ont terminé leurs études sont diplômés d'un diplôme d'enseignement supérieur. Cependant, cela ne va pas cacher le fait que les jeunes ont des parcours et des expériences scolaires très différents. Ils ne passent pas tous le baccalauréat et ne passent pas tous par l'université ou l'enseignement supérieur d'une manière plus générale. Ainsi, ils sont près de 43 % à sortir diplômés de l'enseignement secondaire (niveau CAP, BEP et bac), et près de 14 % à sortir sans aucun diplôme en poche. Ces trajectoires diverses d'études se traduisent par une entrée dans la vie adulte différente puisque l'âge moyen de sortie du système éducatif dépend fortement du niveau de diplôme. Ainsi, les jeunes sans diplôme sortent plus souvent à 18 ans du système éducatif, tandis que les jeunes qui ont un doctorat sortent plutôt vers 29 ans – on voit bien l'écart qu'il peut avoir entre les deux.

Les trajectoires scolaires sont diverses, notamment selon la catégorie de jeunes. Déjà on peut mentionner le fait que les jeunes femmes d'une manière générale ont un niveau de diplôme plus élevé que les jeunes hommes et que les jeunes hommes sont plus souvent sans diplôme. Ensuite, l'apparente démocratisation scolaire qui peut ressortir par exemple des chiffres que j'ai cités sur le baccalauréat ne doit pas cacher le fait qu'il existe encore des formes de classement scolaire, que toutes les formations ne se valent pas, et surtout que ce classement scolaire dépend fortement de l'origine sociale des jeunes. Ainsi, les enfants de cadres ou de parents qui exercent des professions intermédiaires sont beaucoup plus souvent bacheliers que les jeunes de parents ouvriers ou employés. De même, si on s'intéresse plus spécifiquement aux bacheliers, et à leur devenir dans l'enseignement supérieur, globalement la proportion d'enfants de cadres augmente avec le niveau de diplôme, tandis qu'il baisse pour la proportion d'enfants d'employés et d'ouvriers. Également, les jeunes issus de l'immigration sont plus souvent sans diplôme, mais cela diffère beaucoup en fonction de la date d'arrivée en France. Ainsi, les jeunes qui sont arrivés en France avant la classe de sixième ont plus souvent des trajectoires scolaires courtes, tandis que ceux qui sont arrivés après la classe de sixième en France ont des trajectoires beaucoup plus longues. Cela s'explique par le fait que les jeunes qui arrivent après la classe de sixième souvent viennent spécifiquement pour réaliser des études supérieures, c'est ce qui explique ce différentiel. Le parcours scolaire est également très lié au lieu de résidence. Ainsi, les jeunes qui résident en quartier prioritaire de la ville sont beaucoup moins souvent diplômés de l'enseignement supérieur et sont beaucoup plus souvent sans diplôme.

Depuis près de trente ans, le chômage pèse aussi fortement sur les jeunes. Pour ceux qui sont récemment entrés sur le marché du travail, ils ont beaucoup moins d'expérience, ce qui explique qu'ils subissent de plein fouet les fluctuations du

marché du travail et sont placés au premier rang des risques de chômage et de précarisation. Ainsi, près de 60 % des jeunes qui ont terminé leurs études ont été confrontés au chômage au moins une fois durant leurs trois premières années de vie active. Et, pour près de 40 % d'entre eux, ils ont été confrontés à une période de chômage même avant d'avoir accédé à leur premier emploi. Néanmoins, cette période de chômage est plus ou moins longue en fonction des jeunes. Et il faut aussi noter que ce chômage précoce, qui a lieu avant le premier emploi, peut traduire les difficultés qu'ils éprouvent à trouver une place sur le marché du travail. De plus, accéder à un premier emploi après une période de chômage précoce est souvent synonyme de précarité puisqu'ils sont beaucoup plus souvent en emploi instable. Bien sûr, cette situation face à l'emploi diffère sont les jeunes. Tout d'abord, le diplôme continue à protéger face à l'emploi. L'absence de diplôme reste un handicap pour les jeunes sur le marché du travail d'une manière générale. Ainsi, les diplômés du supérieur ont un taux de chômage moins important que les non-diplômés ou les diplômés du secondaire. La barrière d'entrée sur le marché du travail semble particulièrement difficile à franchir pour certaines catégories de jeunes. Les inégalités face à l'accès à l'emploi s'expliquent notamment par le territoire. Encore une fois, les jeunes issus de quartier prioritaire de la politique de la ville sont désavantagés par rapport aux autres. Avec un niveau de diplôme comparable, ils ont un taux de chômage plus important. Et ils sont aussi beaucoup moins souvent en emploi stable. Par ailleurs, certains jeunes peuvent être amenés à rencontrer des discriminations à l'embauche qui viennent plus ou moins complexifier leurs trajectoires d'entrée sur le marché du travail. Globalement, 12 % des jeunes déclarent avoir été victimes de discrimination à l'embauche au cours des trois premières années de leur vie active. Cela concerne notamment des discriminations de type sexiste ou raciste et qui touchent plus particulièrement les jeunes femmes pour ce qui concerne les discriminations sexistes, ainsi que les jeunes issus de quartiers QPV et des jeunes issus d'immigration en ce qui concerne les discriminations de type raciste.

Face à une scolarisation qui peut être assez longue et une entrée sur le marché du travail qui peut être très précaire, on peut légitimement se demander sur quel type des ressources s'appuient les jeunes. En effet, ils ont des ressources assez limitées, et surtout, comme ils sont plus souvent célibataires, ils doivent assumer seuls des dépenses assez importantes. Un premier constat qu'on peut faire, dans les ressources des jeunes, on a un poids très important des aides parentales qui représentent un apport essentiel pour les jeunes. Ainsi, 7 jeunes sur 10 ont été aidés financièrement de manière régulière par leurs parents. Cette aide financière peut être un versement monétaire régulier, mais aussi les aides pour régler certaines dépenses comme les frais de transport, les frais de communication (abonnements mobiles, etc.). En moyenne, cette aide parentale est de 250 € par mois. Néanmoins, en fonction du milieu social, cette aide diffère. Les jeunes issus des familles précaires sont beaucoup moins souvent aidés. Et aussi, cela dépend de leur situation. Quasi tous les jeunes qui sont en études sont aidés par leurs parents tandis que les jeunes en emploi ou en chômage, cette aide est beaucoup moins fréquente, et le montant est moindre

aussi. Par contre, on observe quand même que près de 40 % des jeunes en emploi sont aidés, ce qui montre que même en emploi, les jeunes peuvent continuer à être dépendants financièrement de leurs parents – même s'il faut noter pour les jeunes en emploi cette aide prend moins souvent la forme d'un versement monétaire, mais plutôt la forme d'aides à la dépense (frais de transport, etc.)

Étant donné que le salaire croît avec l'ancienneté, les jeunes en moyenne ont un salaire relativement faible. Ils gagnent en moyenne 1 250 € par mois et cette ressource est souvent complétée par les parents. On voit aussi une figure nouvelle qui apparaît, qui est celle des jeunes étudiants qui sont obligés de combiner scolarité et activité rémunérée. Pour ces jeunes, le fait d'exercer une activité rémunérée souvent suppose des difficultés financières, notamment l'impossibilité pour les parents d'apporter une aide financière. On voit aussi que ces revenus tirés du travail, mais aussi les aides parentales, sont complétés par des revenus sociaux. Ainsi, près de 40 % des 18-24 ans perçoivent au moins un revenu social, qui est en moyenne de 380 € par mois. Ces revenus sociaux sont les bourses et les aides au logement, même si en fonction de la catégorie de jeunes et surtout de leur situation face à l'emploi, ils ne perçoivent pas forcément les mêmes revenus sociaux. Ainsi, l'allocation de chômage augmente quand le jeune est inactif ou au chômage, même si on peut noter qu'une minorité de jeunes au chômage touche l'allocation chômage, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'ils ne remplissent pas les critères d'accès à ce type d'aide.

Ces ressources qui sont assez fragiles, qui dépendent de l'aide publique ou de l'aide parentale, peuvent entraîner assez facilement un basculement vers la pauvreté. Ainsi, 11 % des 16-30 ans sont considérés pauvres en conditions de vie, c'est-à-dire qu'ils ont eu des difficultés ou des privations, que ce soit au niveau du logement ou de la consommation. Par ailleurs, si on se concentre cette fois sur la pauvreté strictement monétaire, la pauvreté est inégalement répartie sur le territoire. Notamment, elle est plus présente dans le Nord et autour de la Méditerranée.

Ensuite, en ce qui concerne le logement, l'accès au logement autonome pour les jeunes est un enjeu majeur vers la transition vers l'âge adulte. Et si en moyenne la décohabitation se situe vers 23 ans, il y a des différences entre les genres ; les jeunes femmes ont tendance à quitter le domicile parental beaucoup plus tôt. La décohabitation est aussi liée à la situation des jeunes, notamment au chômage puisque la courbe de chômage et le taux de cohabitation sont corrélés. Cela dépend beaucoup de la situation professionnelle, les jeunes étudiants étant souvent en situation de semi-cohabitation, c'est-à-dire qu'ils alternent un logement autre que le domicile parental. Par ailleurs, le chemin vers l'autonomie résidentielle ne suit pas un modèle unique. On a une inégale répartition territoriale de l'enseignement supérieur, ce qui fait que les étudiants sont amenés à décohabiter beaucoup plus tôt. Les dépenses de logement aussi sont fortes, ce qui fait que les jeunes issus de familles assez populaires qui ne peuvent pas les aider financièrement à obtenir un logement indépendant, sont beaucoup plus souvent chez leurs parents.

Devenir adulte est devenu quelque chose de très subjectif. On ne peut plus vraiment se baser sur l'âge. Cela fait qu'en termes de publics visés par les politiques publiques ou les actions d'accompagnement vers les jeunes, cela pose certaines questions, notamment sur la pertinence de penser en termes d'âge quand on met en place des dispositifs. En tout cas, la réflexion est de réfléchir en termes de situation dans laquelle se trouvent les jeunes et aussi leur parcours. Comme je l'ai pointé, ce processus de prise d'indépendance matérielle dépend beaucoup de la situation des jeunes mais aussi du soutien de la famille derrière qui revient souvent et qui peut poser problème notamment quand on s'adresse à des publics qui sont en rupture familiale ou qui ont des familles qui ne peuvent pas les aider financièrement. Je vous remercie pour votre écoute. [Applaudissements]

Échange avec la salle

Laure Sourmais

Merci beaucoup Julie Bene, vous avez bien expliqué qu'appréhender la jeunesse n'était pas si simple que cela. D'ailleurs c'est « les » jeunesses, on a bien compris puisqu'il n'y a pas de consensus sur les bornes d'âge. Il y a effectivement des difficultés à distinguer le passage de l'adolescence à la jeunesse, et qu'il faut par exemple « des » jeunes et « des » jeunesses. Et puis, surtout l'impact du territoire avec les derniers chiffres que vous avez donnés sur la scolarité, l'emploi etc., que les équipes de prévention spécialisée voient au quotidien.

Les documents, notamment ceux de l'INJEP sont toujours très intéressants, et je vous invite à aller sur le site de l'INJEP car ce sont des vraies ressources. En tout cas, on s'appuie beaucoup dessus en termes d'études, de recherches, de chiffres, etc. Avez-vous des questions, des précisions, des demandes plus précises par rapport à la jeunesse, enfin « aux jeunesses » ?

QUESTION DE LA SALLE

Un éducateur

Bonjour. Vous avez parlé de l'adolescence qui peut être caractérisée par une période de volonté de maîtrise de territoire non contrôlé par les parents. Je suppose que ce n'est pas du territoire physique ? Du coup, quid des réseaux sociaux ? C'est un territoire qui est non maîtrisé par les parents... Enfin pour la plupart. Et, dans la même lignée quid de l'occupation de l'espace public sans présence adulte structurante qu'on retrouve sur les quartiers ?

Julie Bene

En ce qui concerne les réseaux sociaux numériques, effectivement le développement des réseaux sociaux, en tout cas le succès des réseaux sociaux envers les jeunes, illustre cela. Souvent les jeunes utilisent les réseaux sociaux parce

que les parents n'y sont pas. D'ailleurs, c'est pour cela que Facebook perd en succès chez les jeunes puisque de plus en plus des parents sont sur Facebook, et du coup, être sur Facebook quand on est jeune n'est pas forcément une bonne idée si on veut que les parents ne s'occupent pas de nos affaires. C'est pourquoi ils investissent d'autres réseaux sociaux qui ne sont pas encore – peut-être qu'ils ne seront jamais, mais en tout cas qui ne sont pas – maîtrisés par les parents, notamment Snapchat, même Instagram, ce genre de choses. En ce qui concerne la présence sur le territoire, je n'ai pas beaucoup d'éléments de réponse sur cela. Cette question de territoire et d'investissement de territoire au passage de l'adolescence est vraiment importante, et on commence à amener des études dessus, notamment une étude est en cours sur les jeunes filles rurales où cette question du territoire, notamment de l'investissement des espaces publics et de la question des bandes, est abordée. On aura donc plus d'éléments de réponse avec cette étude.

QUESTION DE LA SALLE

Un éducateur

Bonjour. Avec l'exposé que vous nous avez présenté, je voulais savoir si pour vous la jeunesse est une question sociale ou une question sociétale ?

Julie Bene

Cela dépend ce que vous mettez sous le mot « sociétal ». C'est une question sociétale puisque la jeunesse est devenue un peu une catégorie dont on parle. C'est devenu une « question de société » avec beaucoup de guillemets. Les pouvoirs publics s'en saisissent de plus en plus et forcément c'est devenu une question sociétale au sens où on considère que c'est un public particulier qui a des difficultés particulières et donc il faut s'y intéresser, il faut agir envers elle. Et aussi, les médias véhiculent aussi des représentations sur les jeunes, et forcément, dans le débat public on se fait une représentation des jeunes plus ou moins adéquate. En tout cas, c'est devenu une question qui interroge et on en parle. Après, une question sociale, c'est une question sociale au sens que les jeunes connaissent des difficultés particulières et c'est un public social pour lequel il faut agir. C'est une question qu'il faut investir d'un point de vue des aides sociales et des aides publiques.

QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

Je me demandais, il y a de plus en plus de jeunes qu'on considère en primaire parce que, avec le schéma familial, ils ont des responsabilités beaucoup plus tôt. C'est un peu en fonction de leur schéma avec les responsabilités des petits frères ou des petites sœurs, donc une autonomie qui est différente par rapport à certains milieux. Donc, si on commence de plus en plus tôt, parce que c'est le but de la prévention, on devrait normalement réussir à accompagner plus facilement ces très jeunes dans

l'adolescence, et du coup après le jeune adulte. Alors que si on commence dès la troisième ou quatrième, il y a déjà eu plein de choses qui se sont passées dans leurs parcours de vie, qui fait que (le schéma familial ou autre), on est déjà dans des choses problématiques bien ancrées. Et c'est beaucoup plus difficile de les faire sortir, ou même accompagner la famille au niveau administratif ou financier parce qu'on est arrivé dans des choses qui sont trop graves ou trop importantes. Donc pour moi, la question c'est pourquoi la prévention spécialisée n'est pas au plus jeune âge ?

Julie Bene

Je pense que c'est une question qu'il faudra poser tout au long de ces journées car je n'ai pas forcément la réponse ! Je pense que cela vient un peu du fait que pendant longtemps, comme j'ai dit, les jeunes, c'était une période très précise de la vie, et on a un peu pensé la jeunesse et les difficultés liées à la jeunesse dans cette période d'âge très réduite. Du coup, on n'a pas forcément pensé en amont, et maintenant on se dit que la jeunesse, c'est plutôt des trajectoires en fait et pas forcément un moment en particulier. C'est pour cela qu'on a un peu cloisonné la jeunesse à un certain moment et maintenant on se rend compte qu'il faudrait peut-être la décroisonner parce que justement, comme vous le dites, il y a des choses qui peuvent se passer très tôt, et donc il faut réfléchir plus en amont.

QUESTION DE LA SALLE

Un éducateur

J'ai deux remarques et une question. Vous avez dit dans votre exposé que les outre-mers avaient une population très jeune. Il faudra nuancer car c'est deux départements qui ont des populations jeunes et c'est deux populations qui sont liées à la migration ce qui n'est pas encore traité. Sinon les autres sont abonnés comme le territoire national à plus envisager les EHPAD que les terrains de foot. C'est la première remarque. La deuxième, on est encore dans une conception où la jeunesse serait une problématique ou une difficulté alors que c'est le renouvellement d'une société. Donc, je pense qu'il faut qu'on change de paradigme. Au regard de ce qu'on vit tous les jours, on demande à la prévention spécialisée d'apporter des réponses dans ce qui n'est plus un hasard législatif, mais vraiment une construction sociétale. C'est-à-dire qu'on nous demande d'apporter des réponses à des questionnements que plus personne ne veut se poser. Est-ce que vous pensez qu'on poursuit ou bien on finit avec la schizophrénie ? Parce que nous n'avons ni les leviers ni sur la formation, ni sur l'aménagement du territoire, ni sur les modes de déplacement, et on nous demande d'apporter des réponses.

Julie Bene

Il faut aller sur le site de l'INJEP ! Je pense que vous, comme vous êtes sur le terrain, vous êtes plus amenés à ce qu'on vous pose des questions. Et forcément vous n'avez pas les réponses, tandis qu'à l'INJEP par exemple, on fait beaucoup d'études sur la situation des jeunes, mais on n'est pas sur le terrain et donc on n'est pas au

contact. Et c'est vrai qu'il y a aussi un enjeu d'information envers vous, pour vous donner, peut-être pas la réponse parce que la réponse universelle sur toutes les problématiques que vous pouvez rencontrer n'existe pas, mais en tout cas vous donner quelques clés pour essayer de comprendre et d'avoir quelques réponses. Avec l'INJEP, on essaie de faire ce travail d'information, etc. C'est un travail compliqué, un but à atteindre qui n'est pas forcément atteint aujourd'hui, mais à l'INJEP, on traite beaucoup de questions. Par exemple, sur les questions de mobilité ou de territoire, on a fait beaucoup de choses, notamment des monographies sur certains territoires. Sur l'outremer aussi, on a fait pas mal de choses. Cela peut vous apporter certaines ressources pour répondre.

QUESTION DE LA SALLE

Un éducateur

Bonjour. Je voulais revenir sur ce que vous aviez évoqué sur les jeunes issus de l'immigration qui réussissent, notamment ceux qui arrivaient avant la sixième qui réussissaient moins bien que les jeunes arrivés juste à la période de collège. Je trouve cela étonnant, j'aurais été plutôt d'accord avec vous sur une arrivée post-collège, à savoir lycée où il y a une forme de formation. Vous pouvez en dire davantage sur cette analyse ? Et puis, avez-vous à l'INJEP des éléments de comparaison notamment sur les jeunes issus de l'immigration concernant la période fin des années 60-70 à la période actuelle sur leur parcours d'intégration, par exemple savoir s'il y a plus de cadres aujourd'hui dans ces populations qu'à l'époque ?

Julie Bene

À l'INJEP, on n'aura pas ce type d'études. Le parcours scolaire à l'INJEP est un champ qu'on n'a pas beaucoup investi. On fait beaucoup de choses en partenariat avec notamment le CEREQ (Centre d'Étude et de Recherche sur les Qualifications) qui fait beaucoup d'études sur l'enseignement supérieur.

Un éducateur

Et puis, ma question sur l'arrivée des jeunes avant la sixième qui réussissent moins bien que les jeunes qui arrivent sur la période collège où on imagine des problèmes de langue, etc.

Julie Bene

En fait, comme je l'ai dit, les jeunes qui sont arrivés après la période de sixième, sont souvent arrivés après le baccalauréat (l'équivalent étranger du baccalauréat) pour faire des études universitaires. Ces jeunes ont des bagages, enfin viennent d'un milieu un peu plus aisé d'une manière globale, et ont surtout un bagage culturel un peu plus fort. Du coup mécaniquement, c'est pourquoi il y a une différence entre les deux.

Un éducateur

Effectivement, ce que j'avais compris, c'est une arrivée pendant la période du collège, je trouvais cela très étonnant. Parce qu'on parle de l'arrivée après la sixième alors que là on évoque après le bac où ce sont des jeunes qui ont connu des formations dans leur pays d'origine.

Julie Bene

Tout à fait. Après la sixième, on n'a pas plus de précisions, s'ils sont arrivés beaucoup plus tard. En faisant des études plus précises on voit que c'est ce profil de jeune qui fait la différence.

QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice de prévention spécialisée

Bonjour, je suis éducateur dans une autre équipe de prévention spécialisée en Guadeloupe. En fait nous, on dit « le jeune », il peut être adolescent et il peut avoir plus de 21 ans. Vous disiez tout à l'heure que l'entrée en sixième, on pourrait dire aussi que cela fait partie aussi de l'adolescence, et on fait le constat que, ceux qui ont 9-10 ans, est-ce que ceux-là aussi, on ne pourrait pas se dire qu'ils font partie des adolescents, notamment par rapport à leur problématique qui est proche de celle de ceux qui sont appelés adolescents ?

Julie Bene

Cela rejoint la remarque de Madame tout à l'heure. Même avant le collège, c'est-à-dire en primaire, on peut se poser la question de plus en plus est-ce qu'on n'a pas affaire à des adolescents ? C'est pourquoi il est une question très difficile de définir l'âge de l'adolescence car on voit des choses qui se passent qui sont les prémices de choses qui viendront se confirmer durant le collège. Je pense que c'est aussi pour cela qu'on entend de plus en plus dans le débat public cette notion de prépubère, de pré-adolescent. On voit même maintenant par exemple dans les magazines féminins : « Comment gérer votre pré-adolescent ? », ce genre de choses. Donc oui, cela pose vraiment une question sur : « Qu'est-ce qu'on fait ? », « Comment on considère ces enfants ou ces adolescents ? ». On ne sait pas vraiment. Oui, c'est vraiment une question qu'il faudrait explorer. D'ailleurs, à l'INJEP, on n'a pas forcément de réponses ou tranché le problème, mais on se pose aussi la question. Pour nous, la jeunesse, c'est plutôt 15 ans, en tout cas les études qu'on mène sont plutôt à partir de 15 ans, tandis que la période avant 15 ans est peu investie pour l'instant. Et c'est une question qu'on a posée il n'y a pas très longtemps sur : « Est-ce qu'on ne pourrait pas faire des études avant 15 ans ? Est-ce que c'est vraiment de la jeunesse ou pas ? », parce qu'on a un vide pour l'instant sur ces questions. C'est un véritable enjeu aujourd'hui de savoir : ces jeunes, on parle de qui, et surtout les adolescents, c'est qui ?

REGARDS CROISÉS SUR LES PUBLICS ACCOMPAGNÉS : QUEL IMPACT SUR LES PRATIQUES PROFESSIONNELLES ?

Laure Sourmais

Nous avons fait un premier temps sur un état nécessaire de la jeunesse en France, cette photographie de la jeunesse en France. Là, on va resserrer les débats sur la prévention spécialisée, sur les publics accompagnés par la prévention spécialisée. La CNAPE et le Comité de Prévention Spécialisée de Paris (CPSP) ont un partenariat assez fort et de confiance. On s'est dit qu'il était intéressant de travailler ensemble pour ces journées, et de faire intervenir plusieurs équipes qui sont membres du CPSP mais je vous laisserai vous présenter. L'idée est de voir cette diversité des publics à travers différentes équipes.

Donc, nous aurons à cette table ronde : Ali Aiddid de l'association Olga Spitzer ; Marion Carrier des Équipes d'Amitié ; Andy Delpeche d'Olga Spitzer ; Sofiane Kerfi de la fondation Jeunesse Feu Vert ; Charlotte Servelle des Équipes d'Amitié ; et Sabine Toupet déléguée du CPSP. Je vous laisse la parole.

Sabine Toupet

Bonjour à tous, l'enjeu d'aujourd'hui était de vous proposer un temps de regards croisés sur les différents publics qui sont accompagnés par la prévention spécialisée de Paris (sur quelques-uns de ces différents publics forcément. La prévention spécialisée à Paris c'est environ 210 hectares de terrain pour 2 millions d'habitants sur 205 km², 11 associations. Ces associations sont très différentes, avec des associations de taille assez importante qui ne font que de la prévention spécialisée, des associations assez importantes qui font un peu de prévention spécialisée, des associations d'effectif moindre qui ne font que de la prévention spécialisée. C'est un financement très majoritairement départemental, un rattachement à l' élu en charge de la prévention de la sécurité de la politique de la ville sachant que la prévention spécialisée est attendue dans différents schémas, différents contrats (j'imagine que c'est la même chose un petit peu partout. Mais on voulait vous présenter le contexte général), dans le schéma de protection de l'enfance, mais aussi dans le contrat de ville, dans le contrat d'autonomie (contrat Jeunesse) et dans le contrat de prévention et sécurité. Des axes prioritaires ont été fixés par le département, qui sont de plus en plus nombreux et qui n'enlèvent pas les axes prioritaires précédents, ce qui peut occasionner quelques soucis en matière de travail puisque les moyens (comme un peu partout) n'augmentent pas même si nous avons la chance que majoritairement ils ne diminuent pas. Je vous les ai rappelés : contribuer à la protection de l'enfance ; être présent dans l'espace public ; agir à l'encontre des processus de marginalisation dont le décrochage scolaire ; favoriser l'insertion sociale et socio-pro ; développer des supports et des

espaces pour favoriser l'égalité femme-homme ; interroger les transmissions identitaires et participer à la dynamique interculturelle ; engager des relations avec les familles ; faciliter l'accès aux soins ; concourir à la prévention de la délinquance dont la prévention des risques ; alerter sur les évolutions sociétales sur les territoires d'intervention et être vigilants aux évolutions des relations entre les jeunes notamment via l'usage des réseaux sociaux. Vous voyez la palette des axes prioritaires qui est assez large.

Sur l'objet de la présentation aujourd'hui, à plusieurs reprises avec les éducateurs qui sont à ma gauche, on s'est rencontré pour évoquer quels sont les publics auprès desquels ils interviennent, les publics majoritaires. Évidemment, il y a des pratiques communes à toute la prévention spécialisée de Paris, il y a des caractéristiques communes aux publics (au pluriel) de la prévention spécialisée à Paris, mais en fonction des territoires, il va y avoir aussi des caractéristiques spécifiques qui vont ressortir. C'est l'objet de la présentation qu'on va vous faire aujourd'hui. L'idée n'est pas de vous faire une présentation exhaustive des publics parisiens, mais bien d'essayer de vous restituer une partie des discussions qu'on a pu avoir dans ce groupe de travail et qui a permis à chacun d'entre nous, je pense, d'interroger, de confronter ses pratiques, de s'enrichir des pratiques de l'autre, et en apprenant aussi à mieux connaître le territoire et les publics auprès desquels les autres travaillent.

Là, vous avez une cartographie des territoires couverts par la prévention spécialisée à Paris. Aujourd'hui, on va entendre Ali et Andy qui travaillent dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, Charlotte qui travaille dans le 18^{ème}, Marion qui travaille à la Gare du Nord et la Gare de l'Est, et Sofiane qui travaille sur une des grandes équipes qui couvrent les 11^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème}. Je vais laisser tout de suite la parole à Ali qui va évoquer un peu plus précisément le travail qu'il peut faire auprès des familles.

Ali Aiddid

Bonjour, je travaille au service de prévention spécialisée de l'association Olga Spitzer dans le 11^{ème} arrondissement de Paris, un territoire qui va de Père-Lachaise, Bastille et Nation. Je suis chargé plutôt de parler du travail qu'on fait plus spécifiquement avec les familles. J'ai deux missions, je dois à la fois être exhaustif et synthétique, mais je vais essayer de faire synthétique.

La grande majorité des familles avec lesquelles on travaille sur le service, c'est les familles monoparentales, presque exclusivement des femmes isolées avec enfant. Ces familles cumulent beaucoup de difficultés : des difficultés de pauvreté économique, logement précaire, voire insalubre, avec des conséquences psychologiques qui peuvent être graves, qui peut aller du repli sur soi, de la phobie sociale, voire de la dépression. Pour certaines familles, on a par exemple des situations telles que c'est les gosses, les petits qui gèrent le quotidien de la famille. Un gamin de 12 ans va se lever le matin, préparer le petit-déjeuner pour tout le monde parce que sa maman ne peut pas, elle est dans un tel état psychologique qu'elle est incapable de faire quoi que ce soit et c'est lui qui prend le relais. Il fait le petit-

déjeuner, il habille les petits frères et sœurs, il les accompagne à l'école, puis il va au collège et le soir, même chose, il récupère ses petits frères et sœurs à l'école, il retourne à la maison, il fait le goûter et le dîner. On a vraiment des situations comme cela. Ce qui frappe aussi (en tout cas c'est ce que j'ai pu observer dans mon expérience perso), c'est l'isolement dans lequel on peut trouver certaines familles. Les familles qui, pour certaines, sortent complètement des radars. Souvent, en tout cas on m'a fait le reproche de sortir des clous de la prev' parce que certains estiment que ce n'est pas le rôle de l'éducateur spécialisé de faire un accompagnement global, parce que ces personnes sont vraiment sorties des radars, elles n'ont plus de lien avec l'assistante sociale, perte des droits auxquels elles ont droit. Le travail de la prévention spécialisée, tel que je le vis, c'est vraiment de raccrocher à un moment donné toutes ces personnes, toutes ces familles, aux dispositifs de droit commun. Et si ce travail n'est pas fait par la prev', il n'est fait par personne.

Sabine Toupet

Tu pourrais dire peut-être comment ce travail vis-à-vis des familles s'est développé. Tu nous as parlé de la question du bouche-à-oreille et de la crédibilité que cela apportait à ton travail sur le quartier.

Ali Aiddid

Cela interroge aussi plus globalement, c'est-à-dire le travail social, l'intervention sociale en général. Comment des familles comme cela peuvent se retrouver dans de telle situation ? Comment c'est possible ? Et s'il n'y a pas la prev', qu'est-ce qui se passe ? Comment on peut changer le quotidien de ces gens-là ?

Sabine Toupet

Pour ne rien vous cacher, j'ai eu la chance de diriger l'équipe dans laquelle travaille Ali et du coup de travailler à ses côtés. Effectivement, tout ce que vous, acteurs de prévention spécialisée, vous pouvez aller rechercher parce que vous pouvez vous déplacer au domicile des familles, parce que vous pouvez aller rencontrer l'ensemble des acteurs d'une situation, parce que vous pouvez raccrocher l'ensemble des acteurs de cette situation à la situation, parce que même s'il y a un isolement de toute une partie des familles, il peut y avoir eu à un moment un accompagnement social, il peut y avoir eu à un moment des interlocuteurs, et il s'agit aussi de remailler et de rassembler ces éducateurs pour refaire ce travail auprès des familles et remettre ces familles actrices de leurs situations. C'était ce dont tu nous parlais aussi quand on s'est rencontré, de réussir à rendre les familles, mais aussi les jeunes, pas seulement les parents, les jeunes acteurs dans les situations qu'ils vivent.

Ali Aiddid

Oui, dans un second temps. Ce qui me frappe vraiment c'est cela, cette situation d'isolement total et si la prev' n'est pas là, c'est terrible. On a une maman à qui notre intervention a permis de récupérer 300 € de revenus par mois. Une maman qui vit avec deux de ses enfants de 21 et 22 ans dont un qui est incarcéré, une famille qui vit avec 600 € de revenus pour trois. C'est une maman qui avait le droit à des prestations, mais qui, du fait de son isolement, était sortie des radars. Et l'action de la prev' a permis de lui permettre de retrouver ses droits.

Sabine Toupet

Sur le même secteur, Andy, tu peux enchaîner sur ce territoire sur lequel on rencontre une grande mixité ? Il y a toutes ces situations très compliquées dont nous parle Ali, mais c'est aussi un territoire qui est en mutation.

Andy Delpeche

Je suis Andy Delpeche et comme Ali, je travaille au SPS à Olga Spitzer. Je suis arrivé dans le 11^{ème} en septembre 2017, et quand je suis arrivé, je me suis dit « waouh, c'est un peu beau, ça a l'air beau, donc il n'y aura pas beaucoup de taf à faire et je serai tranquille »... Pourtant, quand je suis confronté à la réalité au jour le jour, je me suis dit « Ah, non il y a des soucis ». La forte gentrification qu'il y a dans le 11^{ème} masque beaucoup de réalités. Nous autres, nous intervenons dans une partie du territoire qui n'est pas classée politique de la ville. Mais, même s'elle n'est pas classée QPV, il y a beaucoup de problématiques.

Sabine parlait de mixité, oui il y a une forte mixité dans notre partie du territoire. Si vous voyez les terrasses de cafés, les restaurants, vous allez voir une catégorie. Celle que nous accompagnons, les jeunes, les familles, ne fréquentent pas les restaurants et les terrasses de cafés parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Malheureusement (on dit « malheureusement »), les gens vivent dans un environnement où ils ne peuvent pas profiter des choses autour. Certes, il y a une forte mixité, on le voit, mais aussi, il y a une mixité qui est imposée dans les institutions de socialisation, par exemple à l'école. À l'intérieur de l'école, les jeunes se côtoient. Les jeunes que nous accompagnons se côtoient, ils se voient, ils se parlent, mais dès qu'ils quittent l'école, il n'y a plus de mixité sociale, chacun reste dans son coin, les catégories ne se mélangent pas. Par exemple, on a deux centres sociaux sur notre territoire (le Centre Social Solidarité et la MJC) où, quand vous rentrez vous voyez les catégories, elles sont dedans, parfois dans les mêmes activités. Mais, quand elles sortent, chacun reste dans son coin et les gens ne se côtoient pas. Du coup, cela crée beaucoup de frustrations chez certains. Je pense que vous comprenez mieux que moi : quand on n'a pas ce que les autres ont, parfois cela crée de la frustration et on se sent marginalisé.

Voilà, c'est tout ce que je pense que je peux dire de ce qui se passe sur le territoire de 11^{ème}. Il y a une forte mixité avec d'un côté ceux qu'on peut mettre dans une catégorie de « bobo » (que je n'aime pas trop dire) et de l'autre côté, des populations qui vivent avec des minima sociaux et que nous accompagnons au jour le jour.

Sabine Toupet

Charlotte intervient sur un territoire au sein duquel on rencontre beaucoup moins de mixité sociale.

Charlotte Servelle

Oui, je travaille dans le nord de Paris, c'est un quartier dit des « portes de Paris », c'est le 18^{ème}. Quand on regarde sur le plan, c'est entre le boulevard périphérique et ce qu'on appelle les Maréchaux. On est sur un territoire qui est entièrement politique de la ville, c'est une spécificité de notre action. Les quartiers politiques de la ville sur la ville de Paris se concentrent auprès de la population la plus pauvre. Nous sommes une équipe de cinq éducateurs. Moi à la base, j'ai commencé en prévention spécialisée il y a dix ans en banlieue, et quand je suis arrivée à Paris, ce qui m'a frappée, c'est cette hétérogénéité dans la population parisienne, ces populations normalement qui cohabitent les unes avec les autres et ces gros écarts de richesse présents dans la capitale. Quand je suis arrivée dans le quartier de la Porte de Clignancourt, j'ai constaté un quartier complètement enclavé, sur lequel se situaient uniquement les familles les plus pauvres de la population parisienne.

Du coup, pour essayer de resituer un peu les choses, c'est des choses qui m'aident, j'aime bien m'appuyer sur des données, et, pour vous aider et m'aider dans ma description de mon territoire et de mon public, j'ai essayé d'en retirer quelques-uns qui peuvent être intéressants. Ce qu'il faut savoir, comme disait Sabine, Paris c'est 2 millions d'habitants à peu près. Le 18^{ème} arrondissement de Paris (l'arrondissement entier) représente 187 000 habitants à peu près, parmi lesquels, 95 000 dans le territoire du 18^{ème} arrondissement sont concernés par la politique de la ville. Et, parmi ces 95 000 habitants, sur mon quartier entièrement politique de la ville, cela concerne 40 000 personnes. Donc, ce petit bout de quartier concentre 40 000 personnes qui relèvent toutes de la politique de la ville. C'est-à-dire qu'elle cumule tous les critères économiques et sociaux les plus bas de la tranche de la société. cela représente plus de 42 % de familles monoparentales, un chiffre énorme puisqu'à l'échelle de Paris, c'est 17 %. On peut vous dire aussi qu'en ce qui concerne les jeunes de la prévention spécialisée, à l'échelle de Paris, on situe la tranche d'âge entre 12 et 24 ans, cela représente 7 % de la population jeune qui est suivie par la prévention spécialisée. Dans le 18^{ème} arrondissement, c'est 18 % de cette tranche de la population qui est suivie. Donc, on voit bien que c'est un quartier qui est très marqué par une misère sociale qui se cristallise et qui est très ancrée.

Je voudrais vous décrire un peu ce territoire pour lequel j'ai développé – comme mon équipe et nous tous qui la constituons – une vraie passion et un véritable attachement, parce qu'on ne peut pas ressortir insensible à ce quartier, à cette enclave et cet îlot de pauvreté – vraiment j'insiste, parce que c'est frappant. C'est un quartier où on retrouve toutes sortes de populations qui relèvent d'une misère sociale énorme. On a donc les familles les plus pauvres de Paris, mais on a aussi des populations transitoires qui sont là suivant les moments. On a la population migrante qui est très présente. On a une population rom aussi, mais c'est historique, parce qu'avant la construction des logements (qui sont d'ailleurs des HBM, Habitation Bon Marché, et non des HLM, c'est une nomination qui est encore en dessous des HLM, dont la construction date des années 20-30) c'était une zone où il y avait notamment les anciennes fortifications de la Ville de Paris (c'est passionnant...), et où il y avait des zones d'hivernage pour les populations nomades (tsiganes, gitanes, roms), et c'était identifié comme un point de chute pour elles dans leurs parcours. Actuellement, les logements sont là, tout est construit, mais cette population continue de venir de manière cyclique et périodique sur ce territoire. Elle y vit et toutes ces populations cohabitent. Il y a des phénomènes de prostitution qui sont très ancrés. Et il y a aussi le phénomène du trafic de drogue dur qui est très présent sur le quartier et très visible. Donc, il faut se dire que ces familles qui sont les plus pauvres de la Ville de Paris élèvent et éduquent leurs enfants dans ce quartier qui concentre toute cette misère sociale.

Les familles qui constituent ce quartier sont principalement des familles issues de l'immigration subsaharienne, qui sont primo arrivantes, mais on est aussi face à des premières générations qui émergent. Je dois vous parler aussi de quelque chose qui rythme le quartier, certains peut-être d'entre vous connaissent les Puces de Clignancourt qui font aussi partie de la vie du quartier. C'est le samedi, le dimanche et le lundi. Si je vous en parle c'est parce qu'avec les Puces de Clignancourt, toute une population vient se greffer, en plus des biffins qui vendent des choses sur le trottoir (mais c'est administrativement réglé), toute une population de vendeurs à la sauvette qui peuvent aussi occuper le cœur du quartier et qui peuvent être une source d'insalubrité catastrophique et aussi de tension sociale très forte dans le quartier.

Donc, ce qu'on peut observer, c'est un quartier qui ne fonctionne que dans l'entre soi et qu'il n'y a pas un sentiment d'appartenir à la ville de Paris. On appartient à Clignancourt, on est du quartier de Clignancourt. Les habitants n'ont pas des réflexes de Parisiens et ne décrochent pas le téléphone par exemple pour dire qu'un usager de drogue dure est en train de se piquer dans le local poubelle de la résidence ou qu'il y a d'autres incivilités qui peuvent être terribles dans le quotidien de ces personnes. Ce sont des démarches qui n'existent pas, alors que quand on traverse et qu'on va juste deux rues plus loin, on s'aperçoit que les familles qui résident là-bas, dès qu'il y a une poubelle un peu trop blindée, elles vont décrocher leur téléphone et appeler les services de la mairie pour demander ce qui se passe, ou bien s'il y a un rassemblement de jeunes, ils vont appeler la mairie tout de suite. Alors que nous, la population jeune occupe l'espace public, mais de manière très

apaisée. On peut constater aussi que tout ce qui est phénomènes de délinquance (hormis le trafic de drogue) n'a pas lieu sur notre quartier, et que cela se situe ailleurs parce que c'est vraiment un quartier sur lequel ces familles résident. Il y a un apaisement des familles et de la cohabitation avec les jeunes habitants du quartier.

Sabine Toupet

On va passer un peu, on a essayé de calibrer un peu les présentations pour que tout le monde puisse présenter des éléments. Andy ?

Andy Delpeche

Oui, si tu permets Sabine, j'aimerais rebondir sur quelque chose qu'a dit Charlotte. C'est par rapport aux jeunes qui occupent l'espace public d'une manière apaisée. Dans mon secteur, quand les jeunes occupent l'espace public, c'est très mal vu. Vous savez quand trois, quatre, cinq ou une dizaine de jeunes se regroupent dans un espace, dans un hall d'immeuble et un coin de la rue, ça papote beaucoup, ça fume, ça boit. Vu que c'est un quartier fortement gentrifié, c'est très mal vu de la part des voisins. Et du coup, cela crée beaucoup de tensions dans le secteur. Donc, contrairement à ton secteur, quand les nôtres occupent l'espace public, ce n'est pas très bien vu, et la police vient même les réprimander pour les chasser.

Sabine Toupet

Sur la question de la mobilité, on parlait d'entre-soi et de ce qui peut se passer dans un quartier. Sofiane va aborder la question de l'ubérisation des trafics.

Sofiane Kerfi

Bonjour à tous. Je suis Sofiane Kerfi, éducateur de rue pour la Fondation Jeunesse Feu Vert. J'interviens sur un quartier du 20^e arrondissement de Paris. Mon intervention portera sur l'évolution du trafic de stupéfiants des 16 à 24 ans sur les différents territoires dans lesquels j'interviens depuis maintenant quinze années.

Au cours de ces deux dernières années, j'ai pu observer une transformation du commerce parallèle. Cela concerne une vingtaine de jeunes originaires de quartiers sensibles qui travaillent pour la plate-forme Uber Eats et Deliveroo, plates-formes célèbres qui proposent depuis 2016 de la livraison de repas à domicile. Pour cela, il faut bien entendu devenir autoentrepreneurs et posséder un deux-roues, de préférence un 50 centimètres cubes, pour limiter les frais d'entretien. Beaucoup d'anciens chauffeurs VTC ont profité de cette opportunité pour se reconverter dans la livraison de repas, pensant qu'il serait plus judicieux d'opter pour la livraison et ainsi limiter les frais de location de véhicule de luxe qui jusqu'alors plombaient leurs bénéfices. Certains se sont retrouvés en bien mauvaise posture lorsqu'ils ont été rattrapés par l'Urssaf qui leur réclamait plusieurs milliers d'euros correspondant à des

cotisations impayées. Afin de bénéficier d'une double rémunération, certains ont commencé à profiter de leur activité professionnelle pour aller à la rencontre de consommateurs de produits stupéfiants. En règle générale, ils vendent du cannabis, mais aussi de la drogue dure comme la cocaïne, du crack, de l'héroïne et des produits de synthèse comme la MDMA. Ainsi, durant leur temps de travail et au détour d'une livraison, des transactions ont lieu avec des clients réguliers, mais pas seulement. En effet certains jeunes expliquent qu'il est opportun de patienter devant de célèbres fast-foods, le temps qu'une commande apparaisse sur leur application mobile et pour optimiser ce temps d'attente en faisant du racolage de clients potentiels – soyons précis, ils attendent une double commande... Ils expliquent aussi que, se retrouver sur un territoire ennemi à vendre de la marchandise est un exercice périlleux. Ils sont sur le qui-vive en permanence, en véritable VRP. Ils fonctionnent avec des techniques d'hameçonnage. Ils procurent de la drogue de qualité lors des premiers échanges, puis lorsque le client est fidélisé, ils leur vendent des produits de mauvaise qualité – la cocaïne peut être coupée avec de la lessive, du Doliprane et de la craie. Certains se targuent même de vendre de « la merde » (excusez-moi l'expression mais c'est ce dont qu'il s'agit) à des stars de la téléréalité. La livraison est bien plus intéressante, selon les jeunes, puisque ce n'est plus les consommateurs qui se déplacent au point de deal, mais l'inverse, moyennant un surcoût de livraison. L'avantage de travailler sous couvert d'Uber et Deliveroo constitue un atout en cas d'interpellation de la police, puisque la plupart du temps les forces de l'ordre se focalisent sur la non-conformité de la carte grise ou l'absence d'assurance. La suspicion de transport de drogue est rarement le motif de l'interpellation en pleine circulation. Il est donc difficile pour la police d'alpagner les trafiquants qui sont de fait en circulation permanente. Pour notre équipe, la question de la triple dette s'est posée d'emblée. La plupart des jeunes qui louent des comptes Uber sont des mineurs, et malheureusement lorsqu'on loue un compte Uber, le jeune doit faire face à trois dettes : il loue un compte ; il doit faire un chiffre d'affaires avec de la marchandise qu'on lui a avancée, il endette auprès de son lieutenant et du titulaire du compte. Et par la suite une troisième dette apparaîtra avec le Trésor public en raison des nombreuses contraventions restées impayées.

Au milieu de ce phénomène Uber/Deliveroo qui touche de plus en plus de jeunes, on parle bien de précarisation, même si certains salaires des mieux payés peuvent faire saliver les mineurs. On m'a expliqué qu'en combinant le salaire Uber et ce qu'ils font à côté, on peut atteindre du 3 500 € par mois. Lorsqu'on sollicite pour des formalités administratives lors d'une création de microsociété, on essaie toujours d'éviter les pièges comme l'option « Poly-activités » qu'ils font impérativement cocher. J'ai en mémoire la situation d'un jeune qui a arrêté son activité pour retrouver un emploi lambda. Il a eu la désagréable surprise de ne pouvoir se mettre en arrêt maladie en raison de son statut d'indépendant incompatible avec le régime général de la sécurité sociale. Pour régulariser sa situation, il a fallu six mois d'attente pour que le centre des formalités des entreprises lui accorde ce statut de poly-actif. Et vous l'aurez compris, durant ces six mois il n'avait pas le droit de tomber malade. On fait également attention aux différentes aides fiscales lors de l'ouverture

du compte car la plupart sont éligibles à l'ACCRE, un dispositif permettant de bénéficier d'une réduction de charges sociales sur 12 trimestres maximum. Ceux qui se lancent dans la constitution d'une microsociété sans en faire la demande seront prélevés à hauteur de 25 % sur leur chiffre d'affaires et non sur leur bénéfice, au lieu des 5 % avec l'ACCRE.

Nous avons été sollicités pour des inscriptions à la formation attestation motorisée (enseignement BSR). En contrepartie d'une action collective dans la vie du quartier, l'équipe peut participer au financement de cette formation.

Les jeunes expliquent le pourquoi de cette transformation dans leurs pratiques. La multiplication des caméras de surveillance à l'intérieur des cités, la pression toujours plus forte des forces de l'ordre, y compris sur les consommateurs qui n'hésitent pas à dénoncer leurs dealers (entre guillemets les « boloss »), les amendes pour stationnement en groupe devant les cages d'escalier et les expulsions récentes de certaines familles qui sont impliquées dans l'économie souterraine ont été autant d'éléments déterminants pour changer leurs habitudes. Il ne s'agit pas d'une stratégie de vente choisie, c'est plutôt par contrainte que les jeunes tendent vers la livraison de produits stupéfiants.

Tous sans exception précisent qu'ils font cela pour un temps et feront autre chose après avoir amassé un petit capital. Mais dans la réalité, beaucoup ne font pas d'argent, vous l'aurez compris, Uber c'est davantage la précarisation que le développement d'une activité. [Applaudissements]

Sabine Toupet

Merci. Dernière présentation, celle de Marion autour des publics auprès desquels vous pouvez, avec le reste de l'équipe intervenir, sur les gare du Nord et gare de l'Est.

Marion Carrier

Je travaille à anciennement ARC 75 sur la gare du Nord, gare de l'Est, jardin Villemin et tout un territoire aussi en dessous des gares. On est trois éducateurs (mais quatre postes, on est en recrutement). Notre particularité est qu'on a un psychologue qui vient en rue avec nous huit heures par semaine, la responsable de la consultation de Jeunes consommateurs de Charonne vient une demi-journée par semaine et la responsable du Pôle santé « Goutte d'or » qui vient quatre heures par mois aussi en rue avec nous. Ils interviennent exactement comme nous directement en rue pour aller vers les jeunes, à leur rencontre.

Après, c'est un territoire particulier où les jeunes ne viennent pas du territoire. Ils sont de passage ou restent sur place, mais ce sont des jeunes en grande errance en général, ou en passe de le devenir pour certains. On a des jeunes qui viennent du nord de la France (Hauts-de-France), du Grand-Est, de Normandie (liaison gare du Nord / gare Saint-Lazare), et aussi des banlieues nord et est. Les jeunes sont des

jeunes qui fuguent de leurs familles ou qui viennent des fois de l'Aide Sociale à l'Enfance, ou encore ces jeunes entre guillemets « tricardent » de quartier qui viennent faire du business sur les gares ou reproduire les mêmes fonctionnements qu'ils avaient sur leur quartier. Ce sont aussi des jeunes migrants et MNA qui viennent du Mali ou d'Afrique subsaharienne, ou encore beaucoup d'Afghans qui arrivent au jardin Villemin (il y a des mineurs, mais un peu moins qu'avant). On a aussi un public rom, filles et garçons, et des jeunes mères seules avec enfants souvent malheureusement. En général, ces jeunes sont isolés, ils ne sont pas en groupe, à part des groupes d'intérêt. C'est un peu particulier parce qu'on doit travailler en individuel en premier lieu pour arriver à essayer de créer nous-mêmes des groupes pour essayer de les faire un peu évoluer et les sortir de cet isolement. Ces jeunes sont traversés par les addictions, le business, l'économie parallèle, la prostitution, les violences, sur tous les publics qu'on rencontre.

Notre travail est souvent d'aller vers les plus jeunes, 12-25. On cible les plus jeunes pour surtout essayer d'éviter qu'ils restent trop longtemps en gare. Si on voit qu'ils arrivent et qu'ils sont en fugue depuis très peu de temps, on essaie de créer un maillage avec leur département d'origine en appelant l'Aide Sociale à l'Enfance, avec qui on fait toujours ce travail parce que c'est ce maillage qui va permettre de recréer une dynamique pour qu'ils sortent de cette errance au plus vite. Moins ils resteront, plus il y a une chance qu'ils sortent de l'errance car, s'ils restent vraiment longtemps, cela devient vraiment compliqué. C'est donc le travail d'être plus en temps partagé, prendre beaucoup de temps avec eux sur des mois, voire des années car des fois on part vraiment de loin, ils n'ont pas de papier, il faut commencer par faire les cartes d'identité, toute la domiciliation et tout ce maillage avec les juges des enfants quand il y en a un, l'ASE quand il y en a, la famille quand il y en a. C'est vraiment un peu différent d'un quartier où on peut s'appuyer sur la famille et les partenaires de proximité. C'est vraiment le travail de lien qui est primordial. [Applaudissements]

Sabine Toupet

Bien évidemment, au cours des différentes discussions qu'on a pu avoir, on a évoqué différents points, mais un des axes qui est ressorti dans les discussions – et je trouve que là en entendant de façon exhaustive chacune de vos présentations –, c'est la question de la complémentarité qu'on a évoquée dans le travail en équipe. Là vous voyez que sur des territoires assez rapprochés, on rencontre des publics aux caractéristiques différentes. Evidemment, c'est un peu caricatural parce que c'est chacun dans un territoire quasiment différent, mais on voit qu'au sein d'une même équipe qui va travailler sur un même territoire, on va rencontrer ces problématiques qui vont être réunies avec peut-être cette complexité de réussir à mettre en équipe. Marion faisait ressortir le côté pluridisciplinaire de l'équipe de rue, ce qui va être moins le cas dans les autres équipes où on ne va pas forcément avoir un spécialiste de la santé, un spécialiste des questions de consommation, un psychologue qui va pouvoir intervenir. Mais sur cette question de la complémentarité dans ce que

chacun d'entre vous sait un peu plus faire ou le domaine sur lesquels il s'est peut-être un petit peu intervenir, je pense que c'est aussi avec cette richesse-là que peuvent se construire les équipes avec des éducateurs aux parcours, aux appétences, aux expériences, aux formations différentes. Peut-être un mot sur cette notion d'équipe ? En quoi les caractéristiques des publics impactent sur vos pratiques et sur les caractéristiques de vos équipes ?

Marion Carrier

Pour nous, c'est primordial (et je pense pour toutes les équipes) d'être très lié et en grande confiance avec les collègues pour pouvoir échanger et s'appuyer. Vu qu'on est aussi avec un public en grande errance, c'est important de pouvoir tout le temps se recentrer et s'appuyer sur les équipes, avec vraiment les yeux fermés parce que ces publics peuvent nous entraîner très rapidement dans une errance professionnelle. Et si on n'est pas tout le temps attentif à cela, on peut vite être en épuisement professionnel ou bien « perdre des jeunes » (entre guillemets). Du coup pour moi, c'est la priorité (mais je pense que c'est pareil partout).

Andy Delpeche

Si j'ai bien saisi la question de Sabine, personnellement je pense que l'équipe est une richesse sur laquelle un collègue, un éducateur doit s'appuyer s'il veut réussir dans son travail. Moi-même, je n'ai pas la prétention de connaître et de maîtriser mes interventions et je m'appuie souvent sur les collègues. Je connais il y a des collègues qui ont dix ans, cinq ans sur les territoires, et moi trois ans, et donc leur point de vue, ce qu'ils pensent est important pour moi pour pouvoir avancer et mieux cerner les problématiques des jeunes et des familles. Dans mon équipe – et je ne suis pas là pour envoyer des fleurs à mon équipe, – on essaie le plus que possible de partager les informations, d'échanger avec les collègues. C'est vrai, parfois on le fait par affinité, j'ai plus d'affinités par exemple avec Ali ou un autre collègue, mais on essaie d'échanger et de partager les informations parce que plus on partage, mieux on va cerner les problématiques et mieux on va comprendre. Moi, je pense que personnellement l'équipe, c'est une richesse. Un éducateur humble et qui veut bien travailler doit forcément s'appuyer sur cette richesse. [Applaudissements]

Sabine Toupet

Si les collègues sont d'accord, on avait quelques interrogations qui nous sont venues à vous adresser. Cela permet d'ouvrir les échanges avec la salle.

Andy Delpeche

Sabine, je voulais juste revenir sur l'intervention de Sofiane par rapport à l'ubérisation. Sur notre territoire, on a beaucoup de jeunes qui font de la livraison et beaucoup

sont aussi mineurs. Mais aussi le fait qu'ils fassent la livraison, impacte aussi sur le quotient familial. Des mamans sont venues vers nous pour nous demander de suspendre le compte de leurs jeunes. Certes, les jeunes gagnent leur vie de côté, ils ont un revenu, mais malheureusement cela impacte aussi sur le quotient familial. L'ubérisation a permis aux jeunes d'avoir des revenus, que ce soit légal ou pas, mais de l'autre côté aussi, cela a fragilisé le quotient familial des familles. Des mamans sont venues vers nous plusieurs fois pour nous interpeller sur le fait que leurs enfants font de la livraison, la CAF coupe certaines allocations.

Échange avec la salle

QUESTION SUR L'UBÉRISATION ET LA PRÉSENCE DES FILLES DANS LES QUARTIERS

Sabine Toupet

Justement sur cette question de l'ubérisation, quand on a discuté avec le groupe, l'utilisation d'Uber et Deliveroo comme pratique légale certes, mais aussi une ubérisation du trafic, on s'est aussi demandé si c'était quelque chose qui était répandu, qui se rencontrait ailleurs qu'à Paris. Cela faisait partie des questions qu'on avait envie de vous renvoyer. Je vois une main qui se lève là-bas peut-être ?

Un coordinateur à la Sauvegarde de l'enfance de la Drôme

Bonjour. Je suis coordinateur à la Sauvegarde de l'Enfance de la Drome. Effectivement c'est quelque chose que l'on constate sur le terrain clairement. J'interviens sur le quartier de la Monnaie à Romans, et mes collègues me font part aussi à Valence et à Montélimar.

Mais en fait, cela m'a induit une autre question. On constate que les points de trafic ont explosé, et du coup cette vente à domicile. Les gamins louent les vélos souvent mis à disposition par la ville parce qu'ils n'ont pas de moyen de mobilité, et donc en plus louent ces vélos. Le trafic va maintenant va à domicile. L'impact positif qu'on constate, c'est sur les publics féminins. On avait un public féminin qui avait du mal à se mouvoir au sein des quartiers et, aujourd'hui du fait que les trafics ont explosé et que le trafic de stups mute, il n'y a plus ces points de tension où elles adoptaient des stratégies pour les éviter. Du coup, on retrouve davantage les filles sur l'espace public. Je ne sais pas pour vous, c'était une question que j'avais : est-ce quelque chose que vous constatez aujourd'hui ?

Ali Aiddid

Je vais essayer de répondre. Concernant la mutation du trafic, le trafic est toujours présent sur les quartiers, mais moins visible. Après, concernant nos liens avec les jeunes, c'est vrai qu'il y a une grande modification. Je m'explique. Pour essayer de mettre la main sur des jeunes qui travaillent pour Uber, généralement on a un laps de temps très court puisqu'ils sont disponibles de 14 heures jusqu'à 17 heures, et donc entre 14 heures et 17 heures, on sait qu'ils peuvent être sur le quartier (et souvent ils le sont) pour essayer de se ravitailler pour certains. Et quand ils ne sont pas

dans le speed, on peut éventuellement parler des situations. Mais la problématique sur mon quartier, c'est que les caméras de surveillance sont dotées de puissants micros, et donc on a des jeunes qui sont en capuche et qui ne parlent pas trop. Au final, quand on essaie d'avoir une discussion, c'est toujours à l'écart du quartier. Mais sur les modifications, oui il y a un impact considérable.

Et puis pour les filles, on a la présence de filles sur le quartier, il n'y a pas eu de changement. Mais peut-être que sur d'autres quartiers les choses sont différentes, et on l'entend.

QUESTION SUR LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE EN ZONE RURALE

Sabine Toupet

Parmi les échanges qu'on avait envie d'avoir, il y avait aussi la question de la prévention spécialisée en zone rurale que j'imagine – peut-être que c'est très personnel comme point de vue – qui intervient auprès de populations qui sont moins regroupées physiquement, et on s'interrogeait sur la dimension de la mixité sociale ou de la non-mixité sociale. Est-ce que vous rencontrez sur vos territoires des espaces où il va y avoir des espaces plutôt de ségrégation et à l'inverse des espaces avec ces phénomènes de gentrification ? J'imagine que c'est le cas dans d'autres villes, mais on souhaitait aborder cette question avec des intervenants de prévention spécialisée dans les zones plus rurales. Je ne sais pas s'il y en a dans la salle... ? Vous intervenez tous dans des villes ?

Un responsable d'un service de prévention spécialisée dans l'Eure

Bonjour, je suis responsable d'un service de prévention spécialisée au Conseil départemental de l'Eure, ville d'Évreux. C'est une ville, mais nous avons une convention avec les collèges, où on intervient lors des commissions, et on a des situations dans les villages environnants puisque les jeunes viennent dans les collèges de la ville d'Évreux.

Maintenant, on intervient dans les familles, donc je ne pourrai pas vous répondre sur la question du jeune ou des jeunes sur la place publique ou sur le territoire. En même temps, j'ai pris personnellement la décision (elle ne vient pas de l'exécutif) d'accompagner ces jeunes et leur famille. Et c'est terrible de constater que dans le milieu rural également il y a un besoin.

Sabine Toupet

On imagine bien ce besoin, c'est pour cela que je pensais qu'il y aurait peut-être plus d'équipes intervenant sur les zones rurales.

Un éducateur de la Sauvegarde de Saône-et-Loire

Bonjour, je travaille à la Sauvegarde de Saône-et-Loire. Nous avons un territoire assez rural concerné justement par ces problématiques. Mais il y a quelque chose de transversal qu'on rencontre et qu'on peut partager, c'est que vous, l'échelle d'un

quartier c'est l'échelle de notre commune voire bien moins que ça puisqu'on intervient aussi sur des villes qui comptent 5 000 à 6 000 habitants.

La problématique sur le travail pluridisciplinaire – c'est un paradoxe, mais je rejoins un peu ce qu'Ali disait –, c'est que le travailleur social est indépendant et aussi assez seul. C'est-à-dire que le travail disciplinaire, il le vit avec ses partenaires quand il a des réunions partagées avec d'autres partenaires. En général, c'est assez compliqué à notre échelle de pouvoir le partager. Il y a aussi une problématique, c'est qu'on a vraiment un rôle avec une vigilance sociale, on a vraiment ce rôle dans les quartiers : on a des gens qui sont éloignés de tout et nous sommes les seuls (Ali le disait justement) à utiliser l'espace. On est là où il n'y a plus personne, là où tout est fermé. Et ce rôle de lien et ce rôle de dedans dehors, on le fait constamment. C'est bien parce que cela permet d'avoir une proximité importante, mais c'est compliqué justement parce qu'on est souvent isolé. Et la question que je me pose, c'est de savoir comment vous faites, dans l'approche très pratico-pratique, à l'échelle d'un quartier de 40 000 personnes ? Le travail de rue, cette approche-là, c'est quand même quelque chose de fin, là où on est sur des quartiers où cela concerne 100-200 jeunes maximum. Donc, c'est vraiment une autre approche et une manière de travailler.

Sabine Toupet

Du coup, je vais prendre la parole. Ce qui m'a frappée aussi quand je suis arrivée, c'est la présence, la sur-présence de ces jeunes dans l'espace public. Le territoire est très petit, et effectivement on est très sollicité, on rencontre énormément de personnes, on connaît énormément de personnes. Je ne connais pas l'échelle de votre équipe, mais on est cinq éducateurs et c'est le minimum. On a des groupes de jeunes qui sont très nombreux, auprès desquels il faut mener un travail éducatif très soutenu et dans le temps, de tous les âges, et les situations individuelles que l'on rencontre sont aussi très denses. Comme disait Marion, on peut être vite happé par le quartier. On est souvent la tête dans le guidon et heureusement qu'on a notre équipe pour nous permettre aussi de prendre un peu de distance et de compter les uns sur les autres pour pouvoir souffler et lever le pied. Mais effectivement, c'est un travail intensif, c'est une présence quotidienne et forcément, le travail est toujours alimenté, c'est constant.

Ali Aiddid

Je voulais juste ajouter qu'on est une équipe de sept éducateurs et on intervient sur un territoire très étendu. Mais on a des spots où se retrouvent les jeunes, donc je dirai que c'est un peu plus simple. Il y a trois-quatre spots sur le territoire et cela limite le champ d'intervention, en tout cas au niveau géographique. Mais on est sept et on n'est pas trop de sept non plus.

Une éducatrice

C'était juste pour témoigner par rapport au milieu rural. Je suis éducatrice dans un service de prévention spécialisée en milieu rural. On est trois éducateurs et on doit intervenir sur cinq communes de 1 500 à 8 500 habitants à peu près, dont une où il y

a un QPV. J'ai eu la chance de faire partie d'une expérimentation qui a été validée par le département de la Gironde. Concernant le public, j'ai bossé un petit peu avant en milieu urbain. Effectivement on marche beaucoup plus et on se déplace beaucoup plus, parce que ce qui était peut-être une échelle de quartier, beaucoup plus concentrée, nous, c'est sur une échelle de ville avec un QPV (quartier prioritaire) qui a un découpage très particulier puisque cela apprend des morceaux de rue, voire des côtés impairs et pas les côtés pairs, des morceaux de trottoir et pas l'autre, etc.

(Sabine Toupet : « C'est aussi un découpage dont on bénéficie à Paris »)

On a pu constater qu'on a un public de plus en plus jeune sur l'espace public et donc sur un questionnement de travail aussi sur comment on peut éventuellement intervenir avec les primaires. Pour les 11-25, on doit commencer à intervenir auprès de collègues, mais sur l'espace public, il y a des plus jeunes aussi. Et un questionnement aussi autour des jeunes majeurs sortant de la protection de l'enfance, donc d'institutions. Je pense que ce n'est pas un questionnement qui est particulier au territoire sur lequel je travaille. Voilà, comment travailler en amont davantage parce qu'il y a des gamins qui sont vraiment fracassés et qu'on retrouve après sur l'espace public ? Le problème c'est que la prévention spécialisée c'est un condensé de problèmes. Il y en a qui s'en sortent quand même de la protection de l'enfance, mais je trouve qu'il y en a encore trop qui sont abîmés et qu'on doit accompagner encore.

Par rapport aux problématiques, elles sont similaires. On a beaucoup travaillé avec le Département sur les problématiques milieu urbain et milieu rural. Elles sont similaires, mais peut-être renforcer le problème de mobilité et d'isolement. Là où je bosse, on a la chance de bien bosser en partenariat, mais le problème est qu'il n'y a pas beaucoup de partenaires et qu'il faut vite aller vers le milieu urbain. Et donc, c'est compliqué de parler d'autonomie quand il y a peu de moyens d'être autonome. Et la mobilité psychique, elle est importante, il y en a qui ont du mal à envisager de sortir de leur ville, sauf qu'il y a peu de choses et pas d'études. Par exemple, on n'a pas de lycée sur une commune et donc il faut forcément aller en ville. Voilà, c'était juste pour témoigner sur mon expérience en milieu rural en tout cas.

Sabine Toupet

Merci, c'est rare qu'on a l'occasion de parler de ces pratiques et d'en entendre un peu plus parler. C'est vrai que quand j'entendais Ali dire que le territoire sur lequel ils interviennent est grand, il est grand mais parcourable à pied. Voilà, c'est aussi intéressant de remettre les échelles en perspective.

Une éducatrice du Service de prévention spécialisée, communauté d'agglomération du Bassin Sud Gironde

Bonjour, je viens du département de Gironde. On intervient dans un service de prévention spécialisée sur la communauté d'agglomération du Bassin Sud, parce que le département de la Gironde depuis 5-6 ans souhaite développer la prévention

spécialisée en milieu rural. Il y a aussi le Libournais, le Médoc où on rencontre une jeunesse très précaire et très en difficulté, avec des problématiques similaires dans l'urbain en termes de précarité, de délinquance, de décrochage scolaire, de rupture scolaire.

La difficulté, cela fait deux ans que j'interviens sur ce territoire rural qui est le bassin d'Arcachon, on ne croirait pas comme ça mais a un écart de richesse comme vous parlez tout à l'heure où c'est quand même assez violent. Il y a une énorme fracture entre une jeunesse entre guillemets « dorée » et une jeunesse complètement oubliée, voire ignorée parce qu'on n'a pas de politique jeunesse. Construire la prévention spécialisée en milieu rural, c'est quelque chose de nouveau et j'ai l'impression qu'on a fait du copier-coller entre l'urbain et le rural en termes de prévention spécialisée, mais on en voit les limites parce qu'en termes de déplacement de travail de rue, ce n'est pas la même chose. On ne se déplace pas de la même manière, les jeunes ne se regroupent pas de la même manière. La mobilité n'est pas la même. C'est plein de questions où je pense qu'il y a un énorme travail à faire sur comment on fait la prévention spécialisée en milieu rural. Même en termes d'études, quand on regarde la jeunesse, la jeunesse urbaine, la jeunesse des quartiers, on a beaucoup de références sur cette jeunesse, mais sur la jeunesse rurale, on trouve moins, mine de rien, quand on commence à chercher. J'ai l'impression en tout cas qu'il y a moins de focus par rapport à cette jeunesse-là.

Sabine Toupet

L'ubérisation est quelque chose qu'on rencontre en milieu rural aussi ?

Une éducatrice du Service de prévention spécialisée, communauté d'agglomération du Bassin Sud Gironde

Non. Quand on m'a dit « Tu vas faire de la prévention spécialisée », je suis chef de service sur la communauté d'agglomération du Bassin Sud, je me suis dit « Qu'est-ce que je vais aller faire là-bas ? » moi qui venais de l'urbain, des grands quartiers. Mais vraiment, il y a du travail. En termes d'offre et de service public on est pauvre. En termes de partenariat et de maillage partenarial, on est pauvre. Je pense qu'il y a beaucoup de choses à faire et cela peut être intéressant, en restant sur les bases de la prévention spécialisée. Mais voilà c'est des sujets à aborder dans le futur peut-être.

Une éducatrice spécialisée d'un club de prévention Haute-Garonne

Bonjour, je suis éducatrice spécialisée dans un club de prévention en Haute-Garonne. En 2014, le département de la Haute-Garonne a décidé de reprendre en régie directe les clubs de prévention de tout le Département, ceux de Toulouse et de Saint-Gaudens en milieu rural. Et depuis peu, nous sommes le seul club de prévention maintenant qui appartient au département, les autres ayant été repris par Toulouse Métropole.

J'ai souri quand j'ai entendu une collègue parler de trois éducateurs pour cinq communes. Pour vous donner une idée, dans le Comminges, 130 communes, nous sommes cinq... avec un véhicule en rade, un pauvre vieux véhicule... On n'a pas de mobylette, on a des vélos qu'on essaie d'obtenir en bon état et des pieds très

efficaces, des semelles qui s'usent très vite. Du coup, notre difficulté en plus est qu'on n'a pas de réseau de bus suffisamment efficace pour que les gens puissent aussi venir vers nous. Donc, on couvre essentiellement deux villes. Et même dans ces villes, on trouve qu'on n'est pas assez présent. On travaille avec les collèges, on fait beaucoup d'interventions collectives en établissement scolaire pour que le club de prévention puisse être repéré au moins par les jeunes.

Aujourd'hui ma difficulté, c'est d'arriver à comprendre comment faire fonctionner l'action collective qui nous est pas mal demandée et l'accompagnement individuel. On veut sensibiliser le collectif, tant les familles que les jeunes, et parfois je manque de temps pour l'accompagnement individuel et cela perd du sens parce que le collectif demande beaucoup de préparation, il nous est vraiment difficile de mobiliser les gens, et quand on fait des actions collectives en direction des parents, notamment d'un projet parentalité, les parents qui viennent aujourd'hui sont souvent des parents qui se sont déjà posé beaucoup de questions sur comment être en relation avec leurs adolescents, essayer de comprendre. Du coup, l'aller vers est une question essentielle chez nous et les moyens. On a un projet en discussion d'un bus prévention. Notre idée serait de pouvoir obtenir du département le financement d'un bus qui nous permettrait d'accéder à différents villages et d'y amener avec nous des partenaires dans ce bus. On voudrait travailler notamment avec la prévention de l'addiction pour qu'ils puissent venir avec nous à la rencontre de ces jeunes et populations qui sont présents.

Par ailleurs, on a une certaine diversité, entre des gens qui vont être dans une certaine pauvreté et d'autres qui ne le sont pas du tout. Et ce qu'on constate aussi, comme on est sur vraiment le sud du département, pas très loin de l'Espagne, et Toulouse rencontre des difficultés de logement, des familles arrivent de Toulouse parce qu'on leur a dit qu'il y a du logement à Saint-Gaudens. En effet, il y a une période où il y a eu beaucoup de défiscalisation, et du coup, il y a beaucoup de logements vides et on envoie des familles toulousaines voire des familles du nord à Saint-Gaudens, sauf que tout ce qui est prise en charge sociale, facilité d'accès au droit commun, transport, c'est catastrophique. Du coup, on a parfois l'impression d'être perdu !

Marion Carrier

Je me permets de rebondir. Je trouve que l'idée du bus est vraiment intéressante d'aller vers, avec un véhicule. Nous, on a un camping-car, c'est une configuration différente puisque c'est vraiment des jeunes en errance dans les gares, mais ce camping-car permet d'avoir des temps dans un lieu intimiste où on peut se faire à manger, boire un thé ou partir au débotté une nuit, deux nuits, trois nuits avec des jeunes, on crée les groupes nous-mêmes. Enfin, c'est un outil qui nous est primordial, qui nous aide énormément dans notre accroche avec les jeunes et créer ce lien et même de dormir tous ensemble dans un camping-car, éducateurs et jeunes, cela crée tellement d'intimité, cela crée des liens quand on se réveille le matin. Du coup, je pense que cela peut être intéressant aussi pour votre territoire, pour aller vers les

jeunes et les accrocher avec un petit lieu où on peut bouger. Je sais que cela coûte de l'argent, mais voilà !

Andy Delpeche

Le bus peut coûter cher, mais j'ai aussi une réponse. Par exemple avec un collègue on a fait la rue à deux reprises à vélo. Cela nous a permis de couvrir tout notre secteur en un minimum de temps. Vous avez des vélos ?

Une éducatrice spécialisée d'un club de prévention Haute-Garonne

En termes de kilomètres, pour vous donner une idée, et sans prendre la totalité du territoire, en véhicule, d'un endroit à un autre d'une partie du territoire, c'est 45 minutes en voiture... Donc à vélo, on essaie de faire certaines choses à vélo dans le quartier de la ville, mais là... et pourtant on est sportif, franchement on est une équipe de sportifs, on avance à pied et on envoie du tonnerre !

Andy Delpeche

Après, je pense que le bus est un élément de réponse, mais je pense aussi que le nombre pose aussi beaucoup de problèmes. Si vous êtes 10, je pense que cela irait mieux !

Un chef de service sur le territoire Haut-Rhinois

Bonjour, je suis chef de service sur un territoire Haut-Rhinois, notamment Mulhouse. Cela fait quinze ans que je travaille en prévention spécialisée, et j'ai eu l'occasion d'intervenir dans le secteur rural au niveau du département du Haut-Rhin. C'est vrai que quand je disais à des collègues que j'intervenais en secteur rural, les gens rigolaient. C'est sûr que quand vous intervenez dans des territoires comme Kaysersberg ou Ribeauvillé, cela fait écho dans toute la France, voire au niveau mondial. Il y a une sacrée misère.

Si je devais comparer les jeunes auprès desquels on intervient sur les quartiers de Mulhouse, tout ce qui est quartier prioritaire de la ville, zone de sécurité prioritaire, le constat est le suivant – et cela fait écho un petit peu ce qui se passe un petit peu par rapport aux "Gilets Jaunes" et la ruralité qui est un petit peu oubliée. Les jeunes qui sont dans la couronne mulhousienne, ou en tout cas sur Mulhouse, rejettent pratiquement (en tout cas le public qu'on accompagne) les institutions qui sont toutes proches d'elles. À l'instar, dans le secteur rural c'est l'inverse : ils sont en quête de tous ces services, ils n'en ont pas. On parle d'ubérisation, la question de la mobilité est prépondérante pour ces jeunes. Le permis de conduire, je crois que c'est encore plus important que d'avoir le bac.

Ensuite, sur le secteur rural, c'est dommage il y a des choix politiques qui sont faits, au niveau du département ou de la politique de la ville, c'est de centrer le travail de la prévention spécialisée uniquement sur les quartiers prioritaires de la ville de Mulhouse parce qu'en filigrane ce qui se cache et dont on n'a pas trop parlé aujourd'hui c'est le côté sécuritaire. On est à fond là-dedans, comme si dans le secteur rural, il n'y avait pas d'insécurité, comme s'il n'y avait pas de sentiment d'insécurité. Un choix a été fait et on a été retiré du secteur rural parce que cela prend du temps, parce

qu'il faut parcourir le territoire, parce que la prévention spécialisée c'est pour les quartiers dits « chaud », parce que cela fait référence aussi à la création de la prévention spécialisée qui intervient en direction des bandes et autres. Il y a des représentations même chez les éducateurs qui sont prépondérantes dans le secteur rural. Par contre, il y a de la misère, mais énorme. C'est dommage de laisser cette population. Et pourtant des élus interpellent, que ce soit le département et autres, pour qu'il y ait des interventions. cela fait maintenant 4-5 ans qu'on a arrêté l'intervention en secteur rural. C'est de l'expérience qui se perd, c'est une pratique, c'est des modalités qui sont totalement différentes du travail qui est fait dans les quartiers prioritaires de la ville, mais qui a tout son intérêt parce qu'on a des jeunes qui sont dans le désarroi dans le secteur rural. Je voulais juste le dire et c'est un autre travail. En termes de violence, ou en tout cas d'agressivité, ce qu'on a remarqué dans le secteur rural c'est que vous avez des jeunes qui sont peut-être un peu agressifs, pas violents du tout, mais il y a une violence qui s'est retournée contre eux. Il y a beaucoup de suicides, un taux de consommation d'alcool phénoménal. J'ai travaillé dans les deux, dans les quartiers prioritaires de la ville et le secteur rural, vous avez une consommation d'alcool et de tout ce qui est shit et autres, mais phénoménale ! Le Haut-Est est un territoire particulier en France, c'est petit, mais très dense. Colmar ou Mulhouse se trouve à 10-15 kilomètres du prochain village, et donc tout ce qui est substance et autres, vous l'avez facilement. Et c'est dommage que ce soit dans les politiques de la ville, ou en tout cas schéma départemental et autres, qu'on ait abandonné la ruralité tout simplement. Voilà, je tenais juste à dire, merci.

Sabine Toupet

Merci. J'espère qu'on aura réussi à balayer une diversité de public et vous permettre ces retours qui montrent quelque part que, sur des territoires différents, on rencontre des publics qui ont des caractéristiques communes et dont la répartition n'est pas forcément celle qu'on pense. Cette grande précarité dont vous parlez, on peut la retrouver sur différents secteurs urbains et je pense qu'il y a des parallèles à faire et que rien ne doit pas être oublié. Peut-être une dernière question ?

Pierre-Jean Andrieux, administrateur d'ARC

Pierre-Jean Andrieux, administrateur d'ARC et Équipes d'Amitié. Je vais donner un point de vue sur la manière dont vous venez de présenter les territoires sur lesquels vous travaillez. Tout à l'heure Fabienne Quiriau a commencé en rappelant deux choses importantes. Une première chose, c'est que les éducateurs, il ne fallait pas trop les regarder du côté de la compétence clinique, mais aussi de la compétence ethnologique et sociologique. Deuxièmement, la prévention spécialisée – elle l'a dit et on l'a redécouvert récemment, les pouvoirs publics l'ont redécouvert – est le dernier maillon de l'intervention sociale présent sur le territoire. Et elle y est présente à travers une immersion sur ces territoires. Or, je trouve que, par rapport à ce qu'avait dit Fabienne Quiriau, la manière dont vous avez abordé les choses, et je trouve cela très bien, n'est pas la manière un peu naturaliste qu'on a eue dans la présentation générale de la jeunesse. Il y a des phénomènes d'allongement de jeunesse et

autres. Derrière tout cela, il y a des configurations sociales et il y a des pratiques sociales et je trouve très intéressant la manière dont vous avez rendu compte de ces pratiques sociales : de ne pas parler des jeunes dans leurs difficultés, mais des jeunes dans leurs pratiques sociales, de ne pas parler en général de la société, mais de la misère qui existe et de ces configurations particulières dans lesquelles les gens vivent. Et votre présentation je l'ai trouvé très bonne, et je souhaiterais que beaucoup des élus puissent assister à une présentation de ce type parce qu'ils comprendraient enfin ce qu'est aussi la prévention spécialisée, merci. [Applaudissements]

Laure Sourmais

Je voudrais vraiment vous remercier parce que ce n'est pas toujours facile de prendre la parole en public. Je sais que c'était un peu stressant et vous l'avez très bien fait. Vous vous êtes vraiment tous très bien exprimés, en tout cas vous avez tenu la salle, donc je voulais vraiment vous remercier. Je voudrais qu'on les applaudisse puisque c'était quand même très compliqué. [Applaudissements] En tout cas, merci à vous pour ces échanges.

L'UNIVERS FÉMININ DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Laure Sourmais

Ce matin, on a vu une photographie de la jeunesse française. Ensuite, on a resserré un peu le focus sur les différents publics de la prévention spécialisée. Et donc, à partir de cet après-midi, les trois prochaines demi-journées seront sur des thématiques très spécifiques. On va commencer par l'intervention de Katia Baudry sur la construction de l'identité collective et individuelle des filles.

Katia Baudry, vous êtes éducatrice spécialisée et docteure en sociologie. Vous avez fait une thèse de doctorat sur « l'univers féminin adolescent dans les quartiers populaires de la banlieue parisienne » et vous êtes membre de l'association Asteria.

Katia Baudry

Bonjour à toutes et à tous. J'ai donc la lourde tâche de débiter cet après-midi et j'espère que je ne vais trop bousculer la phase de digestion.

Effectivement, j'ai été éducatrice spécialisée. J'ai travaillé une vingtaine d'années en prévention spécialisée en Seine-Saint-Denis dans différents quartiers prioritaires de la ville. Et sur ces vingt-trois ans, j'ai fait un choix assez particulier, qui n'a souvent pas forcément été entendu à l'époque (il y a quinze ans) de travailler spécifiquement auprès des filles.

Quand je vous parle des filles, elles ont entre 11 et 15 ans majoritairement. Pourquoi ce choix ? Ce n'est pas parce que je n'aimais pas les garçons ou que j'avais peur des garçons ou que je ne voulais pas travailler avec les garçons, puisque je l'ai fait quand j'ai débuté. C'est tout simplement parce que des rumeurs arrivaient à mes oreilles, d'adolescentes qui s'inscrivaient dans des passages à l'acte assez importants. Certaines faisaient des tentatives de suicide, certaines rackettaient, certaines rentraient dans des groupes. Et, ces filles-là, quand on est éducateur de rue dans les quartiers étaient invisibles. Cela m'a donc demandé de travailler avec l'invisible. Alors comment on fait, quand on est éduc' de rue, pour travailler avec l'invisible quand on est affilié à un quartier, à une zone déterminée ?

Il a fallu défendre cette idée d'une, de ne travailler qu'avec les filles, mais de deux, d'être aussi mobile que les filles parce que j'ai découvert que les filles ne sont pas enfermées, verrouillées, enfin certaines filles ne sont enfermées, verrouillées dans les appartements familiaux. Elles sont extrêmement mobiles. Et donc cela m'a amenée à être aussi mobile que les filles, et donc à sortir des limites de mon territoire sur lesquelles je devais exercer.

Pendant quinze ans, j'ai côtoyé ces filles aussi bien dans les collèges. J'intervenais un peu en faisant du « travail de couloir » dans les collèges de secteur. Je mettais en place des ateliers de prévention sur le harcèlement. Aujourd'hui, je travaille par

exemple dans cinq collèges sur des ateliers de prévention liés aux conduites dites « pré-prostitutionnelles, prostitutionnelles », soutenus par le département. Et je mène également une étude (mais je ne la développerai pas trop, voire pas du tout parce que mes collègues parleront de cette thématique après) sur la question du michetonnage dans le 93. Et j'ai participé également à l'audition à l'Assemblée nationale sur la proposition de loi sur la prostitution des mineurs.

J'ai côtoyé donc ces adolescentes aussi bien dans la rue, dans leur chambre, dans les appartements familiaux avec ou sans la présence des parents, dans les établissements scolaires, dans les bus, dans les centres commerciaux, dans les centres villes, dans les paliers d'immeuble, parfois au 14^{ème} étage parce qu'au 14^{ème}, elles pouvaient fumer, que ce soit un joint ou une cigarette. Cela m'a amenée aussi à être confrontée à des situations délicates : par exemple, me retrouver dans des bagarres entre filles. Et là, je me disais « Je vais séparer ou je ne vais pas séparer ? Est-ce que je vais y réussir ou pas ? ». Et tête baissée, je fonçais dedans, en fait ; je pense que ma naïveté faisait que je fonçais et j'allais séparer les filles. Je me retrouvais aussi face à des parents qui me disaient : « Mais Katia tu sais, finalement je suis super contente parce que ma fille aujourd'hui ne sort plus. Mais quand elle sort comme la dernière fois, c'était pour aller à un mariage », mais pour l'adolescente, le mariage était une soirée privée dans un appartement à Paris...

Et ce dont je vais vous parler aujourd'hui, c'est de tenter de vous présenter l'univers féminin adolescent des quartiers tel que les filles me l'ont fait vivre. C'est-à-dire que pour pouvoir vous parler aujourd'hui de cet univers féminin, c'est parce que les filles m'ont autorisée à y rentrer, m'ont ouvert les portes, m'ont expliqué leurs codes, leurs stratégies. C'est grâce à elles finalement et grâce à cette expérience de terrain que j'ai pu soutenir ma thèse il y a un an à la Sorbonne sur l'univers féminin adolescent. C'est aussi pour lancer un message. Ce matin, on a parlé des éducateurs, ethnologues, sociologues. Oui, c'est une force que l'on a d'analyser aussi bien le contexte territorial, juvénile, familial, qui nous permet de comprendre les problématiques, de pouvoir les conceptualiser et les défendre dans un monde différent du nôtre.

Je vais vous parler plus particulièrement de la notion de l'entre-soi féminin adolescent. Bien sûr, j'ai travaillé avec des filles en tant qu'individu, mais j'ai travaillé aussi avec des groupes de filles, des groupes de filles restreints, six à huit jeunes filles, qui se construisaient sur les bancs de l'école, généralement sur les bancs de l'école maternelle, élémentaire et qui prenaient toute leur force au collège. Vous savez tous que, quand nous travaillons dans les quartiers, il y a un collège de secteur et que généralement, on retrouve le quartier dans le collège de secteur. Les groupes de filles qui sont nées dans les écoles maternelles élémentaires se retrouvent forcément dans le même collège, parfois dans les mêmes classes.

Dans cet entre-soi, il y a plusieurs caractéristiques.

D'abord, c'est un entre-soi unisexe, c'est-à-dire qu'il n'est constitué uniquement que de filles. Pourquoi ? Parce qu'on ne va pas faire entrer le loup dans la bergerie, c'est-à-dire le garçon. Plus les filles restent entre filles, moins elles vont attirer le

regard. Si on fait rentrer un garçon, elles vont tout de suite devenir des proies sexuelles. On va tout de suite imaginer que fait un garçon avec ce groupe de filles ou que font les filles avec un garçon. C'est donc pour éviter d'attirer le regard de la famille, mais aussi du réseau d'interconnaissances parce qu'on sait bien que dans un quartier tout est surveillé et qu'il y a un très fort réseau d'interconnaissance qui va agir en tant qu'agent de contrôle sur les adolescentes.

C'est aussi un entre-soi qui se repère en fonction de l'âge. Ce sont des adolescentes qui ont entre 10-11 et 15-16 ans, c'est-à-dire l'âge collège. C'est là où le groupe va devenir très fort, extrêmement fort, parfois plus fort que la famille d'origine. Les filles, dans ce groupe, vont reconstruire en quelque sorte une famille de substitution.

Ces groupes sont aussi en référence à l'ethnie. On va retrouver des groupes qui vont être conçus essentiellement avec des jeunes filles d'origine d'Afrique subsaharienne, maghrébine, très peu de mixité, parce qu'elles partent du principe qu'il vaut mieux être parmi ses semblables parce qu'on va mieux se comprendre et donc qu'on va pouvoir trouver des solutions et des réponses ensemble parce qu'on vit à peu près les mêmes choses.

C'est aussi un groupe qui a une caractéristique sociale. Ce sont des filles qui sont issues des classes populaires. Il n'y a pas de mixité sociale dans les groupes rencontrés.

Et c'est un groupe territorial, c'est-à-dire que cet entre-soi féminin adolescent va se construire généralement dans une même cité, dans un même quartier. Parfois les adolescentes vont habiter dans un périmètre très proche l'une de l'autre, parfois dans les mêmes bâtiments. Cela va faire en sorte qu'il va s'exercer aussi un contrôle dans ce groupe-là.

Donc, quand on parle d'entre-soi, forcément tout le monde ne rentre pas dans cet entre-soi-là. Si on ne répond pas à l'ensemble de ses critères, on va être exclu du groupe. C'est vraiment un entre-soi où on se retrouve entre semblables pour se comprendre, s'entendre, s'entraider. On pourrait le qualifier de famille de substitution. L'entre-soi, il faut le voir comme une famille où les filles se connaissent bien, connaissent bien les familles des unes et des autres. Je reviens à l'histoire de ces jeunes filles et du mariage. Que s'est-il passé ?

Avec le groupe – je vais le nommer le groupe de Lalie –, les filles ont pour habitude de créer des « disquettes » (vous connaissez certainement le terme). Elles vont mettre en place un scénario avec pour objectif commun de participer à une soirée privée à Paris et donc d'obtenir l'autorisation de sortie parentale. Elles ont moins de 16 ans. Elles savent qu'elles n'ont pas le droit de sortir à partir d'une certaine heure, d'autant plus à Paris. Elles ne sont pas véhiculées. Elles sont donc dans l'obligation d'utiliser les transports en commun. Qui dit utilisation des transports en commun, c'est soit partir plus tôt de la soirée, soit rentrer le lendemain matin, et donc il faut se trouver une excuse pour pouvoir rentrer le lendemain matin, sachant que dans ces familles, il y a la présence de grands frères inscrits sur le territoire, inscrits dans

le business et qu'elles étaient aussi sous contrôle du grand frère. Pourtant, cela ne les a pas empêchées de sortir. Chacune d'entre elles, connaissant bien les familles des unes et des autres, sachant bien quelle famille allait plus accepter qu'une autre tel discours, elles ont donc élaboré différents scénarii que chacune devait donner à la famille pour pouvoir sortir. Cela a permis finalement au groupe de sortir, et surtout de pouvoir rentrer le lendemain matin. Pour les unes, le discours était de dire qu'elles allaient être hébergées chez un membre de la famille d'une copine. Pour une autre, il y avait deux filles qui pratiquaient la gym, il y avait un concours de gym en province. Différents discours étaient tenus, pour ne pas éveiller et pour tromper la vigilance des parents.

En fait, cet entre-soi va former un petit peu un cadre protecteur mais avant tout initiateur. Un cadre initiateur formateur, c'est-à-dire que cet entre-soi va permettre de franchir les limites de l'interdit, va donner les moyens aux filles de vivre leurs expériences en dehors du cadre familial. On sait tous que les adolescentes grandissent avec des valeurs inculquées et héritées de la famille, et qu'elles doivent s'y coller. Les filles, pour grandir, comme nous l'avons vu ce matin, sont en pleine phase d'adolescence ; elles sont en train de créer leur propre identité et pour créer leur propre identité, il faut qu'elles se comparent aux autres. Mais pour se comparer aux autres, il faut aussi transgresser les valeurs dans lesquelles elles ont grandi pour trouver leur propre identité, pour s'épanouir et s'émanciper de la tutelle des parents. Tout cela, bien entendu, aidé par le groupe.

Ce cadre aussi va être incitateur dans les passages à l'acte. Nous allons avoir des groupes qui peuvent inciter les filles, par exemple, à sécher les cours parce que certaines adolescentes ne peuvent bénéficier que du temps scolaire pour pouvoir vivre leurs expériences en dehors du quartier. Certains membres du groupe peuvent inciter d'autres membres du groupe à sortir et que ces filles ne vont pas pouvoir dire non. À partir du moment où on est intégré à cet entre-soi, on ne peut pas dire non, sinon on va en être exclu et on ne fait plus partie de la famille. On perd sa protection.

Mais, dans cet entre-soi, on doit répondre à des droits, des devoirs et des obligations. Cela fonctionne comme une famille. Il m'a fallu identifier dans ces groupes, celle qui pouvait en quelque sorte avoir la fonction de père, l'autre de mère, et puis il y avait la fratrie. Effectivement, le leader pouvait avoir cette image de mère. Pourquoi je dis image de mère et de père ? Parce que la majorité des familles avec lesquelles je travaillais sont des familles monoparentales, et donc les enfants, les filles sont sous la responsabilité de la mère. Sur une quarantaine de familles, j'avais seulement deux familles monoparentales dont le père avait en charge les filles.

Donc, avec cet entre-soi, les filles vont se créer une identité collective. Leur identité individuelle va s'effacer au profit de l'identité collective. Avec cette identité collective, dans le territoire, elles vont être invisibles individuellement, c'est-à-dire qu'on ne va voir que le groupe. Et quand on va avoir quelque chose à reprocher, on va avoir quelque chose à reprocher non à un individu, mais au groupe, et donc

on va reprocher à l'identité collective. L'identité individuelle va se noyer dans l'identité collective et l'identité individuelle va se mettre au service de l'identité collective. Je vais prendre l'exemple d'un jeu de cartes.

Symboliquement, on a tous un jeu de cartes en main avec des cartes plus ou moins fortes, avec des atouts. On a des cartes scolaires, on a des cartes sociales, on a des cartes juvéniles, on a des cartes familiales etc. En tant qu'adulte, nous avons des cartes professionnelles en main. De ces cartes, nous acquérons des capitaux : le capital beauté, le capital intellectuel, le capital culturel, le capital guerrier etc. Mais, chaque adolescente a un jeu de cartes différent en fonction de son histoire familiale, en fonction de ses capacités scolaires... L'adolescente va jouer avec ce jeu-là. Certaines filles vont avoir des atouts, vont être plus fortes que d'autres – parfois, ce sont les leaders qui vont aussi avoir un capital guerrier. Et, dans le groupe, chacune va abattre ses cartes pour exister. Mais elles vont également les abattre pour faire en sorte que le collectif soit plus fort.

Plus fort l'entre-soi va être, plus fort elles vont pouvoir vivre leurs expériences en dehors du regard de l'adulte. Elles vont rentrer dans des pratiques désinstitutionnalisées et désencadrées – quand je dis désencadrées, c'est-à-dire qu'elles vont rejeter l'adulte, c'est-à-dire « On sait faire, on n'a pas besoin d'un adulte ». Parfois, il m'est arrivé de me retrouver avec des adolescentes qui voulaient me prouver que finalement elles n'avaient pas besoin de l'éducateur. Elles n'avaient pas besoin de l'adulte de manière générale pour résoudre leurs problèmes.

Par exemple, le groupe d'Adi, 15 ans, six filles en voie de déscolarisation, dans des actes de délinquance prononcée. Elles allaient racketter dans les villes voisines plutôt riches. Elles allaient arracher les sacs. Elles participaient aussi de temps en temps au business des garçons en revendant du cannabis. Elles étaient invisibles dans l'espace public de quartier, mais extrêmement visibles à l'extérieur. On pourrait dire qu'elles avaient un pouvoir urbain à l'extérieur du quartier, notamment en défendant le « ter-ter ». C'est-à-dire que quiconque (surtout des filles) n'habitait pas dans le quartier, devait illico presto reprendre le bus pour partir. Parfois, elles se positionnaient même en centre-ville pour veiller (dans la ville où j'exerçais, différentes lignes de bus convergeaient vers le centre-ville), elles avaient repéré le bus qui allait desservir leur propre quartier et elles allaient menacer les adolescentes qui arrivaient ou qui allaient prendre ce bus pour qu'elles puissent faire marche arrière. Et quand je leur demandais pourquoi elles faisaient ça, elles répondaient : *« Nous, quand on sort, on nous fait la même chose, donc pourquoi on ne le ferait pas chez nous ? On est résidentes de ce quartier-là, nous aussi, on va défendre nos « ter-ter » »*.

Vous voyez bien que, plus l'entre-soi va être fort, plus les filles vont se sentir fortes dans les passages à l'acte, mais aussi individuellement parce qu'elles vont prendre des ressources dans ce groupe.

C'est un groupe qui va être protecteur parce qu'une fille dans un quartier, quand elle est seule, elle peut devenir une proie, potentiellement une proie sexuelle vis-à-vis des garçons, une proie vis-à-vis des agressions intérieures ou extérieures. C'est pourquoi, parfois dans certains quartiers, elles sont invisibles. Seules, on les voit. Plusieurs adolescentes m'expliquent que quand elles sont seules, elles ne vont pas passer dans certains endroits parce qu'elles ont peur. Elles ne vont pas passer dans certains endroits à certaines heures parce qu'elles savent qu'il y a des personnes qui ne devraient pas y être ou elles ont peur d'être agressées. Mais aussi, elles ont peur de la rumeur et de la réputation. Les « teneurs de murs » selon Dubet, les garçons, qui occupent les quartiers dans lesquels j'opérais, repéraient les allées et venues des filles, d'autant plus quand on était sur du temps scolaire. Il suffisait qu'une fille déroge à un itinéraire ou change son heure de passage que tout de suite, on pouvait supposer qu'elle allait voir quelqu'un en dehors du quartier. Donc, une fille seule va attirer le regard. Dans le groupe, la fille est noyée dans la masse, même si c'est une petite masse parce qu'elles sont six à huit, mais elle est noyée dans la masse. Elle devient invisible dans le quartier et donc elle va pouvoir occuper des micro-espaces dans le quartier, mais elle va pouvoir sortir des limites du quartier. On ne va pas la voir. Les regards ne vont pas se focaliser sur le groupe, on va voir un groupe de copines qui sort. Cela ne veut pas dire que parfois certains groupes ne soient pas connotés négativement.

Par exemple, le groupe d'Adi était le groupe de filles les plus rebelles. Les gens avaient une image tellement négative d'elles qu'il ne fallait pas les côtoyer car il existe un adage dans nos banlieues et peut-être en province, qui dit : « Dis-moi avec qui tu traînes, je te dirai qui tu es ».

Et donc pour les filles, « si tu traînes avec une pute, tu seras une pute », mais dans les représentations communes, c'est ça : « Si tu es une fille, si tu traînes avec une fille bien, tu es bien ». Et les filles faisaient extrêmement attention à tout cela.

Le groupe était protecteur parce qu'aussi, quand on s'attaque à une fille, il y a le groupe qui « saute », c'est-à-dire que c'est le groupe dans son ensemble qui va réagir et non la fille seule. Il y a l'effet de force sur numéraire.

Toujours avec le groupe d'Adi, je les avais suivies dans un centre commercial, une fille voulait acheter de la teinture pour cheveux. Je les suis, et à un moment donné, elles me regardent (nous étions dans les rayons des cosmétiques) et elles éclatent de rire : « *Mais Katia, qu'est-ce que tu fais là ?* », je dis « *Eh bien, vous allez prendre la couleur ?* » - « *Bah non, on va linbel* » - « *Mais ça veut dire quoi ?* », « *ça veut dire voler* » - « *Ah d'accord* ». Donc, je les laisse et je les attends à l'arrêt de bus. Et elles sont arrivées avec les sacs bien rembourrés. J'ai compris tout de suite qu'elles ne sont pas parties qu'avec une teinture... On monte dans le bus. On va dans le fond du bus où il y a les places à quatre. Elles s'installent. Je me mets à côté. Il faut savoir aussi que je dénotais dans le groupe. Les adultes devaient se poser la question de savoir mais qu'est-ce qu'elle fait avec ces filles ? Parce que c'était un groupe

qui attirait les regards : les cheveux hirsutes, habillées de la même manière, parlaient très fort. Elles occupaient vraiment l'espace. Et moi, adulte, j'étais là, je les suivais. Bon, je discutais avec elles, et là dans le bus, particulièrement, ils se posaient vraiment la question de ce que je faisais avec elles parce que les filles ont ouvert leurs sacs et ont sorti tout ce qu'elles avaient volé. Je ne vous raconte pas, entre tous les cosmétiques etc. Finalement, le groupe a effrayé les adultes et les personnes présentes dans le bus parce que personne n'a réagi, parce qu'ils savaient pertinemment que s'ils réagissaient, même vis-à-vis d'une fille, ils savaient que ce n'est pas une fille qui allait réagir, mais les six filles. On voit donc que cet entre-soi faisait de telle manière que personne n'allait réagir, qu'on soit homme ou femme. On regarde. Bien sûr, il y avait des haussements de tête, il y avait des yeux comme ça (des yeux levés, des sourcils froncés) qui montrait leur désapprobation, mais personne n'a osé intervenir, alors qu'il y avait de quoi intervenir.

C'est une protection aussi au niveau des familles. Quand une jeune fille est en difficulté dans une famille, la fugue est très vite envisagée, « *Je veux partir de la maison, j'en ai marre* ». Mais, comme je vous parlais tout à l'heure que ce sont des groupes qui habitent à proximité, où les parents se connaissent plus ou moins, l'un des membres du groupe va accueillir l'autre membre et va l'héberger une nuit, deux nuits pour temporiser les relations intrafamiliales, les tensions familiales. C'est un groupe qui va être un lien avec la famille.

A contrario, c'est un groupe, un entre-soi qui va fonctionner tellement fort, qui va être tellement fusionnel que par exemple, dans le groupe d'Adi, les familles originelles n'avaient plus aucune autorité sur les filles, c'est-à-dire que c'est le groupe qui avait autorité sur les filles. Dans ce groupe, Adi était le leader, 14 ans, leader assez charismatique, en paraissait 18. Le groupe arrivait chez elle, allait dans sa chambre, se servait à manger (famille très précaire, en très grande difficulté), rentrait tard le soir. Parfois, pour ne pas dormir dehors, le groupe sortait de l'appartement et poussait la porte. Il ne fermait pas la porte puisqu'Adi n'avait pas les clés et rentrait le lendemain, donc mettait en danger aussi la famille parce que la porte de l'appartement était ouverte. Quand son père faisait le choix de l'exclure de la famille parce qu'il n'avait plus du tout aucune autorité sur elle, le groupe était là pour s'opposer à la famille. Quand il y avait des jeunes filles que j'accompagnais en IVG, on partait à 6 h 00 du matin à l'hôpital, et à 6 h 00 du matin, le groupe était là et le groupe attendait toute la journée avec l'adolescente à l'hôpital. Voilà, cela fonctionnait vraiment comme une famille.

En revanche, il y a des contraintes dans cet entre-soi. C'est un cadre qui contrôle les faits et gestes de ces adolescentes, parce que quand on fait partie de l'entre-soi, on doit répondre à des obligations. Et, si on transgresse ces obligations, il va y avoir des représailles. En fonction des groupes, les représailles vont être différentes en fonction de leur inscription dans la culture de rue ou non. Le groupe de Lalie suivait une scolarité ordinaire, avec des parents très présents, derrière les filles, qui pour eux, c'était clair « *Ma fille, tu ne sors pas de l'établissement scolaire sans avoir un diplôme* », Là, pour réguler le fonctionnement de l'entre-soi, les filles avaient mis en

place un « conseil » (elles l'appelaient comme ça), c'est-à-dire que chaque fois qu'une adolescente rencontrait un problème, transgressait les règles du groupe, elles organisaient un conseil. Dans ce conseil, la fille devait exposer ce qu'elle avait fait, pourquoi elle l'avait fait, et le groupe prenait une décision si oui ou non, elle devait être exclue, temporairement ou définitivement, ou quelle serait la sentence pour cette adolescente. Dans le groupe d'Adi, qui est plus ancré dans la culture de rue, c'était clair, c'étaient les coups et des échanges très virulents, très forts, très agressifs avec des insultes qui volaient. Il faut savoir que dans ces familles (le groupe d'Adi), toutes les filles étaient en voie de déscolarisation, traînaient beaucoup à Paris (Chatelet essentiellement), rencontraient des filles là-bas, étaient dans des passages à l'acte très forts puisque les garçons du quartier faisaient appel à elles en cas de problème. Elles impressionnaient vraiment. C'étaient des règlements de compte où les filles débarquaient dans l'appartement familial du membre transgresseur, et les parents ne pouvaient pas les arrêter. Les coups pleuvaient.

Cependant, dans ces groupes, j'ai étudié et travaillé (je faisais les deux en même temps) un groupe « des petites » – je les ai appelées « les petites » parce qu'elles avaient 11-12 ans. Le groupe était dans ses prémices. C'était aussi cette génération Facebook, très forte. Elles régulaient à travers les textos et à travers les conversations sur le Net, les tensions. Les familles étaient extrêmement présentes, et l'école était une priorité importante et cet entre-soi était dans ses prémices où les filles n'avaient pas encore pris leurs marques. On peut donc voir qu'il y a différents types de régulation dans un entre-soi.

Gravitent autour de cet entre-soi, des filles et des garçons qui ne peuvent pas y accéder. Même s'ils sont dans les mêmes délires, ils n'ont pas montré patte blanche. Je vais reprendre un propos d'Adi pour expliquer quand même la force de ces groupes. Adi est le leader. Elle m'a toujours défendue le fait qu'elle ne se considérait pas comme un leader, que c'étaient les autres filles qui lui avaient donné ce rôle, et que donc elle était dans cette obligation de jouer ce rôle et d'être régulatrice de cet entre-soi. Voilà ce qu'elle dit : *« Si tu vois maintenant, je galère dans ma vie, c'est à cause d'eux. Franchement, si je ne les connaissais pas, j'allais faire quelque chose de bien. Mais depuis que je les ai connues, ma vie est foutue. Je ne parlais jamais en cours. Je répondais mal à des profs. Et j'ai perdu deux ans à cause d'eux. À cause d'eux, je fume. Je suis devenue noire, alors que j'étais claire de peau »*. À l'époque, elle a 16 ans et je l'ai connue quand elle en avait 13. Effectivement, quand elle prend conscience de ces actes et de leurs conséquences, elle entre au lycée. C'est là où on se rend compte que l'entre-soi va implorer au lycée.

Pourquoi au lycée ? Parce que les filles vont avoir des orientations différentes, des filières différentes, des établissements différents et donc elles vont s'éloigner les unes des autres. Même si elles résident au même endroit, les emplois du temps vont être différents, les horaires vont être différents, la mobilité va être différente, donc l'entre-soi va implorer. Même pour les groupes les plus rigides comme Adi, le groupe a imploré dans la première année au lycée. En fait, pendant le collège, tout allait bien. Elles étaient fusionnelles et fonctionnaient comme une famille. Elles ont franchi toutes les étapes. D'ailleurs, ce groupe m'a dit : *« Katia, on a tout fait. Maintenant,*

on a 16 ans, on a tout fait. Même toi, ce qu'on a fait, tu ne l'as même pas fait à ton âge », je lui ai dit « Oui, certainement », et elle me dit « Mais maintenant, on va rentrer dans la norme parce qu'on a tout fait ».

Donc, l'âge collège, cette tranche d'âge concernant cet entre-soi, est extrêmement important parce que c'est là où les filles vont franchir tous les interdits. Elles vont tout tester parce qu'elles savent que, arrivées au lycée, elles ne vont plus pouvoir et il va falloir rentrer dans le rang, une majorité. Rentrer dans le rang, cela veut dire rentrer dans le rang au niveau de la famille aussi, rentrer dans le rang au niveau des pairs, rentrer dans le rang au niveau de la société pour trouver un travail, un mari. Et Adi se rend compte qu'elle arrive en seconde. D'ailleurs, elle arrive en seconde, en bac pro gestion administrative avec un 0 de moyenne en maths et un 5 de moyenne en français, donc orientation par défaut parce qu'il fallait qu'elle soit orientée dans un établissement, dans ce qu'on peut appeler un lycée ghetto, un lycée qui reçoit tous les garçons et filles qui n'ont pas eu d'affectation. Et là, elle se confronte au principe de réalité. De plein fouet, elle voit bien qu'elle n'a pas les compétences, mais que le groupe n'est plus là pour la soutenir, elle est seule face à tout ça. C'est là où elle se dit : *« Finalement oui, j'ai bien déliré pendant le collège. Oui, on était en groupe. On a fait plein de choses. C'était génial. Mais, finalement je me rends compte que je suis passée à côté de quelque chose et que là, aujourd'hui je ne peux plus rien faire »*. Il faut savoir qu'Adi n'a pas tenu son année. Elle a été réorientée en CAP librairie (vous pensez bien que CAP librairie, elle ne sait pas lire, mais ce n'est pas non plus extraordinaire). Et donc, en tant qu'éducatrice, c'est de la requestionner sur ce qu'elle veut faire. Aujourd'hui, elle est commis de cuisine dans un grand restaurant parisien, mais il m'a fallu voilà 4-5 ans de travail, avec des hauts et des bas, pour lui faire comprendre que cet entre-soi n'a pas forcément été bénéfique. Mais, pour rentrer dans ces entre-soi, il fallait être adoubé par le leader. C'est Adi qui m'a fait rentrer dans cet entre-soi parce que c'était le leader. =Même si on est éducateur, souvent parfois oui j'ai été borderline parce que j'ai vu des choses, j'ai entendu des choses. Oui, je le conçois, je le dis, je ne devrais peut-être pas le dire. Mais cela m'a permis d'être aujourd'hui devant vous et d'avoir soutenu ma thèse sur cet univers féminin ado, parce qu'elles m'ont ouvert les portes et m'ont fait comprendre des stratégies qu'elles mettaient en place pour grandir, pour exister. Donc oui, j'ai travaillé sur ces stratégies qui sont d'une, de s'éloigner du quartier, donc travailler sur la mobilité des filles.

Cette mobilité commence par le pied. Le pied, c'est l'apprentissage, c'est-à-dire qu'on va commencer à déambuler dans le quartier, on va apprendre les codes. Le quartier, c'est une zone, un centre de formation. Après le pied, on va passer au bus. Le bus va nous permettre d'arriver sur différents territoires, d'élargir notre réseau social, de rencontrer d'autres personnes. Et puis, à un moment donné, on grandit, on va commencer à prendre le métro, on va dompter le métro parce que le métro fait peur. Si on n'a pas eu la famille ou de la famille habitant à Paris, on n'utilise pas trop le métro parce que s'il se passe quoique ce soit, on ne sait pas comment se sauver, on ne sait pas comment s'aider, on n'a plus de repère. Puis bien sûr, quand elles sont majeures, elles ont toute une voiture. Bien sûr, elles n'ont pas forcément le permis,

elles apprennent avec les copines qui l'ont (ou qui ne l'ont pas d'ailleurs). Elles vont se tester, non pas sur un parking, ce n'est pas marrant un parking, elles vont sur la route, elles se filment aussi parce que c'est sympathique de se filmer. Voilà, il y a cette mobilité progressive. Avant le collège, on est dans une sociabilité enfantine, elles sont à pied. Après, quand elles rentrent dans la sociabilité de pair, on va passer du pied aux transports en commun, et puis bien sûr à la voiture. Le passage à la voiture, c'est vraiment là où on quitte le statut d'enfant et d'ado même si on en est encore une, mais on devient adulte.

La deuxième stratégie, c'est bien sûr de s'émanciper de l'adulte et des parents. C'est de confronter les valeurs héritées de la famille aux valeurs de la société dominante. Se confronter aussi aux médias parce qu'aujourd'hui, oui on travaille avec des adolescentes où l'image de la femme qui est véhiculée, est celle qu'elles reconnaissent à travers les médias parce que pour les filles, ce qui est dans les médias, c'est la réalité. Il a donc fallu déconstruire tout ce qui était les émissions de télé-réalité, en leur expliquant qu'on joue un rôle, qu'il y a des contrats de travail, qu'on leur dit ce qu'il faut faire. Mais les filles se construisent à travers cette image.

Aujourd'hui, la notion de réussite chez une adolescente, c'est non pas la réussite scolaire comme on a pu le connaître (enfin pour ma génération, je ne me permettrais pas pour les autres), c'est de réussir avec un diplôme : « Si tu as un diplôme, tu as le travail que tu veux et tu vas gagner de l'argent et réussir ta vie ». Aujourd'hui, c'est réussir grâce à son capital beauté. Je ne développerai pas plus parce que mes collègues le feront après, mais c'est « Sois belle, sexy, et tu vas réussir, mais tu vas réussir très vite », parce qu'on travaille aujourd'hui à ce que j'ai nommé dans ma thèse « l'adolescent de l'immédiat ». Aujourd'hui, on a des adolescentes grâce à ça (saisit le portable) : on appuie sur une touche et on a la réponse tout de suite, rapide, on a ce que l'on veut. C'est plus marrant, c'est plus facile parce qu'on n'a pas besoin d'être bon élève, de rester cinq ans, six ans, sept ans derrière un bureau à écouter un professeur pour ne pas forcément déjà avoir le diplôme que l'on souhaite et ne pas avoir de travail au bout. Dans cette volonté d'émancipation, on est confronté à cela, c'est-à-dire la confrontation entre le dedans et le dehors, c'est-à-dire ce que veulent nos parents et ce que la société attend de nous, mais ce qu'elle nous propose d'être. J'ai côtoyé des adolescents, et comme vous, je pense qu'ils sont en pleine construction de leur identité, de leur image, et on se construit en se comparant aux autres. Et elles se comparent par rapport à ce qu'elles voient des médias, ce qui n'est pas forcément extrêmement positif aujourd'hui. Mes camarades vous en parleront concernant le michetonnage et la prostitution des mineurs.

Pour clôturer, je dirais que, aujourd'hui, quand on parle de l'entre-soi, pour les filles c'est une structure structurée et structurante pour elles et que pour elles, un adulte – et je mets l'éducateur, sa fonction d'éducateur – ne peut pas comprendre cette structure-là, parce qu'elles l'ont construite avec leurs propres règles en fonction de leur propre représentation, et donc est exclu tout adulte. Voilà, je vous remercie.

[Applaudissements]

Échange avec la salle

Laure Sourmais

Merci beaucoup Katia. C'était très intéressant de nous montrer comment cette construction passe par le collectif et par l'entre-soi, et comment les éducateurs sont acceptés dans cet entre-soi. On parlait d'immersion pour la prévention spécialisée, tu t'es vraiment immergée pour ta recherche.

Avez-vous des questions, des remarques ou des partages d'expérience aussi ? Parce que c'était intéressant ce matin aussi ce temps de partage d'expérience, donc n'hésitez pas à réagir, à poser des questions, à nous faire part de vos pratiques également.

QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

Bonjour. Je me posais la question quand même de savoir si les jeunes filles qui fréquentent ces groupes sont toutes de même ethnies ou elles se mélangent entre, je ne sais pas, maghrébines, africaines du sud, africaines centrales ?

Katia Baudry

Il y a certains groupes qui se mélangent, en fonction de leurs relations de confiance entre elles. Mais, quand il y a une mixité dans les groupes, cela amène des tensions parce que les attentes ne sont pas les mêmes. Par exemple, dans le groupe de Lalie, il y avait des jeunes filles maghrébines et des jeunes filles d'Afrique subsaharienne. Et très vite, les jeunes filles maghrébines ont été isolées du groupe parce qu'elles respectaient un peu plus les limites posées par la famille, notamment en termes de relation et de séduction avec les garçons. Quand les autres avaient une liberté plus importante en termes de mobilité et de contact avec la gent masculine, les jeunes filles maghrébines se retiraient très vite et ne participaient pas aux soirées par exemple. C'est ce que j'ai pu voir dans les groupes.

RÉACTION DE LA SALLE

Un éducateur

Bonjour. Peut-être un bout de témoignage. Quand je vous entends parler, je vois un peu un côté négatif dans ce que vous décrivez, et l'idée est d'amener un exemple un peu plus positif. Une équipe de Clermont, qui intervient sur le quartier de Neyrat, a accompagné des jeunes filles dans un club de basket (Neyrat BASKET, ça fait NBA, un petit jeu de mots). L'idée était de ne pas occulter le fait qu'il y avait un phénomène de groupes sur lequel l'adulte n'avait pas de prise. Mais le rôle des éducateurs a été d'être tout le temps un rempart républicain, laïc, éducatif, social et de se dire il y a des moments où on n'est pas avec elles mais il y a des moments où quand elles sont avec nous, on va remettre du cadre. Et pendant tout

l'accompagnement des années collège, cela a été compliqué, avec des collègues qui revenaient épuisés de temps de travail avec ces jeunes filles, puis au lycée, cela a aidé à structurer. C'est-à-dire que la prise de conscience de « Il faut que je change de cap, il faut qu'on arrête les conneries », le fait d'avoir semé des petites graines au moment des années collège, a permis de restructurer des choses et de travailler des choses extrêmement importantes. On partait avec les jeunes faire des matches dans d'autres départements. Cela a permis de faire comprendre aux parents que la mobilité, aller faire des études ailleurs, on n'est pas obligé de rester dans le quartier, on n'est pas obligé de rester dans la ville. Et donc, l'idée de se servir de ce contexte et en essayant de le repositiver, c'est aussi dans les stratégies de réussite dont vous avez parlé. Je pense que c'est quelque chose dont il faut être convaincu. Et j'espère que les équipes en sont convaincues.

Katia Baudry

Oui, complètement. Par exemple, le groupe des petites, on s'est appuyé sur ce groupe pour monter un groupe de danse avec une chorégraphe professionnelle. Nous sommes parties en Espagne, elles ont vu qu'elles pouvaient faire autre chose et être reconnues. En plus, elles ne faisaient pas du hip-hop, mais de la danse contemporaine, et les personnes là-bas étaient éberluées de voir – ce que je vais dire est très caricatural, mais c'est le retour que l'on m'a fait – des banlieusardes d'Afrique subsaharienne danser de la danse contemporaine. Mais les filles se sentaient très valorisées parce que, justement à partir de ce fait-là, elles sont devenues un peu l'étendard du quartier et elles défendaient une autre image du quartier. Après, nous sommes allées sur Paris et elles ont participé à différentes choses. Et je suis complètement d'accord sur le fait que... Adi, par exemple, c'est cinq ans. Cinq ans où c'est difficile, et je comprends comme les équipes d'éduc's où on va avoir des hauts et des bas parce qu'il y a cette prégnance des pairs, cet entre-soi qui est extrêmement important. Puis, on voit les fruits au lycée où là, on retourne à une identité individuelle et non plus à une identité collective, et que là, on va vraiment amorcer ce travail de fond avec les adolescentes. Mais complètement, il y a du positif, il ne faut pas voir tout noir. Mais il y a des groupes, par exemple, où Adi, c'était impossible. On a eu beau tirer, tirer et essayer de valoriser, il y avait une telle force du groupe, c'était vraiment une famille, mais aussi parce qu'il y avait aussi un contexte familial qui s'y prêtait, qu'en étant même éduc' de près, on ne fait pas du 24/24, 7/7, et donc il y a un moment donné où ce que l'on fait (je ne sais pas, peut-être que les éducateurs l'ont vécu aussi) c'est déconstruit par des événements qui viennent parasiter le travail de l'éducateur et qu'il faut qu'on recommence. C'est une chaîne sans fin avec certains groupes, dont celui-ci où, par exemple, ma présence n'était pas tolérée par certains membres du groupe, parce qu'elles voyaient bien qu'Adi voulait s'en sortir, s'appuyait sur moi et se confiait, et cela créait des jalousies dans cet entre-soi là. Et le fait que je n'étais pas là, elles en profitaient – ce qui est normal aussi, je veux dire, à juste titre – de parasiter le travail que je faisais. Donc, cela a mis cinq ans pour aboutir.

UNE QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

J'avais une question. Est-ce qu'il y avait un manque au niveau des espaces jeunes au niveau féminin ? Dans notre territoire clairement, c'est ce que nous expriment nos partenaires, qu'il y a vraiment beaucoup moins de filles que de garçons qui utilisent ces espaces qui sont dédiés à leur âge.

Katia Baudry

En fonction des territoires – je dis bien en fonction des territoires –, il y a des filles qui ne vont pas utiliser les espaces jeunesse (par exemple les services municipaux de la jeunesse) parce qu'ils sont très fortement connotés masculins et que ce sont les parents qui ne veulent pas pour préserver l'image et l'honneur de la famille. Par exemple, le quartier où je travaillais, c'était ça. Les animateurs mettaient en place des activités pour les filles, pour les faire venir, nous demandaient même à nous éducateurs d'accompagner les filles dans leur service, mais il y avait aussi l'histoire du quartier à prendre en ligne de compte. Et dans ce quartier, il y avait des spots très importants de deal, mais aussi un contrôle important des garçons et le service jeunesse était noyé, les filles ne pouvaient pas. C'était nous, la prévention spécialisée qui amenait cette offre. On a créé des ateliers en partenariat avec des acteurs locaux dans le cadre d'appel à projets pour financer le poste de la chorégraphe professionnelle, pour financer d'autres postes, pour amener les adolescentes à évoluer et à mettre leur projet en place. Mais dans certains quartiers, il y a une telle pression que pour préserver le fonctionnement, l'honneur de la famille, l'image et l'image de l'adolescente elle-même, elles ne vont pas vers ces instances. Donc, on va décentraliser, on va aller en centre-ville. Les adolescentes par exemple allaient beaucoup en centre-ville où il y a des services dans lesquels elles peuvent aller et se sentent plus à l'aise.

UNE QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

J'aurai trois questions. Le groupe de filles d'Adi, à quel âge vous les avez connues ?

Katia Baudry

À 13 ans.

Une éducatrice

Du coup, ça a quand même permis que vous puissiez être intégrée au groupe, qu'elles vous laissent aller avec elles dans le bus, entrer au domicile ?

Katia Baudry

Oui, parce qu'à partir du moment où le leader autorise, les autres ne disent plus rien parce qu'elles veulent préserver leur place. Si le leader a autorisé, vous pouvez faire ce que vous voulez avec le groupe, les autres vont suivre. Avec Adi, je me suis

retrouvée dans des situations où, par exemple, je suis dans sa chambre, la grand-mère paternelle est dans le salon (les deux pièces étaient séparées par le hall d'entrée), les filles étaient là. Et à un moment donné, elle me dit : « Katia, tu ne parles plus, tu ne dis surtout pas mon âge et tu ne dis surtout pas que je suis au collège ». Dans la chambre, c'est simple, 10 mètres carrés, un lit superposé double, une armoire et une vieille chaise, et j'étais assise en bas sur le premier lit en dessous. Je dis « Pourquoi déjà je dirais que tu es collègue ? Je sais que tu es au collège... » - « Non mais je vais chercher mon copain »... Je lui dis « Mais comment tu vas faire rentrer ton copain, il y a ta grand-mère quand même dans l'appartement ? Et puis, il y a ta mère qui peut arriver ou ton père » - « Non, t'inquiète, je gère » (ça je pense que tout le monde l'a entendu : « T'inquiète, je gère »). OK... Moi, je gérais un peu moins intérieurement parce qu'en ma posture d'éduc', je me dis si la grand-mère arrive et qu'elle me voit, en sachant que le garçon est en haut, que va-t-il se passer ? J'ai été curieuse, je suis quand même restée. Elle a réussi à faire monter le garçon. Ils se sont installés sur le lit du haut. Et ils ont fait, enfin ils discutaient (enfin je ne suis pas allée voir non plus mais je ne pense pas, je n'ai rien entendu, enfin je souris, excusez-moi), et les filles là m'ont regardée. elles ne voulaient pas que je sois là, que je vois ça, comme lorsqu'on était dans le bus à un autre moment où il y avait une bagarre à la sortie d'un lycée, une rixe entre jeunes et je leur dis « Est-ce que je peux venir parce que je veux voir ? » Là, ce n'était plus l'éduc', c'était la chercheuse, je voulais voir comment les filles allaient se positionner. Adi a dit « Oui, tu viens » et les autres ont dit non, mais elles se sont pliées parce qu'Adi a dit oui. Dans ce groupe-là, Adi est malade, le groupe est malade. Adi ne va pas à l'école, le groupe ne va pas à l'école. Adi dit d'aller à droite, le groupe va à droite. J'entends les sourires, mais c'est dans cet entre-soi, cela fonctionnait vraiment comme une famille. En fait, en voulant fuir la famille, les filles se sont reconstruit une famille encore plus rigide que la première.

Une éducatrice

Du coup, comment vous faisiez s'il y avait une scission dans le groupe ? C'était toujours la parole d'Adi j'imagine qui prenait le dessus ?

Katia Baudry

La scission ne se faisait pas forcément devant moi. moi, je la comprenais à travers le jeu de regard et de la posture que les filles adoptaient et généralement, je partais. Je restais une-deux minutes pour voir jusqu'où elles pouvaient aller, puis après je partais. C'est comme le vol : à partir du moment où elles me l'ont dit, je suis partie. Je restais parce que je voulais voir jusqu'où ça pouvait aller, puis je partais.

QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

Quelle relation vous aviez avec les familles, avec les parents ? Et comment ces parents vous percevaient ?

Katia Baudry

J'ai toujours privilégié la relation avec les adolescentes, parce que j'avais des adolescentes qui étaient assez borderline aussi, et si je n'avais pas cette relation de confiance avec les filles, je les perdais en toute honnêteté.

En revanche, je leur disais toujours que je ne remplaçais pas les parents, que je n'avais pas autorité sur elles, que s'il se passait quoi que ce soit que j'estimais les mettre en danger, je préviendrais les parents. J'avais des relations avec les parents très cordiales, un peu moins avec le père d'Adi qui m'a plusieurs fois menacée parce que famille polygame, enfin je savais des choses que je ne devrais pas savoir et donc cela lui faisait peur. Mais c'est surtout qu'en tant qu'éducatrice, je lui disais : « Attention Monsieur, vous allez un peu trop loin avec votre fille ». Là j'interviens dans le cadre de la protection de l'enfance. J'avais des propos très durs parce que c'était aussi une famille pathogène. Il mettait en danger ses enfants, il utilisait ses enfants, parfois se servait de la force d'Adi d'une certaine manière et des actes de délinquance posés par Adi pour exister. Donc là, oui, je ne pouvais pas ne pas rien dire. Donc là, j'ai été menacée une ou deux fois par le père, notamment une fois où sa fille avait fait une tentative de suicide, j'étais à l'hôpital à son lit et le père est arrivé en disant « Je vais porter plainte contre vous ». Je fais « Vous pouvez porter plainte contre moi Monsieur, pas de souci ». Il ne l'a jamais fait.

Après, j'avais des parents qui étaient soulagés parce que : « Elles sont avec Katia, on a confiance, on sait que quand elles sont avec toi, elles ne craignent rien, on sait que tu vas poser des limites, qu'elles vont t'écouter. Mais on sait aussi que tu vas les emmener là où on ne peut pas les emmener ». Par exemple, l'Espagne où elles ont participé à un concours de danse, des sorties.

Et puis, j'avais des mamans qui étaient jalouses parce que j'avais des adolescentes qui me racontaient leur première fois, qui me demandaient : « Katia, ça fait mal, est-ce que c'est normal ? ». Et là, j'ai des mamans qui m'ont dit « des fois on est un peu jalouses parce qu'on sait qu'elles te racontent des choses, on comprend que tu ne vas pas nous les dire »... Elles le savaient, j'étais claire avec les mères « Je vais accompagner vos filles. Mais n'attendez pas de moi que je vous dise ce qu'elles vont me dire, sauf s'il y a danger ». Et elles me disaient « là je suis un peu jalouse parce que ma fille me confie des choses et je ne sais pas ».

QUESTION DE LA SALLE

Un éducateur

Bonjour, j'ai deux petites questions. La première, quand vous exposiez votre expérience, vous parliez de l'individuel et du collectif. Cela m'a renvoyé à la conscience collective et à la conscience individuelle et je voulais savoir quel paradigme sociologique vous avez utilisé pour faire votre étude et ce qui vous a mené à utiliser ceux-ci ou celui-ci ? Et aussi, est-ce que vous avez pu participer à un des conseils que les filles organisaient ?

Katia Baudry

J'ai travaillé tout simplement sur la notion de construction identitaire et la notion de stratégie, de résistance. Beaucoup d'études ont été réalisées sur les banlieues, dans les quartiers populaires, mais – allez, je vais temporiser – quasiment essentiellement sur les garçons. Et donc, j'ai travaillé aussi sur la notion de genre, pas dans le genre relation binaire fille-garçon, j'ai travaillé essentiellement sur la relation fille-fille. L'objectif était de réfléchir à comment des adolescentes, dans un quartier à univers essentiellement masculin, pouvaient mettre en place des stratégies de résistance pour construire leur propre identité, grandir en tant que sujet. Parce que quand on parle des filles dans les quartiers populaires, on les voit en tant qu'objet de la domination masculine. Et moi, dans ce que je vivais en tant qu'éducatrice – c'est ce qui a été mon light motive pour rédiger ma thèse –, c'était que je voyais des sujets, des filles actrices, et non pas spectatrices. Des filles qui donnent du sens. Je ne nie pas la domination masculine, attention, ce n'est pas ce que je dis, il y a domination, mais moi je voyais des filles élaborer des stratégies de résistance pour dire : « Oui, mais moi je suis là. Certes, je vis dans tel quartier, certes ma famille est comme ça, mais je suis en capacité d'utiliser ces éléments pour mettre en place des stratégies pour exister et me construire en tant qu'individu, en tant que sujet ». C'est sur ça que je travaillais : objet-sujet, stratégies de résistance, construction identitaire individuelle et collective, avec toujours en arrière-fond les relations fille-fille. J'ai fait volontairement encore un choix d'occulter les garçons. Je n'ai parlé que des garçons à partir du moment où ils intervenaient dans les stratégies de résistance. Mais là, je voulais vraiment, et ce n'est pas pour rien que j'ai parlé d'univers féminin adolescent, c'est-à-dire que je me suis basée sur ce que j'ai observé, ce que j'ai vécu et à partir des récits de filles. C'est-à-dire vraiment sortir du regard androcentrique et me baser sur ce que les filles, comment elles vivaient ce quartier, comment elles vivaient leur famille et comment elles se vivaient dans un quartier. Non, je n'ai pas pu assister aux conseils de filles parce que, par exemple, Lalie, il y a des adolescentes qui m'ont laissée rentrer dans cet univers. Mais quand il y avait des choses à régler, Lalie ne voulait pas que j'y assiste, de peur que mon regard sur elles change. Même si je leur faisais comprendre qu'il ne changerait pas forcément, il y avait une part cachée qu'elles ne m'ont jamais dévoilée. Autant le groupe d'Adi, ça a été voilà porte ouverte complète, les petites aussi, autant le groupe de Lalie était plutôt fermé.

QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

Vous dites que pour rencontrer ces jeunes filles, il faut sortir de ses zones d'intervention. Je voulais savoir comment vous les avez approchées et comment vous avez réussi à créer un lien de confiance avec elles.

Katia Baudry

J'ai utilisé les collègues. il y a une dizaine d'années, j'avais une réunion au collège de secteur et la CPE est venue me voir en me disant « J'entends des bruits sur les filles, mais ça ne se passe pas au sein du collège, je ne peux pas intervenir ». Et moi je lui disais : « Mais moi aussi j'entends des bruits sur les filles, mais je ne les vois pas dans le quartier, donc qu'est-ce qu'on peut faire ensemble pour que voilà je puisse les toucher ? ». E donc on a monté un groupe de parole au sein du collège et venait qui voulait. On a travaillé en faisant du dedans et du dehors, ce que je disais tout à l'heure du « travail de couloir ». J'ai eu la chance, mais vraiment la chance dans cet établissement dans lequel je suis intervenu quinze ans, de pouvoir faire ce que je voulais dans cet établissement. Ils avaient bien compris ma spécificité (ce n'est pas un choix facile à porter de dire je ne travaille qu'avec les filles), mais ils avaient compris que, quand il y avait un problème avec une fille, ils m'appelaient, ils sortaient la fille du cours, on discutait et ils la réintégraient dans le cours ni vu ni connu, pas vu pas pris. Et, le lien de confiance s'est établi comme ça. Après, j'ai vu les filles dehors et le lien s'est renforcé dehors. Puis il y a eu le bouche-à-oreille. Vous savez bien, quand vous en connaissez une qui a confiance en vous, elle va ramener ses copines. CELA s'est passé comme ça en fait. Après, à chaque génération, le groupe de Lalie a été le premier. Quand il a quitté le collège, j'ai continué à moins le suivre et c'est le groupe d'Adi qui a pris la relève, puis c'est le groupe des petites qui ont pris la relève, mais toujours avec l'axe collège-quartier. Puis, je quittais le collège à partir du moment où le lien était consolidé.

PROSTITUTION, MICHETONNAGE, CONDUITES À RISQUE : QUELS ACCOMPAGNEMENTS À METTRE EN ŒUVRE ?

Emmanuel Bujiriri Babunga, Adam Cano Quero et Anne-Sophie Germain de L'Essor.

Anne-Sophie Germain

Je suis assistante sociale, mais je suis aussi en parcours de formation depuis trois ans maintenant, je fais un DEIS (anciennement DSTS). Et j'ai décidé de conceptualiser cette question du michetonnage et mes pratiques, c'est-à-dire que l'espace de formation m'a permis de penser mes pratiques et d'essayer de théoriser les choses pour mieux comprendre le phénomène, d'identifier les enjeux qu'il recouvre et aussi d'interroger les pratiques professionnelles face au phénomène.

J'ai donc effectué une enquête exploratoire pendant laquelle j'ai rencontré des professionnels et des jeunes. Dans un premier temps, je me suis intéressée à l'évolution historique de la prise en compte des filles en prévention spécialisée. Il s'avère qu'on les a prises en compte assez tardivement puisqu'elles ne sont citées dans les rapports d'activité de la prévention spécialisée qu'à partir de 2000. Il y a aussi un lien avec le fait que le métier s'est féminisé, plus de femmes travaillent en prévention spécialisée à partir de ces années-là. Par contre, elles concernent aujourd'hui en moyenne un tiers des accompagnements éducatifs et sont décrites comme moins visibles que les garçons. Katia Baudry nous l'a dit tout à l'heure : ce n'est pas parce qu'elles sont moins visibles qu'elles sont invisibles pour autant, elles sont peut-être ailleurs que les garçons, et à nous, les professionnels de la prévention spécialisée, d'aller à leur rencontre.

D'autre part, quand elles sont citées dans les rapports d'activité, elles le sont d'une manière différente que les garçons. Elles sont souvent citées autour de leur sexualité alors que pour les garçons, on parle plutôt de leurs actes de délinquance. Cela nous renvoie aux représentations sociales des professionnels et à leur impact sur leurs pratiques. Effectivement, la mobilité féminine n'est pas associée aux mêmes représentations que celles des garçons. La mobilité féminine est souvent associée à leur sexualité, c'est-à-dire qu'elles ne peuvent pas être aussi libres que les garçons dans leurs mouvements dans leur quartier parce qu'il y a du jugement et ces jugements sont liés à leur sexualité. Plus elles se montrent libres dans le quartier, plus elles sont dites libres sexuellement.

Cela nous amène aussi implicitement à poser la question du genre, qui se distingue du sexe biologique et qui se concentre plutôt sur les rapports sociaux entre les hommes et les femmes, dans le sens où la société produit des attentes différenciées entre les femmes et les hommes, avec l'image de la femme qui serait plus vulnérable que l'homme, et avec une image de l'homme qui doit être fort et viril. Cela m'a permis d'analyser le travail social et de voir que, nous aussi, en prévention spécialisée, on pouvait renforcer ces normes de genre en proposant des prises en

charge différenciées entre les garçons et les filles. Cette recherche m'a amenée à considérer le phénomène sous un angle multi-dimensionnel puisqu'il est à penser d'une façon complexe et qu'il m'est apparu être une stratégie – Katia Baudry parlait de stratégie – que l'on peut mettre dans des logiques d'action des filles, une stratégie féminine pour lutter contre les politiques de ségrégation socio-économique et ethnique qu'elles vivent.

Pour revenir plus précisément au travail de terrain et ce que la recherche peut apporter aux professionnels, il s'agit d'investir pleinement le travail auprès des filles, d'aller les rencontrer puisqu'elles sont là. Il s'agit aussi de se distancier de ses propres valeurs et de ses représentations pour échanger avec les jeunes autour de l'intime, de leur sexualité, de leurs relations sentimentales, de la séduction. Ce n'est pas forcément évident de parler de sexualité avec des jeunes qui peuvent employer des mots crus, qui ont réellement besoin d'avoir des adultes référents avec qui ils peuvent échanger là-dessus. On sait bien aujourd'hui qu'ils ont des besoins par rapport à ça et que leur apprentissage se fait essentiellement autour des réseaux sociaux, des images pornographiques, avec une sursollicitation et une hypersexualisation de la société, et ils ont un réel besoin de pouvoir échanger d'une façon sécurisante autour de leur sexualité. Il s'agit aussi de déconstruire l'image de la femme qui est véhiculée dans les médias que ces jeunes regardent, notamment la télé-réalité où les femmes sont mises en avant par leur capital beauté et non pour leurs compétences intellectuelles (les garçons non plus d'ailleurs... mais cela fait peut-être un peu moins de dégâts !). En tout cas, il s'agit de discuter de tout cela avec les jeunes, de ce qu'est d'être une femme pour elles, ce que cela représente, quelles sont leurs réelles possibilités d'émancipation.

Adam Cano Quero

Justement, sur la question de l'émancipation et de ses modèles de référence qui sont distillés pour aliéner plus que pour émanciper, bizarrement ce système qui vient aliéner, elles essaient de le retourner comme une forme d'illusion d'émancipation. En se mettant en valeur uniquement physiquement, en « michetonnant » (on reviendra sur le terme « michetonner » pour dire d'où il vient), elles ont l'impression de reprendre le dessus, alors que c'est une illusion, non ?

Anne-Sophie Germain

Il y a une revendication des filles de pouvoir dominer l'homme au travers du michetonnage. C'est ce qu'elles m'ont dit souvent : « J'ai le pouvoir sur les hommes » parce qu'elles savent que leur capital beauté exerce un pouvoir de séduction auprès des hommes qu'elles rencontrent pendant les soirées ou qu'elles fréquentent pendant un moment. Cependant, la domination masculine est exercée de fait puisqu'elles se retrouvent dans une relation aliénante où elles sont dépendantes financièrement de l'homme en question.

Pour revenir sur nos pratiques, il me semble aussi important de ne pas enfermer le jeune dans sa problématique parce qu'il y a un risque de perte de lien. Quand bien même le ou la jeune michetonne, ils sont pleins d'autres choses, et je pense que le lien s'entretient au travers de cela. Si on voit le jeune dans cette case de michetonnage, il y a une perte de lien. Le jeune veut que vous le voyiez autrement et c'est très important de ne pas avoir un discours moralisant qui est peut-être le plus évident au départ quand le jeune raconte des choses, de peut-être vouloir le sortir de cette problématique, alors que finalement cela se fait avec du temps, de la confiance, des échanges. Il ne s'agit pas de se dire il faut que je le sorte de là parce que cela peut être dramatique au final. Il s'agit donc d'échanger avec le jeune mais sans renvoyer des choses moralisantes ou jugeantes afin qu'il y ait un réel lien éducatif qui se crée.

Adam Cano Quero

La question de la prise en compte du jeune en prévention spécialisée est particulière puisque cette libre adhésion permet de construire un lien avec le jeune, sans être obligé de chercher à le sortir, le sauver dans l'immédiateté. Le principal dans cette relation éducative peut justement nous permettre d'avoir un levier. Là, je m'adresse à Emmanuel, ce n'est pas le cas en AEMO puisque ce sont des mesures éducatives judiciaires. Toi-même dans le service, tu as quelques jeunes filles qui sont prises dans ce genre de pratique et de réseau.

Emmanuel Bujiriri Babunga

J'arrive à L'Essor il y a quatre ans. Je viens d'un territoire où beaucoup de villes relèvent de la politique de la ville dans le département du 78. En arrivant à l'antenne AEMO de L'Essor, je suis tout de suite frappé par le nombre de mesures qui nous sont données par le juge des enfants et que nous ne pouvons pas exercer, d'abord suite à la suractivité, mais aussi parce que ces jeunes ne sont pas là. On ne les voit pas, elles ne sont pas à l'école, elles ne sont pas en famille, elles fuguent, plus que fuguer puisqu'elles disparaissent aussi. Et donc, la question va vraiment m'interpeller. Nous sommes un service de protection de l'enfance, on parle de protection de l'enfance depuis ce matin, mais le travail que je dois faire maintenant, c'est de revenir auprès du magistrat pour lui dire que nous sommes en suractivité et qu'on ne peut pas exercer jusqu'à ce que je recrute, et quand je recrute, je prends mes dossiers et je dois attribuer vingt-deux mesures à une éducatrice qui vient d'arriver. Je rentre dans le dossier des vingt-deux mineures qui sont prises par les problèmes de sexualité, de sexualité déviante comme je dis souvent (*Adam Cano Quero intervient* : « C'est ce qui nous met souvent en débat, lui et moi ! »). Je rentre donc dans les dossiers Si elles ne sont pas à l'école ou en famille, c'est parce qu'elles sont quelque part, elles sont ailleurs et elles vivent, ou se laissent vivre. J'ai une jeune fille qui me vient en tête, qui va disparaître pendant six mois, pendant lesquels nous sommes en lien avec sa famille jusqu'au jour où le père m'appelle pour me dire qu'elle est là. J'envoie deux

éducateurs à la maison et la trouve fatiguée, cassée, abîmée : qu'est-ce qui s'est passé ? Je ne me suis pas interdit de dire « Les salauds, ils l'ont lâchée pour qu'elle vienne se soigner, et quand elle va reprendre un peu de force, on va encore venir la cueillir ». Et là, un éducateur me dit : « Emmanuel, nous savons qu'il existe des réseaux de prostitution, nous savons que ces jeunes filles travaillent par-ci par-là dans tel bar, tel restaurant, qu'est-ce qu'on fait ? Il y a la police, le juge des enfants, mais nous, on travaille comment ? ». Je ne vous l'ai pas dit, je ne vais pas attribuer vingt-deux mineures qui sont prises dans la prostitution à un éducateur. Comme je vous l'ai dit, je viens aussi d'un territoire réputé et connu médiatiquement sur des questions de délinquance, mais il y a dix ans, quand on nous disait qu'une fille était prise dans ces problématiques en réunion le matin, toute la réunion était plombée. Et si on en parlait le soir, on se disait qu'on allait partir avec ça, pourquoi amener le sujet le soir. Et là, vingt-deux... qu'est-ce qu'on en fait ? comment on travaille ? On est passé de la sexualité déviante à nommer les choses : on est pris dans la prostitution avec ces gamines âgées de 13 à 18 ans. Cela nous renvoie d'abord au fait que nous sommes père, frère, cousin, et donc quand on a une telle situation, comment on la prend, comment on l'accompagne, comment on protège cette enfant ? Comme je dis souvent dans nos réunions du pôle Enfance, on ne peut pas se permettre de dire qu'on sait faire. Et, quand on a conscience de ne pas savoir faire, on fait appel à d'autres qui sont autour de nous. Nous avons eu des jeunes avec lesquelles on va créer un lien parce que quand elle revient, il faut qu'elle se soigne. Elle ne sera pas accompagnée par ses parents qui ne l'ont jamais fait. Même si elle revient, il y a une rupture avec les parents, il y a un attachement avec des personnes qui ne sont pas connues favorablement par la police, et nous n'avons pas de mots, mais on peut l'accompagner. C'est là que nous avons engagé un travail de collaboration avec le service de prévention spécialisée qui n'est pas celui de mon association. Ils sont en amont sur les questions qui peuvent nous amener à analyser comment créer les liens, et nous, nous touchons la problématique de la prostitution. Ils n'ont pas parlé de la prostitution mais de michetonnage, c'est ce qui m'intéresse parce qu'une gamine de 13-14 ans (je suis désolé, quand je suis avec elle, je ne leur dis pas « gamine », elles n'aiment pas, elles sont grandes), si on la traite de prostituée, on casse tout de suite le lien et il n'y aura pas de lien établi.

On a donc engagé le travail avec le centre de planification familial de Nanterre, le service de prévention spécialisée, l'équipe mobile de l'hôpital Louis Mourrier. On se rencontre pour réfléchir à comment faire pour protéger ces enfants. Encore une fois, on est dans la protection de l'enfance mais on n'a pas de prise sur ces enfants-là. Ce sont des enfants qui ne vont pas à l'école, et, quand bien même elles y vont, elles ne peuvent pas se concentrer, elles sont perdues dans autre chose. Quand elles sont avec les pairs (et je trouve très sain le groupe que Madame Baudry a présenté tout à l'heure), ce sont des filles qui ne peuvent pas être en groupe, elles sont perdues, cueillies par des proxénètes qui les vendent, qui tirent produit de leur vente. La fille que je vous ai citée, elle appelle un jour ses parents après trois mois de disparition pour dire : « Maman, si tu veux, envoie-moi ton RIB, on va t'envoyer de l'argent »... Elle change de téléphone tout le temps, on ne peut pas la rappeler,

c'est elle qui rappelle. On fait donc ce travail de réflexion ensemble, et on s'est rendu compte que ce sont aussi des enfants qui sont en attente. Oui, en groupe, elles sont seules et isolées, mais elles ont besoin d'un regard d'un adulte qui ne les juge pas, d'un adulte qui peut les regarder comme un enfant. On a une difficulté dans nos équipes parce qu'on attribue des mesures et donc on intervient de manière différente de vous. Et parfois, on se dit qu'on ne peut pas attribuer comme ça à une gamine qui a été abusée, parce que ce sont aussi des gamines qui ont connu beaucoup de choses, qui ont vu des choses qu'un enfant ne doit pas voir à leur âge, elles ont été maltraitées, frappées, c'est pourquoi elles cherchent aussi à s'attacher à quelqu'un d'autre qu'à leurs parents. Malheureusement, l'adulte qui sera là est le rapace, le proxénète qui la cueille et qui l'amène ailleurs. Notre travail est donc d'être là, disponible. Je me rappelle, quand j'attribuais une mesure à un Monsieur d'un certain âge, on me disait dans mon équipe que cette gamine avait été abusée par son père et qu'il lui fallait une femme. Je réfléchis et j'ai répondu non : quand cette gamine saura qu'un homme peut la regarder avec un intérêt protecteur, qu'un homme peut la regarder comme un enfant ? [Applaudissements] Je leur dis alors que je suis d'accord, mais cette enfant a besoin d'une autre image masculine, et donc je prends le risque et on demande à l'éducateur de nous revoir toutes les deux semaines pour faire le point. La gamine est là, elle a vu cet homme – je vous ai cité la prévention spécialisée –, elle arrive à se créer des repères d'adulte. Partout où elle va, elle peut appeler tonton à la prév' et grand frère celui qui est à tel endroit. Elle sait quand elle les voit, et nous arrivons à nous coordonner de cette manière après six mois, un an. On se dit que c'était compliqué mais le lien commence à s'établir. Elle commence à mettre des mots sur ce qu'elle a vécu. Elle commence à en parler. Elle peut en parler à la prév', elle peut en parler au centre de planification familiale, elle a des discours différents à chaque endroit, non parce qu'elle veut nous perdre, mais parce qu'elle sait qu'avec untel elle va pouvoir travailler ça, et qu'avec l'autre elle va pouvoir travailler autre chose. On pourrait se dire qu'il faut la voir ensemble pour voir le même discours, mais ce n'est pas forcément vrai : elle a besoin de rencontrer son éduc' de la prév', son ami, son grand frère. Et on peut dire tout ce qu'on veut, qu'on s'identifie à leur famille etc., l'essentiel est qu'il y ait un repère, qu'il y ait quelque chose qui peut permettre un jour de casser cet attachement qu'elle a créé avec le milieu qui perd cette enfant.

Ce sont des enfants qui n'ont plus du tout de rêves, à 14-15 ans ! L'enfant rêve. Elle rêve d'être médecin, elle rêve d'être avocat, elle rêve de gagner beaucoup d'argent. « Ma famille souffre aujourd'hui, mais ce n'est pas grave, j'ai un rêve, je sortirai ma mère de là ». Ces enfants n'ont plus de rêves et vivent le quotidien. Elles vivent l'iPhone qu'on va lui donner là. Elles n'ont pas forcément beaucoup d'argent parce que ceux qui les utilisent savent qu'elles ont besoin de manger, d'aller dans un grand restaurant, d'aller au cinéma et de leur donner l'essentiel. Une fille me dit « Il est gentil, il m'a donné 5 euros »... Mais 5 euros, c'est beaucoup pour elle parce qu'elle a roulé dans une grosse voiture, elle a été dans un grand restaurant, elle a eu son iPhone, son sac Gucci, et les 5 euros dans sa poche, elle va les donner à sa petite sœur, et demain elle va faire autre chose. Ce que je peux dire pour conclure,

ensemble nous pouvons savoir faire. C'est vrai que dans nos formations, on nous a formatés à travailler seuls. Je n'ai pas peur de travailler seul, mais je ne serai pas efficace en travaillant seul. Je n'ai pas peur de travailler seul, mais cette enfant, c'est l'enfant de la société, c'est ton enfant, mon enfant, notre enfant. Si nous sommes ensemble, nous pouvons les comprendre. On peut arriver à recréer ce qu'on appelle des espaces enfance où cette enfant va revenir parce qu'il y a un espace pour elle. Et ça, vous, les gens de la prévention spécialisée, vous savez faire. Et c'est un grand plaisir de travailler avec le service de prévention spécialisée.
[Applaudissements]

Adam Cano Quero

Vous comprenez pourquoi j'aime bien bosser avec Emmanuel... C'est facile avec lui, c'est tout de suite solaire. Ce n'est pas parce qu'on appartient au même dispositif de milieu ouvert qu'on a un lien direct, que les jeunes que l'on connaît, les jeunes filles que l'on connaît, on va bosser toute de suite avec l'AEMO. La question n'est pas là. Je n'ai jamais bossé sur un accompagnement d'une jeune ou d'une jeune avec Emmanuel. Par contre, on s'est rencontré autour de la réflexion de ce que vivent ces jeunes filles, mais aussi ces jeunes garçons parce qu'il y en a quelques-uns aussi, et dans les quartiers populaires, je peux vous assurer que cela se passe de façon très spéciale, très particulière. Quand on s'est rencontré avec Emmanuel, c'était l'idée de dire il faut qu'on puisse réfléchir à plusieurs. C'est la question qu'on a développée à Clichy. Forcément, cette question a traversé un certain nombre de personnes à l'Éducation nationale, à l'ASE, chez les médiateurs du quartier, le XAPA, les associations de quartier, etc. À partir de là, on s'est dit qu'il faudrait peut-être se mettre autour d'une table pour analyser quelque chose, d'autant plus que sur le département ils ont créé une cellule « prostitution des mineurs » qui est tenue par la police et qui fait plusieurs interventions sur la question. Ils ont fait un profil : jeune fille, maghrébine, quartier populaire, suivi ASE, décrocheuse scolaire. Voilà le profil... C'est d'une pauvreté et d'une platitude, aucune complexité. Ça nous inquiète parce que ce message est renvoyé aux établissements scolaires. Imaginez donc un établissement scolaire où vont des adolescentes qui vont se pomponner un petit peu, qui vont avoir deux téléphones portables (comme moi d'ailleurs...) et donc un indicateur comme quoi elles se prostituent ? Voilà, cette pauvreté, on s'est dit que ce n'était plus possible. À partir de là, il y a bientôt un an et demi, on a constitué un groupe de travail avec un certain nombre de partenaires. La chargée de prévention du secteur territorial qui nous concerne de l'ASE, une chargée de mission éducation et projet éducatif du département, l'association Génération connectée (qui fait de la prévention dans les établissements scolaires autour des écrans et des réseaux sociaux, on trouvait que c'était hyper important qu'elle puisse croiser aussi son expérience), la psychologue de l'AEMO de Nanterre qui vient aussi apporter son éclairage, etc. J'ai oublié des gens...

Anne-Sophie Germain

Il y a aussi d'autres clubs de prévention, éducateurs PJJ... il me semble qu'on n'a oublié personne.

Adam Cano Quero

Et puis, est venue se greffer il n'y a pas très longtemps la chargée de mission aux droits de la femme de la préfecture des Hauts-de-Seine. Là encore, je pense que Katia le sait, c'est un sujet qui met en émoi beaucoup de gens au niveau politique, de la protection de l'enfance, de l'Éducation nationale et de la préfecture. On a l'impression que soit il ne faut pas que ça sorte, soit il faut que ça sorte mais il faut que ce soit clinquant. Nous, on bosse, on travaille sur le terrain, vous savez ce que c'est, on tricote, on détricote, on retricote, on est là-dedans. L'idée de ce groupe de travail est de créer une journée pour sensibiliser les partenaires du département et les professionnels pour qu'ils puissent créer eux-mêmes des groupes de réflexion pour analyser. On n'est pas là pour donner des solutions, on est perdu, donc on avance et on essaie d'analyser les choses. D'ailleurs, sur ces questions d'analyses, tu peux peut-être apporter... ?

Anne-Sophie Germain

Pour revenir aux enjeux politiques autour de la question, il y a aussi une tendance à stigmatiser ces jeunes filles des quartiers populaires où on entend une hiérarchisation des termes employés autour des conduites. On parle de michetonnage pour les jeunes filles de quartier populaire et on parle d'*escorting* pour celles qui viennent de quartier aisé. Effectivement, il y a énormément d'enjeux politiques, avec une tendance à vouloir visibiliser les pratiques de certaines, mais il ne faut surtout pas que l'on voie que c'est plus global et complexe que cela semble.

Pour revenir aussi sur le groupe de travail, il y a un réel manque institutionnel autour de la prise en charge de ces jeunes filles. Je ne sais plus qui disait ce matin qu'on pouvait se sentir seul face à ces situations complexes. Il s'agit donc effectivement de bricoler comme on sait bien le faire. Ce groupe de travail nous permet de réfléchir ensemble à ce que l'on peut créer, de penser le sujet et de créer un réseau partenariat qui nous permette d'accompagner ces jeunes filles.

Adam Cano Quero

Quand on rencontre une jeune fille, elle ne va pas vous dire « je michetonne, je tapine ». Cela met un certain temps avant que ça lâche des choses, d'autant plus que pour certaines d'entre elles, c'est de l'économie de survie et elles n'en parlent pas, forcément. C'est de la débrouille, c'est un petit service à droite et à gauche vite fait comme ça, et à un moment, cette économie de survie, il y a quelque chose qui vient s'installer. Elles n'en parlent pas d'emblée. Quand tu as été amenée à

accompagner ces jeunes filles et que tu as commencé à supputer qu'il se passait quelque chose de ce côté, et que tu as travaillé la question avec elle, tu t'es quand même confrontée à des portes fermées au niveau institutionnel ?

Anne-Sophie Germain

Oui, quand on parle de maillage partenarial avec d'autres services de protection de l'enfance, il s'avère aussi qu'il faut que la prise en charge proposée soit adaptée. Et, quand on a un fort lien avec un jeune qu'on oriente vers un autre service, la mayonnaise ne prend pas trop. Je l'ai vécu avec une jeune que j'ai orientée à l'ASE, pourtant j'ai fait un énorme travail en amont, pour que la jeune adhère à ce travail. Elle est allée en famille d'accueil mais elle n'a pas tenu très longtemps, puisque son histoire n'a pas été prise en compte. Ce sont quand même des jeunes filles qui sont livrées à elles-mêmes, qui ont l'habitude de se débrouiller toutes seules, et là elles se retrouvent dans un espace hyper contenu où les règles sont très strictes, où elles doivent donner leur portable à 20 heures, et donc elles ne tiennent pas, il y a explosion. Il s'agit donc aussi de proposer quelque chose où la jeune peut se retrouver. Et donc, on n'a parfois pas de solution de prise en charge à proposer à ces jeunes filles et ce maillage partenarial nous permet de penser les choses et de faire relais sur l'histoire de la jeune. Car il ne s'agit pas non plus d'orienter sans rester positionné auprès de la jeune. On reste en lien et cela facilite le travail pour la suite (je parle des mineurs).

Emmanuel Bujiriri Babunga

C'est là que la notion du parcours de l'enfant est à approfondir et rendre beaucoup plus pragmatique. Quand nous rencontrons l'enfant (je parle des jeunes filles), quand on croise cette enfant-là, on n'est pas les premiers à rencontrer cette enfant. Si un travail a été fait avant, on ne peut pas faire fi de ce travail. Il faut savoir ce qui a été fait, ce qui a été tissé avant avec cette enfant, pour savoir comment l'orienter. Quand on oriente ou on prend cette enfant sans tenir compte du travail qui a été fait, on l'envoie en famille d'accueil alors que ce n'est pas un enfant qui doit être en famille d'accueil. Nous, on a aussi connu des enfants pour lesquels l'ASE va mettre une protection. On la met en foyer et elles transforment tout de suite le foyer en terrain de recrutement. Elle n'a pas fait deux semaines qu'elle a déjà recruté deux autres au foyer... Ces deux rentrent dans le mouvement, parce qu'on ne rentre pas dans ce milieu sans que quelqu'un ouvre la porte. Et, quand on leur donne la clé, elle ouvre les portes pour fuguer et partir par la mauvaise porte. Il faut donc tenir compte du travail d'évaluation qui a été fait. Et, quand bien même on peut être dix aujourd'hui, il y en a dix qui ont travaillé avant nous et il faut tenir compte de leur travail pour avoir une continuité dans la prise en charge – quand c'est possible bien sûr.

Adam Cano Quero

Pour moi, le maillage pour créer d'autres grilles d'analyse qui soient pertinentes sur les territoires où l'on travaille, me paraît essentiel. Il faut éviter d'aller copier ce qui se fait ailleurs, mais créer là où vous êtes, avec les partenaires qui sont aux prises eux-mêmes, avec des jeunes qui sont dans ces « conduites à risque sexuel » (c'est ainsi qu'on les appelle). Après, quand des choses sont avérées, les autres en parleront autrement. Et, ce que je tenais à dire, c'est que les débats que nous avons eus au sein du groupe de travail ont été terribles. Déjà, ne serait-ce sur le terme « michetonnage », on a mis trois séances de travail pour le définir ! Posez-vous la question, moi je ne sais toujours pas... Déjà, le mot, « micheto », la définition du Larousse de Monsieur Rey est particulière. Moi, j'ai été formé à Montreuil, avec le parler romanesse, c'est du sanskrit hindou troisième siècle avant JC, langue morte, n'est-ce pas... « Micheto », c'est se mettre bien, cela a un double sens. Ce double sens est assez significatif de l'illusion d'émancipation de ces jeunes filles qui disent se mettre bien. Mais qui met bien qui dans l'histoire ? Qui profite de l'autre ? Et puis, il y a aussi quelque chose d'un peu édulcoré, un truc comme ça, on ne rentre pas dans le vif du sujet. C'est le langage de la rue. C'est en fonction de là où vous êtes que cela prendra une signification. C'est à nous, en tant que professionnels, d'utiliser ce qui se joue dans la rue pour venir le décrypter, l'analyser, l'étudier, pour en faire aussi un objet de travail. Là en l'occurrence, Katia et moi, on se connaît depuis très longtemps puisqu'il se trouve qu'on a bossé ensemble comme éducateurs de rue, et on s'était déjà posé ces questions au travers des passages à l'acte de filles qui fuguait parce que mariage forcé, parce que embrouille avec la famille etc. On se posait déjà la question, mais il y avait peu de réponses vis-à-vis des filles finalement, c'était à la marge. Et je pense qu'aujourd'hui les éducateurs de rue que vous êtes et que nous sommes, ont intérêt à porter un regard particulier sur ces questions. Je voulais terminer en citant Guy de Maupassant dans *Boule de suif*. Vous savez, cette jeune femme, fille de joie, qui retourne à Paris dans un carrosse, tombe sur un barrage, avec les gens dans le carrosse qui la méprisent évidemment puisque c'est une fille de joie qui est trop vulgaire, trop apprêtée. Et, au moment où l'on passe le barrage, on la pousse, « Allez, vas-y, utilise ton capital beauté, ton charme ! » pour les sortir de là (je vous invite à le relire, c'est vachement bien les classiques...). Et cette citation dit : « *Boule de Suif pleurait toujours, et parfois, un sanglot qu'elle n'avait pu retenir passait entre deux couplets dans les ténèbres* ». Merci. [Applaudissements]

Échange avec la salle

Laure Sourmais

Merci. Je pense que cela va faire réagir la salle. Avez-vous des questions?

QUESTION DE LA SALLE

Émeline, éducatrice de rue

Bonjour, je suis Émeline, éducatrice de rue dans le 92. J'avais plusieurs petites questions. Premièrement, comment travaille-t-on avec des jeunes filles qui ne se rendent même pas compte qu'elles sont dans du michetonnage, qui banalisent et qui sont dans un discours « Je maîtrise et je suis maître de la situation » ? Deuxième question, c'est quoi une « sexualité déviante » ? À quel moment pouvez-vous parler de déviance sans mettre en avant votre jugement sur la sexualité ?

Adam Cano Quero

Je vais commencer par la déviance. Je suis désolé, mais c'est de la provocation... La sexualité déviante, ce n'est pas un terme que j'utilise et que je n'utiliserai pas, mais c'est quelque chose qui, effectivement, est teinté de jugement, tu as tout à fait raison. C'est comme de dire que le michetonnage est un phénomène pré-prostitutionnel. Pourquoi « pré-prostitutionnel », cela veut dire que c'est forcément avant d'être prostitué, la question du déterminisme me paraît un peu chargée et un peu lourde. À un moment, dans le regard du travailleur social et de l'éducateur, il y a quelque chose qui vient faire effraction dans sa propre sexualité. Là, d'un seul coup, il y a du jugement qui se met en avant, mais sous forme de défense. Et donc, je pense qu'il faut peut-être prendre par ce bout pour permettre d'aller vers autre chose. Mais tu as tout à fait raison, c'est quelque chose de très jugeant.

Emmanuel Bujiriri Babunga

Je pense que dans ces situations, on ne peut pas être objectif. Ce sont des questions que nous abordons avec toute la subjectivité qui peut être la nôtre. Du coup, je ne sais pas si on peut ne pas être dans le jugement. Après, je connais le discours : « On ne doit pas être dans le jugement », c'est sûr, mais nous sommes dans des questions qui sont taboues d'abord car, parler de la prostitution des enfants, c'est tabou. La sexualité, c'est là où Adam a raison, elle ne peut être que déviante à un certain moment. Quand on parle de sexualité entre adultes, c'est autre chose, et la sexualité des mineurs, c'est autre chose. Mais, ce dont on parle, c'est une sexualité qui se vit dans des cadres inappropriés. Par exemple, on nous dit un jour qu'il y a un jeu d'enfant, mais un jeu de cinq paliers, vous en avez entendu parler ? C'était la première fois que j'entendais parler de ce jeu il y a quelques mois, dans un collègue (que je ne citerai pas). Ce jeu à cinq paliers commence par des attouchements, des caresses, et les plus courageux iront jusqu'au cinquième palier qui est la consommation de l'acte sexuel devant les autres. C'est une déviation, c'est la sexualité déviante.

Adam Cano Quero

C'est son propos à lui !

Anne-Sophie Germain

Cela n'engage que lui !

Adam Cano Quero

Mais je pense que si on faisait le tour de la salle, on aurait quatre cent cinquante visions différentes...

Emmanuel Bujiriri Babunga

Mais je vous dis en toute subjectivité. Je ne sais pas si je peux ne pas me dire que ce n'est pas normal. Je suis dans la subjectivité.

Adam Cano Quero

Après, pour la première question d'Émeline, je laisse Anne-Sophie répondre.

Anne-Sophie Germain

La question était de savoir comment travailler avec elles si elles n'ont pas conscience de leur conduite ? Je dirais qu'on travaille avec ce qu'elles sont et ce qu'elles nous disent. Je vais parler pour moi, peu m'importe qu'elles en aient conscience ou pas, je fais avec ce qu'elles sont et ce qu'elles me disent. C'est plutôt moi finalement qui vais être amenée à me questionner par rapport à ce qu'elles me racontent. Je les amène donc à ce questionnaire de ce qu'elles me disent. Je ne sais pas si cela répond à votre question ? Non, pas trop ? C'est bon ?

Adam Cano Quero

En même temps, c'est comme tous les agir et les passages à l'acte des adolescents. Forcément, si on passe notre temps avec des adolescents à leur dire que c'est bien ou pas bien, vos statistiques vont frôler le zéro à la fin de l'année. Ce qui est important, c'est de pouvoir accueillir cette parole. Et puis, si on se sent un peu débordé et dépassé par ce qui vient d'être raconté, j'entendais parler de l'équipe, c'est bien dans l'idéal.

Anne-Sophie Germain

Effectivement, l'équipe, c'est une ressource.

Adam Cano Quero

Il y a aussi les partenaires, le groupe d'analyse des pratiques, des tas de choses. Il faut éviter de rester seul parce qu'on va se retrouver à un moment dans une forme de jugement peut-être, et de fermer quelque chose qui pourrait être ouvert dans la relation éducative.

QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

Je suis éducatrice en club de prévention dans le nord de la France. J'ai accompagné plusieurs jeunes filles dans des situations de prostitution et j'ai dû essuyer des menaces, des agressions, du harcèlement, vu que c'étaient des jeunes garçons du quartier qui mettaient les jeunes filles sur le trottoir. Je voulais savoir comment nous, professionnels, on se protège face à cela, parce qu'on tombe vite dans des situations de harcèlement, de balance, etc. On peut vite être pris pour cible et insulté. Je voulais donc savoir comment se protéger face à cela, comment vous vous protégez face à cela.

Adam Cano Quero

Je pense que la question rejoint celle d'Émeline, c'est-à-dire comment faire avec ces choses qui sont extrêmement lourdes. Je tiens à dire que s'il y a des proxénètes sur un quartier, la police le sait et vous n'êtes pas les premiers à le savoir, voire parfois vous êtes les derniers à le savoir. Vous êtes là avec un petit minot que vous accompagnez, il est souriant et charmant, il va à la mission locale, tout va bien. Trois mois plus tard, on apprend que le gars met les filles du quartier sur le tapin, et vous êtes le dernier à le savoir...

La question est plutôt de savoir à partir de quoi on travaille sur cette question dans le quartier. Forcément, si on arrive de façon frontale, on peut s'attendre à une réaction frontale. La question est de savoir quels sont les moyens de contournement qu'on utilise au niveau de la prévention spécialisée pour aborder ces questions sur un territoire. Est-ce qu'on se positionne fermement ? C'est comme pour les histoires de drogue : que feriez-vous avec les histoires de drogue ? Fermement ? Il s'agit de voir comment travailler ces questions avec l'ensemble des partenaires sur un territoire. Si vous constatez quelque chose en lien avec ce genre de phénomène, j'imagine que moi, en tant qu'éducateur de rue, je ne vais pas m'y attaquer tout seul parce que je vais m'exposer. Je pense qu'il y a quelque chose à monter et à inventer. C'est là un peu notre force, c'est-à-dire de pouvoir, en fonction de la réalité territoriale, d'inventer quelque chose avec les autres pour faire en sorte qu'il y ait une transformation de la dynamique sur le territoire.

Un éducateur

Excusez-moi, je vais rebondir car je suis son collègue et j'ai un peu vécu ce qui s'était passé avec elle. Quand vous parlez de « frontal », en fait ça n'a pas été frontal car elle a rencontré une assistante sociale puisque cela se passait dans un collège. Le collège a essayé de mettre une stratégie en place pour pouvoir mieux accompagner ces jeunes filles, sauf que l'assistante sociale s'est défaussée, n'a voulu rien faire dans un premier temps, et finalement ça s'est su dans l'ensemble de l'établissement et sur le quartier. Au final, la personne qui était prise pour cible était ma collègue (même sa sœur a été menacée par le proxénète qui faisait prostituer ces filles).

Adam Cano Quero

Non mais j'entends bien. À aucun moment je dis que vous avez agi de façon frontale. D'ailleurs, ce qui s'est passé avec l'assistante sociale, ce n'est pas du maillage partenarial, pour moi. Le maillage partenarial, c'est un regard croisé avec plusieurs personnes de différents niveaux. Mais attention, je parle de l'idéal. Ce que vous avez vécu là, c'est difficile. Cela fait environ quatorze ans que nous travaillons sur Clichy, nous n'avons jamais eu de menace de proxénète, mais on se pose forcément la question.

Anne-Sophie Germain

Il y a eu des menaces envers les jeunes, mais pas envers nous.

Emmanuel Bujiriri Babunga

Mais ce sont des choses qui arrivent, qui peuvent arriver, même en AEMO. On a eu un cas de jumelles prises par un proxénète, qui vont décider de parler, et le jour où elles décident de parler, elles viennent nous voir avec les parents, en partant on leur dit qu'on va les accompagner au commissariat et le proxénète nous suivait derrière... La réponse de la police ce jour-là a été de demander aux parents de quitter le territoire : ils devaient déménager le soir pour que ce proxénète ne les voie pas rentrer à la maison. Et nous, on n'avait rien, on devait aussi rentrer chez nous. Notre travail, c'est un engagement et je voudrais dire que c'est même une mission. Pourquoi ? Parce qu'on y croit et c'est pour cela qu'on fait ce travail. Il y a des risques pour ce travail. On développe nos méthodes : il ne faut pas être seul, c'est ce que vous faites mais vous n'êtes pas seul. On est aussi sur des accompagnements de longue durée. Parfois, on veut avoir un résultat tout de suite, mais non, on est sur un travail de longue durée. Et je dirais même que le cas présenté par Madame Baudry, un travail sur cinq ans, je me suis dit bravo parce que cette enfant, quand elle aura 20 ans, elle aura un métier ! Là vous êtes arrivés rapidement, alors qu'on est sur un accompagnement qui peut durer des années. Il peut aussi y avoir des rechutes, des récidives. Ce n'est pas pour autant que la graine que vous avez semée va produire son fruit le moment venu.

Anne-Sophie Germain

Je n'ai pas été confrontée à cette difficulté directement, mais les jeunes m'ont souvent parlé de cette pression quand elles veulent sortir de ces conduites. Là, on est plutôt dans le cas de réseaux quand il y a réellement prostitution. C'est la pression du jeune homme (en général, c'est un jeune homme qui les recrute) lorsqu'elles veulent en sortir. Au final, elles sont elles-mêmes obligées de devenir recruteuses pour qu'on les laisse tranquille. C'est plutôt cette pression que j'ai vécue auprès des jeunes filles, mais pas directement. Je pense qu'il y a aussi une responsabilité institutionnelle face à la protection des professionnels qui peuvent être amenés aussi dans d'autres cadres tels que la délinquance, les violences conjugales.

Emmanuel Bujiriri Babunga

Et puis, il faut porter plainte s'il le faut, même si cela ne nous protège pas forcément... Mais il faut dire quand même aux instances, à la police, que nous sommes là et que nous devons être protégés. Cela sert à quelque chose, cela sert à alerter. Il y a un danger dans le quartier, un danger autour des travailleurs sociaux, et donc on porte plainte, on signale, on alerte.

Adam Cano Quero

C'est toujours le point de vue d'un service d'AEMO...

QUESTION DE LA SALLE

Un chef de service

Je suis chef de service dans l'association Vie et Avenir dans le 93. On parle du michetonnage dans le cadre d'un « réseau » (entre guillemets), mais le michetonnage de manière isolée, lorsque c'est la jeune femme qui fait le choix... en fait, je faisais le lien avec le terme « pigeonner », « j'ai un pigeon ». Il y a dix, quinze ou vingt ans, c'était le terme « pigeonner » qui s'utilisait. Pour moi, c'est un peu la fille qui « pigeonne », qui « michetonne », c'est un peu maîtriser la situation comme cela a été dit. C'est aussi s'approprier une forme de stigmate, c'est-à-dire qu'on ne veut pas se qualifier en tant que prostituée parce qu'il y a un effet transitoire, comme si c'était un aspect transitoire de la situation, et érige le « vice » (je le dis entre guillemets), le fait d'être maline. Quand on parle de pigeonner, michetonner, être maline un peu comme si c'était une qualité où je vais obtenir du matériel, je vais réussir à arnaquer ou avoir l'autre, et donc un retournement de certaines valeurs finalement.

Adam Cano Quero

Derrière « malin », c'est le diable. Le malin, c'est le diable, non ?

Un chef de service

Vous avez un autre mot ?

Adam Cano Quero

Non, je trouve que ce mot est intéressant car il est à double sens. Personnellement, je suis assez d'accord sur ce sentiment. Cela me fait penser à une éducatrice spécialisée qui a fait son mémoire là-dessus et dont le titre mentionne aussi le terme « pigeonner ».

Katia Baudry

Dans le jargon des adolescentes, actrices ou non de ces conduites, la fille est une michetonneuse et le garçon est un pigeon. Dans le 93, le michetonnage serait plutôt lié à de la séduction vénale, puis on passe escorte quand il y a rapport sexuel, et là on va parler de prostitution. Mais l'homme reste avant tout un pigeon.

RÉACTION DE LA SALLE

Un éducateur

Bonjour. Par rapport à ce que disait Madame tout à l'heure, il y a un terme intermédiaire. C'est ce qu'on appelle les rapports économique-sexuels. Je vous emmène dans mon domaine qui est le bassin nord-américain et le bassin Caraïbes, mais autrement que pour faire la fête puisqu'on va parler de prévention spécialisée sur les territoires insulaires. Lorsque l'on parle de michetonnage, cela renvoie à un vieux terme de marin puisque c'est aux abords des trains et des embarcadères que l'on retrouvait cette pratique. Deuxième chose, quelqu'un demandait quel outil utiliser pour pouvoir accompagner ces jeunes filles. Il faut simplement revenir sur les sociologies du corps, puisque chaque bassin a une pratique du corps. Par exemple, si vous suivez régulièrement certains documentaires, ils vont montrer qu'en Europe on va dans les Caraïbes pour des pratiques sexuelles. Et donc, ces filles savent qu'il y a un marché et que c'est un marché vénal. Autre exemple toujours dans les sociologies du corps, si vous allez dans un pays, que je ne nommerai pas mais qui est divisé en deux et qu'on appelle l'île Hispaniola, vous avez dans l'éducation une sociologie des femmes qui est basée entre deux corps, un corps dichotomique : un corps d'amour et un corps dit de relation vénale. Cela veut dire que vous utilisez le même corps pour pourvoir aux besoins de la famille. Certes, d'un point de vue de l'Europe cela peut choquer, mais cela veut dire qu'il faut que nous, travailleurs sociaux et acteurs de prévention, évitions d'être autocentrés et ethnocentrés. Si on veut travailler sur ça, il faut d'abord partir de la personne, puisque nous ne sommes pas dans un univers lisse et unique. Vous savez tous comme moi, qui parle d'universalité tue la singularité. Ces jeunes filles ne font pas nouvelles. Il y a dix ans, l'UNAF avait fait une étude sur les Antilles, justement sur les collèges en parlant de prostitution, et il a fallu rappeler à cette dame qui avait fait l'étude pour l'UNAF, qu'il n'y avait rien de nouveau sous le soleil. Depuis des générations, pour ceux qui ne sont pas aussi vieux que moi, vous avez le souvenir d'une jeune fille qui était généreuse au collège et au lycée moyennant quelques finances : ce sont les mêmes filles, sauf qu'elles sont multipliées par dix. Encore une fois, on est en train de faire d'une problématique d'une absence d'histoire et de connaissance de nos territoires. Je vous remercie. [Applaudissements]

QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

Bonjour, je suis Lisa, éducatrice spécialisée en prévention spécialisée de la ville de Juvisy. Je voulais savoir si vous aviez constaté dans vos pratiques, des jeunes filles qui michetonnent ou qui se prostituent, en reproduction d'une schématique familiale ?

Adam Cano Quero

C'est toujours singulier et particulier. Au départ, j'avais peur que le groupe de travail à Clichy tombe dans une forme d'élaboration d'une grille de profilage. Il a fallu

lutter entre nous pour éviter de tomber là-dedans parce qu'on peut retrouver des jeunes filles de milieux plutôt aisés et être dans ce genre de pratique. Ce qu'on peut constater de façon un peu récurrente, c'est la question de la carence affective, d'une image de soi très détériorée, de quelque chose de brisé en termes de confiance en soi. C'est quelque chose que l'on peut retrouver chez les garçons ou les jeunes filles qui sont dans ce genre de pratiques. Après, il y a aussi l'environnement, l'histoire, des rencontres, etc. Le collègue parlait des Caraïbes à l'instant, il y a des histoires lourdes dans certains territoires qui, dans l'inconscient collectif, viennent marquer quasiment au fer rouge certaines jeunes filles dans certaines pratiques. On ne marque plus les personnes mais elles sont réellement marquées par l'inconscient collectif. C'est très complexe et je pense que c'est la raison pour laquelle il est intéressant de travailler de façon très locale sur ces questions. Que ce soit les questions de radicalisation, de drogue, peu importe, la question est de savoir comment nous, professionnels, allons devenir des adultes dignes de confiance pour permettre à des adolescents et des jeunes de grandir de façon un peu plus sûre là où ils vivent.

Emmanuel Bujiriri Babunga

Quand on a un regard croisé avec les collègues, on se rend compte qu'on n'est pas forcément, et peut-être pas du tout, dans la reproduction pour ces enfants-là. Cela me rappelle des pères qui m'ont dit : « Vous savez, nous ne sommes pas comme les gens que vous l'avez l'habitude d'accompagner, ma famille n'est pas celle-là, je suis directeur de banque, je suis officier supérieur de l'armée, mais ma fille est prise ». Un jour, nous étions réunis, quarante professionnels, pour essayer de voir la typologie de ces jeunes filles. On n'a pas trouvé qu'il y avait de la reproduction.

QUESTION DE LA SALLE

Un éducateur

Je travaille dans une équipe de prévention spécialisée de Châtelleraut. Je ne sais pas si c'est vous qui avez été en lien avec nous il y a quelque temps d'ailleurs ?

Adam Cano Quero

Tout à fait, je n'ai pas voulu vous citer !

Un éducateur

On est là ! On n'a fait qu'effleurer le problème d'internet. Depuis la loi sur la prostitution en 2015-2016, tout s'est passé sur internet. Vivastreet est fermé mais on trouve encore pléthore de sites qui ont rouvert et sur lesquels ça se passe. Du coup, cela complexifie beaucoup les choses puisque les filles vont partir et revenir, partir et revenir, « je vais voir ma sœur à Paris », « je vais faire telle ou telle chose ». Mais la question est de savoir ce que l'on peut faire. Avez-vous des pistes ?

Et puis, j'ai une deuxième question pour savoir comment vous faites par rapport aux mineurs et la protection de l'enfance. Dès que l'on est au courant de prostitution sur

mineurs, voire de proxénétisme sur mineurs, viol en réunion etc., on a soit la suspicion, soit l'IP, mais si jamais on fait une IP, on n'a plus aucune information pendant dix ans. Avez-vous été confrontés à cela ? Comment vous avez réagi ? Par rapport à notre hiérarchie, c'est l'IP immédiate, c'est-à-dire soit on apprend des choses et on se tait, on les garde pour nous, entre collègues, soit on livre à notre hiérarchie et tout est balancé directement au procureur et derrière, ça nous met même en danger possiblement. Voilà, c'est un peu compliqué de travailler ce sujet.

Adam Cano Quero

Je confirme, c'est très compliqué.

Emmanuel Bujiriri Babunga

C'est compliqué mais on est aussi dans la grande criminalité. Quand on parle de prostitution, on est dans la grande criminalité. On est aussi dans la traite des êtres humains. Moi, de ma position, cela ne me choque pas que votre hiérarchie dise qu'il faut signaler. C'est la même chose dans ma pratique, et je me demandais quand, en prévention spécialisée, on s'autorise à signaler un enfant en danger. Là, l'enfant est en danger et plus qu'en danger, cela ne me dérange pas.

D'autre part, sur le numérique, c'est vrai que la communication échappe aux parents, aux adultes, et c'est un des outils que les ados et les jeunes utilisent pour nourrir leurs réseaux, recruter, communiquer. Et, si elle change de téléphone tous les quatre matins, c'est aussi pour ne pas être repérée et pour avoir quelque chose qu'ils maîtrisent, eux. De nombreux travaux ont été faits sur le numérique et la sexualité des jeunes, et des associations existent. Il y a des choses à réfléchir là-dessus. Après, je vous rejoins sur la nécessité de créer un lien durable avec ces jeunes.

Adam Cano Quero

La question est effectivement l'espèce de contradiction dans laquelle on peut se retrouver parfois. La question du signalement etc., on nous la sert à toutes les sauces en prévention spécialisée, mais encore une fois, les gens qui demandent à la prév' pourquoi ils n'ont pas signalé, ont beaucoup plus d'informations que nous... Ces jeunes filles peuvent saisir aussi le parquet. On peut accompagner une jeune fille pour faire une démarche de protection. Je pense que notre rôle est l'accompagnement éducatif. Évidemment, il y a des situations extrêmes et chacun a vécu des choses différentes. Des collègues ont vécu des choses comme se faire menacer sur le quartier par les proxénètes. Personnellement, j'ai travaillé en Seine-Saint-Denis et dans certains quartiers des Hauts-de-Seine où c'était assez tendu, je ne l'ai pas connu directement. Mais, j'imagine que quand on le vit, l'institution met quelque chose en œuvre. Il s'agit aussi de voir comment on accompagne les collègues dans ce genre de démarche, comment ces choses sont accompagnées institutionnellement, comment elles sont réfléchies, est-ce qu'il y a des procédures, des partenaires avec lesquels vous pouvez co-porter un signalement etc. La question est de ne pas s'enfermer dans du protocole, mais plutôt d'inventer des possibles avec les gens avec qui vous travaillez sur le territoire.

QUESTION DE LA SALLE

Un éducateur

On parle de michetonneuse depuis tout à l'heure, mais avez-vous déjà eu des cas de michetonneur ?

Adam Cano Quero

Oui, il y en a. Pour aller un peu plus loin, cela soulève en même temps un autre tabou, à savoir celui de l'homosexualité. Je ne sais pas si vous avez vu dernièrement à Gennevilliers, ce jeune homme qui se fait littéralement agresser continuellement parce qu'il est ouvertement homosexuel ? Vous imaginez que si en plus le gars michetonne, c'est très compliqué. En plus, ces questions sont taboues, dans le sens où certains savent que des garçons sont là-dedans. C'est très tabou, extrêmement tabou, bien plus que pour les filles. D'ailleurs, je vous invite à être assez attentif à cela.

Katia Baudry

Je voulais vous donner deux informations pas forcément rassurantes. La première est une réponse du commissaire divisionnaire de la brigade des mineurs à Paris, lorsque nous l'avons interpellé sur la prostitution des mineurs telle que nous la concevons, c'est-à-dire des jeunes filles nées en France, scolarisées en France, qui michetonnent ou qui se prostituent en fonction des termes employés. Sa réponse a été que, pour lui, ce n'était pas forcément leur travail parce que ce qui les intéressait, c'était la prostitution, la traite des femmes, donc les gros réseaux, et que ce qui l'intéressait c'était de les faire tomber. Mais ce dont nous parlons aujourd'hui, ce ne sont pas des gros réseaux. La vice-procureur parle de « proxénétisme des cités » pour faire la comparaison avec le proxénétisme communautariste.

Deuxième information, j'ai été auditionnée à l'Assemblée nationale sur une proposition de loi concernant la prostitution des mineurs. Quelque chose qui ne va pas vous rassurer, déjà la loi n'est pas appliquée, mais aussi, dans cette proposition lors de la restitution, nous avons fortement réagi sur un article. Pour répondre à Monsieur à Châtelleraut, il est dit que « *toute personne ayant fait, connaissant des faits avérés de prostitution concernant les mineurs, ne révélant pas ces situations, sera susceptible d'être condamné* ». Je ne connais ni le montant de l'amende ni le nombre d'années d'emprisonnement. Nous avons interpellé le député pour lui faire comprendre que, dans ces cas, c'est le travail des travailleurs sociaux qui est ruiné, et, à partir du moment où ce système est mis en place et que cet article est validé sans modifier ses propos. Nous allons perdre le lien avec les adolescentes. Voilà donc les dernières informations... Nous avons transmis ces propos, mais nous ne savons pas si l'on va en tenir compte...

RÉACTION DE LA SALLE

Un éducateur

Par rapport à la police qui serait au courant de choses avant nous, peut-être sur Paris ou ailleurs où il y a des enquêtes d'officiers de police judiciaire, mais dans les petites villes comme la nôtre de 35 000 habitants, on est en avance sur tout, on sait avant eux. Et, lors de mes échanges avec la police, je savais beaucoup plus de choses et je me suis retrouvée comme une sorte d'indic'. Notre directeur a rencontré le directeur départemental de la sécurité et police qui a affirmé qu'il n'y avait aucune enquête en cours et qu'ils n'étaient aucunement au courant d'enquête ou de plainte de prostitution sur mineurs ou de proxénétisme.

Adam Cano Quero

En général, quand les policiers veulent des informations, ils disent qu'ils ne sont au courant de rien... Ils ont déjà des informations qu'ils veulent corroborer. L'information existe déjà, elle est dans le dossier, ils ont les noms. Et, dans une ville de 35 000 habitants aussi, ils ont beaucoup d'informations !

Laure Sourmais

Je vais devoir clore les débats. Je vous remercie pour votre intervention. Je vais laisser la parole très rapidement à Fabienne Quiriau pour clôturer la journée.

Fabienne Quiriau

Très brièvement, je voudrais d'abord remercier l'ensemble des intervenants. J'espère que vous avez pris plaisir à écouter toutes les interventions. Ce fut un véritable partage d'actions et d'expériences. Merci encore à tous les intervenants.

Mais merci aussi au public, très sincèrement [*Applaudissements*], pour la qualité des questions et pour ce partage de réflexions. Je crois qu'il est absolument essentiel et cela s'est fait dans un esprit que je trouve très constructif.

Demain, nous aborderons d'autres thématiques, toujours des sujets difficiles. Cela concernera essentiellement ces jeunes publics issus de migration, avec aussi les problématiques et les questionnements dans le cadre interculturel. Puis, nous aborderons également la question de la grande précarité et de la pauvreté, avec la prévention spécialisée face à ces questions.

Je vous remercie, très bonne soirée, à demain !



13 décembre 2018

ACCUEIL DU PUBLIC

Laure Sourmais

On commence notre deuxième demi-journée thématique pour travailler sur la question des publics migrants et commencer cette matinée par la nécessaire intervention sur l'approche interculturelle. Je vais laisser la parole à Tahar Abbal, psychologue clinicien, animateur de la consultation d'ethnosystémie et de groupes de psychiatrie transculturelle à l'hôpital Avicenne. Je vous laisse la parole.

L'APPROCHE INTERCULTURELLE POUR AGIR EN DIRECTION DES PUBLICS MIGRANTS

Tahar Abbal

Bonjour Mesdames et Messieurs. Salam Aleykoum, Shalom Aleichem, Bonjour, Good Morning... Est-ce qu'il y a une autre langue avec laquelle on devrait parler ce matin ? Le bambara, le soninké, le mandarin, le wolof, le peul, le lebo... On va essayer, si j'ai un peu de temps, de parler de ces airs culturels et de cheminer ensemble, différemment bien sûr, pour essayer de voir comment on se représente les choses et le monde, les mots et les choses. Là, je fais référence à Michel Foucault. Mais avant de commencer, j'aimerais vous transmettre un proverbe africain qui dit « *La rivière, à force de rester seule, elle zigzague* ». Je trouve ce proverbe extraordinaire, je l'aime bien. Un autre dit « *Quand les éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre* ». Et un troisième dit « *Le léopard ne se déplace jamais sans ses tâches* ». Enfin, un autre proverbe, chinois cette fois-ci, dit « *Peu importe le chemin que tu prends, le plus important, c'est le résultat* ». Donc, je pense que de commencer comme cela, avec des paroles sages, ouvre l'appétit de partage, de se nourrir un peu de paroles.

J'ai commencé l'ethnopsychiatrie avec Tobie Nathan en 1992, donc au siècle dernier. J'ai continué avec Marie-Rose Moro à partir de 1993-1994. Vous savez que l'ethnopsychiatrie a beaucoup évolué d'un point de vue du concept et d'un point de vue du cadre, et même par rapport aux pathologies et aux familles migrantes que l'on reçoit. Au départ, c'était en majorité des familles africaines, d'Afrique du nord subsaharienne, puis il y a eu une vague de migrations sri-lankaises et indiennes, et à partir de 2007/2008/2009, on a commencé à avoir une bonne communauté chinoise, asiatique. On s'est d'ailleurs trouvé sans expérience, on ne connaissait pas

le monde asiatique, anthropologiquement parlant. Nos théories se cassaient la tête. On s'appuyait sur nos théories pour comprendre un monde qui est complètement différent. L'Europe a partagé une histoire avec l'Afrique et l'Amérique latine, mais moins avec l'Asie, si ce n'est le Vietnam, le Japon (mais on n'en connaît pas beaucoup), la Chine un peu moins, et donc la grande connaissance, le grand partage que l'on a, c'est avec l'Afrique, l'Amérique latine, voire un peu avec l'Europe de l'Est.

Dans le travail transculturel, on se base surtout sur la représentation de la maladie et du désordre. Chaque culture a une représentation du désordre qui l'habite ou qu'il crée. La représentation culturelle de la maladie ou du trouble est fondamentale. Elle nous donne accès à la théorie étiologique explicative. Quand on a la représentation de la maladie, on a forcément une théorie qui explique ce désordre : la théorie étiologique culturelle codée. Vous connaissez la définition de la représentation : « Être présent dans l'esprit de quelqu'un », cela peut être une image, une idée, une pensée, une odeur, c'est la définition de représentation qui vient de la philosophie allemande. Et, au cours de mon intervention, je vais vous montrer comment, dans le travail transculturel ou interculturel, métaculturel ou ethnopsy, il faut passer de la représentation à se représenter. Se représenter signifie : « Rendre présent dans l'esprit de quelqu'un ». On passe donc de la représentation (être présent dans l'esprit de quelqu'un) à se représenter (rendre présent dans l'esprit de quelqu'un), surtout les théories étiologiques explicatives. Quand on a une théorie explicative du désordre, du chaos, de la maladie, il faut avoir en tête l'idée, le matériel, le dispositif et la technique de la transformer, de la modifier, donc de rendre des possibilités de changement dans cette théorie. Je vais donner un certain nombre de théories pour vous montrer comment l'on fait dans notre travail.

Donc, on a la représentation culturelle, on a la théorie étiologique culturelle. Quand on a la représentation et la théorie, on est automatiquement dans le monde du patient, le monde restreint, familial. Représentation, théorie étiologique explicative du désordre, quand on a ces deux-là, on est tout de suite dans le monde du patient, dans sa famille, comment il vit, ses parents, autrement dit dans son système. Je donne un exemple : si un patient est touché par une maladie – prenons l'autisme par exemple ou le trouble du comportement –, on a une représentation de cette maladie, cela vient du dehors et on a une théorie explicative : si cela vient du dehors, c'est de la sorcellerie ou le mauvais œil ou de la transgression. On a donc une représentation de la maladie, on a la théorie qui explique et qui nous emmène dans le monde restreint de ce petit groupe, de ce patient, avec ses parents, sa famille. Quand on a accès au monde, ce monde-là nous donne accès à l'univers culturel. Donc représentation, théorie étiologique, monde du patient, univers culturel de ce patient. C'est une logique à suivre. Mais nous, en tant que thérapeute, en tant que professionnel, en tant que travailleur social, on a une représentation propre, de par notre fabrication. Je ne suis pas né en France, vous êtes nés en France, vous avez été élevés en France, vous êtes allés à l'école en France, vous avez votre monde, si vous êtes malade, on va vous chercher des antibiotiques, etc. bref, vous avez votre monde, vous avez votre référent culturel, mais qui n'est pas la référence

culturelle de l'autre qui est en face de vous. Donc, représentation, théorie, monde, univers, puis on arrive au système de pensée, au système qui gère tout cela. Et, une fois qu'on est dans le système, dans notre logique de travail, on a accès, quand on fait tout ce processus, à ce que Georges Devereux appelle l'inconscient culturel ou l'inconscient ethnique, ou l'inconscient sacré. Nous, on travaille sur l'inconscient culturel réactivé par un désordre qui est intervenu à un moment donné, dans un lieu donné et qui réactive un dispositif technique propre à la culture de ce patient.

Dans notre travail, ce qui nous intéresse, c'est l'inconscient culturel, ce n'est pas l'inconscient subjectif. Une fois que l'on fait tout ce processus, on reçoit la famille avec le jeune, le patient, le père ou la mère, ils ont une représentation, ils ont une théorie étiologique explicative. On arrive dans leur monde, on connaît leur univers culturel, ils sont bambaras, wolofs, peuls, sri-lankais, chinois, mandarins, etc., c'est leur univers culturel. Là, on est dans un système de pensée qui nous donne accès à ce que nous appelons l'inconscient culturel. C'est sur celui-là que l'on travaille, c'est celui-là qui nous intéresse, ce que Devereux appelle parfois l'inconscient ethnique.

Donc, cet inconscient ethnique, culturel, appelez-le comme vous voulez, ne se réactive qu'à partir du moment où il y a ce processus. Pourquoi cela a-t-il été réactivé et quel sens donnent la famille, le patient, au trouble ? C'est celui-là que l'on va essayer de modifier. Un enfant autiste, quand on découvre à trois ans qu'il a le retrait, qu'il est renfermé sur lui-même etc., on le pense comme un enfant autiste. On va aller voir le médecin, l'éducateur qui accompagne l'enfant, il est dans un lieu ouvert, on le met dans un centre, c'est un dispositif technique pour prendre en charge. Mais, ce qui nous intéresse dans notre travail culturel, c'est ce que pense la famille de ce qui arrive. On va essayer de voir comment ils se sont représenté l'enfant à sa naissance, comment ils se sont représenté l'être dans le ventre de sa mère et ils se posent les questions : qui il est ? d'où il vient ? comment l'identifier ? comment le nommer et comment le fixer selon la culture ? Quand ils commencent à penser cela, on sait très bien qu'ils ont un dispositif technique propre à eux, ce n'est pas le nôtre. On leur dit, à ce moment-là : *« Mais comment faites-vous ? Montrez-nous, apprenez-nous, initiez-nous à comprendre votre technique de prendre un charge un patient comme celui-là »*. Là, ce que l'on est en train de faire, on est en train de partager le savoir, entre eux et nous, de co-penser et de ne pas penser à la place ni du patient, ni de sa famille. On pense ensemble, l'altérité du sujet. À partir du moment où on commence à penser ensemble et que l'autre commence à sentir qu'il n'est pas pensé, mais que l'on pense avec lui, c'est à partir de là que l'on peut construire un sens, que l'on peut construire un échange, que l'on peut construire parce que l'on reconnaît une place à cette altérité, à ce dispositif qui existe.

Il n'y a pas une culture meilleure que l'autre. Il n'y a pas un dispositif plus efficace que l'autre. Il n'y a d'efficacité thérapeutique et de suivi que s'il est accompagné par une efficacité symbolique. Ce qui nous intéresse, c'est cette efficacité symbolique que l'on va trouver dans la culture elle-même. On devient des co-pensants, des gens qui coproduisent, qui pensent ensemble et qui partagent le savoir. C'est à partir du moment où les familles et les patients sentent qu'ils sont pensés, qu'à ce moment-là, ils vont dire qu'ils font ce qu'ils veulent. Vous pensez

comme ça, allez-y ! Vous pensez que Slimane ou Mamadou ou Jacques a un trouble de comportement à l'école ou il fait ceci ou il est je ne sais comment, eh bien nous, à la maison, il est tranquille, il n'a pas ces troubles-là. D'ailleurs un Monsieur me disait : *« Je n'ouvre plus la boîte aux lettres, à chaque fois qu'il y a un message de l'école, c'est juste parce qu'il y a quelque chose de négatif, il n'y a jamais quelque chose de positif »*.

Donc, ce qui nous intéresse, c'est ce processus de partage et de compréhension en utilisant les éléments culturels et les dispositifs techniques qui existent déjà. On ne les crée pas, on essaie de les comprendre, de les partager avec tout le monde, la famille, les patients. Les questions que l'on se pose avec l'ensemble sont : qui est-il, d'où vient-il, comment a-t-il été nommé, quels sont les processus initiatiques qui ont été faits, comment sont-ils fixés ? C'est la famille qui nous l'apprend. Vous allez me dire qu'il y a des familles et des personnes qui sont nées ici, qui ne sont jamais allées au pays, et les enfants qui sont nés ici, ont fait l'école ici, comment peuvent-ils être habités avec ces éléments culturels ? Il y a des réponses dans les écrits et dans les recherches que la culture se transmet directement et indirectement sur trois générations à peu près.

Ce processus est donc important pour nous, pour comprendre l'autre, l'altérité de l'autre, mais il faut un dispositif pour partager ce savoir. L'ethnopsychiatrie transculturelle a trouvé le dispositif groupal, avec un thérapeute principal et des co-thérapeutes qui sont de cultures différentes. Il y a un blanc, un noir, un jaune, un entre les deux et un qui n'a pas de couleur, tout le monde se trouve dans un groupe et chacun a sa représentation et sa théorie. Quand on a un problème, on demande à tous les thérapeutes : Comment fait-on chez toi, dans ta culture ? Et chacun parle de son dispositif culturel à lui. On utilise les mythes pour pouvoir penser l'être. Et le travail commence à la grossesse. Le moment de la grossesse est fondamental parce que c'est celui-là qui nourrit les représentations culturelles des êtres à venir. La représentation culturelle de l'être dans le ventre conditionne la relation interactive parents/enfants. La représentation culturelle de l'être dans le ventre de sa maman va conditionner toute la relation interactive qui va venir après. C'est cette représentation qui va conditionner les rituels d'humanisation de cet être, la fixation de cet être (de cet enfant), sa nomination, le choix du prénom, et parfois vous trouvez des enfants qui ont plusieurs prénoms.

Dans notre travail, il faut absolument que l'on ait au moins quelques éléments de référence sur qui il est, parce que c'est la question qui se pose. Parfois, les enfants deviennent même étrangers aux yeux de leurs parents. Pour cela, le récit que l'on fait dans nos consultations autour de la pathologie, autour du sujet souffrant – prenons par exemple un adolescent à la Maison de Solenn de Cochin (MDA de Cochin) ou à l'hôpital Avicenne, quand on a un adolescent en souffrance, on reçoit les parents et quand on évoque l'histoire migratoire, la naissance de l'enfant, les rituels qui ont été faits ou qui n'ont pas été faits, les négociations avec le visible et l'invisible, les enfants découvrent pour la première fois une identité narrative. Ils découvrent pour la première fois, une histoire migratoire de leurs parents, comment cela s'est passé pour eux, quand ils sont arrivés ici, comment ils ont géré les choses,

alors qu'on sait très bien que les parents à la maison ne peuvent pas transmettre directement leur culture. Pourquoi ne peuvent-ils pas la transmettre ? Parce que le dehors, l'extérieur ne permet pas un certain dispositif de négociation. Par exemple, aucune famille migrante ne peut faire des rituels de sacrifice à l'extérieur, parce que c'est interdit par la loi. Mais les systèmes ont tout de même trouvé des compromis. Ils peuvent négocier au pays par procuration. Quand ils arrivent en consultation, on leur dit « *Mais pourquoi n'avez-vous rien fait ?* », et ils disent « *On ne peut pas le faire ici* ». Mais, est-ce vraiment la seule réponse ? On sait très bien que l'on peut négocier, on peut faire les choses. Par exemple, pour faire certains rituels, les parents envoient des choses au pays, font des images ; maintenant, avec Facebook, ça se passe en direct, on va parler de l'évolution des objets. Donc, il y a cet échange : comment faire les choses quand c'est impossible de les pratiquer dans le réel ? Cela permet un mouvement dans la pensée et c'est par cette façon que l'on peut travailler les éléments de l'inconscient culturel ou du refoulé culturel qui revient. L'enfant autiste dont je parlais tout à l'heure, sa famille se demande « *Pourquoi nous ? Comment est-ce arrivé ?* » ; ils vont chercher dans leur histoire et vont trouver que peut-être, la maman a regardé le fœtus quand elle est allée faire l'échographie, et on se pose la question de la place de l'échographie, de l'image. Donc, ce qui nous intéresse, c'est le sens à donner culturellement, et qui serait adapté au trouble que l'on a là. À partir du moment où la famille peut dérouler sa problématique autour de la pathologie, cela lui permet de sortir de cette invisibilité de dehors, et de sortir de cette culpabilité d'être exposés. On sait très bien que parfois les troubles du comportement des enfants eux-mêmes, les maladies exposent la famille et empêchent le bon déroulement du suivi et des soins. À la naissance, il y a un certain nombre d'éléments et d'objets qui sont importants dans l'identification du sujet, notamment le placenta, le cordon ombilical. On sait très bien que ce sont des objets importants et essentiels dans la fixation et l'identification du sujet. Les choses ont beaucoup évolué en France, dans les maternités aujourd'hui, on demande aux familles, aux mamans si elles veulent récupérer les objets importants pour faire les rituels qu'il faut. Dans la majorité des maternités à Paris, en région parisienne et en France, les médecins proposent aux familles de récupérer un objet. J'ai une anecdote : j'étais en train de faire un cours et je parlais de cela, une dame infirmière nous a raconté que lorsqu'elle a accouché, elle s'est mise d'accord avec son mari de réserver un billet pour quelqu'un à la naissance pour emmener le placenta au pays. À la naissance, le placenta a été préparé et emmené, sauf qu'il n'est pas passé à l'aéroport parce que ce n'était pas évident... Mais, elle m'a dit qu'ils l'ont fait. J'ai trouvé cela extraordinaire (j'espère que les douanes vont faire un effort pour comprendre un peu les logiques). Ces éléments sont donc importants pour fixer les sujets « qui on est, d'où on vient, quel mandat on a et quelle mission on a ? ».

En consultation trauma à Avicenne, que je dirige avec le Professeur Baubet, consultation trauma transculturelle pour les migrants, on reçoit beaucoup de mineurs isolés, non accompagnés. On reçoit un garçon âgé de 15-16 ans, donc mineur. La majorité, ici, c'est 18 ans, c'est ça ? Il lui restait donc deux ans pour devenir un

homme, selon les critères d'ici, alors qu'il l'était déjà selon sa culture. Donc, déjà dire à quelqu'un qui est un homme « Tu n'es qu'un enfant », ce n'est pas évident, on inverse déjà la logique. Comment dire à quelqu'un, dans une culture, qu'il était un bébé, un enfant irresponsable, qu'il ne sait pas penser, alors que dans certaines aires culturelles, il est un homme, il est capable, il est responsable. Là, il y a déjà un fossé au niveau de la représentation culturelle. Ce fossé ne verbalise pas le patient, c'est ce que l'on appelle le refoulé culturel – il va refouler cela –, c'est ce qui nous intéresse dans l'inconscient culturel. Parfois, certains ados, avec leur comportement, veulent juste manifester qu'ils sont adultes, sauf que cette place d'adulte n'est pas très bien fixée, parce qu'elle manque de rituels initiatiques. On va le voir avec les mineurs non accompagnés, parce qu'ils arrivent à un stade où le processus initiatique a été interrompu, donc inachevé. Le travail qu'il faut, avec ces mineurs non accompagnés, c'est leur permettre d'achever leur processus initiatique. Et Dieu sait combien c'est compliqué parce qu'on n'a pas une famille de référence qui peut nous aider, avec laquelle on peut travailler pour qu'ils mettent en place ce dispositif technique. Il faut donc des projections identificatoires sur nous. La majorité des mineurs non accompagnés, pakistanais, afghans, africains, musulmans, font une projection sur moi et me voient soit comme leur père, soit comme leur oncle : ils attendent de moi de faire le rituel à leur place. Le plus compliqué est quand on a un être sans système de référence ou sans être titulaire avec lesquels on peut négocier. C'est donc à nous de faire l'ensemble et cela nous demande un effort extraordinaire pour les accompagner. On leur dit « *Quand tu auras ton travail ici, tu seras bien fixé, tu viens en consultation, on va faire une sadaqa ensemble (une offrande), tu achètes quelque chose, tu prépares à manger ou ce que tu veux, et on le partage dans la consultation. Tu n'as pas de parents, tu n'as pas de maman, tu n'as pas de père, pas d'oncle, eh bien quand tu seras marié, le premier enfant qui va arriver [d'ailleurs, c'est ce qu'ils ont dans la tête], fille ou garçon, tu vas réinviter ta maman ou ton père en nommant ton enfant, en donnant le nom de ton père ou ta mère à l'enfant que tu as* ». Cela s'appelle le retour de l'ancêtre. Comment faire revenir l'ancêtre et qu'il nous accompagne ? Il y a des théories étiologiques culturelles très connues, qui s'appellent les « enfants ancêtres », les enfants voyageurs, les enfants singuliers, les enfants pas comme les autres, les enfants flottants, etc., mais on ne dit jamais un enfant malade, surtout la maladie psychiatrique. On ne dit jamais qu'il est psychotique, on dit tout simplement : « *A-t-il quelque chose de moi ou a-t-il quelque chose de plus ?* ». L'enfant, le patient que nous considérons ici comme quelqu'un de pathologique, atteint, est considéré dans sa culture comme quelqu'un qui a quelque chose de plus. L'autiste est celui qui a quelque chose de plus, mais pas quelque chose de moins. Tout le dispositif technique à côté est fait pour aller chercher ce plus qu'il a. Je vous donne un exemple : s'il ne parle pas, quel est son langage, avec qui parle-t-il ? Comment accéder à ce monde si l'on ne connaît pas son langage ? Pourquoi refuse-t-il de nous donner son langage ? C'est à nous de faire l'effort d'aller voir dans quelle langue il parle, quel esprit il représente.

Donc, dans cette vignette clinique que je vais vous proposer, il s'agit d'un mineur non accompagné d'origine malienne, arrivé en France après un processus migratoire assez particulier. Je trouve ce garçon très courageux, très singulier et pas facile à prendre en charge. Il arrive à 15 ans. Ce qui est intéressant, c'est quand on a appris comment il est né. Son père et sa mère ne pouvaient pas avoir d'enfant. Le papa est allé consulter un thérapeute traditionnel, celui qui sait interroger l'invisible, et il dit « *Je veux un enfant* ». Le marabout lui dit « *Si tu veux avoir un enfant, tu dois payer, tu vas payer* », et l'autre lui dit « *Ce n'est pas grave, même si c'est cher, je suis prêt à payer* ». Et il lui dit : « *Tu vas payer de ta vie* ». Le marabout a fait son travail : l'enfant arrive et le père décède. Le garçon était petit, il ne se rappelle pas de son père, il n'a pas d'image de lui, donc on peut considérer qu'il est décédé quand il avait l'âge d'un an ou tout de suite après la naissance. Il reste donc avec sa mère qui s'occupe de lui. À l'âge de 10 ans, elle l'envoie en Lybie, dans une madrasa, du temps de Kadhafi, où il apprend le Coran, les mathématiques (la madrasa, ce n'est pas que le Coran, c'est une école où l'on apprend les mathématiques, la religion, la géographie, etc.). Il reste là-bas deux années jusqu'à ce que la guerre éclate en Lybie. Mais à 10 ans et demi ou 11 ans, il apprend que sa maman est morte par la morsure d'un serpent au Mali. La guerre éclate, il ne peut pas revenir au Mali, la seule issue est d'aller en Europe. Il prend le bateau avec les passeurs. Le premier a chaviré, il y avait beaucoup de morts et ceux qui ont survécu (dont lui) sont revenus en Lybie. Deuxième essai, il arrive en Italie. Mais, le passage en Méditerranée était une épreuve. Comme ils étaient nombreux, le capitaine du bateau leur a demandé de jeter tous les objets qu'ils avaient sur eux, sinon ils allaient chavirer. Ils ont commencé à jeter les objets, tout ce qu'ils avaient, et il jette sa ceinture où il y avait un objet que sa maman lui avait donné. Pour nous, la première décompensation a commencé là : quand il s'est rendu compte qu'il avait jeté cet objet. Il arrive en Italie à Lampedusa. Il est pris en charge, et, à un moment donné ils le trouvent pas comme les autres : psychotique, délirant, halluciné. Ils le prennent en avion pour l'emmener dans une autre ville italienne. Il raconte l'expérience quand l'avion a dépassé les nuages. Là, il a encore décompensé : il s'est vu passer dans l'autre monde. Je résume, ils l'ont emmené dans un hôpital pendant deux mois, il a été neuroleptisé, et il me racontait juste qu'il se rappelait qu'il bavait et qu'on le nourrissait avec une cuillère. Je ne sais pas comment il est arrivé en France (par le train, c'est sûr). Il est arrivé dans une association, ils l'ont trouvé dans un état pas possible, ils l'ont mis en psychiatrie. Et dans cette association, il y avait un éducateur et un psychologue qui connaissaient le transculturel. Ils ont appelé Thierry Baubet pour dire : « *On a un patient ici, voilà son histoire, pouvez-vous le prendre dans la consultation trauma ?* ». C'est comme ça qu'on l'a accueilli chez nous. Nous, on prend le patient, d'abord pour l'aider, et en même temps, aider l'équipe qui l'accompagne. On a commencé à collaborer ensemble. Effectivement, ce patient était neuroleptisé d'une façon pas possible. Il est pris en charge par le Professeur Baubet qui revoit un peu le traitement. Il me raconte son histoire. Avec son récit, on a compris qu'il n'était pas schizophrène, qu'il n'était pas psychotique, mais qu'il s'agissait d'une psychose traumatique due à la guerre en Lybie, la mort de son père, la mort de sa mère, la perte de toute sa famille. Il n'a personne, ni grands-parents, ni

oncle, ni tante, il est seul. Maintenant, cela fait deux ans et demi ou trois ans qu'on le suit, on n'a pas accès à la famille élargie. Quand on lui demande si « à dix ans, quand même, ta maman t'aurait parlé d'un grand-père ou d'un oncle ? », mais rien, il est comme ça, suspendu... Il nous raconte son histoire, et, comme vous le savez très bien, dans les situations de trauma, on fait attention aux reviviscences, aux cauchemars et aux rêves. Les rêves que ce garçon voit sont assez particuliers : il rêve des animaux, notamment du crapaud et du serpent. Il reprend l'image du crapaud et il dit « *Moi, des fois, je vois mon corps se transformer comme celui d'un crapaud* ». C'est le même discours qu'il racontait aux psychiatres qui ne connaissent pas l'ethnopsychiatrie ou les éléments culturels. Quand on raconte des choses comme ça « *je suis un crapaud, je me transforme* », c'est de l'hallucination, on ne peut pas penser autrement. En plus, il raconte l'histoire de ce serpent qui arrive, qui ne lui fait rien mais dont il est très effrayé.

Alors, la théorie culturelle étiologique que l'on peut avoir avec des patients ou des enfants comme ça, c'est la théorie de l'enfant sorcier. L'enfant sorcier est une théorie assez complexe, elle est donnée à certains enfants qui perdent leurs parents tôt, surtout la maman quand elle meurt en couches, ou le père quand il décède tout de suite après la naissance. On considère que c'est l'enfant qui a mangé ses parents par la sorcellerie anthropophagique. Le patient n'a pas parlé de cela, mais c'est nous qui savons, à partir du moment où il a perdu sa mère, où il a perdu son père. Partout où il va, il y a des catastrophes. On peut penser que lui le pense, parce que culturellement, on trouve la théorie de l'enfant sorcier. Dans le monde subsaharien, vers le Congo, ils sont craints. Mais la théorie de l'enfant sorcier n'était pas comme ça : un enfant sorcier dans la famille, avant la colonisation, était quelqu'un qui la protégeait. Mais la colonisation a perverti la théorie, elle est devenue menaçante. Donc, ce qui nous intéresse pour ce garçon, pour avoir accès à son inconscient et modifier la représentation et la théorie, c'est de trouver d'autres théories possibles. On sait très bien que ce qui le maintient comme ça, c'est cette théorie « *J'ai mangé mes parents, j'ai tué mes parents* ». On sait qu'elle est là et il faut avoir le temps et les éléments pour la modifier. Donc, au cours des années, dans une des consultations, je lui dis « *Tu n'es pas responsable de la mort de tes parents, tu n'as pas mangé tes parents, donc tu n'es pas un enfant sorcier* ». Il n'a pas réagi à mes paroles, il a dit « *J'entends ce que tu dis* ». Mais il me dit « *Mais, il n'y a pas que mon père et ma mère qui sont décédés, moi aussi* ». Lui aussi, quand il avait cinq ans, avait été atteint [de ce que l'on a compris] d'une sorte de méningite et il avait été donné pour mort. Sa mère, les villageois et les voisins étaient allés creuser la tombe pour l'enterrer, ils l'ont préparé, et au moment où ils voulaient l'emmener au cimetière, le garçon s'est réveillé, il est revenu. Qu'ont-ils fait dans la tombe ? Ils ont pris un pilon et ils l'ont enterré à sa place. Donc, ce garçon, 1) revient de la mort, 2) traverse la Méditerranée, 3) n'est pas mort noyé, 4) il a survécu en Italie et 5) il arrive ici. On conclut donc que c'est un garçon qui a des forces, qui a quelque chose de plus. Mais ce plus peut l'effrayer, et ce que nous allons faire, c'est essayer de l'aider à ne pas avoir peur de ce plus parce qu'il peut interpréter qu'il est dangereux pour les autres. Parce qu'il a tué sa mère, parce qu'il a mangé son père, parce qu'il a

survécu, il va résister et rester dans cet état par peur d'être abandonné. Parce que s'il s'en sort comme ça, personne ne va le prendre en charge, personne ne va l'entourer. Donc toute évolution est conditionnée par l'assurance que nous allons dire à cet enfant : *« Tu n'es pas ce que tu étais »*.

Revenons maintenant au rêve du crapaud. Comment l'interpréter ? (C'est ça qui est intéressant). Le rêve du crapaud, la métamorphose du corps me semble important parce que les cauchemars dans les PTSD représentent l'arrêt sur image traumatique. Quand il y a trauma, il y a ce que j'appelle, moi, la profanation de l'inconscient. Le trauma arrive, il touche l'esprit, la psyché et le corps, il profane tout et tout ce qui était refoulé est là. Notre travail est d'aller chercher le refoulé qui est parti et de le remettre à sa place. Mais, pour le remettre à sa place, il y a toute une technique, on s'appuie sur les rêves, sur les rituels, on s'appuie sur beaucoup de choses. Donc, l'effraction traumatique a fait que l'inconscient [Entendons-nous bien, je parle de l'inconscient culturel], que tout ce qui était refoulé par la transmission directe ou indirecte, transgénérationnelle, va sortir : qui je suis, d'où je viens, pourquoi je suis là, que s'est-il passé ? Et notre travail est de réintroduire tous les esprits qui sont sortis de cet inconscient et de les remettre en place. C'est le refoulé culturel. Mais, on ne peut pas travailler le refoulement culturel si on n'utilise pas le dehors, le dispositif technique. Les rituels de négociation, que ce soit dans le dehors ou dans le dedans, les visites, les sacrifices comme Saint-Jacques-de-Compostelle etc., en tout cas le refoulement culturel ne se fait qu'à partir du moment où l'on a un dispositif adapté de négociation dehors. On ne peut pas le faire si on n'acte pas.

Le patient migrant ou non migrant, dans le trauma, n'a pas besoin de penser, ni d'être pensé, parce qu'il ne pense pas. Il a besoin de voir cet arrêt sur image. Quand le patient traumatisé dans les reviviscences vous raconte le même discours à chaque fois. On a vécu cela avec le Bataclan, avec Charlie, ceux qui étaient en direct te racontent l'événement. Cet arrêt sur image, il faut le modifier, le mettre en mouvement, appuyer sur le bouton pour faire passer les autres images. C'est ce que je disais tout à l'heure, de passer de la représentation à se représenter, autrement dit partir de la théorie étiologique de l'enfant sorcier à une autre théorie étiologique qui permettrait la construction d'un autre sens.

Donc, le crapaud se métamorphose, il a deux figures, soit c'est le sorcier (ce qu'on appelle le *Ndoki*), soit c'est le guérisseur (ce qu'on appelle le *Nganga*). Mais, le garçon, notre patient, quand il fait ce rêve, pense que c'est lui-même et confirme la théorie de l'enfant sorcier, c'est-à-dire qu'il est sorcier, parce que le sorcier dans l'image se métamorphose. Le crapaud, c'est le sorcier, donc c'est lui qui a mangé ses parents. Mais il nous reste le serpent qui a une représentation, pour une grande partie du groupe culturel africain, même au nord de l'Afrique, du retour de l'ancêtre. Mes frères et mes sœurs africains d'ici ne vont pas me contredire : le serpent, dans le rêve, n'est pas le phallus, cela n'a rien à voir avec la sexualité telle qu'on la pense en psychanalyse ici, ni même avec la libido. Donc on va dire à ce garçon : *« Tu n'es pas un enfant sorcier, tu n'as pas mangé ton père, tu n'as pas mangé ta mère, mais tu es peut-être un ancêtre qui revient, tu es peut-être le père de ton père, ou l'arrière-grand-père de ton père ; mais la mission que tu as, tu vas*

reconstruire la famille maintenant et c'est à toi de voir qui tu vas mettre dedans ». On modifie donc la théorie et la représentation pour trouver une autre théorie et une autre représentation. Là, ce n'est pas important que le patient soit d'accord ou pas, l'essentiel est d'arriver à toucher un dispositif technique qui va nous permettre de penser des choses bien codées, même si on les emprunte à d'autres cultures.

Devereux nous dit pour nous prévenir « *Attention à la fascination* ». Ce que je vous dis est utilisable dans un cadre particulier, mais ce n'est pas parce que l'on entend les théories étiologiques culturelles, la sorcellerie, les esprits, les *djinns* et tout ce que vous voulez, que dès que je vois un migrant souffrant, je vais lui dire « *Qu'est-ce qui t'arrive ?* » - « *Mec, laisses moi tranquille, tu ne comprends pas ce monde-là* » - « *Si, dis-moi, qu'est-ce que c'est ?* », et peut-être qu'il va te dire « *Toi, t'es ensorcelé, c'est le mauvais œil qui t'a touché* », mais si on dit cela en individuel, en direct, on rentre dans un monde qui est très complexe. Je vous l'ai dit, cela se prend en charge collectivement, sinon, si vous montrez que vous savez, c'est déjà très bien, mais le conseil qu'on donne, on ne dit pas « *Je sais* », mais on dit « *Je comprends, je sais que ça existe, ça se soigne, il y a des équipes qui prennent cela en charge et on t'accompagne dans ce cadre-là* ».

J'ai rencontré un patient malgache qui était hospitalisé à l'hôpital Avicenne. Ils m'ont appelé en cardiologie pour aller le voir parce qu'il était délirant, halluciné, il voyait son père dans la chambre. J'arrive, je m'assois et je lui dis « *Il est où ton père ?* », je lui demande « *Tu es avec qui ? Il est où ton père ?* ». Et il me dit « *Il est derrière toi* ». Et quand je me suis retourné, j'ai trouvé un papillon sur le bord du fauteuil. Je lui dis « *C'est ton père ?* » et il me dit « *Oui* ». Et je dis « *Mais ça va pas, tu es malade toi ! et si j'avais écrasé ton père, tu aurais dû me prévenir !* ». Et là, il savait que je n'avais pas peur et que je partageais avec lui. Je lui dis « *Écoute, je vais leur dire tout de suite et je reviens te voir* ». Je sors et je dis aux infirmiers et aux médecins « *Ne touchez pas au papillon, protégez-le, oubliez le patient [c'était le printemps], le papillon, gardez-le* ». J'ai pris le patient, on a discuté de Madagascar, des ancêtres, de son histoire, comment il est arrivé, il était sans papier, il souffrait d'une insuffisance cardiaque massive, il était alcoolique et le problème est qu'il buvait dans sa chambre de l'hôpital. D'ailleurs c'était la première fois que le Professeur Meune m'appelait et, quand il m'a entendu parler, il m'a dit « *Mais Monsieur, qu'est-ce que vous racontez ?* ». Je lui dis « *Tu veux que ton patient arrête de boire, oui ou non ?* » - « *Oui* » - « *Écoute, moi, je parle au père qui est là-dedans, c'est le papillon* », et il me dit : « *Écoutez, faites, faites, faites !* »... (*Rires dans la salle*) Je vais voir le patient et je lui demande « *Mais, tu bois pour qui ?* ». On ne pose jamais cette question aux alcooliques nous autres. Aucun alcoolique ne boit pour lui ! Ils boivent toujours pour quelque chose d'autre ou quelqu'un d'autre. Mais culturellement, il me dit « *Je bois pour mon père* ». Et j'ai compris tout de suite que dans les rituels de retournement de corps, il faut une fête, il faut du liquide, il faut de l'alcool pour faire ce rite et c'était à lui de le faire. Le problème est qu'il était coincé, sans papier ni rien, il voulait aller le faire à Madagascar. J'ai donc négocié avec lui pour le faire par procuration. « *Cela ne se fait pas par procuration* ». Je lui dis « *Écoute, on est en 2001, on peut négocier les choses, ce n'est pas le grigri maintenant qui est le problème, le problème, ce sont*

les objets que l'on a maintenant, comme celui-là, le portable et les images que l'on a ». Vous savez pourquoi on a ces objets ? Parce que comme dit Foucault, « *La représentation est morte* », on n'a plus de représentation, la mort de la représentation a créé ces objets-là. Je suis effrayé dès que je touche l'internet, si je fais une erreur, ils m'envoient tout de suite... mais comment savent-ils que j'aime bien ça ? Dès que tu touches un truc, ils font une lecture et hop, t'es tout de suite dans le truc. Et je me dis mais qui pense à ma place ? Nos jeunes maintenant n'ont même pas le temps de se représenter les choses: tout est prêt, on appelle ça du « prêt-à-porter ».

Chaque culture prépare des modèles d'inconduite à ses membres, c'est-à-dire que si tu veux devenir fou ou devenir malade, voilà comment, mais pas autrement. Si tu veux devenir, par exemple, schizophrène au Maroc, il faut que tu dises que tu es marié à une *Djinna*. Si tu es marié à une *Djinna* et que tu es habité par le *Djinn*, que tu te déshabilles devant tes parents, tu ne transgresses pas parce que c'est le *Djinn* ; mais si tu dis que tu es fou, tu es schizophrène, tu es psychotique, tu prends de l'alcool, eh bien tu es fou ! Ce n'est pas ce que ta culture te propose. Chez les Wolofs et les Lebos, par exemple, si tu veux devenir habité par un esprit, il faut que tu dises que tu es habité par le *rab*. Le *rab*, c'est l'esprit. *Rab* veut dire père, mais aussi Dieu, le Chef de famille, mais cela part toujours de l'animal.

Ce matin je parlais de l'Asiatique et du Chinois, on ne connaît rien du tout sur la Chine. Mais, ce que j'ai appris avec eux, c'est qu'il faut faire attention à quatre éléments. Il y a quatre idées qui gèrent la psyché asiatique, chinoise et d'autres. C'est l'échec. Quand il y a l'échec, ce qui suit, c'est la perte de la face. La perte de la face entraîne la honte. Et si on traverse cela, il y a le sacrifice. Le sacrifice, c'est « *je vais mourir, je vais laisser la place* ». Mais il ne s'agit pas du tout de la dépression, vous ne pouvez pas déceler la dépression. Pour nous, le suicide est lié à la dépression ou à autre chose, mais là non, c'est quelque chose de tout à fait logique qui s'inscrit dans le *Ming* et le *Ying*, et si on ne comprend pas cela, ce n'est pas la peine d'utiliser ta psychanalyse ou ta psychiatrie dans cette logique. J'ai suivi des familles chinoises et vietnamiennes, des patients dont les parents te disent : « *Écoute, notre fils ou notre fille est comme ça, tu le transformes et tu mets ce que tu veux comme dispositif* », mais ce qui marche avec les communautés asiatiques, c'est un dispositif complexe, si vous avez un patient asiatique, chinois, il va complexifier votre cadre. Envoyez-le voir le thérapeute en individuel, une consultation familiale, un éducateur qui le suit, une femme qui l'accompagne, une infirmière qui lui fait ceci : plus vous complexifiez, plus ils savent que c'est une bonne prise en charge. Mais si vous le voyez à un ou à deux, c'est que vous êtes en train de vous foutre de leur gueule, ils ne vous font pas confiance, ils vont vous dire merci, et vous n'aurez plus rien d'autre après.

Je finis avec cette phrase, si vous voulez l'écrire, c'est la devise que j'ai dans mon séminaire d'ethnosystémie : « *La pensée pensée ne pense sa pensée que si elle se soustrait de la pensée de l'esprit de l'être qui la pense* ». (Rires)

Je vous explique : si vous êtes pensé par une autre pensée, vous n'avez plus accès à votre pensée. Vous ne pouvez pas penser de vous-même, n'importe quel autre qui pense, professeur, philosophe, si vous pensez qu'il vous pense, vous n'allez pas avancer. Mais au contraire, si vous utilisez votre pensée à co-construire avec sa pensée, là, vous pouvez y arriver. Je vous remercie beaucoup et peut-être à une autre fois.

[Applaudissements]

Échange avec la salle

Laure Sourmais

Merci beaucoup. Comme d'habitude, je sais que je frustre des gens, nous n'avons le temps que pour quelques questions.

QUESTION DE LA SALLE

Une éducatrice

J'aimerais avoir la fin de l'histoire avec l'enfant, le père et le papillon.

Tahar Abbal

Le patient malgache, je l'ai suivi dans le cadre de l'ethnopsychiatrie de liaison et de la dicto de liaison, avec une touche ethnopsy. Effectivement, quand on a trouvé la place pour le père, le patient a diminué sa consommation d'alcool. Au lieu de boire, on a trouvé une astuce, on lui a dit « *Si tu sors, tu ramènes un truc, tu fais quelque chose, n'importe quoi* ». Comment on fait sur la tombe ? On danse, on sort le corps, le squelette, on met un linceul, on met de la musique, on boit toute la journée, puis dans la journée, il y a dix familles qui divisent le squelette sur les membres de la famille, il y a celui qui a le pied, celui qui a la tête. Lui, comme il était le dernier, il a eu le pied, et par hasard, il était footballeur. Donc, je lui dis « *Tu verses un peu d'alcool dans la salle de bains, dans la douche de ta chambre* ». Et il commence tous les matins et les soirs à verser de l'alcool dans la douche. Je ne dis pas qu'il a été sevré, mais il a diminué sa consommation de plus de la moitié. En tout cas, déjà, dans la chambre, il ne buvait pas et les médecins étaient tranquilles. Comme il était insuffisant cardiaque, le pronostic était très réservé, et je pense qu'il n'est plus de notre monde. En tout cas, on a quand même réussi à appeler la famille avec l'assistante sociale, à envoyer un peu de sous pour faire le rituel parce qu'il ne pouvait pas le faire.

J'avais un autre patient qui était chez lui, du côté de Château-Rouge, ancien toxico. SOS Habitat et Soins (une association) lui a trouvé un logement et, quand l'éducateur allait le voir, le frigidaire était au milieu de la cuisine. Il ne l'avait pas mis contre le mur comme on le fait, mais il a raison, je ne sais pas pourquoi on le met contre le mur ! (Rires) Il l'avait mis au milieu... Mais le problème, c'est que

l'éducateur m'appelle « *Écoute, on a un vrai problème avec ce frigidaire, il est au milieu mais il n'est même pas alimenté* ». Je lui demande « *Est-ce qu'il y a un drap dessus ?* », il me dit « *Oui, il y a un petit truc dessus qui est blanc* ». Je lui dis : « *Parle à ton patient de retournement de corps peut-être* » (c'était juste par téléphone, je n'ai pas vu le patient). Les éducateurs ont commencé à parler des éléments culturels et les choses ont commencé à s'améliorer.

J'insiste, on ne connaît rien, on ne ramène rien, on demande tout simplement aux patients et aux familles « *Dans votre culture, comment on fait ?* », c'est tout. « *Dis-moi comment tu fais et on va voir, on va essayer d'adapter les choses, si on y arrive* ». Si on n'y arrive pas, bon... mais généralement, quand on ouvre la porte, on peut s'entendre, on peut négocier les choses, on peut négocier les malentendus culturels. Tout à l'heure, je parlais du modèle d'inconduite et comment on peut être malade dans une culture. Le modèle d'inconduite ici en France, c'est l'alcoolisme, et maintenant c'est la bipolarité. On devrait les appeler les désordres ethniques. En France, quelques-uns des désordres ethniques importants, c'est aussi l'hyperactivité. Si tu veux t'adapter, deviens hyperactif (le plus grand exemple était Nicolas Sarkozy, il était très hyperactif). Et il y a aussi l'alcool. L'alcool est un vrai désordre ethnique ici, c'est-à-dire que si tu veux être ce que tu veux, deviens alcoolique, rentre dans le métro, t'as ton territoire, tu fais ceci, on t'accepte. Les désordres ethniques servent à intégrer le patient dans un dispositif pour acter son altérité. Cela vient du coureur d'Amok, en malais, quelqu'un qui devient fou, il court nu et s'il rencontre quelqu'un, il le tue. Mais, quand tout le monde sait qu'il va courir et qu'il va tuer tout le monde, tout le monde se protège. Il court, il court, il court, et à la fin de la journée il est fatigué, il redevient normal le lendemain. C'est ça le désordre ethnique : on te donne un espace. Au Maroc, j'ai vu dans mon village des femmes hystériques qui étaient folles, qui dansaient, qui se déshabillaient, qui déchiraient tout, ça dure un an, deux ans, trois ans, quatre ans, cinq ans, six ans, dix ans, et après elles sortent et elles sont normales, et elles deviennent thérapeutes. (*Rires, applaudissements*) Je ne vois pas le bénéfice de devenir fou et à la fin continuer à l'être... Si tu veux aller en psychiatrie, après tu redeviens et tu ouvres ton cabinet, pourquoi pas ? Comme Mama Louisa à l'Île de la Réunion, la singularité et la particularité des sujets, quand ils trouvent un espace où ils s'expriment, ils s'expriment. Le psychotique est quelqu'un qui a quelque chose de plus, pas quelque chose de moins et c'est ce plus qu'il faut chercher. Mais si on ne trouve pas les moyens pour lui permettre d'utiliser son plus, il devient fou. Moi, j'ai des patients, des enfants de 45 ans, je n'ai jamais vu ça chez nous, des bébés de 45 ans que je suis et qui sont avec leur maman. Ils sont avec leur maman, ils accompagnent leur maman, ils sortent avec leur maman, avec sa bouteille etc. D'ailleurs, j'ai oublié de le dire tout à l'heure, le système occidental est triadique. C'est la triade qui gère le père, la mère et l'enfant. Dans les systèmes traditionnels, l'enfant ne fait pas partie de la triade, il n'en a jamais fait partie. Il fait partie de ce que l'on appelle la tripade : il y a le père, la tante, l'oncle maternel et l'enfant circule dedans. Il y a le grand-père, il y a la sœur, il y a une autre personne et l'enfant circule dedans. On trouve cela très clairement dans les systèmes polygames. Autrement dit la relation incestuelle et le conflit des biens, on peut

parfois ne pas le trouver entre le père, la mère et l'enfant ; il peut se jouer entre l'oncle maternel, la tante et l'enfant. Dans les systèmes matrilineaires, ce n'est pas la peine d'aller chercher le père parce que ce n'est pas avec lui qu'il faut négocier les choses, c'est avec l'oncle maternel, à qui appartient l'enfant. La question du « confiage », on confie l'enfant et pourquoi est-ce simple de confier, simple de circuler, parce que dès la naissance, les objets sont portés sur l'enfant qui protège. Ce sont des objets de détachement. Ce n'est pas l'attachement qui est important dans les sociétés traditionnelles, c'est le détachement. Les enfants que l'on reçoit ici, les mineurs non accompagnés, ne souffrent pas du manque de l'attachement, parce qu'ils ont déjà été détachés par le placenta, par les rituels qui ont été faits. Ce n'est pas une sorte d'attachement qui créerait un lien, ils sont tous détachés parce que l'objet de protection porté permet cela. Or, les enfants occidentaux sont tous attachés et on leur trouve l'objet transitionnel. Il n'y a pas d'objet transitionnel chez les autres. Pourquoi voulez-vous qu'ils prennent le t-shirt et dire que c'est maman ? Non. Mais par contre, ces enfants-là ont des objets à la naissance, des grigris ou des choses. Moi, je l'ai chez moi. Je vous conseille d'aller au Musée de l'Homme et de demander le Docteur Alain Epelboin. Il y a une exposition sur les objets, allez la voir. L'objet de protection et de séparation, c'est un objet qui sépare la mère et l'enfant et qui l'inscrit dans un autre lignage, que ce soit du confiage ou autre, ne craignez pas la séparation. Les enfants que vous suivez, les ados que vous suivez, qui sont séparés, ils sont détachés. Par contre, les réattacher à autre chose, cela passe par une connaissance.

JEUNES MIGRANTS : QUELLES APPROCHES POSSIBLES ?

Laure Sourmais

Une intervention un peu plus universitaire, puis une intervention beaucoup plus proche du terrain. On va partager l'expérience de l'équipe de prévention spécialisée de la Sauvegarde du Puy de Dôme.

Aujourd'hui, la question de la migration interroge particulièrement les politiques, mais il n'en reste pas moins qu'on est face à des personnes vulnérables qu'il faut accompagner. Il faut voir quel accompagnement peut être mis en place par la prévention spécialisée en direction des jeunes migrants. Je laisse la parole à Didier Comte, directeur général de la Sauvegarde du Puy de Dôme, et directeur du service de prévention spécialisée.

Didier Comte

Bonjour, merci Laure.

À l'origine, cela devait être une intervention collective avec l'équipe. Malheureusement, nous avons vécu une période de « métropolisation » du service de prévention spécialisée, juxtaposée la modification de la convention avec le conseil départemental. Autant vous dire que les collègues sont un peu fatigués par l'ensemble de ces changements, ils ont néanmoins contribué à cette présentation de façon active et perspicace. Cela va peut-être amener un petit manque de fluidité dans l'intervention car je lirais certaines parties auxquelles ils étaient particulièrement attachés et pour lesquelles en praticien de terrain, ils m'ont dit « ça, il ne faut surtout pas l'oublier ».

Le but de l'intervention telle que nous l'avons construite, est d'essayer de faire comprendre la dimension politique d'une association dont son travail de terrain, en particulier auprès des « MNA » (un terme que je ne vais pas utiliser souvent car ce n'est pas notre terminologie, mais vous le comprendrez dans le déroulé de mon intervention pourquoi). L'idée est de dire comment faire le lien entre le politique et la pratique de terrain, puis de voir comment se développent les actions ?

L'ADSEA du Puy de Dôme se revendique comme une association politique – pas politicienne, mais politique – avec un droit de regard sur la vie de la cité. Cela se traduit par des prises de position assez régulières du bureau, du conseil d'administration sur des problématiques qui touchent le fait associatif, la protection de l'enfance dans tous ses domaines, pas simplement la prévention spécialisée, et qui sont transmises au niveau local à nos interlocuteurs et au niveau national à certains moments.

L'idée est de dire que nous sommes bien dans quelque chose qui impacte la gouvernance de l'association et qui impacte les actions de terrain. Une petite réserve malgré tout, Clermont Ferrand n'est que Clermont Ferrand. Ce n'est pas Calais ou la région parisienne, sur la problématique d'accueil de ces migrants.

Premier point, c'est la question de la convergence politique avec la pratique de terrain. Il nous semblait important de « Redire » dans un colloque comme celui-ci

qu'il faut réaffirmer la place de la dimension clinique de notre travail, en protection de l'enfance en général et en prévention spécialisée en particulier. Nous ne sommes pas des agents d'exécution simples, avec un problème et une solution. C'est bien la démarche clinique qui draine et entraîne nos actions. Deuxième point, c'est faire de cette démarche clinique des éléments d'éclairage de la politique de la « dirigeance » et de la « gouvernance ». Le fameux adage dit « seuls nous ne pouvons rien, ensemble nous pouvons tout » : c'est ce qui fonde la colonne vertébrale de l'intervention associative. Par ailleurs, quand nous en sommes à la question de la convergence politique et la pratique de terrain, il faut aussi se dire, qu'avant d'être un organisme gestionnaire, nous sommes une association historique et politique, qui doit réaffirmer le travail sur le sens avant le travail sur l'organisation. Par exemple, nous avons un avis très critique sur le fait de passer par des appels à projet. Très régulièrement quand les appels à projet ne nous conviennent pas sur le sens, nous n'y répondons pas. Comme nous sommes la seule association de prévention spécialisée, il y a des fois où cela « coince ». Nous affirmons que sur certaines problématiques, il vaut mieux travailler en partenariat que par appels à projet ou appels d'offres, d'autant que le code des marchés publics le permet.

Le deuxième point qu'il nous semblait intéressant de « Redire », et qui explique aussi un peu nos modalités d'intervention sur le terrain (sur lesquelles je reviendrai un peu plus tard), c'est de reparler des flux migratoires. Étrangement, on ne parle pas des flux migratoires belges, de l'intégration des jeunes suédois dans les écoles, et il nous paraissait intéressant de revenir sur cette question migratoire en disant que, premièrement, ce n'est pas la porte d'entrée de la prévention spécialisée. C'est bien le jeune et sa situation de sujet qui importe, qu'il soit migrant, isolé, non accompagné, ce n'est qu'un qualificatif. La première position est bien de le considérer comme un sujet. Ensuite, la question migratoire n'est pas nouvelle. Et c'est bien de le redire ! Via la question des migrations actuelles, dire qu'il y a des nouveaux publics, c'est quand même un peu questionnant, et l'équipe a beaucoup travaillé là-dessus pour dire que la prévention spécialisée travaille avec l'immigration depuis longtemps, les premières vagues d'immigration, puis les secondes, nous travaillons avec des jeunes issus de l'immigration. Donc, arrêtons de dire que nous sommes « sur » de nouveaux publics. Non, les jeunes migrants ne sont pas un nouveau public de la prévention spécialisée. Sans doute qu'il y a un contexte nouveau, sans doute qu'il y a une actualité nouvelle, mais la prévention spécialisée est habituée avec les jeunes qui sont en situation de migration. Et, ne pas le dire, pour nous, cela relève du mensonge. Quand les pouvoirs publics nous amènent sur de nouveaux dispositifs, de nouveaux moyens et une prise en charge « dégradée », parce que c'est un nouveau public. Il faut s'y opposer. Quand les pouvoirs publics nous disent que pour les mineurs non accompagnés, nous aurons un prix de journée à 50 € alors que dans certaines MECS, il est de 250 ou 270 €, la position de l'association et des équipes de terrain est de dire stop, on arrête cette discussion, on va travailler autrement.

Troisième point, sur la question des flux migratoires, l'équipe s'est repenchée sur quels étaient les critères que nous pouvions rattacher à ces politiques et ces flux migratoires. Le premier, c'est un critère historique issu de l'histoire coloniale française, et peut-être de l'échec de décolonisation. Les jeunes viennent de pays avec lesquels la France était en relation. Ce n'est pas la seule cause mais c'est une cause historique qui nous paraissait importante d'évoquer. Il y a des critères géopolitiques, des personnes qui fuient des zones de guerres et des zones de conflits, et il faut qu'on intègre cela. Troisième critère qui nous semblait important dans la compréhension (je disais tout à l'heure que notre objectif était d'avoir une

démarche clinique, et, quand on a une démarche clinique, on va chercher des éléments de compréhension), c'est le critère religieux : des personnes qui veulent échapper à la religion, à des lois religieuses, à une logique d'endoctrinement ou parfois d'asservissement. Bien sûr, des critères économiques, le fait de fuir la misère, c'est un facteur qui explique les flux migratoires. Le fait d'accéder à des besoins fondamentaux, c'est un critère expliquant l'immigration. Malheureusement l'idéal consumériste dans lequel nous sommes aujourd'hui, fait que nous intervenons aussi auprès de jeunes qui viennent en Europe avec cet idéal lié à la consommation. Il y a bien sûr une gradation : fuir la misère, accéder aux besoins fondamentaux et le miroir aux alouettes de la consommation. Autre critère évoqué, c'est le critère climatique, réservé à certaines zones géographiques. Et enfin, les critères familiaux, qui souvent sont oubliés. C'est le rapprochement familial, le fait de vouloir protéger une famille, le fait d'avoir un enfant qui est porteur de l'espoir d'une famille en allant faire des études.

Tous ces critères nous amènent à nous poser la question suivante : comment à partir d'une énumération telle et d'un tel nombre de critères, pourrions-nous réduire la problématique qui nous occupe actuellement, simplement par une réponse avec un statut de MNA ou pas de statut, un statut de mineur ou pas de statut de mineur ? Les causes sont tellement complexes que cela ne peut pas être une réponse administrative qui amène la solution à ce problème. Du coup, notre parti pris est de parler de jeunes et de jeunes adultes, d'enfants en protection de l'enfance, et de jeunes adultes en risque de marginalisation en faisant référence aux principes fondamentaux de la prévention spécialisée. Si nous sommes en train de parler de protection de l'enfance, cela veut dire que pour ces mineurs, qu'ils soient isolés ou non accompagnés, ce sont tous les moyens de la protection de l'enfance qui doivent se mettre en œuvre, et pas simplement des nuits d'hôtel, un accompagnement distancié. Ces éléments font que nous avons réussi, à travers cette réflexion, à nous dire que nous n'allions pas répondre aux appels d'offres. Quand les pouvoirs publics nous proposent 17 € par jour et par jeune, ce n'est pas de la protection de l'enfance. C'est important car, politiquement, cela renforce la position de l'association, et, dans la relation avec les salariés, que les administrateurs ont avec les salariés, que la direction générale a avec les salariés, il y a cette colonne vertébrale, entre l'action de terrain et la dimension politique.

J'en arrive à la partie qui a été préparée par vos collègues et quelques aspects sur le fait que, penser la pratique de terrain, demande de prendre du recul, et surtout, d'éviter la contrainte un besoin = une réponse. Il existe alors plusieurs postulats de départ. Le premier, c'est de prendre le contre-pied en affirmant que les jeunes migrants ne sont pas existants par leur statut ou par leur absence de statut, mais bien parce qu'ils sont les sujets de notre intervention (dans le champ idéologique, vous voyez à peu près où je me situe). Effectivement, ne pas regarder ces jeunes à travers « est-ce qu'il a le statut, il a le droit à cela », « est-ce qu'il n'a pas le statut, il n'a pas le droit à cela » et de ce fait nous allons essayer de « bricoler des trucs » (la prévention spécialisée a cette capacité à bricoler des trucs). Cela revient à dire que nous les considérons comme des jeunes en risque de marginalisation, à ce titre, il confère à la position politique « nous sommes habitués à intervenir auprès de jeunes qui ont besoin de protection, qui ont besoin de réassurance, que nous accompagnons dans des parcours résilients ». Il s'agit bien d'un travail de prévention. Dans le postulat départ aussi, il convient de dire que peut-être, ils sont plus nombreux ou plus visibles, mais leurs problématiques restent des problématiques de jeunesse, de jeunes. Autre postulat de départ, la prévention spécialisée intervient sur un mandat de territoire. Les jeunes sont donc soit des habitants, soit des personnes qui

fréquentent ou qui traversent ou occupent le territoire. C'est à ce titre que nous les accompagnons, comme n'importe quel jeune qui est en fugue ou qui arrive d'un autre territoire. Ceux-là ont peut-être des origines plus lointaines, mais nous les accueillons comme n'importe quel jeune. Dernier postulat de départ, c'est de dire qu'il y a un challenge, un vrai challenge tant pour les collègues qui sont sur le terrain que pour l'encadrement et l'association, à les accompagner vers le droit commun et de ne pas les spécifier ou les catégoriser. Car, si nous les considérons bien comme des jeunes, que nous essayons de les amener vers le droit commun avec toutes les difficultés existantes : c'est malgré tout ouvrir un possible pour le jeune. C'est lui dire « je ne te regarde pas à travers ton statut, mais comme étant un jeune qui va pouvoir arriver, se poser, s'installer, peut-être rester, peut-être repartir ». La question est bien celle d'ouvrir des possibles et de ne pas travailler que sur la catégorisation et de dire « ça, tu as le droit de le faire, mais ça, tu n'as pas droit de le faire ». Nous allons travailler, dans la mesure du possible, dans la mesure du droit, à « ce qui est possible pour toi, et comment nous serons là pour t'accompagner dans ton parcours de vie ». C'est vraiment notre capacité à ne pas se cantonner à la gestion des impossibles et aux injonctions paradoxales du système administratif, qui fonde notre intervention. Tous dans la salle, vous avez eu des relations avec les conseils départementaux qui vous renvoient sur l'État, sur la préfecture, en disant « On ne sait pas la majorité, la minorité, on a dit qu'il était majeur mais le juge, ... ». Si nous considérons ces jeunes comme des jeunes à part entière, comme des sujets, ces questions sont des étapes – des étapes que nous avons parfois du mal à dépasser, que nous ne dépasserons pas parfois. Mais si nous restons sur la question « tu es un mineur non accompagné et on va t'accompagner comme un mineur non accompagné », nous pensons que cela met un biais dans la posture éducative, dans le fait que nous nous « auto-interdisons » des solutions que le droit commun pourrait nous permettre. Ce n'est pas aussi simple car nous sommes aussi face à des échecs et des difficultés. Nous sommes aussi face à l'incompréhension du système administratif et de tous les écueils que cela peut avoir sur la situation des jeunes. Mais, la posture éducative de se dire que nous sommes dans le domaine du possible nous aide à envisager ce travail de façon, non pas plus sereine, mais peut-être tout simplement plus positive. Vous savez, l'histoire de la relation entre l'accompagnant et l'accompagné : si l'accompagnant n'est déjà pas très bien, l'effet est un peu induit. Voilà donc pour les postulats de départ.

La problématique que nous avons essayé de construire (elle ne va pas vous étonner), est que la prévention spécialisée et ses principes sont un mode d'intervention adapté pour permettre une prise en de ces jeunes. Nous n'avons pas créé d'équipe spécifique MNA. Nous n'avons pas recruté des assistantes sociales pour accompagner des démarches administratives, Nous avons affirmé que la prévention spécialisée, les équipes de prévention spécialisée, les éducateurs de prévention spécialisée, nous semblaient être les intervenants et le mode d'intervention adapté. Nous avons essayé de creuser tout cela, cela fait partie du travail qui est fait régulièrement en équipe, en nous disant que le premier point qui nous permet d'affirmer cette problématique (cela a été dit hier et ce matin), c'est que la prévention spécialisée repose sur une approche ethnographique, anthropologique, sociologique (d'où l'intérêt de se former à ces thématiques), des personnes et des territoires.

Deuxième point permettant de valider la problématique, c'est la souplesse d'intervention. La prévention spécialisée, si elle le pense nécessaire, est un peu le caméléon. Elle s'adapte à l'environnement, elle peut intervenir en milieu institutionnel, ou en milieu non institutionnel (Je reviendrai tout à l'heure sur la

question des tiers lieux qui avaient été abordés l'année dernière). Elle intervient dans la rue ... elle intervient parfois, là où on ne l'attend pas.

Autre élément qui vient confirmer notre problématique, c'est la question de l'anonymat, principe de la prévention spécialisée sur lequel je ne reviens pas, mais sur lequel nous pouvons donner une « autre petite couleur », en disant que l'anonymat nous permet de dépasser la question de l'âge et de l'identité pour accompagner les personnes comme des sujets. C'est ce que nous faisons avec les autres, et c'est ce que nous faisons aussi avec les mineurs non accompagnés, alors que dans plein d'autres structures, parfois même au faciès, les premières questions qui leur sont posées, c'est « D'où tu viens ? Où sont tes papiers ? Quel âge as-tu ? ». L'idée de se resservir du principe fondamental de l'anonymat comme étant un levier de notre intervention, est un des points qui vient renforcer le fait que la prévention spécialisée nous paraît une intervention adaptée.

La non-institutionnalisation est aussi autre levier. Aujourd'hui, nous pouvons être dans la rue, accompagner un jeune à faire une démarche administrative. Demain, nous pouvons l'intégrer dans un chantier. L'évolution dans le temps fait qu'à un moment donné nous pouvons avoir une action individuelle et le lendemain une action collective, pour revenir à une action individuelle. Nous pouvons travailler dans les murs, et peut-être travailler hors les murs ... toutes ces pratiques que vous connaissez particulièrement bien puisque c'est votre métier. Encore un principe qui valide notre problématique de départ.

La libre adhésion : l'intérêt d'utiliser ce principe, c'est de dire que, comme pour les autres jeunes, c'est le fait de les rendre acteurs. Ils viennent ou ils ne viennent pas. S'ils viennent, nous pouvons engager le travail. C'est intéressant car, non seulement, si nous activons bien le levier de la libre adhésion, nous allons pouvoir les rendre acteurs de leur situation administrative, mais aussi les induire dans un parcours. Cela nous paraît la première accroche pour que, à un moment donné, il ne soit pas simplement l'objet de notre attention, mais qu'eux-mêmes s'approprient des choses. Cela veut dire qu'ils s'approprient les choses au point de dire je reste ou je ne reste pas, je reste à Clermont ou je vais ailleurs. Cette dimension rejoint ce que je disais que la dimension du sujet et le fait que pour certains ils sont très jeunes, et que notre rôle d'éducateur est bien de les accompagner dans ce passage un peu chaotique, un peu perturbé vers l'âge adulte et de les aider à faire des choix.

Le dernier point, c'est l'absence de mandat. Nous ne sommes pas une administration, nous n'avons pas de mandat... il n'y a pas un magistrat qui nous a dit de faire cela. Nous le faisons parce que nous sommes une équipe de prévention spécialisée, parce que nous sommes reconnus comme tel, et que cela nous différencie d'un service administratif qui gère la problématique du droit des étrangers. Cela nous différencie du service ou de la cellule MNA (je ne sais pas comment cela s'appelle dans vos départements) qui est pilotée par le conseil départemental, et où, très sincèrement, c'est « le jeu du chat et de la souris » à savoir s'ils sont mineurs ou majeurs. Ce que l'on constate par exemple, c'est que les travailleurs sociaux qui sont dans ces cellules, ne vont pas très bien parce qu'ils sont « tordus » par leur engagement, par leur culture professionnelle et les consignes données par un département sur la question de présomption de majorité, présomption de minorité. Actuellement, dans le Puy-de-Dôme, la cellule MNA a fait valoir son droit de retrait ... En synthèse, l'absence de mandat et le fait de se détacher de cette dimension administrative nous semblent être la bonne posture pour que les éducateurs qui interviennent se sentent libres de faire leur métier d'éducateur.

Autre point, nous ne sommes pas une association bénévole et militante qui palie le manque de prise en charge des collectivités ou de l'État. Nous sommes bien des professionnels, avec une mission de protection de l'enfance, avec une mission de prévention de la marginalisation, et que quand nous spécifions notre intervention, nous le faisons parce que nous connaissons les jeunes sur la base de références professionnelles. Cette dimension nous paraît importante, nous ne dénigrons pas le travail des associations caritatives et militantes, heureusement qu'elles sont là dans cette problématique. Mais, notre position est autre, c'est celle de professionnels qui interviennent dans un cadre avec des référentiels, des pratiques où le travail de l'équipe est extrêmement important. Ne pas travailler seul mais être sous le regard de l'équipe, être sous le regard du service, avoir l'analyse de la pratique professionnelle comme soutien ... Cette dimension fait que, aux côtés des associations caritatives, nous pouvons être soit un relais, soit un soutien. Cette dimension nous paraît importante.

Le travail sur les tiers lieux, dont j'ai parlé tout à l'heure. Pour valider notre problématique « Oui, la prévention spécialisée est adaptée pour intervenir auprès de jeunes migrants », repose aussi sur le fait que la prévention spécialisée est capable de travailler dans les tiers lieux, les squats, les campements. Nous nous sommes posé la question plusieurs fois ... Quand nous y allons, nous sommes professionnels. Si, en tant qu'éducateur, certains ont un engagement personnel et militant associatif chez RESF, Caritas ou autre, c'est une chose. Là, quand nous y allons au nom de l'ADSEA, nous y allons comme des professionnels. Cela veut dire que nous allons nous permettre de remettre un cadre professionnel. Cela veut dire qu'à un moment donné nous allons être en retrait par rapport à des pratiques qui ne nous conviennent pas. Du coup, sur la question du travail dans les tiers lieux, qu'ils soient squats ou campements, en reprenant ce qui avait été dit l'année dernière par François Chobeaux, nous formulons que ce n'est pas le problème de la prévention spécialisée. La réponse que nous pouvons apporter à cela, c'est de dire que nous ne travaillons pas avec les lieux ou ceux qui gèrent ces lieux, mais nous travaillons dans ces lieux. Nous choisissons d'y aller ou pas, nous ne rentrons pas dans les organismes de gestion, dans les règlements intérieurs ou autres, mais si nous ne travaillons pas avec le lieu, nous travaillons bien dans le lieu, au titre que la prévention spécialisée est « dans les lieux où se manifeste le risque de marginalisation ».

Voilà toute la réflexion que nous avons conduite, qui fait qu'à un moment donné, nous essayons d'avoir une intervention fondée reposant sur des leviers et faisant appel à nos fondamentaux, parce que c'est difficile de soutenir que nous allons intervenir auprès de ces jeunes vis-à-vis du Conseil départemental. Nous avons la chance d'avoir des conventions qui ne sont pas suffisamment précises pour nous dire « il faut que vous fassiez cela à telle heure avec tel public », j'ai peur que cela puisse nous arriver un jour et donc nous allons essayer de nous battre contre cela. Nous essayons de nous battre contre cela en nous appuyant sur notre analyse, en disant qu'un public n'en chasse pas un autre, et qu'il faut les considérer comme des jeunes comme les autres. Nous disposons d'un point écoute jeune qui s'appelle l'Écouteille, en centre-ville : pendant de nombreuses années, les collègues ont réussi à maintenir des objectifs autour de la mixité, sur le fait de travailler autour de l'école puisque ce point d'accueil écoute jeune est en centre-ville mais aussi au cœur des deux plus grands lycées et collèges de la ville. Force est de constater malgré tout qu'il a pu y avoir une espèce de « contagion » (entre guillemets). L'idée de travailler comme nous l'avons fait et par la réflexion conduite permet de ne pas (trop) subir cela et de rester vigilants.

Quelles propositions ? Pour rentrer plus dans le terrain (Laure m'avait demandé d'être plus dans la pratique et les collègues ont aussi travaillé là-dessus). Nous ne sommes pas dans une logique de service rendu ou dans une prestation. Toutes les actions qui ont été mises en place par le département et aussi par l'État pour les plus âgés, nous n'y participons pas. Comme je l'ai dit nous n'avons jamais répondu à un appel d'offres, ni à aucun plan, qui ont été mis en place. C'est prendre un risque – un risque mesuré car, comme je vous l'ai dit, nous sommes la seule association de prévention spécialisée sur le département. Cela dit, à Clermont comme ailleurs, d'autres regardent de ce côté et il y a des structures de médiation bien connues qui ont pignon sur rue nationalement qui ont répondu. Cela n'a pas été un franc succès, mais pour nous la position reste ferme : pas de réponse à appel d'offres.

Deuxième point, une des préoccupations que nous avons eues dans le travail de terrain, c'est de lutter contre l'oisiveté de ces jeunes migrants qui, quand ils arrivent, ne connaissent pas l'environnement, n'ont pas les codes, les modes de vie. Il a fallu lutter contre cette oisiveté. Pourquoi ? Parce que d'autres que nous « veillent au grain », avec des intentions qui sont moins louables que celles de la prévention spécialisée. Et donc, à partir du point accueil écoute jeune, mais aussi des équipes qui sont sur les quartiers, il s'agissait d'intégrer ces jeunes dans des actions collectives qui existaient déjà. Là aussi, nous ne regardons pas « MNA ou pas », « mineurs ou pas mineurs, » c'est un jeune qui est connu par l'équipe de prévention spécialisée et un collègue qui dit à un autre qu'il y a peut-être moyen d'accrocher ce jeune. L'objectif est bien de lutter contre l'oisiveté *a priori* et d'éviter le basculement soit dans la radicalisation religieuse, soit de basculer dans la délinquance parce que le fameux proverbe « l'oisiveté, mère de tous les vices » est malheureusement encore actif.

Dans les propositions, il faut prendre en compte ces jeunes avec des problématiques qui sont liées à leur âge. Nous ne nous interdisons pas avec les jeunes que nous accueillons de parler de l'adolescence, de parler du passage à l'âge adulte, de parler de la sexualité, de la contraception, de la prévention sida, enfin tout le travail qui peut être fait par un point écoute jeune ou par des équipes de prévention spécialisée, parce que ce sont aussi des jeunes et c'est bien ce qui a fondé notre logique. Sur cette question, ne pas les aborder que par leur statut, cela veut dire les considérer comme n'importe quel jeune, y compris en étant capable de remettre les pendules à l'heure parce que, dans le point accueil écoute jeune, c'est le bazar. Et, ce n'est pas parce qu'on est MNA qu'on le droit d'arriver et de mettre la table en l'air... C'est comme tous les autres jeunes, nous remettons la table au milieu pour s'asseoir autour et discuter pour avancer. Il s'agit donc d'une prise en charge tout à fait classique, telle que peuvent faire tous les éducateurs de prévention spécialisée, que ce soit dans les quartiers ou dans des points écoute jeune. Malgré tout, nous avons abordé (c'est là où je me retrouve bien dans l'intervention de ce matin) le fait de travailler avec d'autres que nous qui avaient des connaissances sur la dimension culturelle, la dimension interculturelle, parce que ce sont des choses qu'il faut bien appréhender pour mieux accompagner. Quand un jeune fréquente le point accueil écoute jeune va prendre ses repas dans un FJT et qu'il n'a pas les codes, le FJT se tourne vers les éducateurs de prévention spécialisée pour dire que cela se passe mal avec lui. Parfois, il faut juste faire passer des petits seuils. Ce sont des choses qui sont liées peut-être à un manque de références culturelles et sur lesquelles il y a sujet à travailler.

Aure point dans la même perspective, dans le travail quotidien des collègues, c'est la question de la relation à la famille. Peut-être qu'ils sont isolés à Clermont Ferrand,

peut-être qu'ils sont non accompagnés à Clermont Ferrand, pour autant certains ont de la famille en France et le fait d'entretenir ce lien fait partie des choses qui nous paraissent importantes. La relation à la famille est importante, peut-être primordiale. Parfois, c'est « compliqué », mais c'est important. Et puis, il y a la relation à la famille dans le pays d'origine. Ce matin, je crois que la question de la relation à la famille a été très largement expliquée, la relation à la famille, qu'elle soit en France éloignée ou dans le pays d'origine est un élément d'apaisement. Bien sûr, dans la question de la prise en charge individuelle, il y a des choses qui peuvent être beaucoup plus dramatiques et liées à des phénomènes de violence physique, violence morale, violence sexuelle, et avec des troubles relevant de la psychiatrie. Là aussi, l'intervention de ce matin a été éclairante : c'est aussi le travail des éducateurs spécialisés. Ils travaillent avec des jeunes qui viennent d'un pays étranger comme ils peuvent travailler avec une jeune femme victime de violences sexuelles intra-familiales. La question du traumatisme n'est pas la même, mais des éducateurs de prévention spécialisée sont habitués à faire ce travail. Effectivement, nous devons changer les référents, on ne va pas se retourner tout à fait vers le même psychologue, on va travailler avec la dimension interculturelle, mais ces éléments font bien partie du travail au quotidien.

Puisque le temps m'est compté, je vais essayer d'accélérer un peu. Dans les pratiques de terrain, nous avons aussi intégrer les jeunes dans toute la pratique de la prévention spécialisée. Accompagnement individuel, accompagnement collectif, je ne reviens pas. Mais c'est aussi de dire que les équipes de prévention spécialisée ont des actions supports qui relèvent de la culture, du loisir, du sport. L'équipe de basket dont je parlais hier, c'est une équipe de basket. Les jeunes sont issus du quartier de Croix-de-Neyrat, si un ou deux ne sont pas issus du quartier, cela ne se voit pas, ils ont tous le même t-shirt et jouent au basket...

Nous intégrons aussi les jeunes dans des chantiers éducatifs et des chantiers agricoles. Le problème, pour salarier ces jeunes est indéfinissable. Nous sommes donc passé par le système des bourses ... Bon, on est à la limite, on est vraiment à la limite.

Donc ..., intégrer les jeunes dans la pratique de la prévention spécialisée, ça repose sur quoi d'autres Ce sont des jeunes qui traversent nos territoires, et donc à ce titre ils ont droit à toutes les actions supports mises en place par la prévention spécialisée et à l'accompagnement, comme les autres jeunes. Accompagner à la scolarité quand c'est possible, parce que là aussi ce n'est pas parce qu'on est mineur non accompagné, parce qu'on vient d'un pays étranger, que la question de l'école ne se pose pas. Pour les plus jeunes, c'est essentiel, mais aussi pour les plus âgés. On peut être mineur non accompagné ou majeur migrant, et reprendre des études professionnelles, et pas seulement professionnelles. Chez nous (c'est sans doute un cas très particulier), un jeune homme a repris un cycle universitaire.

Nous avons aussi fait le choix de travailler sur la mise en stage et la découverte du monde de l'entreprise. Les référents culturels ne sont pas les mêmes. Nous avons prévu des conventions avec un réseau d'employeurs choisis, militants, avec une couverture de la MAIF. Il a fallu travailler avec la MAIF, le service des étrangers de la préfecture et le conseil départemental. Nous nous sommes appuyé sur une base de réflexion juridique en disant : « si vous n'avez pas de réponse, vous pouvez fonctionner ». Nous avons donc écrit au conseil départemental et à la préfecture qui, au vu de la situation, se sont bien gardés de nous faire une réponse, bien sûr. Et donc aujourd'hui, doucement mais sûrement, nous sommes en mesure, selon les besoins des jeunes, nous pouvons mettre en stage des jeunes dans un réseau très

protégé parce que la notion du risque est quand même extrêmement importante. Un jeune qui tomberait pendant des travaux ou qui casserait du matériel, c'est la responsabilité de l'ADSEA63 et donc la MAIF qui rembourserait... Si on a un accident corporel, on commence à rentrer dans des schémas juridiques et de responsabilité qui sont plus particuliers.

Dernier point, la question de l'hébergement de ces MNA nous pose un souci. En tant que Sauvegarde, nous nous sommes dit que, non pas à partir des établissements, de la MECS ou autres, nous avons quelque chose à travailler autour de l'hébergement de ces jeunes.. L'idée est donc d'avoir une dizaine de places (je rappelle que nous sommes à Clermont...) avec un hébergement piloté par la prévention spécialisée pour des jeunes connus et que l'on rencontre, avec un accompagnement par des éducateurs, dans un hébergement au sein d'une structure sécurisée, et avec un accompagnement psychologique. Ce projet a dans le principe était validé par le conseil départemental, parce que ces deux jeunes sont ceux qui « mettent le bazar » dans les hôtels ou dans les FJT. Nous pensons que s'ils mettent le bazar ce n'est qu'à parce qu'ils sont en difficultés avec les propositions d'hébergement qui leurs sont faites.

En conclusion, ce qui nous paraît important, c'est d'agir et de conduire des missions de prévention spécialisée, et de rester dans ce cadre. C'est ce que nous savons faire. C'est d'avoir un devoir de vigilance nécessitant les temps d'analyse, le temps de recul, pour ne pas stigmatiser, ne pas problématiser autour du statut ou de l'absence de statut, mais bien autour des problématiques de jeunesse (Cf. la démarche clinique). C'est aussi le devoir d'interpellation, porté par l'association, sur les bases d'alertes formulées par les équipes de terrain. Encore dernièrement, parce que les équipes de terrain nous ont fait remonter des éléments liés à des dérives liées à la délinquance et à la prostitution, à des gens qui profitent de la faiblesse pour aller dans la pornographie, nous avons produit un signalement au procureur, signé par la Présidente, la situation telle qu'elle se passait dans les campements. C'est compliqué parce que le retour sur le campement n'a pas été aussi simple, mais ce devoir d'interpellation, nous le faisons porter par l'association pour libérer les collègues de terrain d'une pression qu'ils peuvent avoir. Dernier point, c'est le devoir d'interpellation sur l'inadéquation des réponses, sur l'absence de réponse et sur son incidence sur les personnes concernées. Les jeunes qui ne sont pas pris en charge correctement, s'ils tombent demain dans la délinquance, dans la maladie, il ne faudra pas se demander pourquoi. Nous avons une part de responsabilité, le mouvement associatif doit être capable de porter ce message. Enfin, parce que ce sont des référents qu'on utilise souvent à l'ADSEA du Puy-de-Dôme, c'est de garder à l'esprit la citation de Saint-Ex qui dit : « *Si tu diffères de moi, loin de me léser, tu m'enrichis* ». Voilà ce que j'avais à vous dire en espérant que j'ai été le plus fidèle aux propos des équipes.

Échange avec la salle

Laure Sourmais

Merci Didier. Avez-vous des questions ou des réactions ?

RÉACTION DE LA SALLE

Émeline, éducatrice

Bonjour, Émeline, éduc dans le 92. Merci pour votre intervention, cela fait du bien ! Moi, ce serait plus une réflexion actuelle du moment, vu qu'on est tous ensemble acteurs de la prev'. Moi je m'interroge sur l'instrumentalisation et la dégradation des conditions en prévention spécialisée. Quid de l'importance du positionnement de nos CA dans nos associations, comme vous l'avez évoqué, sur le plan politique parce que nous sommes des acteurs politiques, il faut le rappeler. Mais également nous, acteurs de terrain, on n'est pas des pantins de nos financeurs et des politiques sociales qui semblent amenées sur le moment – MNA, radicalisation, peu importe. On doit se battre pour notre mode d'intervention qui est singulier et adapté, et qui est basé sur notre expertise de terrain. Ce combat, on doit tous l'avoir en ce moment. Et cela se passe dans la rue, notamment à Nantes dernièrement au CNLAPS, avant-hier à Lille, mais aussi ce week-end sur Paris. Je pense que c'est important qu'on se rassemble tous, acteurs de la prévention de France et de Navarre, pour se battre pour nos conditions de travail mais aussi pour nos jeunes, parce que c'est avant tout eux qui vont subir tout ce démantèlement et cette dégradation de la prévention spécialisée. [Applaudissements]

RÉACTION DE LA SALLE

Vincent, éducateur, ADSEA 07

Bonjour, Vincent, je suis éducateur de l'ADSEA 07. Une petite réflexion autour de la question de l'employabilité ou de l'inemployabilité de ces jeunes que vous évoquiez tout à l'heure. Quand vous disiez qu'il y a des choses qui n'iraient pas, sur le bricolage des éduc de prev', une petite remarque me vient. Je pense que ce sont justement des choses que l'on doit écrire et défendre. Retrouver ce côté un peu militant de l'accompagnement dans sa dimension politique de la prévention spécialisée. Le bricolage, c'est sympa d'aller taper un foot avec ces jeunes, mais ils ont d'autres aspirations, et la question qui se pose cruellement, c'est comment les accompagner vers ces aspirations. Je pense qu'on a quand même une responsabilité politique autour de ces questions.

Didier Comte

Sur ces questions, c'est ma position et je n'engage pas forcément l'association que je dirige quand je dis cela. Comment faire évoluer la loi, votre collègue a évoqué une façon de la faire évoluer, c'est-à-dire par un mouvement social. Et puis, il y a un deuxième canal qui est celui du travail parlementaire. Il faut que les associations, à partir de la pratique de terrain, remontée par les DG, les CA etc., interpellent les parlementaires sur l'évolution de la loi. C'est le travail qui a été conduit par certains

d'entre nous dans la salle autour de la mission d'information sur la prévention spécialisée. Malheureusement, on voit bien qu'elle n'est pas inscrite dans les priorités du gouvernement, mais ce travail est foncièrement important. C'est quelque chose qui me tient à cœur parce que je suis DG et donc je ne peux pas appeler à manifester, ce qui serait un peu schizophrénique. Par contre, la part de travail que je peux avoir, c'est celle de travailler dans les réseaux comme la CNAPE, avec le CNLAPS, avec les parlementaires au plan local, avec mes collègues dans un réseau, pour essayer de faire monter cette pression.

Sur la question des solutions de bricolage, je pense qu'il ne faut pas qu'on oublie qu'on aura toujours des bricolages à inventer. Il faut garder ce devoir d'expérimentation et ce « devoir de bricolage ». Cela veut dire qu'il faut travailler dans la confiance, que la prise de risque est maximum.

Après, est-ce qu'il faut écrire ? Sur cette question de l'employabilité des personnes étrangères en France, je pense que oui. Mais je préférerais que ce soit sur la voie parlementaire ... A partir des pratiques de terrain, de l'approche que vous pouvez avoir, de la réflexion que vous pouvez avoir, le fait de nourrir des travaux parlementaires, cela me semble une voie intéressante. C'est un chemin plus long, plus compliqué, sur lequel il faut faire des concessions parce qu'il faut aller voir les élus, tous les élus, de droite et de gauche, parce que si l'on veut faire avancer les choses, ce n'est pas que ceux qui sont d'accord avec nous, c'est qu'il faut aller surtout convaincre ceux qui ne sont pas d'accord avec nous. Et c'est un vrai travail. Je pense que cette question, je disais trivialement tout à l'heure qu'on n'écrit pas parce que la situation est vraiment à la limite, mais je pense qu'il faut que vous portiez cette réflexion en équipe, dans vos associations et que des réseaux comme la CNAPE – il y a un groupe particulier sur la prévention spécialisée –, il faut que ce réseau porte la discussion au niveau national et que vous, au niveau local, soyez dans la relation avec vos administrateurs en leur disant il faut aller voir votre député parce qu'il y a un réseau national avec la CNAPE ou d'autres, mais il y a aussi un réseau local. Cela me paraît une bonne façon de travailler. Par contre, dans la réponse directe, on va devoir rester encore pendant un moment dans la prise de risque et dans le bricolage, j'en ai bien peur.

RÉACTION DE LA SALLE

Une éducatrice

Tout à l'heure, dans les critères que vous avez donnés sur l'arrivée possible de ces jeunes (critères économiques, sociaux, etc.), il me semble que vous avez oublié un critère important, c'est le mandat familial, mandat parental sur la responsabilité pour laquelle on envoie un jeune prendre tous les risques et partir pour essayer d'avoir une vie meilleure, essayer aussi qu'il s'en sorte. Ce mandat pose aussi sur les épaules de ces jeunes une très lourde responsabilité à certains moments, et qu'on peut oublier. Pour moi c'est essentiel aussi.

Didier Comte

Je me suis sans doute mal exprimé parce que j'ai parlé des enfants porteurs d'espoir familial dans les critères familiaux. Je ne l'ai pas formulé en tant que mandat, mais bien sûr, ce critère est très important.

QUESTION DE LA SALLE

Un directeur adjoint d'un service de prévention spécialisée

Bonjour, je suis directeur adjoint d'un service de prévention spécialisée dans le Doubs. J'ai deux questions pour vous. La première, comment vous travaillez avec les services du département ? Les mineurs non accompagnés relèvent de la protection de l'enfance et je n'ai pas entendu parler des services du département. On travaille avec eux et on essaie de co-construire des parcours avec le département et les services dédiés, les dispositifs dédiés au MNA. Parfois, il est vrai qu'ils ont tendance à les oublier parce que la prévention est bien placée et toujours présente, surtout le vendredi ou le week-end. Mais, il y a aussi un autre aspect, c'est la question du travail. En accord avec la DIRECCTE, on a créé un chantier expérimental et les jeunes MNA ont le droit de travailler, leur statut leur permet de travailler sur des chantiers d'insertion. On l'a fait, on a créé le chantier, sauf qu'entre-temps l'Éducation nationale a développé un dispositif dans lequel ils sont obligés d'aller, même s'ils ont plus de seize ans. Cela pose un vrai problème parce que, pour obtenir la régularisation, ils ont besoin d'avoir un contrat de travail, et nous, on leur propose un contrat de travail. Il y a un côté un peu schizophrène de la préfecture qui donne son accord pour qu'ils puissent travailler en amont de la DIRECCTE, puis les oblige ensuite d'aller dans un dispositif de l'Éducation nationale, et ils sont déboutés quand ils ont dix-huit ans... On est donc dans un système un peu fou. On essaie de faire bouger les lignes, ça bouge doucement, mais il faut continuer.

Didier Comte

On travaille avec le conseil départemental, la cellule MNA du département du Puy-de-Dôme. Comme je vous le disais, tous les travailleurs sociaux ont fait valoir leur droit de retrait et sont actuellement en arrêt de travail. Localement (j'espère que ce n'est pas le cas pour vous), j'ai des témoignages divers et variés qui laissent à penser que des départements fonctionnent autrement. La relation avec le conseil départemental est quasi nulle pour dire les choses très clairement. Elle est quasi nulle et elle va le devenir encore plus puisque, il y a une semaine, alors que c'était la fameuse cellule MNA du département qui se chargeait de l'évaluation, les associations locales ayant dit que l'évaluation n'est pas leur problème (on a eu un consensus autour de cela), le département nous a annoncé qu'ils allaient travailler avec une association qui, en quinze jours, garantit de déterminer la majorité ou la minorité. Ce n'est pas notre philosophie, je pense que vous l'avez compris. Les relations avec le conseil départemental vont donc, à mon sens, continuer à se tendre. On a la chance d'avoir un creusot local d'associations caritatives ou d'associations professionnelles qui se mettent un peu en résistance sur des choses comme ça, mais pas que sur les MNA, et nous allons continuer à travailler, en mettant sans doute de la pression. Effectivement, il y a un moment où la pression s'arrêtera avec le financement.

Deuxième point, sur l'accord de la DIRECCTE et le fait de faire travailler des mineurs dans des chantiers, si vous avez bien compris ce que j'ai dit, l'idée pour nous est de dépasser la question du statut. Effectivement, cette piste a été abordée en disant on fait un chantier MNA. Mais à la sortie de ce chantier MNA, on fait quoi ? L'idée pour nous est plutôt de travailler sur le retour vers le droit commun, de dépasser des choses, de trouver des structures qui commencent à connaître le jeune, à expérimenter, et qui sont ensuite dans la possibilité peut-être de faire un contrat de travail. Ce projet a été travaillé avec l'institut des métiers locaux qui s'est dit, à partir

du moment où vous avez repéré des jeunes qui sont dans cette appétence et dans cet objectif, on les intégrera à l'institut des métiers. Je ne sais pas comment ils tournent les choses, mais le directeur de l'institut des métiers et un vieux directeur assez engagé. Mais oui, on est sur « de la tête d'épingle », mais le choix qu'on a fait est plutôt d'accéder au droit commun plutôt que le chantier spécifique car, à l'issue du chantier spécifique, on était un peu bloqué aussi. Après, je pense que toutes les expérimentations sont bonnes, et on arrivera à trouver des solutions plus pérennes à un moment ou un autre. Aujourd'hui, ce n'est pas dans l'air du temps d'expérimenter des chantiers avec des MNA ou d'expérimenter des stages et des entrées en formation dans un CFA pour des jeunes qui ne sont pas d'origine française. On n'est pas bien dans l'air du temps.

RÉACTION DE LA SALLE

Un administrateur d'un club de prévention

Bonjour, Annie LECULE, je suis administrateur d'un club de prévention. Je pensais que les deux interventions qui nous ont été proposées ce matin dans ces deux jours nous amenaient à devoir monter en compétence sur un certain nombre d'axes qui sont celui du diagnostic et du contexte dans lequel on intervient. Effectivement, Clermont Ferrand n'est pas la même réalité que d'autres réalités territoriales, et la question du territoire est fondamentale aujourd'hui parce qu'elle nous pose la question de comment la prévention spécialisée, parce qu'elle est vécue comme une expertise de jeunesse et qu'on vient nous chercher sur cette expertise jeunesse, pour nous amener à résoudre des problèmes sociétaux qui nous mettent dans une situation paradoxale d'aller répondre à des appels à projets ou à des sollicitations, parfois des injonctions, qui questionnent nos identités professionnelles et l'identité éducative. Cela pose la question de l'étirement de la prévention spécialisée qui finit par répondre à des problèmes de sécurité dans les transports, de sécurité à la sortie des collèges, d'un certain nombre d'attentes, et qui dédouane la responsabilité des politiques jeunesse, des politiques d'action sociale, des politiques de prévention spécialisée, parce qu'on tombe de suite sur la question des moyens (vous l'avez évoquée). La question de la formation est posée pour les professionnels. Et, je suis désolée, un éducateur n'est pas un thérapeute, ni une assistante sociale, sinon on va voir avec la réingénierie des diplômés et on va aller vers des situations excessivement complexes dans les années à venir, si on ne s'arc-boute pas sur les missions de la prévention, pas pour la nostalgie de l'arrêté de 72 et de son histoire, mais pour son devenir dans les années à venir, du rôle des travailleurs sociaux dans cette structuration particulière d'une intervention sociale articulée avec d'autres où chacun prend ses responsabilités. Je pense que c'est un enjeu majeur pour demain. [Applaudissements]

Didier Comte

Je partage complètement cette intervention. La montée en compétences me paraît essentielle parce que les problématiques évoluent tout le temps, et forcément, il va falloir monter en compétence. Le point que l'on a abordé, c'est vraiment la question de la démarche clinique. Après, les champs utilisés, que ce soit la psychanalyse, l'analyse systémique, peu importe, la démarche clinique a des principes, elle se met en place, elle se réinterroge. Par exemple, on a été obligé de mettre en place un paquet d'indicateurs. Le contre-pied est de dire que l'on défend la démarche clinique et les indicateurs n'illustrent que ce qu'on a voulu mettre en

place dans la démarche clinique qu'on a mise sur ce territoire. Et on n'a pas les mêmes indicateurs suivant le territoire, le public et l'action. Ce sont des choses qu'il faut défendre. Je pense que les éducateurs peuvent le défendre (et ils doivent le défendre), mais je pense qu'il faut qu'on prenne le relais, c'est-à-dire que l'introduction du rapport d'activité écrite par le chef de service ou le directeur, il doit reprendre cette démarche clinique et ramener des éléments de contrainte. Je pense que dans le contexte où l'on est, il y a encore de la liberté à pouvoir faire de la prévention spécialisée selon les principes de 72. Il y a encore cette liberté. Peut-être qu'un jour il n'y en aura pas ou moins, et qu'il va falloir qu'on apprenne à travailler dans la contrainte. Si on a à travailler dans la contrainte, il y a deux solutions : soit on refuse la contrainte et on ferme, soit on accepte la contrainte et c'est à l'encadrement, associatif et de terrain, de permettre aux équipes de terrain de mieux vivre cette contrainte. C'est déjà ce que l'on fait parce que des contraintes, on en a un paquet sur le financement, sur l'appel d'offres, sur les indicateurs, sur le fait de devoir aller à un comité de pilotage, de suivi etc., et on va dans les instances de la prévention de la délinquance, on nous appelle sur la présentation de la radicalisation. Et je pense pour le coup (peut-être que c'est ma vision de directeur) qu'il y a un rôle extrêmement important de l'encadrement à préserver le plus longtemps possible, les conditions d'exercice de la prévention spécialisée dans ce qu'elles ont de plus purs. S'il y avait des collègues, ils vous diraient que moi aussi je leur fais avaler des couleuvres. Après, c'est la question de quelles sont les intentions et comment on travaille. Pour l'ADSEA du Puy-de-Dôme, ce qu'on a trouvé, c'est d'avoir un projet associatif fort, un projet de service engagé politiquement, et de travailler avec les équipes de terrain en mettant les cadres à contribution, c'est-à-dire qu'on n'envoie pas les éducateurs sur les questions de la radicalisation. Ce sont les chefs de service qui sont présents. Et, ce sont des méthodes qui aident à préserver les choses.

Autre point, sur la question de la montée en compétences, n'oublions pas que nous avons des savoir-faire à l'interne. On peut travailler avec des tiers extérieurs, aller chercher de la compétence à l'externe, c'est nécessaire car il y a des choses qu'on ne sait pas faire et qu'on ne connaît pas. L'intervention de ce matin montre que la lecture psychologique et sociologique nous amène des choses. Penser aussi qu'en interne il y a des compétences et qu'il faut les utiliser. J'y vois deux bénéfices : la montée en compétences et la constitution du corps éducatif (le rôle des pairs). Cela me paraît important. Ce n'est pas forcément les plus anciens qui forment les nouveaux, cela peut être quelqu'un qui s'est spécialisé sur une approche particulière et qui va en faire bénéficier ses collègues. La démarche interne me paraît intéressante. C'est l'histoire de la prévention spécialisée : il y a eu l'autogestion, il y a eu aussi à côté de l'autogestion toute une partie qui était sur « on se forme nous-mêmes, on réfléchit nous-mêmes à nos programmes de formation ». Et, pour la montée en compétences, cela me paraît une piste intéressante. En termes de management, c'est aussi vraiment intéressant dans la constitution du corps des éducateurs spécialisés de prévention spécialisée. [Applaudissements]

RÉACTION DE LA SALLE

Le directeur du service de prévention spécialisée, Sauvegarde de l'Ain

Bonjour, je suis Florian, directeur du service de prévention spécialisée à la Sauvegarde de l'Ain. Je vais dire des bêtises mais il faut que les dise quand même. Je suis un Roumain arrivé en France il y a quatre ans. J'étais déjà dans un conseil

départemental en Roumanie, en charge de l'action sociale et de la protection de l'enfance, donc j'étais dans la position de mener la politique sociale protection de l'enfance du conseil départemental, pouvoir public financeur. Je viens en France en 2014 pour gérer entre autres un service de prévention spécialisée, et je me suis dit que c'est un des outils de la politique sociale du département de la protection de l'enfance d'un conseil départemental qui part d'une analyse de besoin sur un territoire et des moyens qu'on doit mettre en face. Quelle politique sociale ? Quelle politique de protection de l'enfance ? [Applaudissements]

QUESTION DE LA SALLE

Une responsable d'une équipe de prévention spécialisée (conseil départemental 37)

Je suis responsable d'une équipe de prévention spécialisée métropolitaine, du conseil départemental d'Indre-et-Loire. Je voulais juste dire que le fait associatif, on va le défendre et on fait aussi de la prévention spécialisée, on a le même pouvoir politique même si on appartient à l'institution. La recherche de financement est différente mais on a aussi ce pouvoir d'alerte et on fait remonter les choses même si on n'est pas associatif mais institutionnel. J'avais envie de défendre le pouvoir des collègues sur le terrain car il y a quand même dix-sept éducateurs en Indre-et-Loire institutionnalisés et une asso sur le département. Effectivement, l'articulation se fait intelligemment avec l'associatif et on arrive à faire remonter des choses importantes. Sur le MNA, les politiques MNA, on pense ce que l'on veut de la politique MNA d'Indre-et-Loire. Maintenant, il y a quarante accueils de jeunes mineurs au quotidien. La question est prise en charge légalement, bien ou pas, peu importe, des choses sont mises en place. La prévention spécialisée, depuis plusieurs mois déjà, fait aussi remonter l'accueil des 18-21 ou 18-25 qui sont dehors et qui n'ont pas accès au dispositif de droit commun, qui sont là, qui rencontrent la délinquance et qui sont dans des procédures de survie. On fait aussi remonter cela et on travaille autrement sur des constats qui sont propres à nos territoires. Voilà, j'avais juste envie de le dire.

Didier Comte

Je ne sais pas si c'était marqué dans la présentation, mais je connais bien les collectivités territoriales puisque j'y ai passé quelques années à la direction de l'action sociale sur des missions de chef de projet. Et je suivais en particulier la question de la prévention spécialisée. L'idée de mon propos n'est pas de dire que le fait associatif c'est bien et que les collectivités c'est mal. Je n'ai pas de doute que les services métropolisés ou départementalisés puissent intervenir et le fassent avec engagement et des positions éthiques (puisque'il n'y a pas de déontologie) qui se rapprochent et qui sont communes avec le monde associatif. C'est surtout pas l'un versus l'autre, que l'on soit bien clair. Peut-être que je suis un peu chagriné par la relation qu'on a en ce moment avec le conseil départemental du Puy-de-Dôme, c'est un premier élément d'explication. Le deuxième élément, pour avoir été cadre dans une collectivité territoriale, la question du bricolage quand même, je ne suis pas sûr que vous ayez tout à fait les coudées aussi franches que quand je parle du devoir d'expérimentation. Quand j'ai posé la question des stages en entreprise à la MAIF, je me suis retrouvé assez rapidement avec le service juridique de la MAIF qui m'a dit que ce que l'on fait n'est pas possible. Je leur réponds qu'ils sont assureur militant, que je suis organisme militant, et donc qu'il faut trouver un terrain d'entente. Là, je pense que la collectivité n'est pas en mesure de le faire, à moins que vous ayez des élus qui veulent jouer ce jeu. Très sincèrement, j'ai travaillé dans une collectivité pendant un certain nombre d'années avec un président de conseil

général (à l'époque) qui avait dit très clairement quand il a été élu : « Moi, je fais du social, pas du goudron ». Je peux vous assurer que pendant sept ans, à la direction de l'action sociale, on a pu faire des choses géniales et on a pu expérimenter. Alors, ça défrisait les cadres administratifs classiques, mais c'est possible. J'ai bien peur qu'aujourd'hui les élus ne soient pas dans ce type de pratiques, que la complexité de la gestion des collectivités, que les contraintes imposées par les différents accords fassent qu'à un moment donné on est sur du régalien, sur de l'obligatoire, et que ce pouvoir d'expérimentation, vous l'avez un peu moins que nous.

La responsable d'une équipe de prévention spécialisée (conseil départemental 37)

C'est peut-être une spécificité en Indre-et-Loire, mais on n'est pas empêché. On n'a pas les coudées franches mais je n'ai pas l'impression que les collègues sur le terrain au quotidien se sentent empêchés par le fait institutionnel. J'avais juste envie de le dire aussi car c'est important.

Didier Comte

Tant mieux pour eux et tant mieux pour les publics auprès desquels ils interviennent.

LE PUBLIC EN ERRANCE : ENTRE RUPTURE ET RECHERCHE DE LIENS

Laure Sourmais

Nous allons reprendre nos travaux. Après avoir travaillé sur les problématiques des filles hier, sur la question des publics migrants ce matin, nous allons aborder la question des publics précaires et celle de la pauvreté.

Je vais donc laisser la parole à Marie-Odile Sassier, directrice générale de la Sauvegarde d'Ille-et-Vilaine, Bertrand Poences, responsable du service de prévention spécialisée de la Sauvegarde et Antoine Lepeltier et Virginie Salaün, membres de l'équipe d'appui du service de prévention spécialisée.

Ils vont vous présenter leur travail mené avec la chaire de recherche sur la jeunesse de l'École des Hautes Études en Santé publique de Rennes. Je vous laisse la parole.

Marie-Odile Sassier

Merci Laure. Nous avons été sollicités par la CNAPE pour vous présenter un travail qui a été conçu en 2015, mais toujours d'actualité.

Juste un mot sur la Sauvegarde d'Ille-et-Vilaine pour vous dire que c'est une vieille dame, plus vieille que la CNAPE puisque nous avons 80 ans. Cette Sauvegarde s'est construite initialement autour du placement familial spécialisé. C'est en 1963 que l'association a repris une autre association du territoire qui était mono-activité et qui exerçait la prévention spécialisée à Rennes. Le service s'est organisé classiquement comme tous les services de prévention spécialisée, dans des quartiers ciblés sur la ville de Rennes. Et, c'est en 2008, quinze ans plus tard que l'équipe d'appui a été consacrée par le conseil général de l'époque. L'équipe d'appui est non territorialisée, ses objectifs ont été définis comme étant une capacité à faire des diagnostics. C'était pour nous un moyen de mettre en avant cette expertise particulière.

Également, il s'agit de mener des expertises sur les mutations des pratiques des jeunes, et aussi des études thématiques. De l'équipe d'appui, je dirais volontiers d'elle qu'elle est un peu le lanceur d'alerte de notre association. Je ne vais certainement pas vous assommer avec nos valeurs associatives, je pense que nous avons tous à peu près les mêmes. Je voulais juste dire que la participation des personnes accompagnées est un peu une obsession dans notre association, que l'équipe d'appui a cette culture très ancrée en elle, comme toute la prévention spécialisée, que déjà en 2009 lors de notre évaluation interne, grâce à cette équipe d'appui (sans forcément les mêmes personnes), les jeunes étaient présents avec les professionnels. Aussi, c'est en 2014-2015 que l'équipe d'appui a été sollicitée par l'ensemble de l'association par le service de prévention spécialisée lui-même, mais aussi par le placement familial spécialisé en particulier, sur cette question des ruptures multiples qui, amenaient à des ruptures définitives, d'errance, de vie à la rue, pour des jeunes. L'idée étant de faire un peu l'état des lieux en transversal de l'association mais pas que, et de voir comment on pouvait éventuellement trouver quelques solutions à cette problématique spécifique.

Bertrand Poences

Bonjour, nous allons vous restituer une recherche-action dite « coopérative » (et on tient vraiment à ce terme) qui avait trois visées clairement établies quand on a démarré l'action. Cette recherche a duré deux années consécutives (2013-2016). La première de ces trois visées était notre capacité à montrer que la prévention spécialisée a des capacités d'élaboration et de réflexion, mais aussi à faire des propositions d'action et de réflexion à destination du politique. La deuxième visée était une application des publics. La troisième était de donner à voir des parcours de vie de jeunes et non des lectures qui soient trop segmentées de dispositifs.

Nous allons vous présenter un petit micro-trottoir pour vous permettre de vous lancer avec nous dans cette restitution.

[Vidéo du micro-trottoir]

- **« Pourquoi à votre avis, y a-t-il autant de jeunes à la rue ? »**

- **« Ouh, c'est une question difficile ! Parce que je pense qu'il y a beaucoup de... je pense qu'ils sont tous un peu perdus, pour moi, oui... Des problèmes familiaux. Moi d'origine de l'île de La Réunion, jeunes à la rue, il y en a, mais c'est un peu plus rare, parce qu'il y a beaucoup plus facilement accès avec la famille. Maintenant... c'est vrai que c'est une question un peu difficile à répondre. Mais autant de jeunes à la rue comme ça à notre époque, c'est un peu décevant. »**

- **« J'imagine que c'est en partie dû au contexte économique, et puis en partie dû à un manque d'aide et peut-être de formation et d'accompagnement. »**

- **« Bah s'il n'y a pas assez de suivi des parents dès le plus jeune âge jusqu'à une vingtaine d'années, c'est évident qu'il y a beaucoup de jeunes qui se retrouvent sans soutien et sans voie à suivre. »**

- **« Un problème sans doute dans l'éducation aussi, qui laisse des jeunes de côté, et finalement qui se retrouvent sans diplôme ni quoi que ce soit, et ça les empêche de trouver un travail et ils se retrouvent dans la rue. »**

- **« Les difficultés économiques de la France actuellement, voilà. Et les problèmes de formation aussi, je pense. »**

- **« C'est une misère sociale à la base, quoi. Et, c'est plus un souci euh... bah soit c'est des gens qui ont choisi de vivre dans la rue et prendre leur liberté, ou alors ils n'ont pas eu de cadre familial pour leur dire stop. »**

- **« Il y a beaucoup de jeunes qui ne s'entendent pas du tout avec leurs parents, ou les parents qui frappent les enfants. Et certaines personnes ne peuvent pas supporter de rester chez elles, donc elles ne savent pas où aller et elles se retrouvent à la rue. »**

- **« C'est un manque d'emplois, ou... il paraît que ça peut être aussi un choix de leur part, ça m'étonnerait quand même mais... »**

- **« Je ne sais pas si ça dure encore mais pendant longtemps par exemple au niveau du RSA, il n'y avait pas de RSA avant 25 ans, donc... enfin, c'est des conditions qui sont très, très mauvaises pour partir. Et puis euh... voilà ! »**

- **« À mon avis, la période la plus délicate, c'est l'adolescence. S'il y a des bases fragiles, on se retrouve très vite justement à la rue, à essayer de se**

chercher et avoir peut-être des mauvaises fréquentations et perdre un peu le fil de sa vie. Je le vois comme ça, voilà. »

- « Je crois que c'est un problème d'éducation, que les parents, ils prennent pas soin de leurs enfants. C'est ça le problème. »

- « Je ne sais pas, à vrai dire je ne sais pas pourquoi il y a autant de jeunes à la rue. Peut-être parce qu'il n'y a pas assez de travail ? Peut-être ne cherchent-ils pas suffisamment, ou peut-être ils ne sont pas aidés par leurs parents ? Je ne sais pas. »

- « Pourquoi à votre avis y a-t-il autant de jeunes à la rue. »

- « Parce que ce sont tous des branleurs irresponsables qui pensent juste qu'à se défoncer la tête, qui n'ont aucun sens des responsabilités et que sans eux notre monde serait mieux, tout simplement. »

Comme le montre un peu ce petit micro-trottoir, cette recherche vient d'abord de la réflexion et de l'expertise de l'équipe de prév' qui intervient dans le centre-ville de Rennes à destination de publics 16-25 en situation d'errance. Les premières réflexions qui nous ont nourris, ce sont des parcours de vie de jeunes, notamment de jeunes fugueurs des dispositifs de l'aide sociale et de la protection de l'enfance. Pour ce faire, on a donc commencé à réfléchir comment avancer dans notre processus de réflexion, et éventuellement aller vers des réponses. On a donc décidé de constituer une équipe de recherche, un peu atypique, parce qu'on s'est lancé un défi qui n'est pas très simple d'entrée de jeu. D'une part, on avait les éducateurs – vous connaissez un peu le caractère des éducateurs et leur volonté de garder la main –, et de l'autre, des scientifiques qui pouvaient aussi nous donner une caution, des universitaires, des chercheurs. On s'est donc adressé à la chaire jeunesse de l'EHESP de Rennes qui nous a suivis dans cette réflexion. Deux chercheuses doctorantes en sociologie et deux étudiants en master 2 jeunesse nous ont rejoints. Et puis, une fois qu'on avait réuni cette petite équipe, on s'est dit qu'il serait sacrément intéressant de faire participer des jeunes à notre réflexion, d'où l'idée, je dirais même le défi, d'inclure dès le début, des jeunes issus des accompagnements de la prévention spécialisée, notamment de l'équipe du centre-ville de Rennes, et donc des jeunes marginaux. Vous les avez vus dans le petit micro-trottoir, ce sont eux qui sont à la manœuvre pour interviewer. Donc, ces trois réunis, ces co-chercheurs jeunes, on les a qualifiés d'experts d'usage, dans le sens où les difficultés les ont traversés, voire ils sont encore en plein dedans. Il y a une question qui nous cogite aujourd'hui par rapport à ce micro-trottoir et ces vignettes audio/vidéo qu'on vous propose : c'est le droit à l'oubli. Nous pensons que c'est peut-être la dernière fois qu'on les présente. D'une part, parce que certains de ces jeunes ont évolué dans leur parcours de vie. Je ne dis pas que la recherche ne continuera pas à avancer et à s'élaborer, on fera peut-être d'autres supports pour venir la formuler devant vous.

Pour cette équipe, il a donc fallu construire un langage commun. Il a fallu ensemble trouver les bons mots et les bons codes langagiers. La question de recherche a été élaborée ensemble. C'est une recherche-action qui a débuté au sein du service de prévention spécialisée. L'équipe du centre-ville s'est élargie à l'ensemble des

équipes de prév' qui sont territorialisées sur cinq quartiers QPV Rennes. Puis, cela s'est étendu à l'ensemble de la Sauvegarde : le service de placement familial spécialisé, avec toutes les familles d'accueil que cela comporte, un service d'investigation, mais aussi le pôle d'insertion dédié aux personnes à la rue. Puis, progressivement, cette recherche, cette confrontation à, s'est élargie à l'ensemble du département d'Ille-et-Vilaine sur l'ensemble des acteurs jeunesse, scolarité, justice, soins, et ce, à tous les niveaux hiérarchiques possible. Cela a constitué tout un champ méthodologique qui va vous être expliqué par les étudiants et les jeunes, et leur implication sur comment ils ont été inclus dans cette recherche.

[Vidéo]

- « C'est un espace qui bouillonnait, parce qu'on avait cet aspect très dimensionnel. Il y avait l'expertise des jeunes, de leur expérience qu'ils ont vécue dans la rue, ou expérience de rupture, et l'expérience évidemment des universitaires. Je voyais au sein du groupe mes propres professeurs, enfin maîtres, qui étaient là-dedans. Et les professionnels aussi, avec leur expérience. Donc pour moi, c'est caractère riche des regards croisés d'expertise. »

- « La chose la plus positive qu'il peut y avoir dans ce genre d'équipe, c'est vraiment de pouvoir confronter les points de vue, de discuter et de pouvoir aller beaucoup plus loin dans la réflexion. Je pense que ce genre de travail de recherche (surtout pour une recherche), ça nous permet d'aller au-delà des préjugés qu'on pourrait avoir parce qu'évidemment on en a tous, et d'approfondir nos questionnements et de toujours aller beaucoup, beaucoup loin dans les questionnements. »

- « À ce moment-là, je ne pense pas que je m'étais posé les questions, oui, c'est quelque chose pour aider ou quoi que ce soit. Je pense que c'était plutôt pour me libérer un peu de ma conscience tout simplement. Je découvrais un monde complètement nouveau et j'étais complètement perdu. Il a fallu que je parle à ce moment-là tout simplement. Je ne pensais pas que c'était... aller jusqu'à aujourd'hui, quoi. »

- « Je pense qu'à ce moment-là, j'ai surtout voulu le faire pour faire plaisir aux éducateurs parce que bon, j'adore les éducateurs du relais, ils m'ont demandé... et puis, je me suis dit qu'ils pensaient que mon avis serait intéressant, donc je l'ai fait, mais... je n'ai pas du tout de souvenir du but précis. Trois ans, mine de rien, quand t'es dehors, ça passe très vite. »

- « Notre difficulté peut-être, dans une équipe comme celle-là qui est composée de professionnels et de jeunes, c'est peut-être la place que chacun peut avoir et la légitimité que chacun se donne à être dans cette équipe. Le poids que peut avoir, que représente sa parole. »

- « J'avais une espèce de fierté quand même d'être expert en rupture sociale juvénile ! ça me plaisait cette idée d'être « expert » en rupture sociale juvénile, de me dire que mon parcours pouvait servir quand même à quelque chose, quoi, et que je pouvais me servir de ce que j'avais vécu pour orienter certaines décisions ou faire changer certaines choses. »

- « J'ai vu comment les jeunes prenaient de la place au sein de la recherche, et aussi en tant que citoyen au fur et à mesure. Et donc, je me suis dit que, souvent la société les regarde comme des personnes fragilisées

et trop dans cette... comment je pourrais dire... elle stigmatise trop cette population, en fait. Et comme s'ils avaient cette place et non pas une autre. En fait, de voir... de faire tomber cette représentation, ça stigmatise justement, et les faire devenir co-chercheur, de même que je suis devenue co-chercheur au sein de cette équipe et au sein de cette recherche-action. Ça a été pour moi très important en tant que professionnelle, mais aussi en tant que citoyenne, voilà... »

Comme indiqué dans ce rapide tour d'horizon proposé par les deux stagiaires en master 2 jeunesse et quelques jeunes, la démarche a bien été coopérative et conjointe, une méthodologie partagée avec l'ensemble de l'équipe. Et donc, en termes de méthode effectivement, on a eu pas mal d'entretiens de jeunes, mais aussi de professionnels. L'ensemble de l'équipe a participé à la fois à l'élaboration des questionnaires et de la démarche de recherche, mais aussi aux entretiens proprement dits. Il y a un seul espace où les entretiens ont été peu faits par les jeunes co-chercheurs, ce sont notamment les entretiens des jeunes eux-mêmes. C'était la zone la plus compliquée pour eux. Par contre, dans ces binômes ou trinômes d'entretiens, les jeunes sont venus avec nous rencontrer un directeur de CDE, des animateurs sportifs, ou des policiers, ou la justice, le listing vous est proposé là. Cela a été très intéressant parce que nous avions notre langage un peu formaté avec des objectifs un peu définis quand on rencontrait tel ou tel, et quelquefois les jeunes permettaient de décaler le propos ou la question, ce qui permettait d'avoir d'autres formes de réponses. Quand un jeune est face à un éduc de l'ASE ou un responsable d'une MECS ou d'un ITEP, quand il renvoie des questions sur son propre vécu à l'intérieur de cette structure, la portée de la question et de la réponse n'est plus du tout la même non plus.

Nous allons maintenant passer au cœur de la recherche, sur la question des ruptures. Là aussi, nous allons passer une petite vidéo pour illustrer le propos.

[Vidéo]

- « Le premier point de rupture, ça a été avec la scolarité par rapport aux violences qu'il y avait à l'école, les violences scolaires. Du coup, j'ai abandonné mon BEP trois mois avant la fin. Les professeurs m'ont dit que j'aurais pu le passer et que je l'aurais eu facilement, mais j'ai préféré quitter l'école à cause de la violence scolaire, quoi. J'en avais marre depuis le collège, la fin de la primaire, tout le collège et les périodes au lycée, bah je m'en prenais plein la gueule, et du coup ça m'a... L'ambiance et tout, ça m'a... je ne pouvais plus, quoi. »

- « Ma mère m'a eu moi avec un père, et ma sœur avec un autre père. Après, elle a rencontré un mec, elle a eu d'autres mecs entre-temps. Elle a re-rencontré ce mec-là, elle s'est mariée avec, et en fait ce mec-là ne m'aimait pas du tout. Alors, mes 17 ans, je suis resté avec lui et il me dénigrait. En fin de compte, le jour de mes 17 ans, il a su que, en fait on pouvait faire un papier comme quoi si mon père signait et ma mère signait, bah il pouvait me jarter à 17 ans. Ma mère a signé parce qu'elle se faisait frapper dessus (elle était obligée), et mon père, bah il est inconnu alors il a signé à sa place, et ils m'ont jarté. »

- « Bah elle était droguée, mon père n'avait pas forcément de taf ni d'appart, donc j'ai été placé directement, histoire qu'elle puisse... enfin, qu'il puisse avoir une situation pour m'avoir. Entre-temps, elle a réglé la situation mais mon petit-frère est apparu. Je suis revenu chez elle, j'avais 5 ans. Et, je ne me rappelle pas grand-chose de mes 5 à 8 ans, mais à partir de mes 8 ans, je sais que ma mère a déraillé, en fait. J'ai fini par prendre des coups, elle a fini par avoir une éducation vachement stricte avec moi parce qu'elle ne voulait pas que j'échoue à l'école, au point que j'ai fini par avoir deux doigts cassés parce que je ne faisais pas les devoirs correctement. J'ai subi des trucs, j'aurais pas pensé subir ça d'une mère. À 10 ans, il y a eu un placement en foyer parce que j'avais tellement de bleus sur la tête qu'à l'école ils s'en sont rendu compte et c'est des collègues élèves à moi qui sont partis voir mon prof pour le prévenir, et lui a fait les choses bien, heureusement. J'ai fini placé en foyer, et là, ça m'a fait un soulagement parce que je ne voyais plus ma mère. Même si j'y allais les week-ends, la semaine je respirais. Puis, bah bon, déjà il faut savoir aussi que ma mère a un travail de prostituée, ce qui n'arrange rien du tout dans la vie d'un gosse. »

- « J'ai été placé à 5 ans et demi en fait parce que mes parents sont alcooliques. Du coup, ma grand-mère a demandé le placement en foyer famille d'accueil. J'étais dans une famille d'accueil pendant sept ans, elle me battait, ça ne s'était pas très bien passé. Du coup après, j'ai fini en foyer. J'ai fait plusieurs structures de foyer, et à 18 ans j'ai dit stop, j'ai eu mon diplôme et j'ai dit stop, j'ai pris mon appart et voilà. »

- « J'ai fait de la famille d'accueil, ils m'ont traité comme un esclave pendant un an et huit mois. C'est-à-dire que je me levais à 6 heures du matin et je ne me couchais pas tant qu'ils n'étaient pas couchés. » - « Tu faisais quoi ? » - « Bah je ramassais les bols, je curais les chevaux... désolé... je curais les chevaux, je ramassais les bottes de paille... je faisais toute la merde. »

- « Je disais aux structures de l'ASE tout ce qui se passait en famille d'accueil. En fait, ma famille d'accueil passait dans le bureau après moi, et du coup elle contraignait tout ce que je disais. C'était une famille qui, ça faisait X années qu'elle était... voilà... »

- « Vu que j'ai déménagé de mes 10 ans à mes 17 ans tous les, genre, trois à six mois, je n'ai pas eu d'année fixe, en fait. C'est ça aussi qui m'a perturbé, parce que quand je rentrais à l'école, soit j'étais plus grand, soit j'étais plus petit, et puis je n'étais pas dans le truc de classe et j'arrivais pas à m'intégrer. Souvent, je me réfugiais dans ma carcasse et hop le premier qui bronchait, je voulais lui casser la gueule ! »

- « Du coup, je suis parti de l'école et là ça a commencé à faire la rupture avec mes parents du coup, qui n'étaient pas en accord avec cette décision. C'était un des premiers points de rupture qui, après, m'ont amené à me disputer beaucoup avec mes parents parce que du coup je ne faisais plus rien. Ils ont fini par me mettre dehors. Et là, premier squat, j'ai pris un chien, j'ai commencé à prendre de la drogue, l'héroïne. Je suis tombé dans l'héroïne. Avec le chien, je me suis bloqué au niveau de la rue, je n'avais plus accès au logement, plus accès à beaucoup d'aides, et donc ça m'a coincé dehors. Et même si mes parents ont fait plusieurs tentatives pour me reprendre, comme j'étais dans la drogue, ça n'a jamais fonctionné. »

- « Bah je ne sais pas, j'étais déjà quelqu'un de très dur, parce qu'après la famille d'accueil du coup je n'avais plus le droit de sortir en famille d'accueil, enfin pas le droit de sortir. Je ne connaissais même pas ce que c'était un MacDo, un ciné, une piscine. Du coup, en foyer j'ai commencé à faire des fugues, à picoler, à fumer, à être violent parce que du coup je me suis lâché après la famille d'accueil. »

- « Maintenant, il y a des choses que je comprends mieux parce que j'ai eu des crises cette année et je me suis fait diagnostiquer schizophrène. Du coup, c'est quelque chose qui se mettait en place petit à petit durant mon adolescence et que je n'ai pas remarqué, que les drogues ont camouflé. Du coup, il y a beaucoup de choses qui sont dues à un enfermement, un repli sur soi, des difficultés à être avec les gens, de la paranoïa, des choses qui se sont installées petit à petit qui n'étaient pas décelables forcément, et que je comprends maintenant a posteriori. »

- « Il y a quatre ans, j'ai quitté ma copine, et du coup elle m'a viré de l'appart. J'ai perdu du coup mon travail et je me suis retrouvé à la rue avec mes deux chiens. »

- « À 18 ans, je suis sorti du foyer, puis après ça a été la rue, la rue, la rue, la rue... J'ai essayé de bosser un petit peu, mais voilà après toujours les questions de mon enfance qui n'étaient pas résolues et ça empêche d'avancer au final... »

Virginie Salaün

Comme vous avez pu l'entendre dans ces témoignages, on a pu identifier différents lieux de rupture dans leur parcours, notamment le premier qui concerne les ruptures familiales, soit dès la prime enfance avec un placement très précoce et un parcours de carences qui vient fragiliser le lien de filiation, soit plus tardivement. Dans les témoignages et les entretiens avec les jeunes, certains, à 18 ans, sont à la porte de chez eux, ou la claquent pour un désir de liberté (comme vous pouvez l'entendre dans votre quotidien professionnel) car ils pensent que tout ira mieux. D'autres vont rester mais il n'y a plus de relations avec les parents. Également, une autre rupture est celle du parcours scolaire qui est souvent chaotique, avec des décrochages précoces, ou des jeunes qui, très rapidement, ont des comportements qualifiés d'inadaptés, des retards fréquents, qui vont être virés pour X ou Y raisons, qui ne rentrent pas dans les attentes de l'Éducation nationale. Ou aussi, ils vont être mis dans des voies de garage et souvent des formations subies et non choisies. Certains vont être dans des formations professionnelles, mais du fait de leur parcours de vie, en raison des modes de vie ou de certaines consommations de psychotropes ou de carences, vont souffrir de fragilités psychologiques voire psychiatriques, ou même de maladies organiques qui vont fragiliser encore plus leur parcours. C'est aussi la question des ruptures sentimentales dans les relations, qu'elles soient amoureuses ou amicales. Dans les choix qu'ils vont faire, ils vont surinvestir ces relations. Quand il y a une rupture, c'est très violent et cela engendre des cassures sur lesquelles cela va être encore plus compliqué. Par ailleurs, la quatrième rupture qu'on a pu identifier, c'est

dans l'accompagnement socio-éducatif. Les ruptures pour les jeunes qui ont eu des parcours tels que la protection de l'enfance ou en ITEP, dans des familles d'accueil, et qui, on l'entend souvent, mettent à mal les placements, ou qui ne tiennent pas, dans le je-taime-moi-non-plus.

À travers cela, on a identifié deux typologies de rupture. L'objectif était de viser et d'éclairer les interactions entre les logiques des jeunes d'un côté et les pratiques professionnelles. La première, c'était la rupture dans la dépendance. On avait identifié le profil des jeunes qui étaient fragilisés par le lien de filiation. C'est plus dans les ruptures familiales, des jeunes qui sont placés très précocement, et pour lesquels la relation à la famille est compliquée, même s'ils sont toujours dans le rêve de cette idéalisation. « *Ça ira mieux, j'y retourne* », alors qu'on sait très bien que quand ils y vont, au bout de quelques jours, si ce n'est quelques heures, le conflit est tel qu'ils partent. Justement dans une période comme Noël, il y en avait beaucoup dans le centre-ville qui repartaient en se disant « *C'est Noël, tout va bien dans le meilleur des mondes* », et finalement cela ne se passe pas bien du tout. La question du lien va être complexifiée pour ces jeunes avec des fragilités psychiques qui, du fait de troubles, de qui l'œuf ou la poule (c'est toute la complexité), soit de par leur parcours, soit de par des pathologies.

C'est aussi dans la relation à l'aide sociale. Ils savent adapter le discours aux éducateurs. Ils viennent avec un discours tout fait, mais généralement c'est un peu plus complexe derrière. La difficulté est de pouvoir les accrocher à des choses qui leur parlent vraiment, qui correspondent à leurs attentes. Des jeunes tributaires des professionnels. Quand on dit cela, on pense à des jeunes que l'on voit très régulièrement, qui sont aussi dans la recherche de l'adulte. Ils vont venir raconter leurs actes délictueux pour se faire engueuler, pour raconter leurs histoires de la veille dans leur squat. L'institution est pour eux un repère dans leur parcours institutionnel. Certains n'ont connu que cela en tant que lien et repère à l'adulte.

Par ailleurs, c'est le contexte professionnel contraignant. Dans les paradoxes de l'injonction à l'insertion, c'est toute la complexité de ces jeunes fragilisés, alors qu'ils ont le droit à l'échec. On a des exigences énormes face aux jeunes fragilisés. Les jeunes restent de plus en plus longtemps chez leurs parents, dans des études qui sont parfois longues pour espérer avoir un emploi qui répond à leurs attentes. Pour les jeunes qui ont eu un parcours institutionnel, il faut que dès 18 ans ils fassent des choix, en plus sur des cursus de formation courts, parce que le contrat jeune majeur jusqu'à 21 ans est contraignant. Du coup, ce sont des jeunes qui mettent en échec la relation d'aide parce que, pour eux souvent, ils existent à travers cette capacité à mettre en échec. En tout cas, c'est comme cela qu'ils la peuvent maîtriser. Cette situation peut frustrer les professionnels que nous sommes pour des jeunes qu'on va parfois qualifier d'incassables parce qu'ils viennent, ils repartent, il y a des rendez-vous, ils ne sont pas là, il faut relancer. Dans beaucoup d'endroits, la question de l'échec de ne pas venir à des rendez-vous met en difficulté leurs possibilités de pouvoir rentrer dans des cursus.

Du coup, la question était quelle trajectoire de sortie pour ces jeunes et comment les accompagner ? Une des trajectoires qui peut être choisie concerne les jeunes en errance. Les ressorts ne sont pas les mêmes dans la possibilité d'accompagnement. Ils vont subir ou choisir suivant les discours et se retrouver à la rue. Ce sont souvent des jeunes de familles souvent défavorisées, aussi bien sur le plan financier que culturel. Quand ils arrivent à la rue, leur capacité pour pouvoir compenser et continuer à exister va être dans la relation au monde de la rue. Quand on parlait de lien interpersonnel, on se rend compte qu'ils sont souvent ensemble, ils partagent des heures entières, et pour autant ils ne se connaissent pas. Ils partagent les galères du quotidien pour pouvoir survivre. Des fois, c'est pour faire la manche parce que sinon c'est trop compliqué. C'est de prendre des produits pour pouvoir dormir et ne pas se faire dépouiller (là, je reprends leur discours et notre expérience), et pour autant il y a très peu de liens d'amitié ou de couple. Quand ils sont en couple, c'est aussi souvent pour se protéger parce qu'il y a la peur de l'isolement et la peur de se faire agresser, le besoin aussi de protection qui est souvent verbalisé par les jeunes filles qui se mettent très rapidement en couple. La communauté de vie, c'est dans la reconnaissance et la protection en marge. L'avenir, c'est dans les groupes dans lesquels ils s'identifient, même s'ils trouvent aussi dans les squats « les tox aiment pas les alcoolos », des discours que vous devez aussi entendre. C'est aussi les clivages, on entendait ce matin parler des mineurs non accompagnés, c'est aussi une catégorie qui est très compliquée parce qu'il y a un gros clivage, et généralement le vivre ensemble est très compliqué (pour ne pas dire antinomique pour certains). Du coup, ce besoin de se revendiquer marginaux, sans avoir pour autant les codes – comme on pouvait avoir les punks à un moment, avec la crête et la tenue pour exister –, il n'y a pas de discours politique derrière, pas d'appartenance, même en termes de musique, enfin tous les codes ayant trait à ces communautés.

Du coup, les sous-cultures déviantes, c'est cette vie dans la rue, subie ou choisie. Dans le discours, on a entendu des jeunes qui l'avaient choisie, qui trouvaient que, contrairement à leur parcours de vie, ce qui se passait dans la rue était moins violent que ce qu'ils avaient pu vivre en foyer ou dans les familles d'accueil (c'est parfois violent pour les travailleurs sociaux). Pour autant, on se rend compte que c'est plutôt subi à défaut de, pour un temps donné, et souvent ils le disent eux-mêmes. C'est une période de black-out où c'est tellement compliqué pour eux qu'ils préfèrent avoir ce discours. Par ailleurs, c'est l'opposition au modèle des services d'insertion, cette envie de pouvoir exister en ayant au moins ce discours de contre-système sans pour autant être armé, et dans la majorité des jeunes, sans être politisés.

Par rapport à la relation à l'aide sociale, ils arrivent parfois à la rupture parce qu'ils ne savent plus comment faire. Ils ont l'impression d'être contraints. Contrairement à ce qu'on espère en tant que les travailleurs sociaux pensant avoir travaillé à l'accès à l'autonomie, ils se sont sentis enfermés. Ils ont ce besoin de liberté où ils pensent qu'ils vont pouvoir se débrouiller tout seuls, « on va trouver un boulot », « on va rencontrer un mec (ou une nana) et on va faire notre vie, tout ira bien ». C'est aussi ce besoin de rêver, de pouvoir se débrouiller seul, et de ne plus être dépendant d'un système, notamment de travailleurs sociaux.

Pour la deuxième partie, nous allons vous montrer une vidéo pour faire la transition sur la question des liens.

[Vidéo]

- « Les liens, je dirais que les liens qui vraiment se créent, c'est avec les personnes qui sont dans la même situation. Après, il y a des liens passagers qui s'effectuent avec des gens qui font la manche, enfin des gens qu'on rencontre en faisant la manche. Moi je sais que j'ai rencontré quand je faisais la manche en Suisse, j'ai rencontré un couple de Suisses qui maintenant sont mes amis, qui m'ont beaucoup aidé, qui m'ont permis de venir en Bretagne en me payant le billet de train, ils m'ont même payé un ordinateur, ils m'ont vraiment beaucoup aidé, je les ai encore au téléphone, j'attends un colis là, ils m'ont envoyé un bouquin et deux ou trois trucs. Il y a des liens comme ça qui se créent avec des personnes extérieures. Mais la plupart des liens sont avec les gens de la rue. »

- « Déjà, je ne peux pas dire que c'est vraiment des amitiés les gens de la rue. C'est plus de l'entraide et du soutien moral et psychologique. Du coup, ils vivent la même situation que nous. Ils ont aussi des chiens, on s'entraide pour les croquettes. Là par exemple, je fais garder mes chiens et mes affaires le temps que je suis ici. »

- « Après, des appartements comme Le Logis, je pense qu'il devrait y en avoir plus parce que c'est vraiment un super tremplin. Il m'a fallu deux ans de Logis quand même, parce que bon bah j'ai eu des problèmes de santé et tout ça, il a fallu que j'arrête les drogues et tout. Mais ils m'ont pris comme j'étais, ils m'ont pris avec mes consommations, sachant qu'il allait y avoir des problèmes. Ils m'ont pris avec mon chien et je les remercie beaucoup parce qu'ils m'ont pris vraiment comme j'étais. En ayant l'appartement, ça m'a permis d'arrêter les drogues, qu'il y a certains endroits où on demande aux gens d'abord d'arrêter, de venir sans problème et ce n'est pas possible. Ce n'est pas possible de venir sans problème. Là, ils m'ont pris avec mes problèmes et m'ont laissé le temps – c'est ça qui est important – de résoudre mes problèmes, sans me mettre de pression, et ce côté-là c'était génial. Ça m'a permis vraiment d'arrêter, sans qu'il y ait quelqu'un constamment sur mon dos. Il y avait une visite une fois par mois quoi, sinon on me laissait vivre ma vie. Voilà, c'est... Logis, c'est vraiment bien, c'est une bonne structure, il devrait y en avoir plus des comme ça. »

- « On m'a donné la possibilité de faire une formation, c'était avec la mission locale à ce moment-là. Du coup, j'ai fait une formation d'insertion professionnelle. À ce moment-là, j'habitais en squat et tout ça. Du coup, où j'allais là-bas, j'avais un revenu. Du coup, pour trouver des stages et monter un projet professionnel. Du coup, en quelques mois ça s'est fait et tout ça, et au fur et à mesure que j'avance dans ma formation, on m'a donné la possibilité d'avoir une assistante sociale au Logis. »

- **« Je suis tombé sur des éducateurs vraiment super, qui ont pris le temps de m'écouter, qui prenaient le temps de discuter. Il y en avait des fois ils levaient la voix, mais en fait ça ne sert à rien d'élever la voix parce que je gueulais toujours plus fort, ça ne servait strictement à rien. Du coup, plus j'ai grandi et plus ils ont compris qu'il fallait parler avec moi et, voilà. »**
- **« Il y a des liens qui se forgent avec des éducateurs de rue, qui sont importants. Après, ça ne devient pas des amis, ça reste des éducateurs de rue, quoi. »**
- **« Vu qu'ils étaient là après ma formation, constamment derrière moi pour m'aider, pour savoir comment ça allait et ainsi de suite. Les profs d'insertion sont là aussi pour soutenir, je pense qu'il n'y a pas ça partout. »**
- **« Alors moi je sais que pour ma part en tout cas il y a une distance parce que c'est leur travail, ce n'est pas du volontariat qu'ils font, c'est leur boulot. Donc quelque part... il y a forcément une distance qui se crée parce que c'est un travail. »**
- **« Quand le foyer m'a mis dehors, t'as un éducateur qui s'appelle Laurent, avec qui bon j'ai joué au poker, j'ai passé des week-ends avec lui, vachement bien, et qui a été le premier à me dire va vers là-bas, va voir au centre d'accueil. Il est sorti du foyer discrètement pour me donner des couvertures, pour me donner à manger. Il était plus investi que les autres éducateurs qui me disaient voilà, tu pars, et qui me regardaient faire mon sac et qui me laissaient partir comme ça, quoi... Des fois les éducateurs, à trop voir des jeunes avec des problèmes comme ça, et à trop faire face à des situations comme ça, ils perdent leur côté humain en fait envers les jeunes. Et il y a très peu d'éducateurs qui sont vraiment à l'écoute des jeunes, je trouve. »**

Antoine Lepeltier

Je vais aborder la question de la quête de lien des jeunes. Avant, je ferai une petite précision. Le Logis a beaucoup été cité, c'est un dispositif de la Sauvegarde qui compte une vingtaine de logements. Certains ont de petits appartements, certains en FJT, avec une travailleuse sociale CISF qui accueille les jeunes, comme ils disent, « avec leurs problèmes ». Cela tient beaucoup de la personnalité de cette collègue qui est très présente et très maternante auprès des jeunes, et qui leur laisse le temps – certains jeunes ont pu passer un an, voire deux ans au Logis, avant d'accéder à un autre logement autonome. On leur laisse le temps de régler leurs problèmes avant de passer à autre chose.

Donc, sur la question de la quête des liens, on a noté une forte volonté de reconstruction de lien avec la famille. Virginie le disait tout à l'heure, c'est le moment des fêtes où on essaie de retourner dans la famille et on revient souvent déçu. Il y a les moments clés de la vie, des jeunes qui ont eu des enfants... J'ai le souvenir dernièrement d'un gars qui a appelé son fils Gabriel pour faire plaisir à son père qui

était fan de Johnny, et il s'est pris dans la tronche qu'il était incapable d'élever un gosse... Ils reviennent nous balancer tout cela au local. En tout cas, ils vont essayer de compenser ces cicatrices avec une forte volonté de construction de liens sociaux. C'est pour cela qu'on a fait le choix de faire de la prév'. On fait de la rue mais on a aussi un lieu d'accueil qui sert un peu de lieu sécurisé pour construire du lien social. Et là, on constate (ils nous le disent) qu'il y a un fort investissement des liens sociaux : on est super pote très vite mais ça devient des liens très étouffants, et ce côté étouffant fragilise les liens qui ne tiennent pas beaucoup dans la durée.

Ce sont souvent des jeunes qui étaient considérés comme des « patates chaudes » dans les structures, les foyers, les familles d'accueil. « *Celui-là, tu me le prends et je te prendrai cet autre-là, et on s'arrange comme ça* ». Ils le ressentent fortement, ils en ont pleinement conscience et ils ont pu exprimer la difficulté que cela a pu être pour eux de se construire comme ça. L'impact identitaire a donc été plutôt très fort et plutôt négatif.

Sinon, sur le lien aux travailleurs sociaux, on a entendu parler des petits cailloux qu'on sème. C'est très bien et on le fait au quotidien, sauf que les cailloux ne sont pas faciles à digérer. On a tendance, nous les éducateurs, on a des injonctions, on veut que cela aille vite, et, ce qu'ils nous expriment, c'est « *laissez-moi le temps, j'ai besoin un peu de moments où je me pose, où je réfléchis à ce qui m'arrive* », et cela peut prendre quelques mois, voire quelques années, mais « *accordez-moi ce temps-là* ».

La rue peut donc paraître un peu comme cet espace où on peut prendre ce temps pour se poser, pour réfléchir sur sa vie, ses galères, sans avoir un éducateur qui me dit « *quel est ton projet ? où t'en es ? où tu vas ?* », et souvent ils ont envie de dire « *J'en sais rien, laisse-moi tranquille* ».

Nous sommes aussi allés interroger les professionnels qu'on a appelé « artisans du lien », pour voir comment ils pouvaient bricoler ce lien avec les jeunes. La première réponse qu'on a eue, c'était de raccrocher à une logique de projet. En tant que travailleurs sociaux, je pense qu'on en mange, des projets, c'est notre indicateur d'efficacité par excellence. Mais, si on ne parvient pas ou qu'on n'a pas la possibilité de l'adapter, ou du moins de le modérer en fonction du jeune, toujours dans ce côté injonction, on va souvent à l'échec. Il faut donc prendre le temps de l'adaptation, et le temps, c'est souvent ce qui nous manque.

On avait aussi un autre principe qui était de renforcer les compétences psychosociales. Le côté « care », le côté maternant qu'on a souvent opposé pendant longtemps car « *cela ne fait pas pro* », « *c'est plutôt pour les bénévoles* », « *c'est pas notre 'came'* ». Aujourd'hui, on commence à en entendre parler. On entend parler de « juste proximité » plutôt que de distance dans la relation d'aide. Cela commence à s'intégrer chez les professionnels, ce qui est plutôt positif.

Ensuite, dernier principe d'intervention, c'est s'adapter aux jeunes. C'est peut-être là que vous allez vous retrouver en tant qu'éducateur de prév'. C'est d'être là, savoir être un repère sécurisant, prendre le temps, sans sortir de suite le catalogue des dispositifs « *C'est quoi ta problématique et je vais t'orienter par-là* ». C'est plutôt « On est là, on

peut t'accueillir, et quand tu seras prêt, tu nous diras ». Par ailleurs, comme on a pu l'entendre ce matin, ce n'est pas forcément quelque chose qui va être facile vu le contexte au regard des financements car on a quand même une pression, et le bricolage c'est ce qu'on fait beaucoup. Dans le quotidien, quand on parle entre nous, on parle de « bricolage ». Personnellement, je suis en formation de DEIS (diplôme d'État en ingénierie sociale), ça pète bien mais si cela pouvait être « Diplôme d'État en bricolage social », ce serait plus pertinent à mon avis. Ce qui marche le mieux, c'est le bricolage entre nous, l'interconnaissance, la relation de confiance plutôt que les grandes étapes.

Nous allons passer une vidéo sur les préconisations, sur ce que les jeunes proposent.

[Vidéo]

- **« Bah les foyers d'hébergement déjà, vu que j'ai trois chiens, je ne peux pas y aller. Donc l'hiver, je dors dehors parce que du coup ils n'acceptent pas les chiens, ou pas plus de deux chiens, donc c'est pas possible. »**

- **« Les accueils de nuit, on dirait des parcmètres. Tu passes, tu es pris, bon tu manges etc., mais... ça dépanne etc., mais de façon les horaires ne sont pas forcément adaptables aux gens. Moi qui ai un diplôme de cuisinier par exemple, si je veux partir en cuisine, c'est les horaires où moi à 7 heures du matin je dors encore, je récupère du soir où j'ai travaillé, et donc je ne peux pas sortir comme ils le demandent. Et à 18 h 30 je ne peux pas rentrer vu que c'est l'heure à laquelle je vais embaucher. »**

- **« Il pourrait y avoir, ouais, des locaux ou des trucs pour qu'on puisse mettre nos chiens, comme je sais pas, pareil pour les abriter aussi. Quand je vois trois cages pour les chiens, t'en as qu'une qui est abritée. Et puis bon, avec toutes les maladies et les machins, tous les gens qui passent, c'est pas terrible. Du coup je ne vais plus là-bas. »**

- **« Après, les instituts, ici sur Rennes par exemple, avoir un projet solide, vraiment pouvoir payer un loyer dans certains cas et ce n'est pas à la portée de tout le monde. Bon là heureusement, je vais sur mes 25 ans, donc je vais pouvoir avoir le droit au RSA, mais genre les autres années, j'avais absolument rien. J'avais pas droit au chômage, va trouver un emploi quand t'es cuisinier et que t'es dehors, que tu ne peux pas prendre de douche, tu peux pas être hygiénique correctement, t'es forcément bloqué. Donc, je n'ai pas obtenu les aides que je voulais auprès des centres que j'ai vus ici, en fait. »**

- **« Moi c'est à partir de l'adolescence, quand on arrive au collège et tout ça. C'est à ce moment là qu'on devrait pouvoir sensibiliser les jeunes pour l'avenir. Vu que moi j'ai pas eu des informations, que j'ai dû trouver par moi-même après, avec mon expérience. Du coup, ce qui est dommage, vu que je pense que c'est à partir du collège où on commence à avoir des décisions, à vouloir les choses, à se préparer pour l'avenir et non pas à partir du lycée. Moi, je suis parti dès la quatrième, je savais ce que je voulais faire,**

mais je ne savais pas ce que ça allait devenir. Et on n'a pas forcément les infos qu'on veut, tout simplement. Il faut pouvoir les choper un peu partout. Mais pour ceux qui ont personne, qui ont des problèmes dans leur famille, ça va être vachement compliqué. »

- « Après, je pense que peut-être mettre en place des éducateurs spécialisés dans le domaine des adolescences prolongées, j'ai envie de dire. Je sais pas, on voit à la télé des trucs comme... comment ça s'appelle déjà... Pascal, le grand frère, des choses comme ça, mais pas télévisées, tu vois, le même genre de chose mais pas télévisée quoi, tu vois ? Faire appel à des personnes extérieures, en fait. Mes parents n'ont jamais fait appel à des personnes extérieures comme ça, des éducateurs ou quoi. Peut-être que ça aurait mérité, ouais. »

- « Des accompagnateurs qui puissent nous aider dans les démarches, ou genre nous appuyer quoi. Moi j'arrive au truc pour faire la déclaration d'impôts, à chaque fois ils m'envoient chier, il faut que j'aie à faire un autre papier, un autre machin, un truc. Que s'il y a un adulte, enfin un adulte plus adulte que moi, enfin je sais pas comment on dit, peut-être que ça les énerverait un petit peu ou... parce que moi, ils rigolent, ils m'envoient chier, tu vois, ils ne me prennent pas au sérieux ou ils me font valdinguer partout, enfin c'est perdre patience quoi. Du coup, j'ai tout lâché les papiers, quoi. »

- « Le mieux dans cette situation, ce serait vraiment de pouvoir en parler à quelqu'un qui serait vraiment là pour écouter, qui puisse vraiment aider la personne à avancer quoi, et pas juste dire comme tout le monde « Vous allez vous inscrire à Pôle Emploi, vous allez vous inscrire là-bas etc. ». Genre, on n'est pas débile, on sait que c'est le genre de choses qu'on doit faire. Ce qu'on a besoin, c'est juste d'un côté humain. Plus on va laisser passer de temps après la rupture, et plus ça va être dur de se relever. Il faut vraiment gérer les choses réellement et aller vers quelqu'un qui sera prêt à être là quoi, sinon on peut finir comme beaucoup à ne pas réussir à t'en sortir quoi. Et je pense que ce serait dommage. »

Bertrand Poences

Comme je le disais, une des trois visées de cette recherche-action coopérative était aussi de tenter de trouver des réponses. On vous propose donc quelques pistes de réflexion qui vont peut-être vous paraître saugrenues, vous, acteurs de la prévention spécialisée notamment, mais qui sont aussi à destination de l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance. Notamment, c'est de permettre le droit à l'erreur à ces publics qui ont eu des parcours de vie très compliqués. Nous tous ici permettons à nos enfants dans leur propre parcours de vie, de faire des expériences compliquées et négatives, et on les accepte, on les accompagne. Et pour ces jeunes, leur parcours est beaucoup plus compliqué et on n'accepte très peu ce droit à l'erreur.

Ce que l'on met aussi en évidence, on leur demande souvent de faire des contrats, notamment un APJM, contrat d'insertion, contrat de ceci ou de cela. Nous, on parle plutôt de l'idée de pacte. Le pacte symbolise aussi une interaction positive entre un adulte référent et un jeune qui suit un parcours. Effectivement, cela peut être symbolique de le présenter comme cela, mais quelquefois, face à des jeunes qui sont récalcitrants au cadre de l'intervention notamment, le pacte semble intéressant, au moins pour débiter une relation de confiance.

Ce que l'on met aussi en évidence, c'est de privilégier la notion d'émancipation. Rentrer dans des cases, rentrer dans des dispositifs, on est plutôt dans l'idée dire qu'il faut accompagner le jeune dans ce qu'il est, dans ce qu'il construit et dans ce qu'il apporte, dans ses compétences et ses capacités. Pour le coup, on est sur des volontés émancipatrices et non d'insertion.

Il faut aussi prendre en compte l'environnement élargi du jeune. Effectivement, c'est sa communauté, ses lieux d'appartenance. À défaut d'avoir des familles équilibrantes et équilibrées, c'est aussi de trouver autour de lui d'autres supports qui lui permettent d'avancer.

Ensuite, un référent transversal. Cela peut être à la fois ambigu et difficile à entendre. Cela veut dire aussi qu'une mémoire existe et que c'est elle qui fait trace. En même temps, les jeunes nous aussi parfois dit qu'ils en avaient marre de se raconter pour avoir un ticket resto, une place en hébergement, et se « refoutre à poil » à chaque fois (comme ils nous disent) devant chacun, se dire et se redire, se raconter et se re-raconter. Se re-raconter, c'est aussi revenir dans sa propre difficulté de son parcours de vie. Mais, c'est extrêmement ambigu car cela veut dire qui traîne le boulet de cette information.

Dernière réflexion qu'on se faisait aussi (on entend un des jeunes le dire plus ou moins), dans les parcours de formation des travailleurs sociaux, on a beaucoup prôné la distance éducative, pas trop d'affect, etc. Il faut peut-être aussi ramener du sens et du relationnel dans les formations de travailleurs sociaux aujourd'hui.

Marie-Odile Sassier

Au-delà de notre propre association, nous avons connu un moment extrêmement important qui a été la restitution de cette recherche avec des jeunes. Fabienne Quiriau nous a accompagnés pour cette restitution, et on peut vraiment dire que ce fut un point extrêmement important de rencontre de l'ensemble des partenaires du département. Cela a permis d'avoir des prolongements. L'université (le département de crimino) a demandé une intervention sur cette question. Les SEDAS (ce qui équivaut à des circonscriptions dans d'autres départements) ont aussi appelé l'équipe pour en entendre parler. Et puis, quelque chose qui a été très important pour nous, c'est l'observatoire départemental de la protection de l'enfance qui a demandé à ce que l'on vienne pour parler de tout cela. Cela nourrit aujourd'hui le comité de pilotage de l'observatoire.

Et puis, nous avons, avec l'organisme de formation Askoria, signé une convention qui prévoit un travail commun sur l'introduction (pas très joli comme terme) des usagers dans la formation. C'est compliqué à faire avancer, je ne vous le cache pas, mais c'est déjà acté comme un point de travail nécessaire entre notre association (et pourquoi pas d'autres) et Askoria.

En interne, nous nous sommes emparés de trois préconisations que nous travaillons en groupes transversaux sur l'ensemble de nos services. La première, c'est la création d'un accueil bas-seuil. Vous l'avez compris, c'est un endroit où l'on peut mettre les jeunes en protection pendant 72 heures de façon inconditionnelle, de manière à créer un début de lien, et surtout de leur permettre de se poser. L'idée est en train d'avancer très clairement dans les têtes du département. Je viens d'être sollicitée par un responsable de la protection de l'enfance et un responsable du CDE. Le deuxième projet, c'est la création d'un accueil accompagné parents/enfant. L'idée est d'offrir une tranche de vie en commun parents/enfant pour qu'ils vérifient ensemble le possible ou l'impossible du retour en famille d'accueil. On a tout un tas de jeunes placés qui idéalisent totalement les parents et qui sont en conflit de loyauté permanent avec la famille d'accueil parce qu'ils pensent que leur place est chez les parents. Cette expérimentation à un moment donné de la vie, d'une tranche de vie de façon un peu régulière sur plusieurs week-ends etc., avec leurs parents, leur permettrait, et nous permettrait, soit de dire que c'est possible et qu'il faut aller plus loin, soit de dire que non, ce n'est pas possible, et il faut faire et permettre ce deuil. Et puis, le troisième chantier qui a beaucoup de mal à se mettre en place en termes de concrétisation, c'est l'idée de ce référent transversal au sein même de notre association. C'est très compliqué, très difficile. On ne sait pas trop comment s'y prendre. On a des idées d'outils mais honnêtement ça patine.

Juste pour finir, nous avons un nouveau président depuis juin (il était administrateur précédemment) qui a souhaité faire une feuille de route pour l'association pour 2019-2019. Et fort de l'expérience qui a été faite avec cette recherche sur cette implication des jeunes, il a demandé que tous les acteurs de l'association se mobilise autour de la réflexion que l'on doit mener, sur comment mettre en place la pair-aidance dans notre association, comment on peut introduire, et à quel niveau, des usagers (on va aussi essayer d'arrêter de parler d'usagers), des personnes accompagnées pour construire nos projets. [Applaudissements]

Échange avec la salle

QUESTION DE LA SALLE

Un éducateur

Je vous avais promis une question... Concernant les jeunes qui ont été interviewés et qui ont travaillé dans cette recherche-action, j'aurais voulu savoir, vu qu'ils ont été extrêmement investis, valorisés, qu'est-ce qui se passe une fois que ça s'arrête ?

Bertrand Poences

Il y a autant de situations que de jeunes. Pour certains, ils ont trouvé une copine, acheté un camion pour aller dans le Sud et ça va plutôt bien. Un autre a trouvé du boulot et il est dans un logement, ça va pas mal. Un autre s'est enfoncé dans des problèmes d'addiction, et là ça va beaucoup moins bien. Et puis, un autre vit dans les bois du côté du centre Bretagne ça va pas mal, c'est un choix de vie.

RÉACTION DE LA SALLE

Fabienne Quiriau

Déjà, merci pour ce travail. C'est vrai que ce fut aussi un temps fort pour moi. Je témoigne de ce grand moment avec ces jeunes qui étaient présents ce jour-là. Et de voir que le prolongement se fait encore, c'est une grande satisfaction.

Pour ma part, j'ai une requête. Quand il est mis de permettre « le droit à l'erreur » (je crois que c'est formulé comme cela), ce n'est pas une erreur pour moi. C'est tout simplement un changement de voie, un changement de projet, un changement d'idée, comme tous les autres jeunes qui peuvent à un moment donné prendre une voie, changer d'avis, changer d'idée. Ce droit à l'erreur me fait toujours réagir, comme si, encore une fois, on ne les autorisait pas à pouvoir envisager de changer.

RÉACTION DE LA SALLE

La directrice du centre ressources de la prévention spécialisée du Nord

Je suis Marie-Pierre Cauwet, directrice du centre ressources de la prévention spécialisée du département du Nord. J'ai été fort intéressée par votre restitution car nous-mêmes avons mené une étude en partant sur la question de l'attachement en interrogeant directement des jeunes (et non les éducateurs de ce qu'ils pensent du lien d'attachement des jeunes) sur ce qui avait fait attachement aux éducateurs de prévention spécialisée. Il est clair qu'il y avait un lien d'attachement. C'était le fait qu'il y avait une continuité. Ils pouvaient faire parfois des séjours en établissement d'hébergement, voire en établissement pénitentiaire, dans la rue ou ailleurs, mais ils savaient qu'à un moment ou un autre, ils pouvaient reprendre contact avec leur éducateur qui serait toujours là (ou quelqu'un de la structure).

C'était ce qui comptait énormément pour eux dans la continuité, et pas forcément la continuité de se voir tous les jours. C'était le fait de pouvoir compter pour quelqu'un. C'est quelque chose qui est ressorti de manière très importante à tel point que des jeunes ont dit « *l'éducateur compte pour moi, que quand je ne le voyais plus, je me posais des questions : est-ce qu'il était malade, etc.* ». Par exemple, certains ont dit (ils ne parlent pas de présence sociale, c'est notre jargon) : « *Je savais qu'eux-mêmes allaient dans la rue, donc si je voulais quand même recroiser quelqu'un, j'allais faire un tour là-bas, je voyais que c'était lui et j'y allais, et si ce n'était pas lui, je demandais où il était, et du coup j'avais des nouvelles de l'éducateur, je savais qu'il s'était marié ou qu'il avait des enfants* ». Il y a donc vraiment une forme d'attachement sécurisant qui a permis, en tout cas pour ces jeunes à l'adolescence, de faire un travail de réflexivité sur leur propre parcours. D'ailleurs, on le voit à travers les propos du film, leur capacité de réflexion sur leur propre parcours qui est quand même extraordinaire. Ils trouvaient que c'étaient les éducateurs de prévention qui apportaient ça parce qu'ils étaient moins en prise avec les injonctions de projet, de ranger sa chambre quand on est en internat etc. Voilà, je trouve qu'il serait intéressant que l'on puisse valoriser davantage la prévention spécialisée à travers les propos des experts d'usage. Voilà, ce n'était pas une question mais plutôt une complémentarité.

Bertrand Poences

On vous rejoint sur le lien. On a tous des téléphones portables et ils ont donc nos numéros professionnels, mais on utilise aussi pas mal les réseaux sociaux où ce sont les anciens jeunes qui viennent donner des nouvelles. À la base, on pensait les utiliser pour dire quand on organisait une sortie, pour le quotidien, et en fin de compte ce sont les anciens jeunes qui viennent donner des nouvelles.

Laure Sourmais

Je vais devoir mettre fin à cette table ronde. Je vous remercie beaucoup pour votre intervention. [Applaudissements] Je vais inviter les trois personnes suivantes pour la dernière table ronde.

PAEJ ET PRÉVENTION SPÉCIALISÉE : DES COMPLÉMENTARITÉS POUR LES PUBLICS LES PLUS EN DIFFICULTÉ

Laure Sourmais

Nous allons clôturer nos échanges sur les publics les plus vulnérables en pointant la complémentarité entre les Points Accueil Ecoute Jeunes et la prévention spécialisée.

Je vais laisser la parole à Roland Février, administrateur de l'association nationale des PAEJ ; Florian Pena, directeur du service de prévention spécialisée de l'ADSEA de l'Ain et Régis Mellet, coordinateur du PAEJ de l'ADSEA de l'Ain. Messieurs, je vous laisse la parole.

Roland Février

Juste en introduction, ce n'est pas tellement une parole mais des témoignages de jeunes tournés il y a quatre ans à l'occasion d'un événement qu'on avait organisé pour les 20 ans du PAEJ Chocolat chaud et des rencontres du réseau Jeunes en errance que nous avons accueilli à Bourg-en-Bresse.

Les jeunes qui ont participé et témoigné à ce film étaient, bien sûr, d'accord de le faire, et ils ont aussi participé aux journées du réseau Jeunes en errance.

[Projection du film]

- « Chocolat chaud... C'est marrant, qu'est-ce que c'est Chocolat chaud ? Bon bah on est allé voir avec les copains ! Une fois, deux fois, trois, dix, deux cents, huit mille fois... Ah ! on peut plus se passer, le mercredi c'est fermé, mince ! Eh oui, le mercredi il n'y avait pas le bon petit-déjeuner, il n'y avait pas les gens qui étaient là pour t'écouter, te mettre à l'aise pour commencer la journée, te demander qu'est-ce que t'as fait hier, avec un intérêt... te mettre bien, te mettre bien le matin. Et puis aller en ville, et à me dire que... bah j'ai bien déjeuné, j'ai pris ma douche, demain je récupère mon linge qui est propre. Ah ! Ah bah c'est cool, je peux aller faire mon petit jonglage, parce que du coup j'ai appris le jonglage. Ça m'a aussi permis d'être bien, ça. Parce que j'imagine un matin sans déjeuner à Chocolat chaud, peut-être que tu suis les autres, tu aimes bien l'alcool... et les autres qui aussi ont besoin de plus peut-être qu'une écoute, qu'ont besoin de démarches administratives, besoin d'être rassurés. Si jamais il y a un éducateur qui vient me trouver dans la rue, il me dit « T'aurais besoin d'une CMU, il faut aller voir une assistante sociale », humm... je n'y serai pas allé ! Mais elle était là, à prendre le petit-déjeuner avec nous ! Et une règle importante : on ne parle pas des absents ! »

- « Moi je suis arrivé dans la rue en 89 tout de suite après mon armée, puisque j'ai quand même fait l'armée, à l'époque c'était obligatoire. Donc je suis arrivé dans la rue en 89 et je me suis sorti de la rue en 2003. J'ai fait des études en prison. J'ai une maîtrise, une licence et un doctorat. Donc, des préjugés des gens, je trouve ça un peu dommage, ils passent à côté de beaucoup de choses. Il n'y a pas que des gens qui s'en foutent et qui ne veulent rien faire de leur vie dans la rue. Il y a aussi des gens qui ont eu des accidents de parcours et qui ont un vrai problème de réadaptation. Et Choc' chaud, ça sert à ça, quoi. Sans Choc' chaud je ne serais pas du tout l'homme que je suis devenu, quoi. À l'heure actuelle, on est en 2014, j'ai mon entreprise, je possède huit Jaguar, je suis chauffeur. Pendant huit ans, j'ai été taxi. J'ai toujours eu la crête mais... sans Choc' chaud, peut-être j'aurais mal tourné, quoi. On allait le matin pour prendre le petit-déjeuner, histoire aussi de communiquer, savoir ce qu'on pouvait faire dans la journée, discuter aussi avec des éducateurs parce que bah souvent on rencontrait des obstacles sur notre parcours comme la drogue ou l'alcool. Donc ça nous aidait aussi à faire le point. C'est quand même familial ici, ça l'a toujours été. Moi je n'ai plus droit de venir depuis des années et pourtant chaque année je viens pour souhaiter la bonne année ou faire chier un peu les éducateurs... Pour chaque personne, l'histoire est différente, mais voilà, il y a pas que des gens qui foutent rien dans la rue quoi. J'ai connu ici des travailleurs qui travaillaient par exemple au café du théâtre et qui dormaient dehors parce qu'on n'avait pas de possibilité de logement, voilà. Après voilà, c'est mon histoire, il y en a d'autres. Parce qu'on peut être dehors et soi-disant libre, mais en fait on n'est pas libre, on est cloîtré. L'emprisonnement, c'est ce qu'on fait nous de l'emprisonnement. Du moment où on dit non à quelqu'un, c'est aussi un emprisonnement. Donc moi je leur dirais plutôt de venir quand même pousser la porte, avoir au moins ce courage-là, et après ils verront ce qui les intéresse quoi. Ils vont voir d'autres jeunes qui sont dans le même cas qu'eux. Ils vont s'apercevoir qu'ils ne sont pas isolés quoi, que ce n'est pas des cas isolés. Et puis des possibilités de faire des démarches administratives qui sont pas... enfin tout le monde ne connaît pas les lois, ne serait-ce sur le logement ou même le droit des soins et ainsi de suite. Et Choc' chaud ça sert à ça aussi. C'est comme si c'est mes grands frères quoi, un peu ça... »

- « Au début, il y avait les copains, ils venaient ici souvent et j'avais pas trop envie de venir parce que pour moi ici c'était vraiment le truc pour les clochards. J'étais jeune et j'osais pas... pour moi, je me sentais pas comme ça et je voulais pas non plus rentrer trop dans ce système, dans cette façon d'être en fait. Et un jour entre deux squats galère, mes potes ils m'ont dit 'mais si, allez viens, tu verras, ça sera bien, ils sont sympas, tu pourras prendre ta douche et tout'. Et je me suis décidé à venir. Puis c'est vrai que super accueillants, ils me donnent envie de revenir tous les matins ! (Rire) Ils nous donnent un petit papier, on note notre petit nom ou notre surnom. Ils

nous obligent pas à donner nos vrais prénoms. S'il y a besoin, on peut même rester anonyme. Ce que j'ai aimé aussi ici, dès le début ils nous imposent quand même certaines règles qui font qu'il n'y a pas de débordement. Celle que je préfère, c'est de ne pas parler des absents, c'est ma préférée celle-là, ouais... elle devrait être appliquée partout ! (Rire) Quand j'ai décidé de me réveiller, ils m'ont aidé à faire les démarches pour pouvoir trouver le logement, aller voir les associations et les organismes nécessaires. Ils ont toujours été présents si j'avais besoin de parler ou quoi que ce soit. Ils ont toujours été là quoi. Si j'aurais quelque chose à dire aux citoyens de la France par rapport à ce genre d'associations, c'est qu'il ne faut pas fermer les portes à ça, et au contraire il faut plus en ouvrir parce que ça apporte beaucoup aux jeunes. Le fait qu'il y ait Choc' chaud, au moins ils sont là le matin, ils vont aider à trouver des chambres au foyer, voire des formations, ça va empêcher ces jeunes de traîner dans la rue plus qu'autre chose, quoi. Aujourd'hui si je viens ici, c'est parce que ça me fait plaisir de venir et que ça me fait plaisir de les voir, donner des nouvelles de temps en temps, et puis même si jamais donner des conseils aux petits jeunes qui sont là des fois s'il y a quoi que ce soit, des questions, avec plaisir, on peut très bien y répondre aussi nous. C'est surtout aussi pour aller les voir de temps en temps et leur donner des nouvelles. Puis je sais que ça leur fait plaisir aussi ! »

- « Alors l'activité de Choc' chaud, par rapport à mon expérience à moi personnellement, ça a été surtout dans l'orientation. Les éducateurs connaissent bien la vie associative de Bourg-en-Bresse, ils sont en relation avec tout ce qui est cohésion sociale à Bourg, donc c'est facile pour eux de les orienter vers tel ou tel organisme pour soit retrouver du travail ou une formation. Quand on hésite des fois à aller soit à Pôle Emploi ou voir une assistante sociale, ou des médecins si on a besoin, bah Choc' chaud il y a tout. C'est simple, c'est accessible. C'est plus convivial aussi. C'est plus facile de passer par Choc' chaud, oui. Quand on est jeune, qu'on hésite un peu, qu'on a un peu de mal à faire les démarches, les gens ici nous aident, clairement. Donc moi, ils m'ont redonné envie de retrouver du travail et de faire ma vie comme tout le monde en fait. Des fois on a des petits coups de mou et Choc' chaud ils sont là juste pour donner le petit coup de pouce. On a tous un talent particulier, sauf qu'on ne sait pas l'exploiter, c'est tout simplement ça. Choc' chaud, ils savent déceler les talents des gens, et savent les faire développer, tout simplement. Il y a l'espoir à Choc' chaud... À Choc' chaud, il y a de l'espoir bien sûr. Donc après, les gens changent. C'est rare qu'une personne qui vient à Choc' chaud ne fait rien derrière. Ça arrive hein, ils sont leurs stats, je ne les connais pas, mais c'est rare que les gens derrière n'évoluent pas, ça c'est sûr. »

- « Un café, deux madeleines, un petit déj'... On est avec d'autres gens comme nous. Et puis, l'écoute, enfin voilà, l'écoute c'est déjà bien quoi. Et puis l'hygiène, la douche, les machines à laver, du coup ça dépanne bien. Même les démarches, téléphoner pour les papiers... parce qu'il y a une

assistante sociale aussi, Madame Viernont est une assistante sociale, elle m'a beaucoup aidé ! Voilà. Franchement, s'il n'y avait pas ça, ce serait la merde quoi. Après, c'est toi qui veux avancer ou pas, quoi. Mais ouais, déjà de se laver c'est important, au moins tu as quelque chose dans le ventre parce que tu te gaves de madeleines ici, voilà quoi ! Mais le plus important, c'est la convivialité. Ce n'est pas tout le monde qui peut faire ce métier quoi. Enfin, je connais d'autres éducateurs, ils ne sont pas comme ça, enfin, on est un peu une famille quoi. Et.. ouais, ça s'est toujours bien passé. Toujours bien passé. Ils sont bien patients des fois. Mais là ils ont plus trop le même public, en fait. C'est plus des gens qui vivent en squat. Nous, on vivait en squat et tout, c'est pas pareil. Là, ça s'est élargi un peu le public de Choc' chaud, je pense. Avant c'était vraiment plus centré sur les gens de la rue, et maintenant je vois des p'tits jeunes qui ne sont pas de la rue, qui... voilà... Parce qu'avant il y a des gens qui n'osaient même pas y aller ici, quoi. Ils disaient « non, je vais pas là-bas, t'es malade ! ». Même des gens de quartier qui viennent, avant ils ne venaient pas dans les trucs comme ça. Après moi personnellement, c'est par conviction aussi. J'ai des convictions et j'ai pas envie de, voilà. Il y en a d'autres qui sont perdus, qui sont là parce qu'ils sont en errance quoi, mais je les respecte autant quoi, je ne vais pas les juger. Je ne vais pas les juger... »

- « J'étais à la rue, j'avais pas de travail, je ne savais pas trop où j'étais, je voyais plus mes parents, enfin voilà un peu galère quoi. Et du coup, bah, c'est un endroit où on pouvait se sentir bien, venir boire le café, prendre des douches, laver notre linge, discuter avec les éducateurs, rencontrer des gens. Et ça faisait un point de rencontre aussi entre tous ces gens de la rue qui savaient pas trop où aller. Donc, ils nous aident à nous orienter, comme si c'était chez papa maman quoi, où tu seras tranquille, tu trouveras des gens, tu peux te poser, t'auras chaud, tu pourras boire un café. Tu trouveras des gens pour t'aider qui vont pas te juger, qui vont pas te demander d'aller trouver du travail demain obligatoirement, parce que si t'as d'autres problèmes dans ta tête à régler d'abord avant de trouver du travail, ils t'aideront à les régler. Donc voilà... un bel appui, voilà. C'est plein d'amour, non c'est une autre famille, en fait. C'est comme si c'était un lien pour moi entre des jeunes qui ont perdu leur famille ou alors que la famille ne soutient plus parce qu'ils n'ont pas pris le chemin que la famille aurait aimé qu'ils prennent. Je pense qu'on arrive sur terre, on a les attentes de nos parents, les attentes de la société qui ne sont pas forcément les nôtres au départ, et donc on est un peu tiraillé par tout ça. On est censé devenir quelqu'un en ce monde et en fait on se perd complètement parce qu'on n'arrive pas à devenir cette personne qui tout le monde voudrait qu'on soit. Et du coup, on se perd, on peut se droguer, on peut faire n'importe quoi ou boire des canons, et puis s'oublier de plus en plus pour enterrer qui on est vraiment, parce qu'en fait on n'arrive pas à la retrouver. Et moi, grâce à Choc' chaud et... bien sûr il faut que chacun ait envie de s'en sortir vraiment à l'intérieur,

mais ça t'apporte une aide pour trouver qui t'es vraiment et envie d'être toi, tout simplement. Je vous fais une petite chanson ? Je vous fais une petite chanson que j'ai écrite après avoir arrêté un peu de fréquenter Choc' chaud, et je me dis que ça fait partie aussi de cette chanson... (Elle joue de la guitare) 'Laisse en pousse d'un être de lumière, ou plutôt que sa résurrection, car en ça cette âme errait dans les bas-fonds sinistres de ce monde moderne. Celui qui tente de te domestiquer depuis le début de cette incarnation... Mais non, cette âme c'est une guerrière, une résistante, ils ne pourront pas la faire taire... Après avoir lutté longuement, elle commence à avoir apparaître le soleil. Elle voit l'amour dans chaque instant et sa vie devient enfin facile et paisible. Elle n'y aurait pas cru avant, pourtant si, elle est heureuse, profitant du moment présent. Cessons de se rendre malheureuse, il faut te dépasser, non pas te dépenser dans les pensées inutiles et perverses qui t'emmènent à l'inverse de ce que tu recherches. De ce que tu recherches... Mais qu'est-ce que tu cherches au fond ? Arrête, tu vas finir par péter les plombs ! Dans la vie, il faut pas chercher. Arrêtez de trop gamberger... Tout est en toi, tu vas trouver, tout est en toi, tu vas trouver ! ' Voilà, merci, je vous aime ! (Rire) »

- « On vous aime. Je vous aime Choc' chaud. Rolland, Régis, Virginie, toute la clique. Merci, voilà. Merci pour tout. »

- « Vive Chocolat chaud ! »

[Applaudissements]

Florian Pena

Vous l'avez un peu compris, Chocolat chaud, le seul du département de l'Ain (il faut le dire aussi), est porté et intégré dans le service de prév'. Mais ce n'est pas toute l'équipe, il n'y a que deux professionnels de l'équipe de prévention spécialisée qui participent aux accueils de Chocolat chaud. Donc, imaginez-vous un étranger qui vient et qui dise « Attends, prévention spécialisée, c'est aller vers, c'est dans la rue, c'est là où il y a les jeunes, c'est quoi ce truc Chocolat chaud où on attend que les jeunes viennent ? Ils ne vont pas venir ! ». Pourtant, ils viennent. Au début, je me suis aussi posé un peu ces questions. Je venais de loin, je ne savais pas exactement ce que c'était Chocolat chaud, un PAEJ. Des questions un peu naïves. Je me suis dit qu'il devait y avoir des points communs entre les deux types de réponse – la prévention spécialisée (aller vers, rencontrer le public là où il est) et la structure d'accueil où les jeunes doivent venir tout seuls, pas de mandat. Entre ces deux types de réponse, il y a aussi des différences et des complémentarités.

Je vais poser les points communs au niveau des publics parce que c'est la porte d'entrée. C'est le public qu'on accueille, que ce soit sur le quartier ou en PAEJ, c'est comment on accueille la parole. Il y a aussi la temporalité avec le jeune. Le temps comme dans sa globalité, ne pas juger. Poser sans imposer. Pour moi, ce sont des outils, des principes communs entre la prévention spécialisée et le point accueil Chocolat chaud.

Au niveau historique, il me semble que les deux types de réponse – prév' / PAEJ – viennent des besoins repérés sur des territoires spécifiques et sont des réponses très

finies. Je ne pense pas qu'il y ait beaucoup de structures qui peuvent réagir de telle manière. Dans la plupart des institutions, c'est tel type de public et donc dans telle case. Toute cette partie du début de la prév' et de point accueil écoute jeunes venait d'une lecture du territoire et des réponses qui s'étaient vraiment adaptées au public. Après, il y avait un deuxième point commun, c'était le développement des deux types de réponse. La prévention spécialisée a marqué l'histoire du social en France. Beaucoup de structures et de dispositifs sont issues des bricolages de prévention spécialisée. Il y a eu un développement de la prév', mais aussi des PAEJ en France. On arrive au troisième point commun qui, pour moi, est un paradoxe. Après une histoire d'une prévention spécialisée, après des années de travail de capitalisation, de professionnalisation des réponses, on arrive dans une situation, pour les deux types de réponse où elles se contractent de plus en plus. Je me pose bien évidemment la question, je me dis que ce sont quand même des réponses très anciennes. La prévention spécialisée a commencé après la guerre, le bénévolat, puis la professionnalisation etc., est-ce qu'on est face à des réponses qui sont anachroniques et qui ne sont plus en phase avec les besoins du public ? Je n'ai pas trop l'impression quand même. Au PAEJ, depuis deux ou trois ans, on est sur une augmentation des passages. Nous étions à 7-8 passages par accueil et aujourd'hui on arrive à une moyenne d'environ 12 jeunes. Donc, je me pose la question, si des jeunes viennent, cela veut dire qu'on répond quand même à quelque chose.

Donc, je ne pense pas que nous soyons en déphasage avec le public, mais avec quelque chose. C'est peut-être la temporalité du jeune qui n'est pas la même avec celle de certaines institutions ? Là, on est peut-être en déphasage parce qu'on est sur une temporalité qui n'est pas tout à fait la même que certains financeurs et/ou décideurs. C'est vraiment un travail de longue haleine d'expliquer, de réexpliquer, avec certains qui comprennent et d'autres qui ne comprennent pas, certains qui comprennent mieux que moi. En même temps, je pense qu'on a besoin de la prévention spécialisée et qu'on peut poser un cadre comme ce qui s'était passé avec le cahier des charges des PAEJ, reconnu et validé par l'État. Je ne parle pas d'un cadre de la prévention spécialisée qui restreint la capacité de bricolage. Je parle d'un cadre qui pose les principes et qui renforce la prévention spécialisée dans sa capacité de bricoler et d'expérimenter.

Roland Février

On est en 1992 et c'est une équipe de prévention spécialisée à Bourg-en-Bresse. Donc, une prévention spécialisée intervenant sur des quartiers bien définis, avec à l'époque les études de besoins et des choses comme ça. Une prévention spécialisée bien définie, reconnue pour le boulot fait sur les quartiers, mais je dirais en échec à travailler sur la prévention de la marginalisation, en échec à accueillir les jeunes les plus en difficulté. Ceux que l'on croisait un peu par hasard dans la rue ou au centre-ville, les zonards, les keupons. Mais évidemment, on était coincé sur les quartiers, il n'y avait pas d'équipe de centre-ville. À l'époque, à Clermont ça bossait sur gare et centre-ville, mais on n'avait pas cela sur Bourg. Il faut se souvenir quand même que l'offre de prévention spécialisée, dans un monde associatif en pleine idéologie du contrat éducatif, des droits et devoirs, du devoir d'insertion, ne pouvait en rien concerner ces jeunes qui, par choix ou par défaut, avaient fait le pari de ne rien devoir à personne et de rejeter les modes d'insertion standard. Alors, au nom de la non-institutionnalisation, nous avons fait la proposition de travailler autrement, pour un certain public au moins. Là aussi, à l'époque le RMI était en place, pleine euphorie, surtout que les gens adhèrent au « I » (« Insertion »). Ce qui est paradoxal,

alors qu'il y avait le RMI, s'ouvraient au même moment les boutiques solidarité Emmaüs, c'est-à-dire des espèces de stations-service où les gens pouvaient venir. On mettait en place un outil généraliste pour répondre à tous, et on voyait que certains échappaient à cela. Il y avait quand même besoin d'une réponse autre, hors contrat.

Nous avons donc révisé à la baisse les ambitions éducatives, afin de miser sur le lien. Cela fait un peu gros mais vous avez entendu parler des notions de « ça fait famille » etc., c'est du lien. Nous avons ouvert selon une lecture qui nous a été proposée, un accueil à haut-seuil de tolérance. Chacun est accueilli comme il se présente, et surtout, point n'est besoin de projet. Autant vous dire que cette proposition n'a pas été accueillie d'emblée par les partenaires institutionnels, mais ils ont accepté le pari et c'est quand même un pari renouvelé depuis vingt ans (c'est pas mal...), sous la forme de ce qui est devenu aujourd'hui le point d'accueil écoute jeunes Choc' chaud (Choc' chaud pour les intimes). Déjà à l'époque, était posée une question qui revient encore de manière récurrente. Mais enfin, deux lieux différents sur un même territoire visant un public en difficulté, est-ce que ce n'est pas redondant, est-ce que ça ne va pas faire double emploi ? Vous savez qu'aujourd'hui la tendance va plutôt du côté du guichet unique. Mais, l'expérience combinée de Choc' chaud et de la prévention spécialisée montre qu'à l'inverse de faire double emploi, cela permet d'accueillir un public autre, à la condition expresse que soient articulées les actions du PAEJ et de la prévention spécialisée.

Donc, la prévention spécialisée continue de développer de nouvelles réponses en s'adaptant aux réalités du moment. On a suivi un peu (vous pensez bien, depuis 1992) de nouvelles réponses, chantiers éducatifs, appels à projets, enfin tout ce bazar. Et, le PAEJ, de son côté, a pu faire une offre complémentaire concernant tout jeune en rupture quel que soit son territoire, que soit son quartier d'origine, quelle que soit sa problématique ou ses futurs choix de vie. Ce qui est assez extraordinaire, dès la première année, c'est que nous avons vu arriver un public nouveau, pas connu de la prévention, et dans des difficultés de parcours toutes aussi importantes (les précédents témoignages nous ont bien présenté le public que l'on reçoit). Nous avons pu constater aussi que les publics ne se mélangent pas. Ceux de la rue et ceux des quartiers ne se reconnaissent pas, ceux des quartiers rejetant avec force l'image de clochard renvoyée par ceux de Choc' chaud. Pour autant, tous les ans c'est *grosso modo* 50 % du public accueilli qui se renouvelle. Et, dans une ville comme Bourg où la prévention spécialisée est très implantée, cela reste toujours surprenant.

Quelle offre est faite au PAEJ ? D'abord, c'est l'accueil inconditionnel. C'est la base. On n'y vient pas pour un projet ni pour une démarche. La ligne de conduite est de renvoyer sur l'équipe de prévention pour la réalisation des démarches.

Inconditionnel, cela implique d'accueillir la personne dans l'état où elle se présente, avec son ou ses chiens, claire ou pas trop, causante ou taiseuse. Il y a des conditions à l'accueil inconditionnel : on accueille à deux professionnels, on a un fonctionnement hyper ritualisé et très régulier, et on ne parle pas des absents (vous l'avez entendu), et simplement, on attache son chien. Les chiens sont accueillis autour de la table, dans la pièce de vie, mais on l'attache, c'est tout. Bien sûr, nul besoin de préciser que la violence n'est pas accueillie. Par contre, la colère l'est souvent. Mais accueillir, c'est aussi de proposer le café, le cas échéant la possibilité d'une douche, d'une lessive, d'un petit coup de fil. Et ça, le temps qu'il faut, vingt minutes, trois heures, ce n'est pas grave, une fois de temps en temps ou tous les jours. Pas besoin de mettre une limite à cela, chacun trouve celle qui lui convient.

Deuxième offre, c'est l'écoute. L'écoute est possible mais elle n'est pas obligatoire. En plus, surtout ou pas forcément dans un bureau en tête à tête. À chacun ses modalités, quand il est prêt ou quand elle est prête. Du coup, cela fonctionne. Par un effet surprenant, qui veut qu'à force de boire le café ensemble, de causer de tout et de rien autour du journal, voire de faire des repas ensemble (comme celui que vous avez vu), on finit par mieux se connaître. Les éduc's de prev' savent faire cela dans la rue, et c'est sur ce savoir-faire que nous nous sommes appuyés pour penser le PAEJ, tout en maintenant le décalage nécessaire.

Troisième offre, c'est l'accompagnement. C'est la suite possible, une porte toujours laissée entrouverte. On ne propose pas d'accompagnement à Chocolat chaud, car nous veillons à ce que le retour soit toujours possible tant que de besoin. Et là, nous avons beaucoup appris de Nasser qui n'osait plus revenir de peur de nous avoir déçus en foirant un projet d'insertion. Nous avons le souci du relais, solide et bien passé, car nous nous refusons à la politique de la patate chaude. Ce relais, nous pouvons l'accompagner vers la prévention spécialisée mais tout autant vers les quatre-vingts acteurs avec lesquels nous sommes en lien chaque année. C'est là que peut se jouer la notion de parcours, en suivant l'idée proposée par Patrick Declerck, un espace transitionnel de soin. Les allers et retours sont possibles. Revenir n'est pas signe d'un échec. On peut expérimenter et ensuite consolider. On peut aller flirter du côté de la prévention, faire des chantiers éducatifs avec eux, et continuer à vivre en squat. On peut en tant que mineur trouver un point de chute, voire faire une pause dans l'errance. Nous avons aussi beaucoup appris de notre fréquentation du réseau Jeunes en errance. Travailler dans l'errance avec la dynamique portée et soutenue par François Chobeaux et les collègues, nous a permis d'être attentifs à ceux qui, dans des moments clé de leur existence, peuvent se chercher, se perdre ou se fuir. C'est la même logique que, lorsqu'en prévention spécialisée, nous sommes attentifs aux situations de rupture, y compris avec les formes contemporaines qu'elles prennent. Merci. Une vignette maintenant. [Applaudissements]

Régis Mellet

Je vais vous proposer un petit parcours d'une jeune qu'on a rencontrée. J'ai pris le parcours d'une jeune qu'on a connue cette année pour qu'elle soit un peu plus actuelle que le film que vous venez de voir qui date de quatre ans. Mais, le lien, c'est notre jeune-vieux Speed que vous avez vu, qui a un master 2 et une thèse, qui est chef d'entreprise, etc. Speed est toujours dans la rue, il vit dans son camion, et il était en contact avec un groupe de jeunes que les éduc's du centre-ville ont rencontré, trois jeunes filles dont une qu'on connaissait. Je vais essayer de ne pas me planter sur les prénoms pour ne pas donner les vrais, je vais donc l'appeler Clémentine. On la connaît donc, elle passe à Choc' chaud et on la rencontre dans la rue. Et, elle est en lien avec nos anciens jeunes de la rue qui restent sur Bourg-en-Bresse. A l'occasion d'un passage de rue, les éduc's me disent « *Clémentine était avec deux petites jeunes* », genre 15-16 ans, on ne sait pas trop. En référence à François Chobeaux, on se demande si ce sont des lycéennes, des lucioles qui viennent traîner autour de la marge, si c'est l'attirance de cette marge qui représente la liberté, on ne sait pas trop.

Et puis, je vais vous parler de Julie qui arrive en mars avec Clémentine et une autre jeune fille, Melissa. Des jeunes filles effectivement, plutôt 16 ans. On les accueille une première fois, et puis, comme on fait d'habitude, on leur laisse un petit papier si elles

veulent bien se présenter (ce n'est pas obligé). On offre le café, le chocolat chaud ou froid, et puis des madeleines puisqu'on mange des madeleines... (et que des madeleines !). Premier passage dans la rue et à Choc' chaud. Là, on commence à se dire qu'elles sont jeunes effectivement. Virginie (ma collègue que vous voyez dans le film) est à l'accueil, et elle me dit « *Les deux petites jeunes sont quand même jeunes...* ». On est un peu inquiet, on se demande si elles vont revenir. Et elles reviennent. Julie revient 44 fois sur 65 ouvertures. On découvre assez vite, c'est-à-dire au bout de trois accueils, qu'elles sont effectivement jeunes et qu'elles sont toutes les deux en fugue. Normal... Et donc, c'est tout à fait normal pour un éducateur de prévention spécialisée de les croiser dans la rue en journée. On part de ce constat. Et puis, ce j'aime aussi dans le public de la prévention spécialisée, que ce soit en centre-ville ou sur les quartiers, ce sont la présence des jeunes et les signes qu'ils nous donnent. Là, des « gamines » de 15-16 ans (je vais les appeler comme ça) qui traînent toute la journée au centre-ville, cela doit normalement allumer un clignotant chez l'éduc de prev'.

Elle arrive donc le 22 mars, et le 3 avril, on se dit que, quand même, il ne faut pas déconner, fugueuse, on discute avec elle, on sait que l'une vient de la Maison de l'Enfant et l'autre d'une MECS à Bourg. On discute avec elle et on lui « *téléphone à tes éducateurs, ce serait pas mal, on te laisse un jour et on verra bien, si tu viens le lendemain, on téléphonera à tes éduc* ». D'ailleurs, c'est ce qu'on va faire, on les contacte pour leur dire que la jeune Julie est là. Et puis, on ne lui demande rien d'autre. Pendant le mois d'avril, on passe trois coups de téléphone. Entre-temps, elle fait des allers et retours entre « *En fait, je suis en fugue mais je vais quand même retourner au foyer* » et « *Mais je vais quand même re-fuguer après* »... Et puis, il arrive un moment, au milieu du mois d'avril, où les éducateurs téléphonent : « *Julie est bien là ?* » - « *Oui, elle est bien là* ». On avance donc avec ses allers et retours. Elle est là fréquemment, tout le monde est d'accord, ce n'est pas vraiment de la fugue, c'est qu'elle ne sait pas quoi faire. Et donc, on avance avec elle sur cette histoire. Un jour, fin mai, elle nous dit « *Il faudrait que je téléphone à mon psy parce que j'avais un rendez-vous et je l'ai loupé* ». On téléphone alors à son psy. Même chose avec Julie : elle n'était pas fugueuse mais juste une jeune fille. Comme disait Roland, on l'a accueillie dans un premier temps, c'est-à-dire que l'accueil n'est pas une proposition de contrat, on ne parle pas des absents. Par contre, on ouvre à 9 heures et on ferme à midi, on n'ouvre pas à 9 heures moins 5 et on ne ferme pas 12 h 10... Tout le monde le sait et c'est clair. Vous voyez que c'est hyper rigoureux, en fait. Ce n'est pas non plus un rendez-vous. On lui a dit que c'était ouvert, c'est tout. Des rendez-vous, elle va en avoir, parce que les éducateurs de prévention vont articuler en disant « *Tu as une demande ? Il faut prendre un rendez-vous avec ton psy ? Passe alors au local d'à côté, on va prendre un rendez-vous au local de l'équipe de prévention spécialisée et on va t'accompagner individuellement, tu ne seras pas dans le groupe* ». Dans le groupe, il se joue aussi des choses. On l'accueille, elle a beaucoup d'attentes affectives et alors là elle va chercher une rencontre amoureuse. Tout à l'heure, on faisait une réflexion sur le droit à l'échec. Eh bien, pourquoi pas ? Pourquoi pas l'échec ? Pour moi, si on fait des expériences – c'est le propre de l'expérience en science –, c'est à partir de ratés ou de réussites qu'on peut avancer.

Au bout de quelques passages à Chocolat chaud, elle va jouer autre chose dans le groupe, elle va être en pleine séduction et elle va tomber sur le bon... Non, ce n'est pas vrai, elle va tomber sur un gars mais ce ne sera pas le bon, ça va s'arrêter. En même temps, elle va en faire une expérience et elle va le faire au milieu d'un groupe. Par contre, elle ne va pas nous en parler du tout en individuel. On va

l'accompagner du mois de mars au mois de septembre, avec une gradation du suivi. On va prendre rendez-vous en juin avec l'équipe de la MECS, en lui disant que ce serait bien de se rencontrer au lieu de s'avoir de temps en temps. Elle en pense plutôt du bien de ce rendez-vous, disant que l'équipe de la MECS sait déjà qu'elle vient, etc. Le point d'accueil écoute jeunes, c'est le point d'accueil et on l'a accueillie, c'est l'écoute et on l'a écoutée, et puis on est passé à autre chose, à un accompagnement individuel mais qui ne peut se faire qu'à partir de la prévention spécialisée, et non à partir de l'accueil. On va donc basculer du côté de la prévention spécialisée, et on va y aller avec les deux éducateurs de prev' et moi-même en tant que coordinateur. On va poser institutionnellement les choses en disant « *On est autour de toi, on se connaît, on parle de toi* ». On l'accompagne donc physiquement. Du coup, on va passer le relais. Le premier relais à Choc' chaud a été le relais de la prev'. Le deuxième, c'est le relais de la MECS qu'on va rencontrer et qui nous dit « *Oui mais pour Julie, on a un projet, on doit l'emmener à Madagascar en séjour de rupture* »... Super, c'est bien, on nous avait dit qu'il y avait un projet mais « *je n'ai pas trop envie d'y aller* »... On lui dit que ce n'est peut-être pas pour tout de suite et qu'on a le temps d'y travailler tous ensemble, etc. Et puis, arrive la période d'été où les MECS ont la très bonne idée d'emmener des jeunes pour passer des transferts ou des camps pendant une semaine au soleil. On travaille donc avec elle en lui demandant ce qu'on peut faire. Du côté de la prév', on lui demande si elle veut faire un peu de chantier éducatif avec nous. On lui propose donc un chantier et la MECS lui propose une articulation « *Tu travailles un peu, puis tu vas en camp pendant une semaine, tu pourras continuer ce que tu as commencé* ». Et donc, on commence le premier chantier et tout se passe bien. Puis, elle part en camp, et au bout de deux jours, elle se ramène en disant que c'est nul... On refait donc un chantier avec elle, puis elle part en août et là tout se passe bien. On se revoit en septembre avec elle et la MECS. Pour partir à Madagascar, il faut qu'elle ait l'autorisation de ses parents, notamment pour avoir un passeport, sauf qu'elle n'a pas vu son père depuis des années, qu'elle est en conflit avec lui. On va l'accompagner physiquement avec les éducateurs de la MECS pour qu'elle rencontre son père et qu'il signe l'autorisation pour qu'elle puisse avoir un passeport. À partir du mois de septembre, elle vient me dire bonjour et elle ne revient pas. Sur les 65 fois, elle est venue 44 fois, mais elle n'est pas revenue depuis septembre. Elle a réintégré les locaux de la MECS, elle a changé de groupe pour intégrer un groupe de « grandes », et elle bosse son projet pour Madagascar. Par contre, on essaie toujours d'être en lien parce que c'est aussi une façon de se dire qu'on a passé quatre mois ensemble à parcourir un épisode un peu tournant dans sa vie. On ne va pas lui en demander plus, tant qu'elle ne vienne pas nous voir. [Applaudissements]

Échange avec la salle

Laure Sourmais

Merci beaucoup pour avoir tenu le timing. Avez-vous des questions, des remarques ou des partages d'expériences ?

QUESTION DE LA SALLE

Un représentant de la Sauvegarde de Basse-Terre

Bonjour, Raymond de la Sauvegarde de Basse-Terre. Depuis ce matin, on parle beaucoup d'errance mais à l'intérieur de vos différents territoires. Est-ce qu'il y a des situations d'itinérance, c'est-à-dire d'interpénétration des territoires en dehors des territoires administratifs ? J'ai entendu parler de territorialité ce matin sur un aspect juridique, sauf que les personnes que nous devons prendre en charge se targuent peu de connaître les espaces juridiques, c'est-à-dire la commune, la ville, l'agglomération, la métropole. Est-ce quelque chose qui est prégnant chez vous ? De notre côté, nous traitons cette question de l'itinérance et de l'errance à l'intérieur de notre territoire depuis une dizaine d'années. Avez-vous les mêmes préoccupations ? Si oui, avez-vous des réponses ?

Roland Février

Je vous donnerai un premier élément et Régis pourra compléter. Ce qui était assez surprenant dans un premier temps, c'est que parmi les résistances qu'on a eues à l'ouverture de ce lieu, c'était qu'on allait accueillir tous les zonards de France et d'ailleurs. Ce que cela a révélé, c'est qu'est venu un public assez local, donc plutôt une errance subjective, on pourrait dire, que territoriale. Mais quand même, pas uniquement puisque, selon les axes où on est, on a eu pas mal de passages liés à ceux qui font les saisons ou la route. Les deux types d'errance coexistent. Ce qui était intéressant, c'est que l'ouverture d'un lieu comme Chocolat chaud, c'est-à-dire qui n'est pas prévention spécialisée, nous a déconnecté ou délié de la contrainte liée au territoire. Du coup, le PAEJ, avec sa vocation départementale, ne se posait plus la question de savoir où habitait tel ou tel jeune, ce n'était pas une question à travailler. Étaient accueillis tous ceux qui pouvaient se présenter, (même Kosovars et Bosniaques puisqu'on en a eu au moment de ces guerres), alors qu'en prévention on était un peu lié aux limites du territoire par les conventions. Les deux types, errance et itinérance, se sont croisés dans nos actions.

Régis Mellet

Itinérance oui, mais une grande partie du public vient quand même du bassin. Elle peut bouger et revenir, cela fait un peu repère dans l'itinérance puisque les origines se situent autour de Bourg. Sinon, dans l'ensemble des passages, il y a aussi beaucoup de gens qui ne viennent qu'une fois. Et puis, phénomène nouveau, ce sont les jeunes migrants, plutôt jeunes adultes migrants en attente de papiers ou déboutés, qui viennent s'inscrire dans un lieu qui leur est ouvert au même titre que tout le monde. Ces jeunes sont aussi des jeunes qui vont s'installer sur le territoire, qui vont rester. On ne peut pas dire qu'on fait de suivi de gens qui font de l'itinérance. On n'est pas repéré comme un lieu possible pour quelqu'un qui serait de passage.

Florian Pena

Étant un lieu complètement libre et ouvert, on accueille tout public. Et cela change d'une année à l'autre si on regarde les statistiques. C'est un PAEJ départemental, mais il est implanté à Bourg seulement, ouvert quatre matinées par semaine seulement, et pourtant, il a quand même une vocation départementale et une ouverture départementale, surtout que le cahier des charges de l'État dit clairement que le minima pour un point accueil écoute jeunes est la permanence d'accueil pour un minimum de quatre matinées par semaine, plus des antennes dites territorialisées. À ce jour, nous n'avons que ces quatre temps d'accueil (sauf mercredi), le matin, avec des publics qui changent.

Il y a deux ans, on a eu beaucoup de publics de Bourg, un peu du reste de l'agglomération (environ 10 %), du département et hors département. On voit aussi que de plus en plus de public vient de l'agglomération, c'est-à-dire qu'il y a aussi une prise de conscience des jeunes qui ne sont pas forcément de Bourg mais qui viennent. Après, le suivi se fait à partir de l'outil de prévention spécialisée, l'accompagnement. Pour moi, le PAEJ est une porte d'entrée pour la prev'. Mais nous sommes loin du déploiement que l'on veut, sur les zones dites blanches où on n'a pas de lecture de ce qui se passe, où même les services du conseil départemental ne savent pas et où peu d'acteurs sociaux interviennent. C'est un outil qui peut se déployer et qui doit se déployer par rapport à ce qui est posé par le cahier des charges, mais pour l'instant les moyens ne sont pas derrière (là, je parle du point de vue institutionnel). Mon idée est un peu curieuse, dans le sens où je veux à la fois que le PAEJ soit plus intégré dans le service, dans l'équipe de prévention spécialisée et que du coup un éducateur est référent et l'équipe peut tourner au moins une fois par semaine pour faire un accueil, se rendre compte et créer du lien avec ces jeunes qui viennent au PAEJ, mais aussi je veux pouvoir intervenir sur les territoires où il n'y a pas grand-chose, qu'on ne connaît pas le public qui s'y trouve et qui nous échappe.

Laure Sourmais

Je vous remercie tous les trois pour votre intervention. [Applaudissements]

Je laisse la parole à Fabienne Quiriau pour la conclusion des journées.

CONCLUSION DE LA JOURNÉE

Fabienne Quiriau

Encore une fois, merci à tous les intervenants et au public. Vous avez contribué les uns et les autres à faire de ces journées un temps très stimulant, merci à vous.

Notre message est que la CNAPE restera toujours mobilisée et engagée pour la prévention spécialisée. Vous pouvez compter sur nous.

Et n'hésitez pas à nous rejoindre d'une manière ou d'une autre. Et puis, troisième message, rendez-vous dans un an, merci.



118 rue du Château des Rentiers, 75013 Paris
Tél. 01 45 83 50 60 - E-mail : contact@cnape.fr
www.cnape.fr